



Mobilité internationale

Les données de la protection sociale



AVANT-PROPOS

En application de l'article R. 767-2 du Code de la Sécurité Sociale, le Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale (Cleiss) a pour mission de collecter les données statistiques et comptables sur la mise en œuvre des règlements européens de la Communauté européenne, des accords internationaux de sécurité sociale et des autres accords de coordination, et d'établir un rapport annuel décrivant essentiellement l'ensemble des transferts de fonds connus vers ou en provenance de l'étranger.

Ces transferts sont effectués directement par le Cleiss jusqu'à fin 2014 ou enregistrés dans les statistiques qui lui sont fournies par les organismes de sécurité sociale, les organismes d'assurance chômage et les institutions de retraite complémentaire.

L'objectif des règlements européens et des accords internationaux de sécurité sociale est de faciliter la libre circulation des personnes en mobilité transnationale en assurant une continuité de leur protection sociale lorsque ces personnes passent d'une législation à une autre. Pour y parvenir, ces règlements et accords organisent une coordination des systèmes de sécurité sociale de deux ou plusieurs États ; ils ne prétendent pas à une uniformisation de ces systèmes.

Quels sont les pays visés ?

Pour favoriser cette mobilité internationale en expansion accélérée, la France et l'Europe disposent d'un cadre juridique commun visant l'ensemble de la protection sociale :

- **Les règlements européens 883/2004 et 987/2009** qui sont applicables aux États membres de l'Union européenne, aux 3 pays de l'EEE (Islande, Liechtenstein et Norvège) depuis le 1^{er} juin 2012 et à la Suisse depuis le 1^{er} avril 2012 ;
- **S'agissant des accords internationaux, la France a conclu 38 conventions bilatérales** avec des partenaires pour l'essentiel extra-européens et 3 décrets de coordination concernant les territoires ultramarins de Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Saint-Pierre et Miquelon.

À noter : contrairement aux règlements européens qui visent tous les risques, les accords bilatéraux ne sont pas uniformes et couvrent des prestations variables suivant les pays signataires.

Quelles sont les personnes concernées par ces textes ?

S'agissant des pays de l'UE-EEE-Suisse et des territoires d'outremer concernés, le champ de leurs bénéficiaires est très large : **l'ensemble des citoyens européens, les réfugiés et apatrides résidant dans un État membre qui sont ou ont été soumis à la législation d'un ou de plusieurs États membres ainsi que les membres de leur famille et leurs survivants.**

Quant aux conventions bilatérales et décrets de coordination, le champ des bénéficiaires est généralement limité aux **ressortissants de l'un ou l'autre État** qui exercent ou ont exercé une activité professionnelle dans l'un ou l'autre État.

Autres thématiques abordées dans ce rapport :

- En matière de législation applicable, le Cleiss procède depuis une dizaine d'années, à une collecte annuelle des dénombrements de formulaires de détachements émis par les organismes de protection sociale français (Détachements « sortants » de la France vers l'étranger).
- Les flux financiers en provenance des organismes européens de protection sociale, essentiellement en matière de pensions de vieillesse et d'invalidité ;
- Les mouvements migratoires, informations communiquées par l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) et le Ministère des Affaires Étrangères et du Développement International.

NOUVEAUTÉ 2014 : le Cleiss diffuse désormais les dénombrements de formulaires de détachements émis par les organismes de protection sociale européens pour des détachements en France (**Détachements « entrants » des pays de l'UE-EEE-Suisse vers la France**).

Ces données sont collectées chaque année par la CACSSS (Commission Administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale) à Bruxelles. Les dernières données disponibles sont celles de l'année 2013.


Comme l'an dernier, ce rapport est disponible sur deux supports :

La version intégrale (données globales pour tous les risques et pays, plus, exportable par fichiers Excel, le détail par régimes de sécurité sociale) téléchargeable sur le site du Cleiss.

La version « synthétique » diffusée sur plaquette, contenant les données ci-dessus, à l'exception du détail par régimes.

POUR INFORMATION :

- Les icônes :

Version Excel  indique au lecteur que le contenu de la page du rapport version interactive est disponible à l'identique, mais sous Excel.

Plus de détails  indique au lecteur que le contenu de la page du rapport version interactive est consultable dans une mouture détaillée par régimes et par modes de paiement au format Excel.

 indique la présence d'un glossaire à la fin du rapport.

- Il est possible d'obtenir le détail des données par pays n'ayant aucun accord de sécurité sociale avec la France (voir partie 3 – Rentes, pensions et allocations – Pays hors conventions) sur simple demande adressée à defs@cleiss.fr, sous réserve que les informations recueillies auprès des différents régimes de sécurité sociale français soient disponibles.

Pour plus d'information, consultez le site du Cleiss : www.cleiss.fr

INTRODUCTION.....	• 6
-------------------	-----

PARTIE 1 : SOINS DE SANTÉ – MALADIE AT/MP

- Les créances et les dettes présentées

> Tous types d'accords	• 16
> Règlements européens.....	• 18
> Accords internationaux.....	• 21

- Les remboursements des dépenses de santé

LES REMBOURSEMENTS PAR LA FRANCE (CLEISS + CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE)

> Tous types d'accords	• 24
> Règlements européens.....	• 27
> Accords internationaux.....	• 29
> Pays hors conventions.....	• 32

LES REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS UNIQUEMENT

> Tous types d'accords	• 36
> Règlements européens.....	• 39
> Accords internationaux.....	• 43

- Incapacité temporaire

> Règlements européens.....	• 48
> Accords internationaux.....	• 54

PARTIE 2 : PRESTATIONS FAMILIALES

• Synthèse	• 62
• Règlements européens.....	• 66
• Accords internationaux.....	• 70

PARTIE 3 : RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

• Avant-propos.....	• 76
• Synthèse	• 77
• Règlements européens.....	• 80
• Accords internationaux.....	• 98
• Pays hors conventions.....	• 116

PARTIE 4 : ASSURANCE CHÔMAGE

- Règlements européens..... • 120

PARTIE 5 : LÉGISLATION APPLICABLE

- Avant-propos..... • 122
- Détachements sortants
 - > Synthèse • 126
 - > Règlements européens..... • 128
 - > Accords internationaux..... • 132
 - > Pays hors conventions..... • 136
- Détachements entrants
 - > Règlements européens..... • 140
- Détachements entrants et sortants
 - > Règlements européens..... • 143

PARTIE 6 : FLUX FINANCIERS ÉTRANGER → FRANCE

- Règlements européens..... • 150

PARTIE 7 : MOUVEMENTS MIGRATOIRES

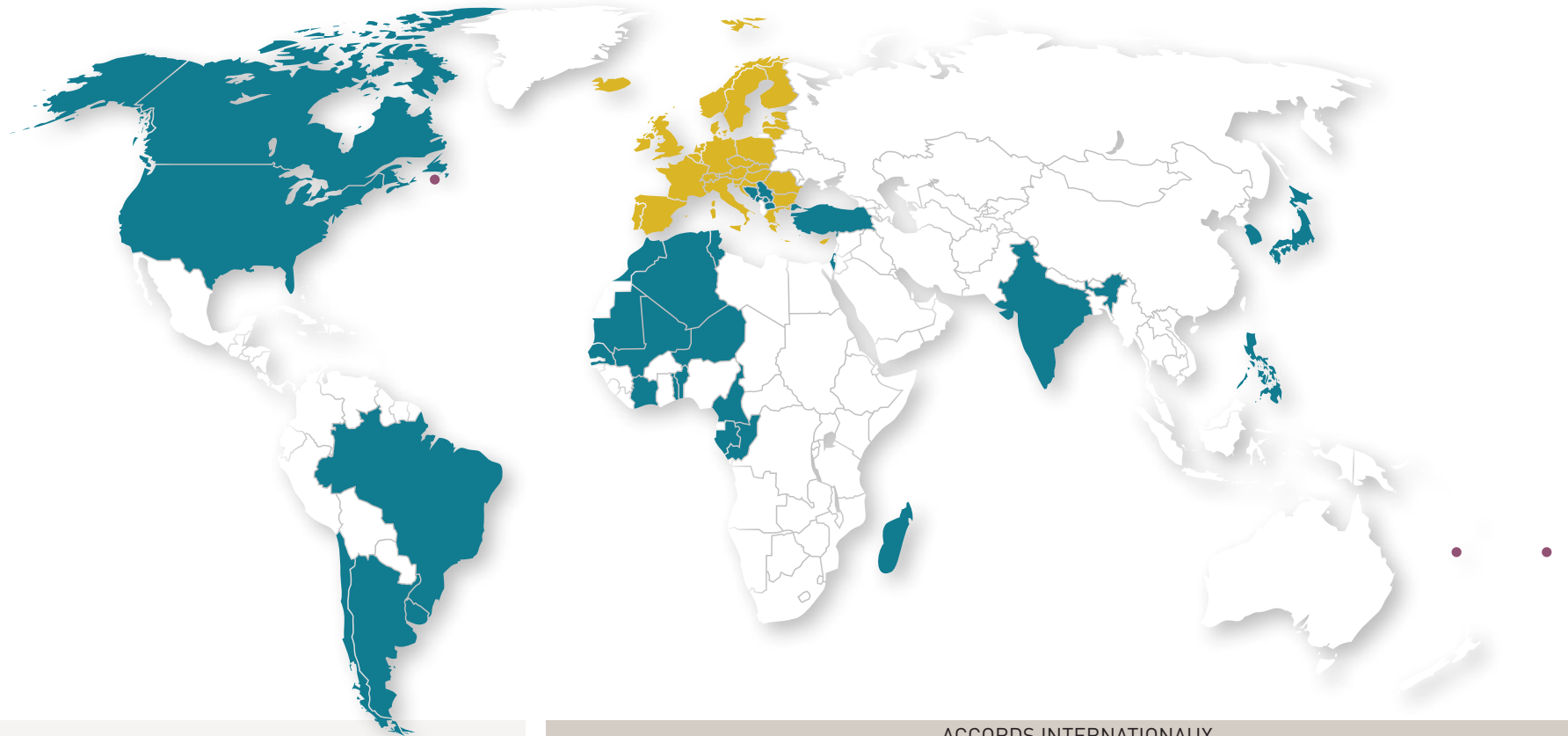
- Les travailleurs étrangers entrés en France • 154
- Immigration familiale..... • 160
- Les Français à l'étranger..... • 164

- GLOSSAIRE..... • 171



INTRODUCTION

LES ACCORDS DE SÉCURITÉ SOCIALE SIGNÉS PAR LA FRANCE DANS LA MONDE



● Règlements européens

- | | | | |
|-----------|---------------|--------------------|-------------|
| Allemagne | Finlande | Lituanie | Roumanie |
| Autriche | France | Luxembourg | Royaume-Uni |
| Belgique | Grèce | Malte | Slovaquie |
| Bulgarie | Hongrie | Norvège | Slovénie |
| Chypre | Irlande | Pays-Bas | Suède |
| Croatie | Islande | Pologne | Suisse |
| Danemark | Italie | Portugal | |
| Espagne | Lettonie | République tchèque | |
| Estonie | Liechtenstein | | |

ACCORDS INTERNATIONAUX

● Conventions bilatérales

- | | | |
|--------------------|---------------------------|------------|
| Algérie | Cap-Vert | Jéthou |
| Andorre | Chili | Inde |
| Argentine | Congo (rép. du) | Israël |
| Bénin | Corée | Japon |
| Bosnie-Herzégovine | Côte d'Ivoire | Jersey |
| Brésil | États-Unis | Kosovo |
| Cameroun | Gabon | Macédoine |
| Canada | Guernesey, Aurigny, Herm. | Madagascar |
| | | Mali |

● Décrets de coordination

- | | |
|---------|--------------------------|
| Serbie | Nouvelle-Calédonie |
| Togo | Polynésie française |
| Tunisie | Saint-Pierre et Miquelon |
| Turquie | |
| Uruguay | |

ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2014 DES RÉGLEMENTS EUROPÉENS, CONVENTIONS BILATÉRALES ET DÉCRETS DE COORDINATION SIGNÉS PAR LA FRANCE

Pays	Textes de base	Date d'entrée en vigueur	Prestations										Observations
			Maladie-Maternité/Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accident du travail et maladie professionnelle	Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays	
				Famille des travailleurs ⁽¹⁾	Séjour temporaire ⁽²⁾	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleur détaché ⁽³⁾					
RÈGLEMENTS EUROPÉENS													
Union Européenne	Règlements (CE) n° 883/2004 et n° 987/2009	01/05/10										Exportation de certaines prestations familiales françaises	** Choix effectué par chaque institution compétente Pour l'Islande, la Norvège, le Liechtenstein et la Suisse, application des règlements (CEE) n° 1408/71 et n° 574/72 avant l'entrée en vigueur des règlements (CE) n° 883/2004 et n° 987/2009
Islande		01/06/12	oui	oui	T et F	oui	oui	oui	oui	oui**	oui		
Norvège		01/06/12											
Liechtenstein		01/06/12											
Suisse		01/04/12											
ACCORDS INTERNATIONAUX													
CONVENTIONS BILATÉRALES													
Algérie	Convention générale du 01/10/1980	01/02/82	oui	oui	T.F.A	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Participation	
Andorre	Convention de sécurité sociale entre la République française et la Principauté d'Andorre du 12/12/2000	01/06/03	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	En faveur des travailleurs détachés et autres personnes visées à l'article 4 de la convention*	* Les fonctionnaires, les personnels administratifs et techniques des missions diplomatiques et des postes consulaires, les personnes appartenant au personnel roulant et navigant d'une entreprise effectuant des transports internationaux
Argentine	Convention du 22/09/20008	01/11/12	non	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	
Bénin	Convention générale et protocole n°1 du 06/11/1979	01/09/81	oui*	non	oui*	oui**	non	oui***	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** Sauf dans le sens France-Bénin. *** Uniquement dans le sens France-Bénin. Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
Bosnie- Herzégovine	Accord sous forme d'échanges de lettres en 2003 ⁽⁴⁾	04/12/03	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
Brésil	Accord de sécurité sociale du 15/12/2011	01/09/14	non	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	
Cameroun	Convention générale du 05/11/1990	01/03/92	oui*	non	non	oui*	non	oui**	oui	oui	oui	AF du pays de résidence	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de AT, prestations en nature servies au choix du travailleur



ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2014 DES RÉGLEMENTS EUROPÉENS, CONVENTIONS BILATÉRALES ET DÉCRETS DE COORDINATION SIGNÉS PAR LA FRANCE (SUITE)

Pays	Textes de base	Date d'entrée en vigueur	Prestations										Observations	
			Maladie-Maternité/ Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accident du travail et maladie professionnelle	Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays		
				Famille des travailleurs ⁽¹⁾	Séjour temporaire ⁽²⁾	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleur détaché ⁽³⁾						
Canada	Accord du 09/02/1979	01/03/81	non	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non	
Cap-Vert	Convention générale du 15/01/1980	01/04/83	oui	oui	T.F.A	oui	non	oui*	oui	oui	oui	Participation	* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation.	
Chili	Convention générale du 26/06/1999	01/09/01	non	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	non		
Congo	Convention générale et protocole n°1 du 11/02/1987	01/06/88	oui*	non	non	oui**	non	oui***	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** Sauf dans le sens France-Congo *** Uniquement dans le sens France-Congo. Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.	
Corée	Accord du 06/12/2004	01/06/07	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non		
Côte d'Ivoire	Convention générale et protocole n°1 du 16/01/1985	01/01/87	oui*	non	non	oui**	non	non	non	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité : pas de régime légal d'assurance maladie en Côte d'Ivoire. ** Sauf dans le sens France-Côte d'Ivoire	
États-Unis	Accord du 02/03/1987	01/07/88	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non		
Gabon	Accord du 02/10/1980	01/02/83	oui	oui	T.F.A.	oui	non	oui*	oui	oui	oui	Participation	* Prestations en nature servies au choix du tra- vailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation	
Guernesey	Convention franco-britannique du 10/07/1956	01/05/58	oui	oui	T et F*	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du pays de résidence à charge du pays d'emploi	* Seulement en cas d'hospitalisation d'urgence (assurance maladie pendant un séjour de moins de trois mois)	
	Échange de lettre franco- britannique du 29/05/1979	12/05/80												
Inde	Accord du 30/09/2008	01/07/11	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non		
Israël	Convention du 17/12/1965	01/10/66	oui*	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	* Uniquement pour l'assurance maternité ; pas de régime légal d'assurance maladie en Israël.	
Japon	Accord du 25/02/2005	01/06/07	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non		
Jersey	Convention franco- britannique du 10/07/1956	01/05/58	oui	oui	T et F*	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du pays de résidence à charge du pays d'emploi	* Seulement en cas d'hospitalisation d'urgence (assurance maladie pendant un séjour de moins de trois mois)	
	Échange de lettre franco- britannique du 29/05/1979	12/05/80												



ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2014 DES RÉGLEMENTS EUROPÉENS, CONVENTIONS BILATÉRALES ET DÉCRETS DE COORDINATION SIGNÉS PAR LA FRANCE (SUITE)

Pays	Textes de base	Date d'entrée en vigueur	Prestations										Observations	
			Maladie-Maternité/ Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accident du travail et maladie professionnelle	Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays		
				Famille des travailleurs ⁽¹⁾	Séjour temporaire ⁽²⁾	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleur détaché ⁽³⁾						
Kosovo	Accord sous forme d'échanges de lettres en février 2013 ⁽⁵⁾	06/02/13	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
Macédoine	Échanges de lettres en 1995 ⁽⁶⁾	14/12/95	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de familles (I.C.F.)	
Madagascar	Convention et protocole du 08/05/1967	01/03/68	non	non	non	oui*	non	non	non	pas visé	oui		Participation	* Uniquement en cas de maladie dans le sens France-Madagascar.
Mali	Convention générale du 12/06/1979	01/06/83	oui	oui	T.F.A.*	oui	non	oui**	non	oui	oui		Participation	* Uniquement en cas de maladie ** Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de séjour ou par l'institution d'affiliation.
Maroc	Convention générale du 22/10/2007	01/07/11	oui	oui	T.F.A.	oui	non	oui*	oui	oui	oui		Allocations transférables	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
Mauritanie	Convention générale et protocole du 22/07/1965	01/02/67	non	non	non	oui*	non	non	oui	oui	oui		Participation	* Uniquement en cas de maladie dans le sens France-Mauritanie.
Monaco	Convention générale du 28/02/1952	01/04/54	oui	oui	T et F	oui	oui	oui*	oui	oui	oui		Transfert des AF du pays d'emploi	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur
Monténégro	Accord du 26 mars 2003 ⁽⁷⁾	26/03/03	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui		Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
Niger	Convention générale et protocole du 28/03/1973	01/11/74	oui*	non	T*	oui**	non	oui	oui	oui	oui		Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de maladie dans le sens France-Niger
Philippines	Convention générale du 07/02/1990	01/11/94	oui	non	non	non	non	oui*	oui	oui	oui		non	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur
Québec	Entente du 17/12/2003	01/12/06	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui		non	
Saint-Marin	Convention générale du 12/07/1949	01/01/51	oui	non	non	non	non	non	oui	oui	oui		non	
Sénégal	Convention et protocole n°1 du 29/03/1974	01/09/76	oui*	non	non	oui**	non	oui***	non	oui	oui		Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité ** En cas de maladie, uniquement dans le sens France-Sénégal et en cas de maternité, des positions bilatérales *** Travailleur français détaché au Sénégal.
Serbie	Accord du 26 mars 2003 ⁽⁷⁾	26/03/03	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui		Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	





ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2014 DES RÉGLEMENTS EUROPÉENS, CONVENTIONS BILATÉRALES ET DÉCRETS DE COORDINATION SIGNÉS PAR LA FRANCE (SUITE ET FIN)

Pays	Textes de base	Date d'entrée en vigueur	Prestations										Observations
			Maladie-Maternité/Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accident du travail et maladie professionnelle	Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays	
				Famille des travailleurs ⁽¹⁾	Séjour temporaire ⁽²⁾	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleur détaché ⁽³⁾					
Togo	Convention générale et protocole n°1 du 07/12/1971	01/07/73	oui*	non	T*	oui**	non	oui	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de maladie dans le sens France-Togo.
Tunisie	Convention générale du 26/06/03	01/04/07	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	Période transitoire du 01/04/2007 au 31/12/2011 Le montant des allocations familiales est adressé par l'institution de l'État d'emploi directement à la personne assurant la garde des enfants dans l'autre pays.
Turquie	Convention générale du 20/01/1972	01/08/73	oui	oui	T	oui	oui	oui*	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de familles (I.C.F.)	* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation.
Uruguay	Accord de sécurité sociale du 06/12/2010	01/07/14	non	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	non	
DÉCRETS DE COORDINATION													
Nouvelle-Calédonie	Accord du 09/11/2002	01/12/02	oui	oui	T et F	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	
Polynésie française	Accord du 26/12/1994	01/01/95	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	
Saint-Pierre et Miquelon	Accord du 10/05/2011	01/06/11	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	

T = Travailleurs ; F = Famille ; T.F.A. = Travailleur et famille qui l'accompagne

(1) Familles restées dans le pays d'origine du travailleur

(2) Retour du travailleur dans son pays d'origine pendant les congés payés, ou l'absence autorisée (Québec) à l'exception des Règlements européens

(3) Possibilité d'obtenir le service des prestations en nature par l'institution du lieu d'emploi temporaire

(4) Échange de lettres des 3 et 4 décembre 2003 entre la France et la Bosnie-Herzégovine relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

(5) Accord du 6 février 2013 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kosovo relatif à la succession en matière de traités bilatéraux conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950)

(6) Échange de lettres des 13 et 14 décembre 1995 entre la France et la Macédoine relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

(7) Accord du 26 mars 2003 entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de Serbie et Montenegro relatif à la succession en matière de traités bilatéraux conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950)

NB : - La convention entre la France et le Royaume-Uni du 10 juillet 1956 reste applicable aux îles anglo-normandes : Guernesey, Aurigny, Herm, Jethou et Jersey

- Les conventions signées par la France ne sont applicables qu'aux salariés à l'exception de celles signées avec Andorre, Argentine, Brésil, Canada, Chili, Corée, Etats-Unis, Inde, Japon, Maroc, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Québec, Saint-Pierre-et-Miquelon, Tunisie et Uruguay qui visent également les non-salariés et bien entendu les règlements européens à compter du 01/07/1982

- L'assurance chômage est visée dans le champ d'application des règlements européens, ce qui n'est pas le cas des autres accords.



Présentation

Le rapport statistique relatif à l'exercice 2014 se présente en sept parties :

- les soins de santé et contrôles médicaux (créances et dettes présentées en 2014, créances et dettes remboursées en 2014), les prestations en espèces des assurances maladie-maternité et/ou paternité et AT-MP (Accidents du Travail-Maladies Professionnelles) servies par la France pour le compte d'un autre Etat
- les prestations familiales
- les rentes AT-MP, les pensions d'invalidité et de vieillesse, les allocations veuvage et le capital décès ainsi que les allocations de retraite complémentaire
- l'assurance chômage
- la législation applicable (Nouveauté 2014 : les détachements « entrants »)
- les flux financiers étranger → France (données statistiques en matière de pensions de vieillesse et d'invalidité en provenance de nos principaux partenaires européens)
- les mouvements migratoires

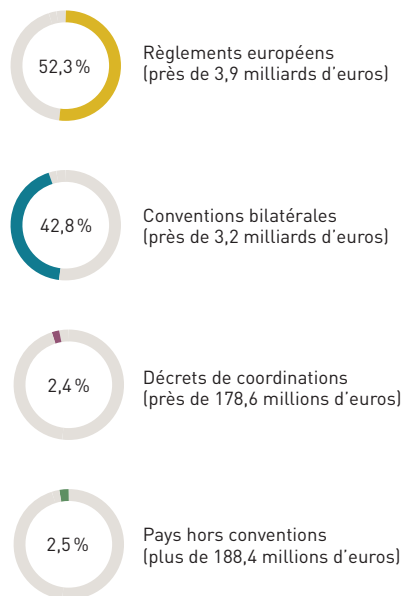
Quelques chiffres-clés

La ventilation des paiements fait ressortir qu'au cours de l'année 2014, **7,46 milliards d'euros** ont été payés par la France en application des règlements européens et accords internationaux de sécurité sociale contre 6,93 milliards d'euros en 2013, soit une augmentation de 7,61 % représentant plus de 527,55 millions d'euros.

Cette forte évolution s'explique essentiellement par l'augmentation sur les postes des soins de santé - contrôles médicaux (+ 295,56 millions d'euros), des retraites complémentaires (+ 185,36 millions d'euros) et des pensions de vieillesse (+ 44,99 millions d'euros).

RÉPARTITION DES PAIEMENTS RÉALISÉS

PAR LA FRANCE EN 2014



Cette répartition par zones géographiques est quasi-identique aux années précédentes.

Dans les pages suivantes figure le détail de ces paiements par types de prestations ainsi que leurs évolutions sur 10 ans, depuis 2005. Dans le tableau synthétique (voir page suivante) est présenté l'ensemble des paiements effectués en application des accords internationaux et des règlements européens de sécurité sociale, y compris ceux réalisés par les organismes de retraite complémentaire.

Provenance des données du Cleiss

Pour réaliser l'édition 2014 du présent rapport, la Direction des Etudes Financières et Statistiques (DEFS) du Cleiss a collecté et consolidé 9291 états statistiques transmis selon la répartition suivante :

Régimes et organismes	Nombre d'états statistiques reçus
CCMSA	4 030
CNAMTS	3 200
CNAF	502
RSI	475
AGIRC-ARRCO	312
CNAV	256
Régimes spéciaux	214
Professions Libérales	168
Minier	116
E.N.I.M.	14
MGEN	4
TOTAL GÉNÉRAL	9 291

Nota bene : les éléments recueillis dans le présent rapport sont donc le résultat d'une collecte de données par le Cleiss auprès des différents régimes ou institutions de sécurité sociale français. Ces derniers sont responsables des données qu'ils nous communiquent. L'ensemble de ces éléments fait ensuite l'objet au Cleiss de contrôles tant quantitatifs que qualitatifs afin d'offrir au lecteur l'information la plus fiable possible. S'agissant des détachements « entrants », les données sont celles communiquées à la Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale (CACSSS) par les Etats européens.

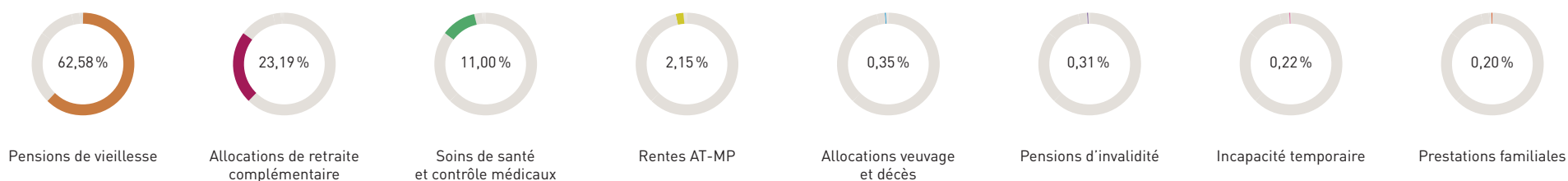
TABLEAU SYNTHÉTIQUE - VENTILATION DES PAIEMENTS EFFECTUÉS PAR LA FRANCE À L'ÉTRANGER

Type d'accord	Montants en euros									%
	Soins de santé et contrôles médicaux	Incapacité temporaire	Prestations familiales	Rentes AT-MP	Pensions d'invalidité	Pensions de vieillesse	Allocations de retraite complémentaire	Allocations veuvage et décès	TOTAL	
Règlements Européens	551 332 895	12 795 200	10 470 607	86 058 410	17 094 904	2 287 725 320	932 750 596	1 334 233	3 899 562 164	52,26
Conventions bilatérales	185 660 099	3 565 915	4 207 876	73 205 193	5 196 497	2 255 961 655	643 232 962	24 532 146	3 195 562 344	42,82
Décrets de coordination	75 821 437	46 533	1 552	69 003	90 849	29 149 868	73 365 741	8 275	178 553 258	2,39
Pays hors conventions	8 008 138			1 118 459	984 415	96 971 200	81 281 984	5 539	188 369 736	2,52
TOTAL 2014⁽¹⁾	820 822 570	16 407 648	14 680 035	160 451 065	23 366 665	4 669 808 042	1 730 631 283	25 880 193	7 462 047 502	100,00
TOTAL 2013⁽²⁾	525 260 227	16 043 891	15 264 554	163 804 677	22 248 814	4 624 811 288	1 545 267 424	21 792 085	6 934 492 961	
% d'évolution	56,27	2,27	-3,83	-2,05	5,02	0,97	12,00	18,76	7,61	

[1] Le montant de 820 822 570 € indiqué en «Soins de santé et contrôles médicaux» pour 2014 comprend les montants remboursés par le Cleiss (soit plus de 681,2 millions d'euros) mais également les montants remboursés par les caisses de sécurité sociale (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements)

[2] Même remarque que Total 2014 (Montant remboursé par le Cleiss : près de 404,5 millions d'euros)

RÉPARTITION PAR TYPES DE PRESTATIONS DES PAIEMENTS RÉALISÉS PAR LA FRANCE VERS L'ÉTRANGER EN 2014



Plus de 7,4 milliards d'euros payés par la France au cours de l'année 2014 en application des accords internationaux de sécurité sociale soit une augmentation de plus de 527,5 millions par rapport à 2013 (+ 7,61 %).

Le poste «retraite» représente à lui seul près de 86 % des flux vers l'étranger : les pensions de vieillesse regroupent en effet plus de 62,5 % du montant total des prestations servies à l'étranger, suivies par les allocations de retraite complémentaire (23,2%). Les autres prestations totalisent un peu moins de 15 % de ce montant.

Tous pays

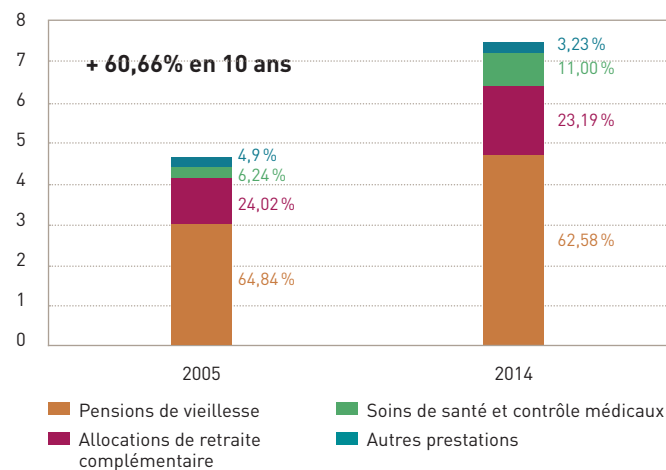
ÉVOLUTION DES PAIEMENTS EFFECTUÉS PAR LA FRANCE VERS L'ÉTRANGER DE 2005 À 2014

Année	Soins de santé et contrôles médicaux*	Incapacité temporaire	Prestations familiales	Rentes AT-MP	Pensions d'invalidité	Pensions de vieillesse	Allocations de retraite complémentaire	Allocations veuvage et décès	TOTAL
2005	289 797 251	20 614 992	14 676 816	135 267 183	32 657 151	3 011 481 970	1 115 576 308	24 423 703	4 644 495 375
2006	338 638 481	19 289 207	13 257 753	134 703 100	31 095 066	3 610 687 291	1 180 576 243	19 422 283	5 347 669 423
2007	298 025 802	19 580 635	14 091 336	164 796 734	27 975 811	3 898 135 198	1 306 877 620	17 845 650	5 747 328 786
2008	322 007 048	19 714 569	13 736 323	177 028 389	30 506 094	4 064 466 416	1 358 020 175	15 543 682	6 001 022 695
2009	266 672 606	20 414 451	14 459 199	182 415 910	28 391 525	4 103 959 744	1 424 584 101	14 047 823	6 054 945 359
2010	395 791 024	18 571 260	13 774 629	183 670 962	24 673 187	4 269 767 635	1 511 623 921	16 041 553	6 433 914 173
2011	407 094 534	19 347 353	13 811 139	170 756 799	25 169 753	4 394 815 166	1 550 079 776	16 361 937	6 597 436 458
2012	583 189 944	16 767 976	14 521 596	160 066 778	24 860 038	4 546 611 414	1 535 493 094	15 795 330	6 897 306 171
2013	525 260 227	16 043 891	15 264 554	163 804 677	22 248 814	4 624 811 288	1 545 267 424	21 792 085	6 934 492 961
2014	820 822 570	16 407 648	14 680 035	160 451 065	23 366 665	4 669 808 042	1 730 631 283	25 880 193	7 462 047 502
2005 À 2014	4 247 299 487	186 751 981	142 273 382	1 632 961 598	270 944 105	41 194 544 164	14 258 729 946	187 154 239	62 120 658 902
<i>Tx d'évolution annuel moyen (2005/2014)</i>	12,3%	-2,5%	0,0%	1,9%	-3,7%	5,0%	5,0%	0,6%	5,4%

[*] Depuis 2011, le montant indiqué en «Soins de santé et contrôles médicaux» comprend, en plus des montants remboursés par le Cleiss, les montants remboursés par les caisses de sécurité sociale (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements)

Les versements de prestations à l'étranger sont passés de 4,64 à plus de 7,46 milliards d'euros en 10 ans, soit une augmentation moyenne de 5,4 % par an.

Milliards d'euros



Ce graphique ainsi que l'historique permettent de faire les observations suivantes :

- une stabilité incontestable dans la répartition des paiements selon les différents types de prestations entre 2005 et 2014 ;
- les tendances à la hausse comme à la baisse concernent toujours les mêmes prestations : Incapacité temporaire et pensions d'invalidité diminuent chaque année de 2,5 % (et plus) en moyenne. En revanche, soins de santé, pensions de vieillesse, allocations de retraite complémentaire et rentes AT-MP connaissent le phénomène inverse et augmentent en moyenne de 2 à 12,3 % annuellement, avec une dynamique particulièrement élevée des soins de santé.
- enfin, prestations familiales et allocations (veuvage et décès) sont restées quasi stables sur la période.





SOINS DE SANTÉ MALADIE AT-MP

• Les créances et dettes présentées	
> Tous types d'accords	16
> Règlements européens	18
> Accords internationaux	21
• Les remboursements des dépenses de santé	
LES REMBOURSEMENTS PAR LA FRANCE (CLEISS + CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE)	
> Tous types d'accords	24
> Règlements européens	27
> Accords internationaux	29
> Pays hors conventions	32
LES REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS UNIQUEMENT	
> Tous types d'accords	36
> Règlements européens	39
> Accords internationaux	43
• Incapacité temporaire	
> Règlements européens	48
> Accords internationaux	54



Tous types d'accords

Les **créances présentées** par la France représentent les dépenses engagées sur le territoire français par les assurés des Etats avec lesquels des accords de sécurité sociale visant le risque maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles ont été conclus (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination) et pour lesquelles la France demande le remboursement (*voir chapitre en question ci-après*) aux États concernés.

Les **dettes présentées** par les organismes étrangers (ou dettes notifiées à la France) représentent les dépenses engagées à l'étranger par les assurés des régimes français sur le territoire d'un État avec lequel des accords de sécurité sociale visant le «risque maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles» ont été conclus (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination) et pour lesquelles les pays étrangers demandent à la France le remboursement (*voir chapitre en question ci-après*).

CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES CES 10 DERNIÈRES ANNÉES, DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS ET DES ACCORDS INTERNATIONAUX DE SÉCURITÉ SOCIALE

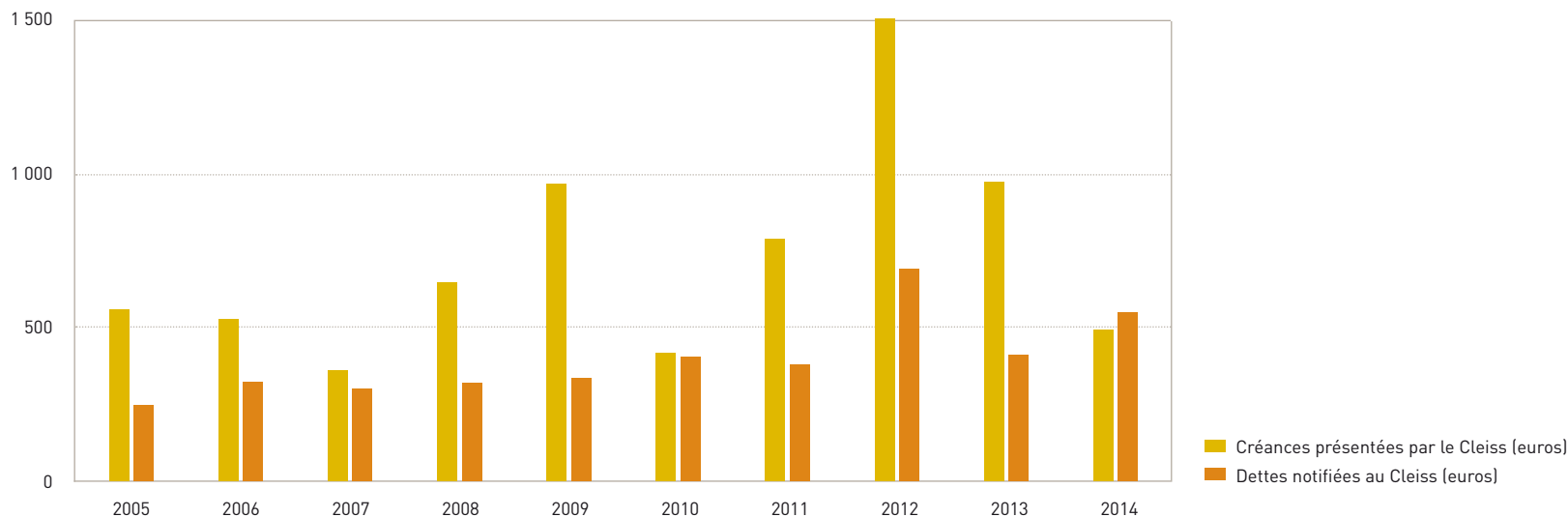
Années	Créances présentées par le Cleiss (euros)	% évolution (N/N-1)	Dettes notifiées au Cleiss (euros)	% évolution (N/N-1)	Solde	% évolution (N/N-1)
2005	554 420 698		250 773 679		303 647 019	
2006	525 421 181	-5,23	322 141 917	28,46	203 279 263	-33,05
2007	358 430 059	-31,78	301 289 163	-6,47	57 140 896	-71,89
2008	646 585 719	80,39	314 654 940	4,44	331 930 779	480,90
2009	968 006 485	49,71	333 718 575	6,06	634 287 910	91,09
2010	417 404 896	-56,88	401 363 840	20,27	16 041 056	-97,47
2011	787 958 819	88,78	381 119 651	-5,04	406 839 167	2 436,24
2012	1 507 677 508	91,34	688 133 265	80,56	819 544 243	101,44
2013	977 432 190	-35,17	412 587 470	-40,04	564 844 719	-31,08
2014	489 966 018	-49,87	546 663 875	32,50	-56 697 857	-110,04
dont UE-EEE-Suisse	432 336 527		315 549 522		116 787 006	
dont hors UE-EEE-Suisse	57 629 491		231 114 353		-173 484 862	



Tous types d'accords

ÉVOLUTION DES CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES ENTRE 2005 ET 2014

Millions d'euros



- En 2014, dans le cadre des règlements européens et des accords internationaux de sécurité sociale, le solde entre les créances présentées et les dettes notifiées est de l'ordre de - 56,7 millions d'euros ce qui représente une baisse de 110,04% [-621.54 millions d'euros] par rapport à 2013.
- En effet, en matière de créances présentées, seul un semestre de facturation a été réalisé.
- Quant aux dettes présentées, elles étaient en baisse 6,6 % par rapport à l'an dernier pour les Règlements européens, alors que pour les conventions bilatérales, compte tenu des commissions mixtes intervenues notamment avec l'Algérie et la Serbie qui ont permis de régulariser plusieurs exercices comptables, les dettes présentées étaient en hausse de près de 209 %.
- En 2014, 88,2% des créances présentées et 57,7% des dettes notifiées ont pour cadre les règlements européens.



Règlements européens

CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES DE 2007 À 2014

Pays	2014		2013		2012		2011	
	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées
Allemagne	55 057 579	32 276 346	111 806 512	43 005 129	170 157 258	48 175 103	83 140 978	48 504 923
Autriche	719 730	2 568 628	2 125 591	2 572 165	2 810 766	6 414 177	1 463 180	2 423 954
Belgique	84 113 632	129 829 921	187 853 556	136 714 774	283 105 031	210 716 207	140 572 183	115 593 187
Bulgarie	2 230 857	60 467	4 509 802	1 938	5 546 646	623	1 703 040	5 133
Chypre	14 705	11 738	43 399	14 172	43 820	47 034	119 525	12 673
Croatie	41 206	129 597	0	0	0	0	0	0
Danemark	3 193 885	8 163	7 938 543	0	13 461 578	0	7 998 573	0
Espagne	10 001 539	86 320 383	21 716 627	86 213 467	31 811 497	151 815 629	14 983 348	21 903 709
Estonie	103 967	20 567	568 634	4 295	917 401	18 790	420 399	2 429
Finlande	632 100	131 926	1 340 858	470 745	2 248 677	176 350	1 152 599	300 040
Grèce	1 759 095	174 563	5 190 236	1 108 093	6 006 053	55 898	3 448 054	2 959 224
Hongrie	509 833	191 723	1 181 039	151 544	1 253 431	150 054	589 084	229 443
Irlande	2 074 900	0	1 111 251	0	1 956 648	0	1 102 271	0
Islande	20 246	89 943	57 476	68 920	48 660	94 661	100 848	22 903
Italie	27 939 336	17 018 159	59 155 297	4 028 348	90 082 158	39 626 792	44 527 311	16 005 987
Lettonie	410 650	7 147	383 496	3 695	496 025	3 441	131 146	1 138
Liechtenstein	3 884	98 885	10 805	0	17 667	5 038	2 845	20 831
Lituanie	608 899	9 746	553 350	8 248	703 305	6 697	292 067	10 008
Luxembourg	83 838 245	3 901 876	171 044 606	11 369 450	250 129 184	30 226 897	107 956 205	4 984 698
Malte	25 186	31 122	32 022	124 467	38 831	140 465	23 660	87 156
Norvège	2 646 781	327 093	3 273 070	559 072	3 705 038	197 820	2 076 556	530 431
Pays-Bas	21 716 580	1 003 568	52 532 494	1 831 939	84 090 809	1 988 841	50 262 380	2 459 129
Pologne	4 009 749	1 144 886	8 568 959	965 043	12 542 308	964 842	4 228 855	750 156
Portugal	13 091 619	19 806 768	29 339 400	12 820 414	38 207 439	96 806 562	19 121 744	84 140 987
République-Tchèque	1 190 307	423 827	1 595 226	213 633	2 048 001	217 269	1 344 049	377 766
Roumanie	5 423 214	40 742	10 693 699	50 686	13 314 160	26 413	4 379 433	1 816
Royaume-Uni	96 110 928	790 533	258 344 896	0	443 843 518	7 548 519	274 913 513	5 974 424
Slovaquie	541 737	75 754	1 289 452	98 372	832 052	104 669	634 219	35 471
Slovénie	176 299	355 498	380 538	0	669 123	335 819	118 297	337 937
Suède	3 282 969	746 015	10 138 629	635 333	18 009 452	1 353 586	9 974 306	831 283
Suisse	10 846 873	17 953 935	18 503 347	34 753 935	21 265 081	16 042 208	7 493 449	15 232 025
TOTAL	432 336 527	315 549 522	971 282 810	337 787 874	1 499 361 617	613 260 404	784 274 116	323 738 860

Règlements européens

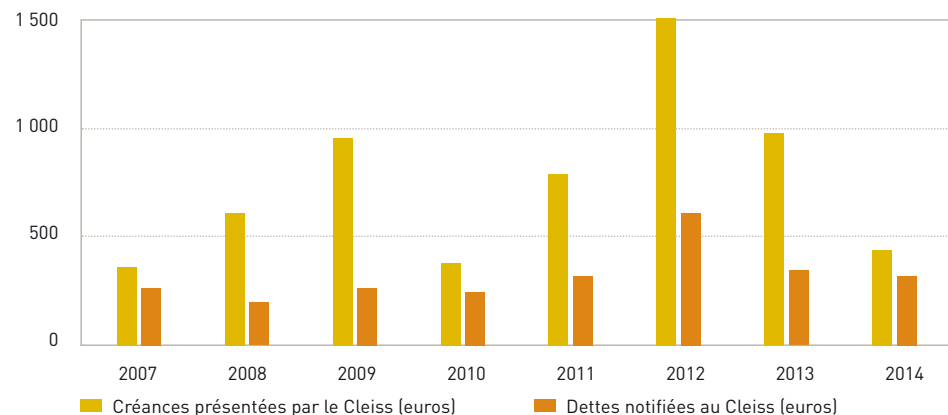
CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES DE 2007 À 2014 (SUITE ET FIN)

Pays	2010		2009		2008		2007	
	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées
Allemagne	70 053 217	42 420 139	116 052 367	24 879 474	91 357 152	16 546 302	72 895 614	26 430 482
Autriche	861 635	1 543 967	2 064 463	1 588 109	1 627 916	1 727 314	861 931	1 605 971
Belgique	57 436 703	26 581 576	165 128 838	106 984 214	111 977 501	68 586 401	50 823 171	82 057 122
Bulgarie	1 093 897	7 580	2 351 504	2 774	1 080 201	39	168 792	0
Chypre	93 147	19 719	77 675	1 235	8 637	1 346	34 180	14 760
Croatie	0	0	0	0	0	0	0	0
Danemark	0	0	9 947 486	0	4 178 170	0	0	0
Espagne	14 039 456	69 148 629	22 202 561	64 371 226	17 393 523	60 720 102	12 139 013	62 049 895
Estonie	149 908	3 837	96 772	1 744	144 055	2 510	49 620	8 296
Finlande	575 513	453 020	1 821 566	78 183	935 169	137 025	283 840	304 395
Grèce	4 078 304	273 493	6 636 636	1 588 787	3 194 366	231 709	3 137 448	986 085
Hongrie	581 175	170 530	784 672	147 924	300 878	21 752	185 258	3 736
Irlande	0	0	1 093 078	0	461 482	0	0	0
Islande	101 300	34 137	66 548	8 568	74 811	45 178	31 070	0
Italie	34 453 391	13 421 206	60 426 182	14 766 522	47 555 767	7 600 699	35 981 525	18 045 576
Lettonie	161 618	3 196	94 343	570	71 675	1 762	307 483	23
Liechtenstein	12 799	16 774	4 854	13 470	1 951	15 170	2 348	16 445
Lituanie	206 519	9 440	314 721	2 590	137 079	3 094	51 542	3 468
Luxembourg	105 173 990	9 096 138	145 676 513	3 326 797	120 986 018	3 984 805	96 895 536	7 523 901
Malte	6 899	30 859	54 679	69 047	104 739	64 215	28 085	22 494
Norvège	1 278 520	251 559	2 602 454	312 499	1 750 119	0	1 015 949	139 213
Pays-Bas	12 173 829	4 781 282	62 543 851	0	21 593 595	3 362 042	8 723 802	2 523 291
Pologne	3 850 871	375 236	5 421 398	189 625	4 508 162	179 271	3 150 947	120 724
Portugal	11 951 896	41 022 402	26 805 996	16 722 752	18 493 982	269 605	10 325 015	24 543 749
République-Tchèque	984 662	226 280	1 516 679	102 695	1 408 842	117 698	551 949	87 317
Roumanie	5 328 485	20 908	4 439 983	6 772	1 488 136	7 259	202 614	0
Royaume-Uni	39 466 094	5 700 550	300 360 247	12 877 378	146 896 722	0	44 073 475	7 379 534
Slovaquie	429 942	23 273	682 343	37 541	705 093	40 732	339 740	42 241
Slovénie	265 973	120 407	274 783	184 904	172 228	145 222	142 522	168 196
Suède	1 336 581	2 142 806	13 705 012	0	7 008 649	1 250 985	1 763 012	733 417
Suisse	7 589 924	28 350 588	8 488 388	15 405 299	8 036 059	16 236 064	7 544 226	16 410 033
TOTAL	373 736 246	246 249 530	961 736 593	263 670 698	613 652 677	181 298 302	351 709 705	251 220 364

Règlements européens

ÉVOLUTION DES CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES ENTRE 2007 ET 2014

Millions d'euros

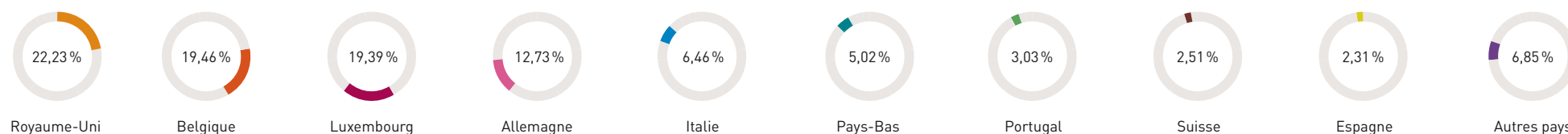


En 2014, dans le cadre des règlements européens, le solde entre les créances présentées et les dettes notifiées est de l'ordre de +116,8 millions d'euros ce qui représente une baisse de 81,6% (-516,7 millions d'euros) par rapport à 2013.

À noter cependant qu'en 2014 un seul semestre de facturation a pu être réalisé.

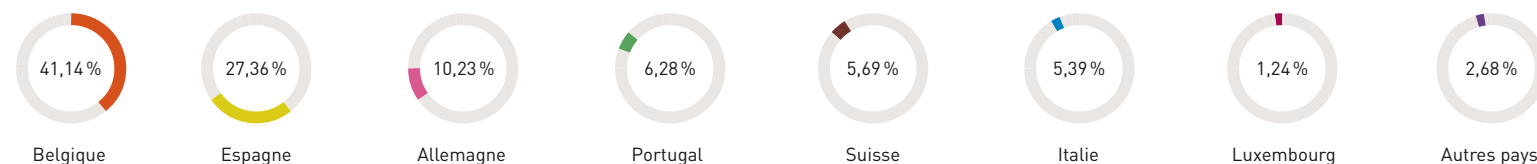
Par ailleurs, ce solde est positif de manière continue depuis 2007 avec un plus haut niveau atteint en 2012 (+ 886 millions d'euros).

CRÉANCES PRÉSENTÉES PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS EN 2014



En 2014, le groupe des 5 premiers pays représente 80,7 % des créances de la France (en tête, le Royaume-Uni avec 96,1 millions d'euros soit une part de 22,2 %).

DETTES NOTIFIÉES AU CLEISS PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS EN 2014



En 2014, la Belgique et l'Espagne ont notifié près de 68,5 % du volume global des dettes.

Accords internationaux

CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES DE 2007 À 2014

Pays	2014		2013		2012		2011	
	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées
CONVENTIONS BILATÉRALES								
Algérie	55 445 494	146 034 001	1 209 631	0	1 195 554	0	650 215	0
Allemagne (1)	781	0	1 806	0	1 653	1 645	0	0
Andorre	360 336	843 781	1 145 838	839 498	1 518 733	923 059	1 098 040	1 205 473
Belgique (1)	0	0	0	0	0	20 993	0	0
Bosnie-Herzégovine	0	0	0	0	0	0	0	0
Cap-Vert	0	0	0	0	7 210	0	6 225	0
Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0	0	0	0
Croatie	0	28	2 412	0	684	4 007	13 209	227
Gabon	0	0	1 615	0	786	0	0	0
Jersey	0	0	0	0	0	0	4 555	0
Luxembourg (1)	24 440	0	71 607	0	116 655	0	109 400	0
Macédoine	1 466	0	51 482	0	21 736	0	3 943	0
Madagascar	0	79	0	0	0	458	0	0
Mali	1 761	0	1 653	0	10 825	0	206	0
Maroc	29 446	6 228 250	80 462	1 103 846	11 908	3 254 978	0	21 145
Mauritanie	0	451	0	0	0	518	0	0
Monténégro	873	0	2 897	0	6 386	0	2 492	0
Pays-Bas (1)	16	0	0	0	8	0	26	0
Québec	129 149	1 675 027	254 599	2 687 332	864 857	917 005	283 217	906 387
Serbie	68 751	633 108	238	1 810	1 583	0	448	0
Suisse (1)	11 681	0	7 456	0	18 031	0	8 431	0
Tunisie	61 751	0	171 370	0	174 020	9 827 948	36 686	0
Turquie	63 794	56 516	122 774	102 630	552 922	5 305 568	75 008	35 790
SOUS-TOTAL	56 199 739	155 471 242	3 125 840	4 735 115	4 503 551	20 256 179	2 292 100	2 169 021
DÉCRETS DE COORDINATION								
Nouvelle-Calédonie	1 188 917	15 742 832	2 527 083	16 486 753	3 058 217	20 602 705	1 076 079	15 044 958
Polynésie Française	236 816	59 900 279	496 457	53 577 728	754 124	34 013 977	316 524	40 166 813
Saint-Pierre-et-Miquelon	4 020	0	0	0	0	0	0	0
SOUS-TOTAL	1 429 752	75 643 111	3 023 540	70 064 481	3 812 340	54 616 682	1 392 602	55 211 771
TOTAL	57 629 491	231 114 353	6 149 380	74 799 596	8 315 891	74 872 861	3 684 702	57 380 792

(1) : concerne les bateliers rhénans

Accords internationaux

CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES DE 2007 À 2014 (SUITE ET FIN)

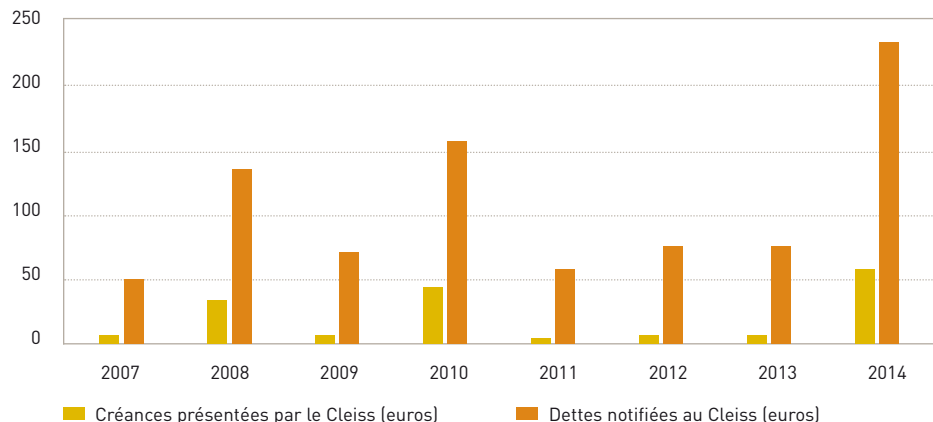
Pays	2010		2009		2008		2007		
	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	
CONVENTIONS BILATÉRALES	Algérie	39 312 921	85 931 131	1 832 414	0	29 608 478	80 158 556	3 032 948	0
	Allemagne (1)	0	0	0	995	0	1 423	0	20 755
	Andorre	1 012 725	1 231 125	1 459 797	1 185 328	1 276 989	990 891	1 014 993	965 416
	Belgique (1)	0	0	0	0	112	0	87	0
	Bosnie-Herzégovine	48	186	0	0	0	0	0	0
	Cap-Vert	15 292	0	18 529	0	14 211	0	39 802	0
	Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0	0	0	0
	Croatie	17 723	713	1 286	1 641	704	2 442	14 990	217
	Gabon	0	0	0	0	620	0	0	0
	Jersey	0	0	0	0	719	0	0	0
	Luxembourg (1)	60 787	0	143 523	0	138 511	0	131 967	0
	Macédoine	12 874	22	2 703	0	1 466	0	960	0
	Madagascar	0	0	0	0	0	0	0	0
	Mali	1 106	0	1 292	937 247	1 904	0	2 649	0
	Maroc	0	1 766	3 965	1 882 000	0	16 117	0	30 746
	Mauritanie	0	0	0	598	0	0	0	1 156
	Monténégro	4 455	0	0	0	0	0	0	0
	Pays-Bas (1)	944	0	0	0	0	0	0	0
	Québec	331 132	911 739	604	514	270 037	654	368 550	12 132
	Sénégal	0	0	483 510	4 819 589	0	0	0	0
Serbie	570 295	1 541 272	373	0	4 209	0	3 030	0	
Slovénie	0	0	11 740	0	0	0	0	0	
Suisse (1)	11 929	0	245 860	5 642 947	12 338	0	27 992	0	
Tunisie	255 985	11 417 045	270 400	0	11 770	0	231 470	5 813 511	
Turquie	127 979	61 705	182 800	125 019	182 800	125 019	97 732	52 560	
SOUS-TOTAL	41 736 195	101 096 704	4 658 795	14 595 878	31 524 868	81 295 102	4 967 171	6 896 493	
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	1 400 748	16 134 974	1 189 428	17 334 848	926 598	12 887 713	1 418 818	10 654 293
	Polynésie Française	531 706	37 882 631	421 669	38 117 151	481 576	39 173 823	334 364	32 518 013
	SOUS-TOTAL	1 932 454	54 017 605	1 611 097	55 451 999	1 408 174	52 061 536	1 753 182	43 172 306
TOTAL	43 668 649	155 114 309	6 269 892	70 047 877	32 933 042	133 356 638	6 720 354	50 068 799	

(1) : concerne les bateliers rhénans

Accords internationaux

ÉVOLUTION DES CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES ENTRE 2007 ET 2014

Millions d'euros



En 2014, dans le cadre des accords internationaux, le solde entre les créances présentées et les dettes notifiées est de l'ordre de -173,5 millions d'euros (-68,6 millions d'euros en 2013) ; il s'explique d'une part par la tenue de commissions mixtes, notamment avec l'Algérie et la Serbie, qui ont permis de régulariser les comptes pour plusieurs exercices, d'autre part du fait que la France n'a présenté qu'un seul semestre de facturation en 2014.

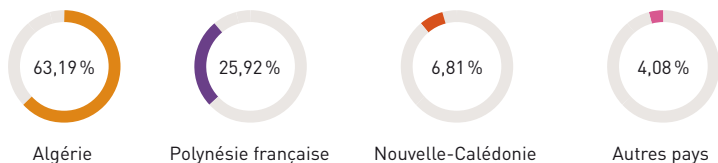
À noter que ce solde, à l'inverse des règlements européens, est négatif de manière continue depuis 2007, qui reste cependant l'année la moins «déficitaire» (-43,3 millions d'euros).

CRÉANCES PRÉSENTÉES PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS EN 2014



En 2014, 96,2 % des créances présentées par le Cleiss concernent l'Algérie pour un montant de près de 55,5 millions d'euros.

DETTES NOTIFIÉES AU CLEISS PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS EN 2014



En 2014, les dettes notifiées par l'Algérie et la Polynésie Française représentent plus de 89 % du volume global, soit un montant de près de 206 millions d'euros.

Tous types d'accords

Les soins de santé dispensés à des assurés des régimes français à l'étranger ou à des assurés des régimes étrangers en France et qui sont pris en charge par l'institution d'assurance maladie du lieu des soins, sont ensuite remboursés par les pays compétents en application des accords internationaux de sécurité sociale soit sur la base de factures, soit sur la base de forfaits.

Concernant les soins de santé dispensés à des assurés des régimes français à l'étranger, ceux-ci sont pris en charge selon deux circuits :

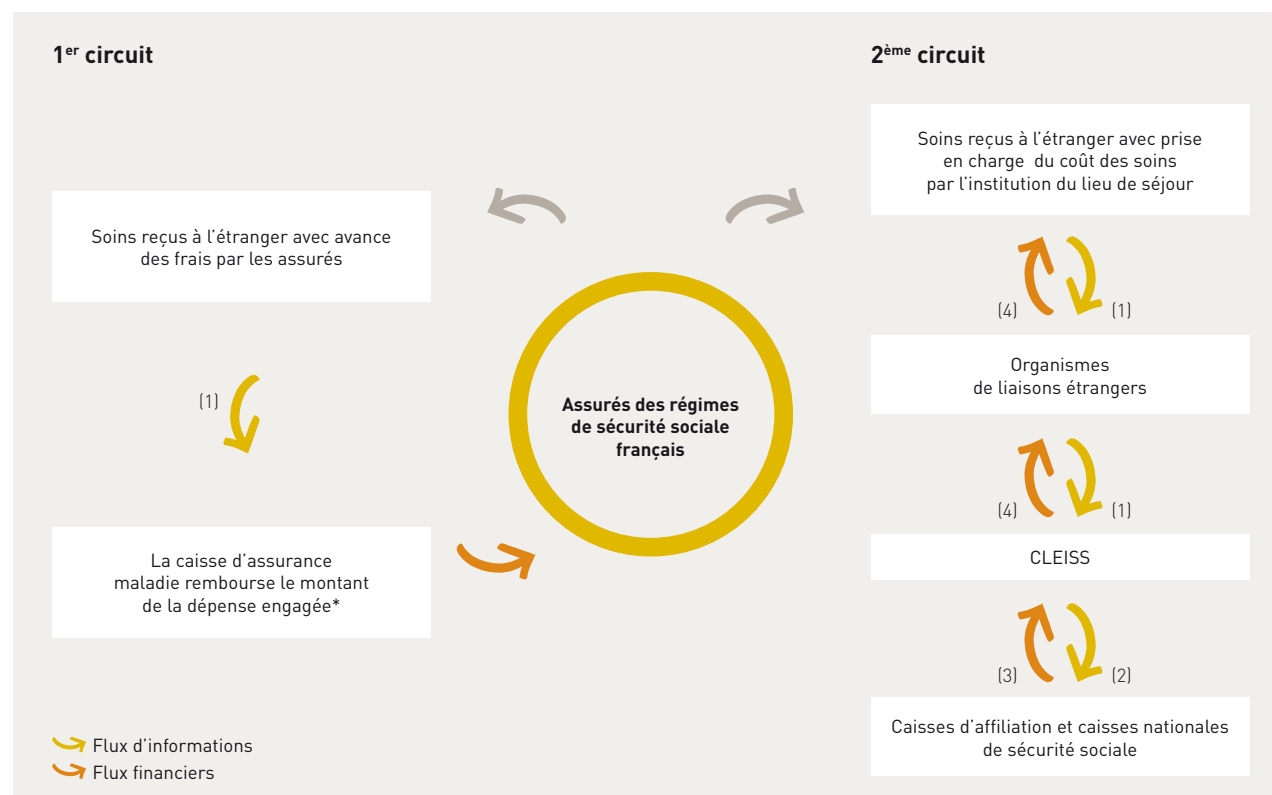
- **1^{er} circuit** : Les assurés ont procédé à l'avance des frais et se font rembourser à leur retour en France sur présentation des factures auprès de la caisse d'assurance maladie compétente. Il s'agit des remboursements dans le cadre de la directive soins de santé, de l'arrêt Vanbraekel, des conventions transfrontalières et de la législation interne (pays non lié à la France par un accord de sécurité sociale).
- **2^{ème} circuit** : Les soins de santé sont pris en charge par l'institution d'assurance maladie du lieu de séjour et sont ensuite remboursés par la France, sur la base de factures ou de forfaits, en application des accords internationaux de sécurité sociale (règlements européens, conventions bilatérales ou décrets de coordination). Il s'agit des remboursements dans le cadre de la coordination.

1^{er} circuit :

- (1) Présentation des factures aux caisses d'affiliation

2^{ème} circuit :

- (1) Présentation au Cleiss par les organismes étrangers des factures et forfaits à rembourser (**dettes présentées au Cleiss**)
 (2) Contrôle et vérification des droits auprès des caisses d'affiliation
 (3) Paiements par les caisses nationales
 (4) Remboursement par le Cleiss des prestations servies par les institutions étrangères à des assurés des régimes de sécurité sociale français, sous forme de factures ou de forfaits (**dettes remboursées par le Cleiss**)



(*) : le montant remboursé ne peut excéder celui qui aurait été alloué par l'institution française compétente si les soins avaient été dispensés en France.

Tous types d'accords

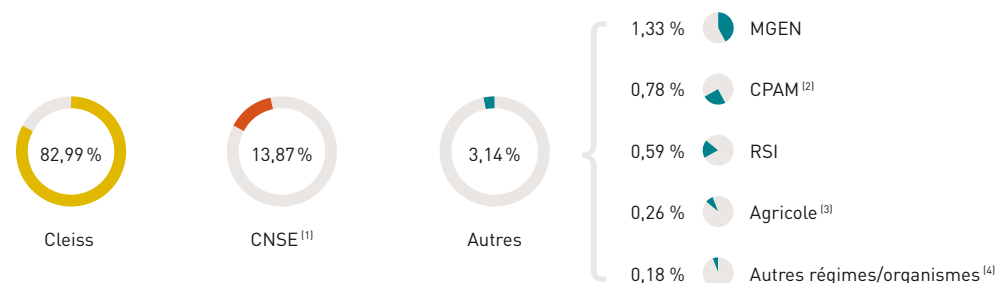
La Direction de la Sécurité Sociale souhaitant connaître l'ensemble des flux financiers remboursés au titre des soins de santé par les caisses françaises de sécurité sociale, le Cleiss collecte l'ensemble de ces informations depuis 2011.

Concernant l'exercice 2014, le Cleiss a reçu des données statistiques des régimes ou organismes suivants :

- **Régime général** : CPAM (Caisse Primaire d'Assurance Maladie) et CNSE (Centre National des Soins à l'Étranger)
- **Régime agricole** : CCMSA (Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole)
- **RSI** (Régime Social des Indépendants)
- **Régimes spéciaux** : Camieg (Caisse d'Assurance Maladie des Industries Électriques et Gazières), SNCF (Société Nationale des Chemins de Fer), RATP (Régie Autonome des Transports Parisiens), CRPCEN (Caisse de Retraite et de Prévoyance des Clercs et Employés de Notaires) et Cavimac (Caisse d'Assurance Vieillesse, Invalidité et Maladie des Cultes).
- **Régime minier** : Carmi (Caisse Régionale du Régime Minier)
- **Régime des marins** : ENIM (Établissement National des Invalides de la Marine)
- **Mutuelle** : MGEN (Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale)

Ainsi, en 2014, sur les 820,82 millions d'euros de soins de santé remboursés par la France, 83 % ont transité par le Cleiss.

Régimes / Organismes	Montant (euros)
Cleiss	681 209 150
CNSE (1)	113 818 354
MGEN	10 878 486
CPAM (2)	6 428 404
RSI	4 864 468
Agricole (3)	2 139 517
Autres régimes/organismes (4)	1 484 191
TOTAL GÉNÉRAL 2014	820 822 570



(1) dont 2 567 € au titre de l'arrêt vanbraekel

(2) au titre de conventions transfrontalières

(3) dont 178 996 € au titre de conventions transfrontalières

(4) dont 13 569 € pour la SNCF au titre de conventions transfrontalières

Tous types d'accords

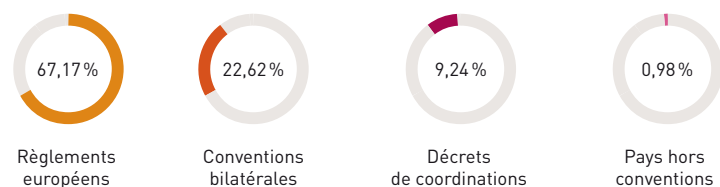
REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ PAR LA FRANCE (CLEISS ET ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE) EN 2014

Type d'accord	Factures							Sous-total		Forfaits		Total général		
	Soins médicalement nécessaires ou urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Montant des contrôles médicaux							
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé		Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	dont montant remboursé par le Cleiss
Règlements Européens (détails par pays pages 27 à 28)	318 667	134 982 942	53 614	134 483 407	92 905	98 818 135	17 212	465 186	368 301 696	57 819	183 031 199	523 005	551 332 895	441 547 446
Conventions bilatérales (détails par pays pages 29 à 30)	69 983	14 858 880	2 470	2 994 671	47 073	6 359 583	2 239	119 526	24 215 372	378 124	161 444 727	497 650	185 660 099	165 554 087
Décrets de coordination (détails par pays page 31)	23 996	29 329 335	1 148	1 251 250	21 126	45 240 852	0	46 270	75 821 437	0	0	46 270	75 821 437	74 107 617
Pays hors conventions (détails par pays pages 32 à 35)	26 063	5 335 863	586	218 708	8 407	2 453 567	0	35 056	8 008 138	-	-	35 056	8 008 138	-
TOTAL GÉNÉRAL 2014	438 709	184 507 020	57 818	138 948 036	169 511	152 872 137	19 451	666 038	476 346 644	435 943	344 475 926	1 101 981	820 822 570	681 209 150
TOTAL GÉNÉRAL 2013	438 675	145 346 040	64 156	150 857 162	135 611	154 258 285	103 749	640 741	450 828 085	58 611	74 432 142	699 352	525 260 227	404 451 803
% d'évolution	0,01%	26,94%	-9,88%	-7,89%	25,00%	-0,90%	-81,25%	-20,22%	4,54%	643,79%	362,81%	57,57%	56,27%	68,43%

(1) Y compris 42,26 € remboursés à 2 personnes ai titre de soins urgents lors d'une croisière

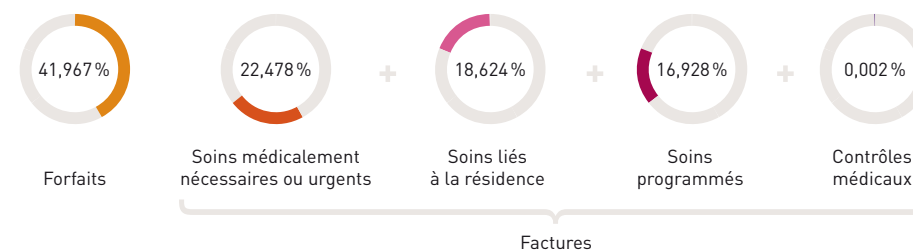
(2) Y compris 2 299 bénéficiaires et 262 849 € provenant des régimes suivants : Camieg et CRPCEN qui ne sont pas en mesure de ventiler leurs remboursements selon le pays, type d'accord ou de soins.

RÉPARTITION DES REMBOURSEMENTS DE SOINS DE SANTÉ PAR TYPES D'ACCORDS EN 2014



67,2% des remboursements effectués en 2014 par le Cleiss et les caisses françaises de sécurité sociale ont pour origine des soins dispensés au sein de l'UE-EEE-Suisse.

RÉPARTITION DES DÉPENSES SELON LE MODE DE REMBOURSEMENT ET LE TYPE DE SOINS EN 2014

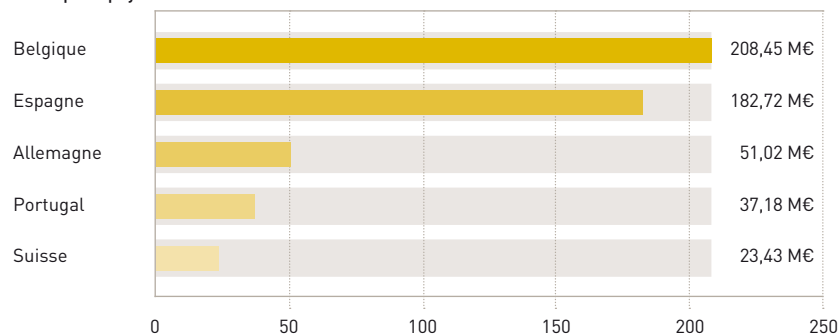


58% des dépenses de soins de santé effectuées à l'étranger en 2014 ont été remboursées sur factures.

Règlements européens

REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2014 PAR LA FRANCE (CLEISS ET CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE)

Principaux pays



Pays	Factures								Forfaits				Total général		
	Soins médicalement nécessaires		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Sous-total		Formulaires E 109 (a)		Formulaires E 121 (b)				
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	dont montant remboursé par le Cleiss
Allemagne	38 854	15 523 712	13 658	10 425 599	42 872	24 258 583	95 384	50 207 895	180	150 278 *	297	664 171 *	95 861	51 022 343	48 902 294
Autriche	5 930	1 928 403	75	82 243	2 879	1 419 100	8 884	3 429 746	5	2 087	219	764 697	9 108	4 196 825	3 937 344
Belgique	42 276	42 095 277	25 910	104 310 772	25 883	55 042 064	94 069	201 448 113	21	29 025	4 880	6 973 334	98 970	208 451 837	122 952 914
Bulgarie	692	94 530	31	7 254	101	14 840	824	116 624	0	0	0	0	824	116 624	15 108
Chypre	236	49 952	6	8 402	66	13 019	308	71 373	0	0	7	1 884	315	73 257	28 675
Croatie	900	93 856	30	4 414	22	3 506	952	101 776	0	0	0	0	952	101 776	27
Danemark	147	11 949	4	510	29	2 504	180	14 963	0	0	0	0	180	14 963	0
Espagne	131 622	31 127 991	3 610	1 594 268	2 732	606 274	137 964	33 328 534	133	35 962	49 439	149 352 946	187 536	182 717 442	176 725 710
Estonie	242	21 742	5	163	66	4 345	313	26 250	0	0	1	257	314	26 507	21 864
Finlande	849	217 970	9	3 926	88	6 806	946	228 702	8	7 763	20	47 474	974	283 940	263 292
Grèce	5 956	973 050	185	72 183	481	184 133	6 622	1 229 366	3	2 226	1 519	2 912 945	8 144	4 144 537	3 127 273
Hongrie	2 077	585 393	1 004	352 692	1 085	129 569	4 166	1 067 654	0	0	0	0	4 166	1 067 654	112 158
Irlande	556	41 948	16	1 043	177	13 763	749	56 753	0	0	0	0	749	56 753	0
Islande	399	87 147	6	1 076	5	279	410	88 502	0	0	0	0	410	88 502	73 992
Italie	13 166	2 553 804	509	79 457	4 662	2 759 449	18 337	5 392 710	2	3 232	16	40 901	18 355	5 436 842	4 600 723

Règlements européens

REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2014 PAR LA FRANCE (CLEISS ET CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE) (SUITE ET FIN)

Pays	Factures								Forfaits				Total général		
	Soins médicalement nécessaires		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Sous-total		Formulaires E 109 (a)		Formulaires E 121 (b)				
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	dont montant remboursé par le Cleiss
Lettonie	81	12 436	5	439	15	1 271	101	14 146	0	0	0	0	101	14 146	9 318
Liechtenstein	12	2 088	0	0	0	0	12	2 088	0	0	0	0	12	2 088	1 736
Lituanie	107	14 528	3	386	33	3 580	143	18 494	0	0	0	0	143	18 494	9 390
Luxembourg	10 731	5 500 719	1 957	5 411 857	2 064	5 440 558	14 752	16 353 134	0	0	105	270 370	14 857	16 623 504	16 059 238
Malte	867	130 542	10	565	43	3 622	920	134 729	0	0	41	42 285	961	177 014	123 549
Norvège	399	482 302	0	0	36	2 725	435	485 027	0	0	0	0	435	485 027	458 162
Pays-Bas	5 284	3 358 800	96	452 817	1 227	486 320	6 607	4 297 938	9	27 582	102	218 499	6 718	4 544 019	4 351 230
Pologne	3 169	1 097 755	175	27 489	1 058	648 583	4 402	1 773 828	0	0	596	235 705	4 998	2 009 533	1 758 676
Portugal	36 509	16 047 022	1 323	135 239	717	243 583	38 549	16 425 844	0	0	0	20 735 628 **	38 549	37 177 024	34 767 114
République Tchèque	919	310 200	170	248 062	302	126 818	1 391	685 080	4	2 206	20	12 050	1 415	699 336	188 276
Roumanie	821	244 334	208	77 400	300	37 203	1 329	358 937	0	0	0	0	1 329	358 937	75 083
Royaume-Uni	788	5 648 355	65	68 162	566	64 723	1 419	5 781 240	0	0	111	434 067	1 530	6 215 307	5 774 637
Slovaquie	1 119	110 400	256	2 741	291	47 239	1 666	160 380	0	0	6	3 438	1 672	163 818	148 525
Slovénie	187	83 382	3	106	131	77 754	321	161 242	2	298	65	31 068	388	192 608	179 172
Suède	2 066	1 339 571	17	31 750	93	8 209	2 176	1 379 530	0	0	8	28 819	2 184	1 408 349	1 375 139
Suisse	11 543	5 184 185	4 265	11 081 513	4 881	7 167 714	20 689	23 433 412	0	0	0	0	20 689	23 433 412	15 506 826
Croisières	163	9 600	3	877	0	0	166	10 477	0	0	0	0	166	10 477	0
TOTAL 2014	318 667	134 982 942	53 614	134 483 407	92 905	98 818 135	465 186	368 284 484	367	260 659	57 452	182 770 540	523 005	551 332 895	441 547 446 (1)
TOTAL 2013	337 073	119 468 759	38 334	118 264 454	79 269	99 547 230	454 676	337 384 192	1 058	397 668	57 553	74 034 474	513 287	411 816 334	324 665 452 (2)
% d'évolution	-5,46	12,99	39,86	13,71	17,20	-0,73	2,31	9,16	-65,31	-34,45	-0,18	146,87	1,89	33,88	36,00

(a) Attestation pour l'inscription des membres de la famille du travailleur salarié ou non salarié et la tenue des inventaires

(b) Attestation pour l'inscription des titulaires de pension ou de rente ou des membres de leur famille et la tenue des inventaires

* Il s'agit de forfaits au titre des années où les anciens règlements s'appliquaient encore. En effet, il peut y avoir un décalage de plusieurs années au regard de la publication des coûts moyens.

** Pas de chiffre concernant le nombre de bénéficiaires car seules des avances ont été versées au titre des forfaits de l'exercice 2010

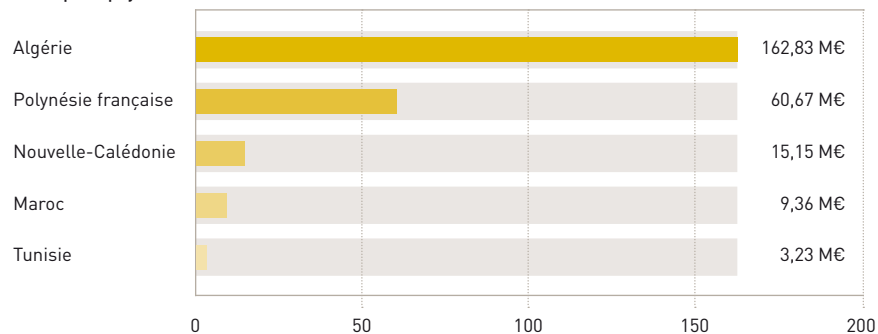
(1) Y compris 17 212 € de contrôles médicaux (Factures) remboursés par le Cleiss

(2) Y compris 103 749 € de contrôles médicaux (Factures) remboursés par le Cleiss

Accords internationaux

REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2014 PAR LA FRANCE (CLEISS ET CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE)

Principaux pays



Pays	Factures								Forfaits		Total général		
	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Sous-total		Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	dont montant remboursé par le Cleiss
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé					
CONVENTIONS BILATÉRALES Algérie	4 634	1 552 125	357	836 493	142	10 965	5 133	2 399 582	369 041	160 430 686	374 174	162 830 268	160 430 686
Andorre	941	130 856	12	963	8	217	961	132 036	-	-	961	132 036	0
Argentine	339	114 915	10	1 493	162	71 095	511	187 503	-	-	511	187 503	0
Bénin	171	23 868	12	18 833	158	29 334	341	72 036	-	-	341	72 036	0
Bosnie-herzégovine	116	16 226	2	488	5	649	123	17 364	0	0	123	17 364	0
Brésil	747	164 876	19	15 492	525	194 618	1 291	374 986	-	-	1 291	374 986	0
Cameroun	250	91 182	11	7 140	251	34 143	512	132 465	-	-	512	132 465	0
Canada	2 425	401 665	76	7 713	580	91 405	3 081	500 783	-	-	3 081	500 783	0
Cap-Vert	183	7 297	2	70	5	273	190	7 639	0	0	190	7 639	0
Chili	355	92 272	10	560	321	108 174	686	201 005	-	-	686	201 005	0
Congo	92	34 207	6	21 869	133	18 662	231	74 738	-	-	231	74 738	0
Corée	124	16 905	1	42	147	31 359	272	48 305	-	-	272	48 305	0
Côte d'Ivoire	327	80 560	17	10 881	262	58 552	606	149 993	-	-	606	149 993	0
États-Unis	4 285	1 083 791	86	8 993	1 352	482 275	5 723	1 575 059	-	-	5 723	1 575 059	0

Accords internationaux

REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2014 PAR LA FRANCE (CLEISS ET CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE) (SUITE)

Pays	Factures								Forfaits		Total général		
	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Sous-total		Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	dont montant remboursé par le Cleiss
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé					
Gabon	54	24 280	0	0	187	31 782	241	56 062	0	0	241	56 062	0
Guernesey	5	1 677	0	0	0	0	5	1 677	-	-	5	1 677	0
Inde	599	168 307	15	14 789	224	46 458	838	229 555	-	-	838	229 555	0
Israël	3 085	604 693	82	35 028	149	22 095	3 316	661 815	-	-	3 316	661 815	0
Japon	515	53 696	12	582	216	42 849	743	97 127	-	-	743	97 127	0
Jersey	5	218	0	0	0	0	5	218	-	-	5	218	0
Kosovo	23	2 843	1	120	1	1 168	25	4 131	0	0	25	4 131	0
Macédoine	48	19 486	1	21	19	1 071	68	20 578	0	0	68	20 578	0
Madagascar	469	55 635	19	8 282	514	85 779	1 002	149 697	0	318 *	1 002	150 015	318
Mali	131	183 906	35	311 908	163	18 710	329	514 525	0	0	329	514 525	0
Maroc	21 442	4 332 429	896	890 056	38 299	4 120 434	60 637	9 342 919	126	21 539	60 763	9 364 458	2 726 509
Mauritanie	19	6 344	2	3 010	86	7 670	107	17 024	0	447 **	107	17 470	447
Monaco	15	56 348	3	5 332	3	60	21	61 740	-	-	21	61 740	0
Monténégro	68	8 358	0	0	0	0	68	8 358	-	-	68	8 358	0
Niger	27	3 025	2	32	92	12 907	121	15 963	-	-	121	15 963	0
Philippines	189	59 417	6	1 237	51	18 852	246	79 506	-	-	246	79 506	0
Québec	4 599	1 416 650	0	0	0	0	4 599	1 416 650	-	-	4 599	1 416 650	1 401 653
Saint-Marin	24	39 400	2	9 047	0	0	26	48 448	-	-	26	48 448	0
Sénégal	2 703	360 741	113	95 138	822	178 713	3 638	634 591	-	-	3 638	634 591	0
Serbie	420	86 370	23	13 508	53	9 127	496	109 004	8 957	991 738	9 453	1 102 981	994 474
Togo	191	32 811	7	7 966	142	25 363	340	66 140	-	-	340	66 140	0
Tunisie	13 865	2 242 469	475	570 608	1 474	415 009	15 814	3 228 086	0	0	15 814	3 228 086	0
Turquie	6 463	1 285 966	154	96 934	477	173 444	7 094	1 556 344	0	0	7 094	1 556 344	0
Uruguay	33	3 023	1	44	50	16 373	84	19 440	-	-	84	19 440	0
SOUS-TOTAL	69 981	14 858 837	2 470	2 994 671	47 073	6 359 583	119 524	24 213 091	378 124	161 444 727	497 648	185 660 057	165 554 087

CONVENTIONS BILATÉRALES

Accords internationaux

REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2014 PAR LA FRANCE (CLEISS ET CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE) (SUITE ET FIN)

Pays	Factures								Forfaits		Total général			
	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Sous-total							
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	dont montant remboursé par le Cleiss	
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	1 949	380 407	1 061	934 663	6 139	13 831 093	9 149	15 146 162	-	-	9 149	15 146 162	14 994 136
	Polynésie française	22 024	28 948 185	87	316 588	14 980	31 409 067	37 091	60 673 839	-	-	37 091	60 673 839	59 113 481
	Saint-Pierre et Miquelon	23	744	0	0	7	693	30	1 437	-	-	30	1 437	0
	SOUS-TOTAL	23 996	29 329 335	1 148	1 251 250	21 126	45 240 852	46 270	75 821 438	0	0	46 270	75 821 438	74 107 617
	Croisières	2	42	0	0	0	0	2	42	-	-	2	42	0
TOTAL 2014	93 979	44 188 215	3 618	4 245 921	68 199	51 600 435	165 796	100 034 571	378 124	161 444 727	543 920	261 481 538	239 661 705	
TOTAL 2013	74 224	18 494 837	24 889	32 425 102	47 161	51 905 631	146 274	102 825 569	0	0	146 274	102 825 569	79 786 351	
% d'évolution	26,62%	138,92%	-85,46%	-86,91%	44,61%	-0,59%	13,35%	-2,71%	-	-	271,85%	154,30%	200,38%	

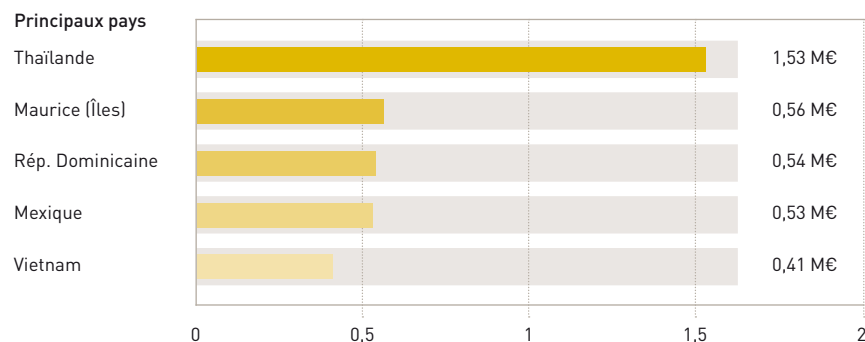
* Pas de chiffre concernant le nombre de bénéficiaires car il s'agit de versements de frais de gestion aux titre des rentes AT/MP

** Pas de chiffre concernant le nombre de bénéficiaires car ce sont des frais de gestion au titre des allocations familiales

(1) Y compris 2 239 € de contrôles médicaux (Factures) remboursés par le Cleiss

Pays hors conventions

REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2014 PAR LA FRANCE (CLEISS ET CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE)



Pays	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Total général	
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé
Afghanistan	3	147	0	0	0	0	3	147
Afrique Du Sud	375	68 994	10	2 303	304	58 201	689	129 499
Albanie	13	3 259	1	813	5	335	19	4 407
Angola	3	170	0	0	20	3 504	23	3 674
Arabie Saoudite	67	21 061	3	120	149	46 615	219	67 796
Arménie	22	8 276	2	874	3	238	27	9 389
Australie	872	134 624	28	8 314	252	67 833	1 152	210 771
Azerbaïdjan	1	39	0	0	3	745	4	784
Bahreïn	8	656	0	0	16	2 453	24	3 109
Bangladesh	7	377	0	0	5	274	12	650
Bélice	5	145	0	0	1	33	6	179
Biélorussie	13	644	3	22 415	3	61	19	23 120
Birmanie	70	9 710	1	28	19	1 183	90	10 922
Bolivie	187	38 100	0	0	122	36 456	309	74 556
Botswana	4	8 568	0	0	3	45	7	8 614
Brunei	0	0	0	0	0	0	0	0
Burkina-Faso	297	57 572	3	412	223	31 865	523	89 848
Burundi	3	50	0	0	5	317	8	367
Cambodge	606	133 042	4	908	183	19 989	793	153 938
Chine	710	200 047	16	5 658	822	180 116	1 548	385 821
Colombie	307	48 507	4	515	239	91 908	550	140 929

Pays hors conventions

REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2014 PAR LA FRANCE (CLEISS ET CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE) (SUITE)

Pays	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Total général	
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé
Comores	13	7 849	4	10 190	15	1 706	32	19 746
Costa Rica	248	65 519	3	254	63	36 063	314	101 835
Cuba	563	53 742	6	609	29	1 155	598	55 505
Djibouti	52	10 625	1	41	201	44 709	254	55 375
Egypte	377	107 243	11	2 919	196	37 117	584	147 279
El Salvador	13	554	1	14	68	24 054	82	24 622
Emirats Arabes Unis	475	114 940	14	808	415	100 054	904	215 802
Equateur	109	32 718	1	30	92	42 640	202	75 388
Erythrée	0	0	0	0	0	0	0	0
Ethiopie	14	12 788	0	0	62	8 617	76	21 405
Ex Etats Malais	0	0	0	0	0	0	0	0
Gambie	5	2 524	0	0	4	285	9	2 809
Géorgie	14	6 974	0	0	14	1 957	28	8 931
Ghana	9	276	0	0	27	2 323	36	2 600
Groënland	2	93	1	58	0	0	3	151
Guatémala	71	35 051	0	0	58	27 043	129	62 094
Guinée	64	10 948	2	15 141	101	7 592	167	33 682
Guinée-Bissau	0	0	0	0	4	250	4	250
Guinée-Equatoriale	3	142	0	0	8	609	11	751
Guyana	4	131	0	0	0	0	4	131
Haïti	34	4 860	3	4 977	25	2 184	62	12 021
Honduras	12	2 960	0	0	37	11 663	49	14 623
Hong-Kong	198	31 978	3	185	194	41 221	395	73 384
Indonésie	1 190	240 158	24	7 702	276	68 690	1 490	316 550
Irak	2	24	0	0	2	3 836	4	3 859
Iran	32	22 760	0	0	14	2 242	46	25 002
Jamaïque	67	8 086	0	0	7	254	74	8 340
Jordanie	46	14 609	0	0	44	8 932	90	23 541
Kazakhstan	8	572	1	16	11	1 082	20	1 670
Kénya	66	43 389	3	133	71	15 497	140	59 018
Kirghizistan	3	283	0	0	0	0	3	283
Koweït	7	589	0	0	25	4 287	32	4 877
Laos	137	14 777	2	1 157	120	15 056	259	30 990

Pays hors conventions

REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2014 PAR LA FRANCE (CLEISS ET CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE) (SUITE)

Pays	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Total général	
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé
Lésotho	0	0	0	0	0	0	0	0
Liban	989	178 813	26	4 713	417	137 553	1 432	321 079
Libéria	0	0	0	0	2	106	2	106
Libye	3	127	0	0	3	191	6	318
Macao	5	4 148	0	0	1	30	6	4 178
Malaisie	195	31 632	6	525	127	26 656	328	58 813
Malawi	0	0	0	0	4	281	4	281
Maldives	99	12 342	2	37	3	348	104	12 727
Maurice (Iles)	2 771	456 782	67	15 941	341	85 503	3 179	558 226
Mélanésie	22	1 045	0	0	70	12 046	92	13 091
Mexique	1 122	179 986	23	14 224	543	335 166	1 688	529 375
Micronésie	2	25	0	0	0	0	2	25
Moldavie	7	515	0	0	0	0	7	515
Mongolie	15	3 355	0	0	0	0	15	3 355
Mozambique	7	312	0	0	25	3 408	32	3 721
Namibie	31	8 662	0	0	5	974	36	9 636
Népal	172	66 581	1	8	11	2 951	184	69 540
Nicaragua	23	3 505	0	0	22	7 314	45	10 818
Nigéria	7	2 699	0	0	31	4 484	38	7 183
Nouvelle-Zélande	187	18 406	6	329	73	13 169	266	31 904
Oman	56	16 175	1	28	6	401	63	16 604
Ouganda	1	1 629	1	6	7	904	9	2 539
Ouzbékistan	20	785	0	0	5	264	25	1 049
Pakistan	23	5 566	3	4 302	7	1 073	33	10 940
Palestine	15	21 313	1	17	0	0	16	21 329
Panama	71	8 269	4	210	62	8 159	137	16 638
Paraguay	17	8 075	0	0	47	10 590	64	18 664
Pérou	701	154 253	9	744	127	70 897	837	225 894
Petites Antilles	168	25 754	7	3 493	10	2 636	185	31 884
Polynésie	1	22	0	0	3	231	4	253
Qatar	35	3 398	0	0	73	8 348	108	11 746
Rep. Centrafricaine	8	381	0	0	5	100	13	482
Rep. Dem. Congo	15	3 160	1	2 251	33	2 926	49	8 337
Rep. Dominicaine	1 914	431 690	43	5 862	112	103 490	2 069	541 042

Pays hors conventions

REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2014 PAR LA FRANCE (CLEISS ET CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE) (SUITE ET FIN)

Pays	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Total général	
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé
Rep. Pop. De Corée	15	3 516	0	0	35	9 822	50	13 338
Russie	331	90 034	3	879	181	39 503	515	130 417
Rwanda	11	1 446	1	3 964	22	2 519	34	7 929
Saint-Bathélemy	0	0	0	0	0	0	0	0
Sao Tome Et Principes	0	0	0	0	0	0	0	0
Seychelles	98	4 333	9	1 496	10	1 422	117	7 250
Sierra Léone	0	0	0	0	0	0	0	0
Singapour	344	99 683	7	344	391	134 440	742	234 468
Somalie	1	28	0	0	0	0	1	28
Soudan	4	180	0	0	2	184	6	364
Sri Lanka	144	32 127	7	522	3	45	154	32 694
Surinam	4	470	0	0	16	1 026	20	1 495
Swaziland	2	82	0	0	0	0	2	82
Syrie	7	3 205	0	0	1	183	8	3 388
Tadjikistan	3	103	0	0	1	48	4	151
Taiwan	114	21 422	2	165	37	10 520	153	32 107
Tanzanie	75	4 505	2	177	16	940	93	5 622
Tchad	11	1 050	0	0	25	2 422	36	3 472
Territoires D'Outre-Mer des États-Unis	51	6 732	0	0	2	490	53	7 222
Territoires D'Outre-Mer du Royaume-Uni	36	5 651	2	76	0	0	38	5 727
Thaïlande	4 303	1 297 517	93	31 332	426	198 729	4 822	1 527 578
Timor Oriental	1	115	0	0	2	40	3	155
Turkménistan	1	10	0	0	7	472	8	482
Ukraine	34	1 726	2	301	28	2 993	64	5 020
Vénézuéla	69	31 254	0	0	66	66 717	135	97 971
Vietnam	1 224	314 441	26	4 759	380	85 976	1 630	405 176
Yémen	2	1 342	0	0	0	0	2	1 342
Zambie	2	276	0	0	4	183	6	458
Zimbabwe	12	5 498	0	0	12	1 252	24	6 749
Autres Pays	20	32 981	1	5 270	0	0	21	38 251
Croisières	3 031	145 579	75	30 139	5	158	3 111	175 877
TOTAL 2014	26 063	5 335 863	586	218 708	8 407	2 453 567	35 056	8 008 138
TOTAL 2013	27 378	7 382 445	933	167 607	9 181	2 805 424	37 492	10 355 475
% d'évolution	-4,80%	-27,72%	-37,19%	30,49%	-8,43%	-12,54%	-6,50%	-22,67%

Tous types d'accords

Le Cleiss rembourse aux institutions étrangères qui ont pris en charge le coût des soins sur leur territoire les prestations qu'elles ont servies à des assurés du régime français de sécurité sociale. Les remboursements de l'année correspondent couramment aux dettes présentées (voir chapitre en question ci-avant) par les institutions étrangères les années précédentes.

À l'inverse, le Cleiss demande aux institutions étrangères le remboursement des soins reçus en France par les assurés des régimes étrangers qui ont été pris en charge par les organismes français de sécurité sociale. Les remboursements de l'année correspondent couramment aux créances présentées (voir chapitre en question ci-avant) par la France les années précédentes.

REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS (ET RÉCIPROQUEMENT) POUR L'ENSEMBLE DES PAYS (ACCORDS INTERNATIONAUX ET RÈGLEMENTS EUROPÉENS)

Pays	Montants des remboursements (en euros) par le Cleiss à des organismes étrangers					Montants des remboursements (en euros) par des organismes étrangers au Cleiss				
	Soins de santé		Contrôle médi- caux	Total	% du total	Soins de santé		Contrôle médi- caux	Total	% du total
	Factures	Forfaits	Factures			Factures	Forfaits	Factures		
de l'UE-EEE-Suisse	258 499 035	183 031 199	17 212	441 547 446	<i>64,82</i>	526 289 905	3 410 364	627	529 700 896	<i>88,32</i>
hors UE-EEE-Suisse	78 214 738	161 444 728	2 239	239 661 705	<i>35,18</i>	5 910 050	64 144 198	0	70 054 248	<i>11,68</i>
TOTAL 2014	336 713 773	344 475 927	19 451	681 209 151	100,00	532 199 955	67 554 563	627	599 755 144	100,00
<i>% du total</i>	<i>49,43</i>	<i>50,57</i>	<i>0,00</i>	<i>100,00</i>		<i>88,74</i>	<i>11,26</i>	<i>0,00</i>	<i>100,00</i>	
TOTAL 2013	329 915 911	74 432 142	103 749	404 451 802		942 979 107	47 481 386	12 815	990 473 309	
<i>% d'évolution</i>	<i>2,06</i>	<i>362,81</i>	<i>-81,25</i>	<i>68,43</i>		<i>-43,56</i>	<i>42,28</i>	<i>-95,11</i>	<i>-39,45</i>	



En 2014, les remboursements effectués par le Cleiss à des organismes étrangers sont près de 13,6 % supérieurs à ceux remboursés au Cleiss (-81,45 millions d'euros). Par ailleurs 75,8 % des flux concernent les pays de l'UE-EEE-Suisse.

Il faut savoir, par ailleurs, que les comptes ont été exceptionnellement arrêtés au 30/11/2014 suite au transfert à la Cnamts de l'activité financière du Cleiss. De ce fait, des paiements de créances estimés à 280 millions d'euros n'ont pu être comptabilisés. En revanche, l'Espagne a bénéficié de paiements plus importants en 2014 compte tenu des retards de paiements enregistrés en 2013.

Tous types d'accords

ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DE CES REMBOURSEMENTS PAR RÉGIMES FRANÇAIS DE 2005 À 2014

Régimes	2014		2013		2012		2011		2010		2009		2008		2007		2006		2005	
	Montant (euros)	%	Montant (euros)	%	Montant (euros)	%	Montant (euros)	%	Montant (euros)	%	Montant (euros)	%	Montant (euros)	%	Montant (euros)	%	Montant (euros)	%	Montant (euros)	%
CNAM Caisse Nationale d'Assurance Maladie des travailleurs salariés	623 760 647	91,57	351 573 609	86,93	423 891 134	90,23	291 889 866	91,93	352 703 989	89,11	233 433 364	87,54	282 920 548	87,86	265 614 380	89,12	303 322 026	89,57	254 900 446	87,96
CCMSA Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole (Soins de santé)	12 295 377	1,80	7 771 692	1,92	14 479 712	3,08	6 667 293	2,10	10 280 611	2,60	6 953 656	2,61	7 727 461	2,40	7 545 105	2,53	7 742 364	2,29	9 134 977	3,15
RSI Régime Social des Indépendants	12 633 384	1,85	12 304 219	3,04	12 208 217	2,60	5 849 586	1,84	9 123 471	2,31	7 226 058	2,71	6 671 136	2,07	6 414 635	2,15	6 160 760	1,82	7 161 464	2,47
SNCF Société Nationale des Chemins de fer Français	2 488 260	0,37	2 418 472	0,60	1 332 226	0,28	101 992	0,03	1 773 965	0,45	1 090 624	0,41	900 057	0,28	918 289	0,31	2 248 647	0,66	1 367 076	0,47
RATP Régie Autonome des Transports Parisiens	519 783	0,08	152 748	0,04	113 068	0,02	41 647	0,01	318 226	0,08	129 546	0,05	162 818	0,05	228 982	0,08	357 591	0,11	118 740	0,04
ENIM Etablissement National des Invalides de la Marine	878 194	0,13	313 657	0,08	254 995	0,05	101 532	0,03	415 825	0,11	327 414	0,12	259 726	0,08	246 528	0,08	556 679	0,16	234 011	0,08
CANSSM Caisse Autonome Nationale de la Sécurité Sociale dans les Mines	6 458 084	0,95	5 634 883	1,39	4 926 358	1,05	1 998 540	0,63	5 170 854	1,31	4 163 902	1,56	4 948 393	1,54	4 404 210	1,48	4 654 738	1,37	3 650 596	1,26
CNMSS Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale	20 870 696	3,06	23 550 229	5,82	12 348 412	2,63	10 819 204	3,41	14 840 646	3,75	12 993 226	4,87	17 544 127	5,45	12 151 962	4,08	11 891 833	3,51	12 261 903	4,23
CPBDF Caisse de Prévoyance Maladie de la Banque de France	/	/	/	/	/	/	/	/	-2 725	0,00	62 699	0,02	62 980	0,02	38 135	0,01	62 190	0,02	49 565	0,02
CRPCEN Caisse de Retraite et de Prévoyance des Clercs et Employés de Notaires	389 248	0,06	185 562	0,05	6 018	0,00	18 140	0,01	193 785	0,05	81 732	0,03	131 492	0,04	47 012	0,02	385 699	0,11	167 505	0,06
CCIP Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris	/	/	/	/	6 679	0,00	0	0,00	3 988	0,00	9 605	0,00	22 255	0,01	8 479	0,00	13 545	0,00	9 873	0,00
GAMEX Groupement des Assureurs Maladie des Exploitants agricoles	54 198	0,01	139 173	0,03	84 176	0,02	20 499	0,01	602 921	0,15	89 928	0,03	313 898	0,10	297 253	0,10	865 141	0,26	364 898	0,13
CNAF Caisse Nationale des Allocations Familiales	8 308	/	/	/	518	0,00	0	0,00	-9 277	0,00	73 977	0,03	-32 470	-0,01	47 416	0,02	95 958	0,03	241 445	0,08
CCMSA (frais de gestion)	/	/	/	/	0	0,00	0	0,00	16 275	0,00	-3 294	0,00	97	0,00	5 676	0,00	629	0,00	35 803	0,01
CAVIMAC Caisse d'Assurance Vieillesse Invalidité et Maladie des Cultes	846 685	0,12	403 887	0,10	146 564	0,03	0	0,00	319 839	0,08	39 284	0,01	374 221	0,12	57 696	0,02	280 681	0,08	98 949	0,03
ANSAS Assemblée Nationale-Service des Affaires Sociales	6 285	0,00	3 538	0,00	783	0,00	0	0,00	29 897	0,01	885	0,00	15	0,00	44	0,00	/	/	/	/
CASSS Caisse Autonome de la Sécurité Sociale du Sénat	0	0,00	134	0,00	20	0,00	0	0,00	8 737	0,00	0	0,00	292	0,00	/	/	/	/	/	/
CPPA Caisse de Prévoyance du Port Autonome de Bordeaux	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
TOTAL	681 209 150	100,00	404 451 802	100,00	469 798 879	100,00	317 508 299	100,00	395 791 024	100,00	266 672 606	100,00	322 007 048	100,00	298 025 802	100,00	338 638 481	100,00	289 797 251	100,00

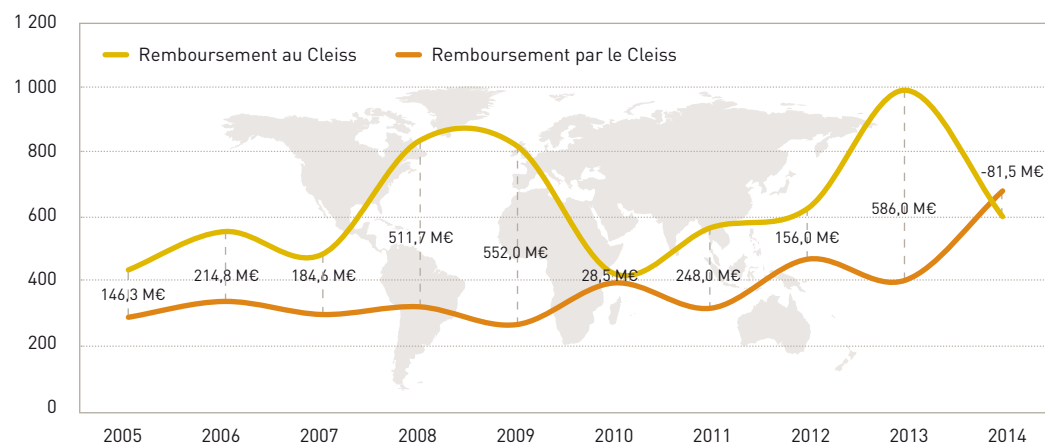
Tous types d'accords

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS (ET RÉCIPROQUEMENT) POUR L'ENSEMBLE DES PAYS (ACCORDS INTERNATIONAUX ET RÈGLEMENTS EUROPÉENS)

Année	Montants des remboursements (en euros) par le Cleiss à des organismes étrangers							Montants des remboursements (en euros) par des organismes étrangers au Cleiss						
	Soins de santé				Contrôle médicaux	Total	% évolution (N/N-1)	Soins de santé				Contrôle médicaux	Total	% évolution (N/N-1)
	Factures	%	Forfaits	%	Factures			Factures	%	Forfaits	%	Factures		
2005	138 049 670	47,6	151 642 552	52,3	105 029	289 797 251		296 757 170	68,1	139 258 441	31,9	451	436 016 061	
2006	155 802 910	46,0	182 813 438	54,0	22 133	338 638 481	16,85	364 353 167	65,8	189 076 384	34,2	123	553 429 674	26,93
2007	162 734 320	54,6	135 233 551	45,4	57 931	298 025 802	-11,99	287 515 082	59,6	195 106 908	40,4	105	482 622 095	-12,79
2008	161 952 703	50,3	160 010 109	49,7	44 236	322 007 048	8,05	402 609 808	48,3	431 049 757	51,7	0	833 659 565	72,74
2009	157 304 687	59,0	109 342 509	41,0	25 410	266 672 606	-17,18	452 516 012	55,2	367 088 065	44,8	0	819 604 076	-1,69
2010	187 383 282	47,3	208 343 177	52,6	64 566	395 791 024	48,42	270 253 166	63,7	154 078 135	36,3	6 655	424 337 955	-48,23
2011	166 763 307	52,5	150 738 832	47,5	6 161	317 508 299	-19,78	341 065 126	60,3	224 413 630	39,7	1 658	565 480 414	33,26
2012	342 217 359	72,8	127 533 992	27,1	47 529	469 798 879	47,96	554 475 668	88,6	71 317 917	11,4	582	625 794 168	10,67
2013	329 915 911	81,6	74 432 142	18,4	103 749	404 451 802	-13,91	942 979 107	95,2	47 481 386	4,8	12 815	990 473 309	58,27
2014	336 713 773	49,4	344 475 927	50,6	19 451	681 209 151	68,43	532 199 955	88,7	67 554 563	11,3	627	599 755 144	-39,45
PÉRIODE (2005-2014)	2 138 837 922	56,5	1 644 566 227	43,5	496 194	3 783 900 342		4 444 724 260	70,2	1 886 425 184	29,8	23 016	6 331 172 461	

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DU SOLDE DES REMBOURSEMENTS

Millions d'euros



Sauf pour l'exercice 2014, les remboursements au Cleiss par les organismes étrangers ont toujours été durant la décennie supérieurs à ceux effectués par le Cleiss. En effet 2014 est l'année où les paiements aux organismes étrangers par le Cleiss ont été arrêtés en novembre du fait du transfert de son activité financière vers le CNSE, sans compter les régularisations des comptes intervenues durant les commissions mixtes, essentiellement avec l'Algérie et la Serbie.

Par ailleurs, l'Espagne a bénéficié également de paiements plus importants en 2014 compte tenu des retards de paiements enregistrés en 2013.

Règlements européens

Les Règlements des Communautés Européennes sur la Sécurité Sociale des Travailleurs Migrants prévoient que les dépenses de santé sont remboursées :

- sur factures, pour les prestations servies aux assurés en séjour temporaire, aux détachés, aux assurés et à leur famille résidant dans un autre État membre que l'État compétent (articles 93 et 96 du Règlement n°574/72) ; il en est de même pour les contrôles médicaux. A compter du 01/05/2010, ces dispositions valent pour toutes les catégories d'assurés, sauf pour les pays mentionnés à l'annexe 3 du règlement 987/2009.
- sur forfaits, pour les prestations auxquelles peuvent prétendre les familles dans le pays d'origine des travailleurs occupés dans un autre pays et les pensionnés résidant dans un autre pays que celui débiteur de la pension (articles 94 et 95 du Règlement n° 574/72). À compter du 01/05/2010, ces dispositions ne valent que pour les pays mentionnés à l'annexe 3 du règlement 987/2009.

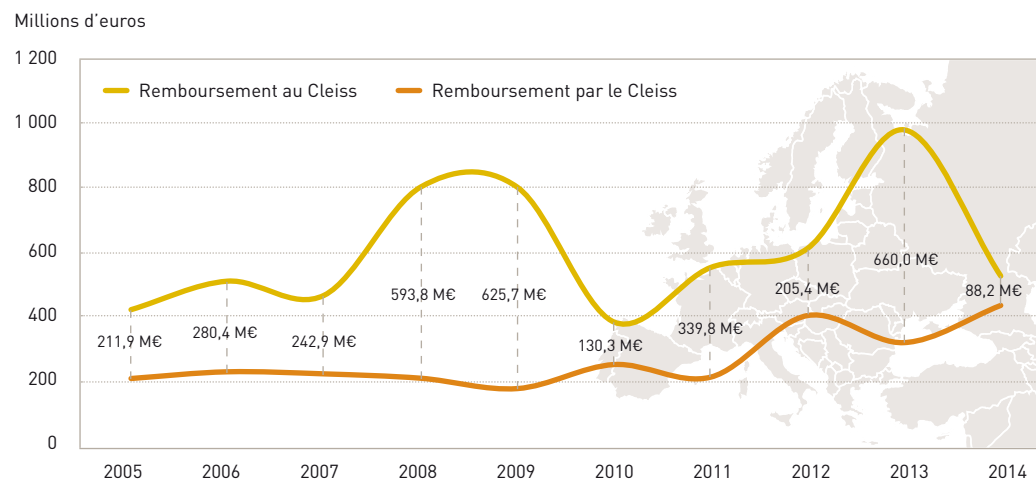
Le Cleiss rassemble tous les éléments concernant ces remboursements et toutes les opérations sont effectuées par son intermédiaire.

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS (ET RÉCIPROQUEMENT)

Année	Montants des remboursements (en euros) par le Cleiss à des organismes étrangers							Montants des remboursements (en euros) par des organismes étrangers au Cleiss						
	Soins de santé				Contrôle médicaux	Total	% évolution (N/N-1)	Soins de santé				Contrôle médicaux	Total	% évolution (N/N-1)
	Factures	%	Forfaits	%	Factures			Factures	%	Forfaits	%	Factures		
2005	97 439 953	45,9	114 882 368	54,1	105 029	212 427 349		294 734 334	69,5	129 556 692	30,5	451	424 291 477	
2006	103 974 811	44,6	129 052 669	55,4	14 994	233 042 474	9,7	349 307 876	68,0	164 166 237	32,0	123	513 474 236	21,0
2007	125 067 129	55,2	101 410 513	44,8	53 916	226 531 558	-2,8	285 007 174	60,7	184 389 618	39,3	105	469 396 897	-8,6
2008	104 944 849	49,3	107 876 017	50,7	44 236	212 865 101	-6,0	394 448 729	48,9	412 240 886	51,1	0	806 689 615	71,9
2009	105 122 362	58,3	75 161 122	41,7	22 462	180 305 946	-15,3	439 115 479	54,5	366 857 737	45,5	0	805 973 216	-0,1
2010	128 666 330	50,3	127 137 568	49,7	60 977	255 864 875	41,9	264 158 726	68,4	121 959 807	31,6	6 655	386 125 188	-52,1
2011	108 198 372	50,0	108 102 721	50,0	6 161	216 307 254	-15,5	338 976 469	61,0	217 163 630	39,0	1 658	556 141 757	44,0
2012	288 853 686	70,5	120 746 958	29,5	47 529	409 648 173	89,4	551 235 400	89,6	63 783 955	10,4	582	615 019 938	10,6
2013	250 129 561	77,0	74 432 142	22,9	103 749	324 665 452	-20,7	937 181 012	95,2	47 478 388	4,8	12 815	984 672 215	60,1
2014	258 499 035	58,5	183 031 199	41,5	17 212	441 547 446	36,0	526 289 905	99,4	3 410 364	0,6	627	529 700 896	-46,2
PÉRIODE (2005-2014)	1 570 896 088	57,9	1 141 833 277	42,1	476 263	2 713 205 628		4 380 455 103	71,9	1 711 007 315	28,1	23 016	6 091 485 435	

Règlements européens

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DU SOLDE DES REMBOURSEMENTS



- En 2014, on observe une hausse des remboursements effectués par le Cleiss (+36%). À ce titre, l'Espagne a notamment bénéficié de paiements plus importants en 2014 compte tenu des retards de paiements enregistrés en 2013.
- Les différents pays de l'UE-EEE-Suisse ont payé 529,7 millions d'euros à la France, ce qui constitue une diminution de près de la moitié (-46,2%) par rapport à 2013. Ceci est dû au fait que les comptes ont été arrêtés au 30/11/2014 et que des paiements de créances estimés à 280 millions d'euros n'ont pu être enregistrés.
- Le solde des paiements demeure cependant positif mais atteint son plus bas niveau de la décennie avec ses 88,2 millions d'euros.
- Depuis 2005, les remboursements perçus par le Cleiss sont toujours supérieurs à ceux qu'il a versés.

Règlements européens

REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS (ET RÉCIPROQUEMENT) EN 2014

Pays	Organismes	Montants des remboursements (en euros) par le Cleiss à des organismes étrangers					Montants des remboursements (en euros) par des organismes étrangers au Cleiss					Solde
		Soins de santé		Contrôle médicaux	Total	% du total	Soins de santé		Contrôle médicaux	Total	% du total	
		Factures	Forfaits				Factures	Factures					Forfaits
Allemagne	DVKA Bonn - HGB Mannheim	48 087 845	814 449	0	48 902 294	11,08	98 233 760	3 655 271	0	101 889 031	19,24	52 986 738
Autriche	HOS Vienne	3 170 264	766 784	295	3 937 344	0,89	872 951	0	0	872 951	0,16	-3 064 393
Belgique	INAMI-FAT-FMP Bruxelles	115 949 190	7 002 359	1 365	122 952 914	27,85	156 480 458	1 972 776	0	158 453 234	29,91	35 500 320
Bulgarie	FNAM - Sofia	15 108	0	0	15 108	0,00	5 169 945	111 925	0	5 281 870	1,00	5 266 762
Chypre	MTSS-MS-MF Nicosia	26 791	1 884	0	28 675	0,01	40 495	2 977	0	43 472	0,01	14 797
Croatie	HZZO ZAGREB	27	0	0	27	0,00	0	0	0	0	0,00	-27
Danemark	Patientombuddet Frederiksberg	0	0	0	0	0,00	3 712 339	2 358 776	0	6 071 115	1,15	6 071 115
Espagne	INSS Madrid	27 336 802	149 388 909	0	176 725 710	40,02	8 096 106	41 239	0	8 137 345	1,54	-168 588 365
Estonie	EH Tallinn	21 607	257	0	21 864	0,00	290 407	-21 411	0	268 996	0,05	247 132
Finlande	KSKLT Helsinki	208 055	55 237	0	263 292	0,06	468 375	0	0	468 375	0,09	205 082
Grèce	EOPPY Athènes	212 103	2 915 171	0	3 127 273	0,71	145 383	0	0	145 383	0,03	-2 981 890
Hongrie	OEP Budapest	112 158	0	0	112 158	0,03	1 220 739	8 921	0	1 229 660	0,23	1 117 502
Irlande	HSE Kildare	0	0	0	0	0,00	1 179 440	0	0	1 179 440	0,22	1 179 440
Islande	TR Reyjavik	73 992	0	0	73 992	0,02	0	1 063	0	1 063	0,00	-72 929
Italie	MS - INAIL - Rome	4 556 591	44 132	0	4 600 723	1,04	42 307 239	258 924	0	42 566 162	8,04	37 965 439
Lettonie	VSAA-VOVAA Riga	9 318	0	0	9 318	0,00	8 379	21 411	0	29 790	0,01	20 472
Liechtenstein	AFV Vaduz	1 736	0	0	1 736	0,00	0	0	0	0	0,00	-1 736
Lituanie	VLK Vilnius	9 390	0	0	9 390	0,00	0	0	0	0	0,00	-9 390
Luxembourg	CNAMO - AAA - Luxembourg	15 788 868	270 370	0	16 059 238	3,64	76 258 396	108 748	0	76 367 145	14,42	60 307 906
Malte	DTSS La Valette	81 264	42 285	0	123 549	0,03	0	4 374	0	4 374	0,00	-119 174
Norvège	RTV Oslo	458 162	0	0	458 162	0,10	1 981 155	1 258 962	0	3 240 117	0,61	2 781 955
Pays-Bas	Zorginstituut Nederland AMSTEVEEN	4 105 148	246 082	0	4 351 230	0,99	15 729 879	0	0	15 729 879	2,97	11 378 650
Pologne	NFZ Varsovie	1 522 971	235 705	0	1 758 676	0,40	3 483 587	970	0	3 484 557	0,66	1 725 881
Portugal	DRICSS Lisbonne	14 015 933	20 735 628	15 552	34 767 114	7,87	2 858 517	354 887	627	3 214 030	0,61	-31 553 084
République Tchèque	CMU Prague	174 020	14 256	0	188 276	0,04	941 078	0	0	941 078	0,18	752 801

Règlements européens

REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS (ET RÉCIPROQUEMENT) EN 2014 (SUITE ET FIN)

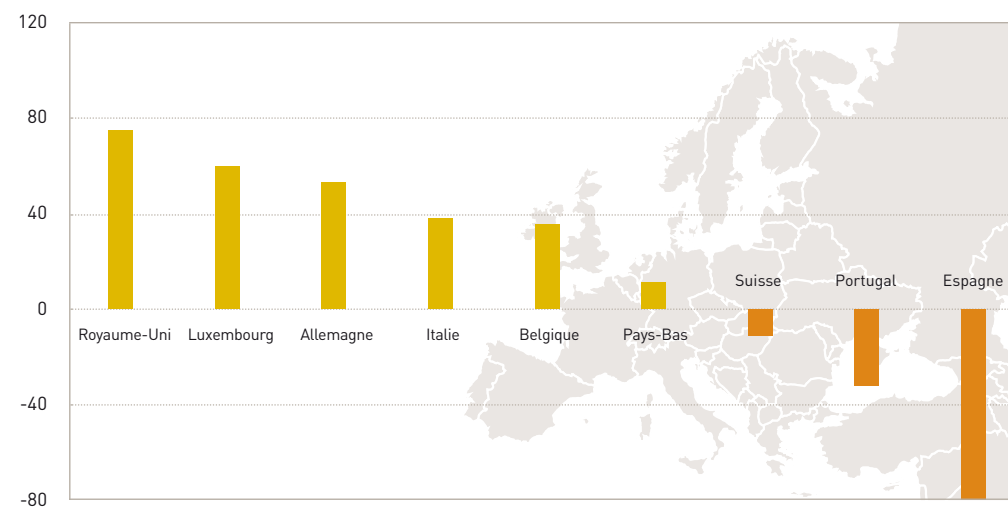
Pays	Organismes	Montants des remboursements (en euros) par le Cleiss à des organismes étrangers					Montants des remboursements (en euros) par des organismes étrangers au Cleiss					Solde
		Soins de santé		Contrôle médicaux	Total	% du total	Soins de santé		Contrôle médicaux	Total	% du total	
		Factures	Forfaits				Factures	Factures					Forfaits
Roumanie	CNAS Bucarest	75 083	0	0	75 083	0,02	8 625 326	0	0	8 625 326	1,63	8 550 244
Royaume-Uni	DH Londres	5 340 570	434 067	0	5 774 637	1,31	87 833 188	-6 729 448	0	81 103 740	15,31	75 329 103
Slovaquie	SP Bratislava	145 087	3 438	0	148 525	0,03	825 685	0	0	825 685	0,16	677 160
Slovénie	ZZZS Ljubljana	147 806	31 366	0	179 172	0,04	413 844	0	0	413 844		234 672
Suède	RFKV Stockholm	1 346 320	28 819	0	1 375 139	0,31	4 215 387	0	0	4 215 387	0,80	2 840 248
Suisse	LAMAL Soleure - CNA Lucerne	15 506 826	0	0	15 506 826	3,51	4 897 844	0	0	4 897 844	0,92	-10 608 981
TOTAL 2014		258 499 035	183 031 199	17 212	441 547 446	100,00	526 289 905	3 410 364	627	529 700 896	100,00	88 153 450
TOTAL 2013		250 129 561	74 432 142	103 749	324 665 452		937 181 012	47 478 388	12 815	984 672 215		660 006 764
<i>% d'évolution</i>		<i>3,35</i>	<i>145,90</i>	<i>-83,41</i>	<i>36,00</i>		<i>-43,84</i>	<i>-92,82</i>	<i>-95,11</i>	<i>-46,21</i>		<i>-86,64</i>



Dans le cadre des règlements européens, les remboursements effectués par le Cleiss, en 2014, sont presque équivalents à ceux réalisés par les organismes européens puisqu'ils représentent près de 83,4% de ces derniers. Situation exceptionnelle du fait que les comptes ont été arrêtés au 30/11/2014 et que des créances estimées à 280 millions d'euros n'ont pu être comptabilisées. Par ailleurs, l'Espagne a bénéficié de paiements plus importants en 2014 compte tenu des retards de paiements enregistrés en 2013.

SOLDES DES PAIEMENTS LES PLUS SIGNIFICATIFS EN 2014

Millions d'euros



Accords internationaux

Certaines conventions bilatérales prévoient que la famille restée dans le pays d'origine et le travailleur lorsqu'il retourne dans ce même pays, ont droit au bénéfice du régime de sécurité sociale local. Il en est de même, dans certains cas, pour les pensionnés résidant dans un de ces pays.

Ces prestations et les éventuels contrôles médicaux donnent lieu à un remboursement de la part des institutions françaises.

Ce remboursement est effectué selon deux modalités :

- la facture F,
- le forfait T.

Lorsque le système du forfait est appliqué en matière de soins, il est fait usage des éléments statistiques et financiers produits par le pays de résidence pour déterminer le coût moyen des soins.

Quand ce même système est appliqué en matière de contrôle médical, les prestations servies et les remboursements effectués sont majorés d'un certain pourcentage.

Le tableau de la page suivante donne le schéma des procédures de remboursements en vigueur en 2014.

SCHÉMA DES PROCÉDURES DE REMBOURSEMENTS EN VIGUEUR EN 2014

Pays	Prestations en nature						Contrôle médical	Observations
	Familles	Séjour temporaire	Transfert résidence	Pensionnés	AT incapacité temporaire	Travailleurs détachés		
Algérie	T	T	T	T	T	F*	T ¹	* Ainsi que les travailleurs algériens autorisés à se faire soigner en France (Protocole annexe à la Convention)
Andorre	F	F	F	F	F	F	-	
Bénin	-	-	F*	-	F	-	T ¹	* Uniquement dans le sens France-Bénin (cf Protocole n°1)
Bosnie Herzégovine	T	F	F	T	F	F	F et T	
Cameroun	-	-	-	-	F	F ^{5*}	R prov.	* Option possible en AT
Cap-Vert	T	T	T	-	T	F	T ¹	
Congo	-	-	T* F*	-	T F ⁵	-	T ¹	* T pour la maternité, F uniquement dans le sens France-Congo pour la maladie (cf Protocole n°1)
Côte d'Ivoire	-	-	F*	-	F	-	T ¹	* Dans les 2 sens pour la maternité, uniquement dans le sens France-Côte d'Ivoire pour la maladie (cf Protocole n°1)
Gabon	T	F* T	T	-	T	F	T ¹	* Pour le séjour temporaire autre que pendant le congé payé
Israël	-	-	-	-	F	-	T ¹	
Jersey	T	F*	F*	-	-	R	-	* Seulement dans le sens Jersey-France pendant 13 semaines maximum
Kosovo	T	F	F	T	F	F	F et T	
Macédoine	T	F	F	T	F	F	F et T	

Accords internationaux

SCHÉMA DES PROCÉDURES DE REMBOURSEMENTS EN VIGUEUR EN 2014 (SUITE ET FIN)

Pays	Prestations en nature						Contrôle médical	Observations
	Familles	Séjour temporaire	Transfert résidence	Pensionnés	AT incapacité temporaire	Travailleurs détachés		
Madagascar	-	-	F	-	-	-	T ¹	
Mali	T	F	F	-	T	F	T ¹	
Maroc	F	F	F	-	F	-	F	
Mauritanie	-	-	F	-	T	-	F et T ²	
Monaco	-	-	-	R	-	-	-	
Monténégro	T	F	F	T	F	F	F et T	
Niger	-	F	F	-	F	-	R prov.	
Nouvelle Calédonie	F	F	F	F	F	F	-	
Polynésie française	F	F	F	F	F	F	-	
Québec	R	F	F	R	F	F	F	
Saint Pierre et Miquelon	F	F	F	F	F	F	-	
Sénégal	-	-	F*	-	F	-	F et T ¹	* Uniquement dans le sens France-Sénégal pour la maladie (cf Protocole n°1)
Serbie	T	F	F	T	F	F	F et T	
Togo	-	-	F*	-	F	F	R et T ¹	* Dans les 2 sens pour la maternité, uniquement dans le sens France-Togo pour la maladie (cf Protocole n°1)
Tunisie	F	F	F	F	F	F	F	
Turquie	T	F ³ T ⁴	F ³ T ⁴	T	F ³ T ⁴	F	T ¹	

F : Facture ; T : Forfait

- 1 Majoration des dépenses de soins et/ou arrérages des rentes AT et des pensions d'invalidité
 - 2 En cas d'incapacité temporaire AT
 - 3 Prestations à la charge de la France
 - 4 Prestations à la charge de la Turquie
 - 5 Si les prestations sont servies aux travailleurs détachés par l'institution du pays de séjour
- R Renonciation
R prov. Renonciation provisoire

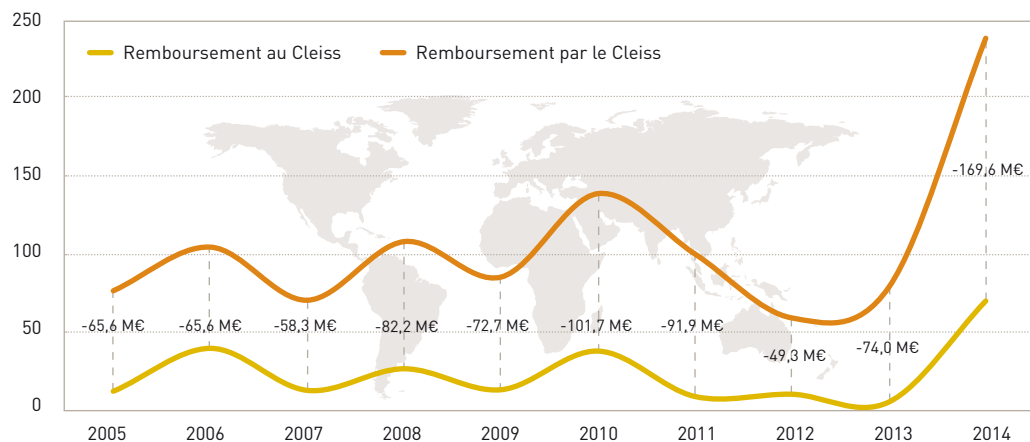
Accords internationaux

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS (ET RÉCIPROQUEMENT)

Année	Montants des remboursements (en euros) par le Cleiss à des organismes étrangers							Montants des remboursements (en euros) par des organismes étrangers au Cleiss						
	Soins de santé				Contrôle médicaux	Total	% évolution (N/N-1)	Soins de santé				Contrôle médicaux	Total	% évolution (N/N-1)
	Factures	%	Forfaits	%	Factures			Factures	%	Forfaits	%	Factures		
2005	40 609 718	52,5	36 760 184	47,5	0	77 369 902		2 022 835	17,3	9 701 749	82,7	0	11 724 584	
2006	51 828 099	49,1	53 760 768	50,9	7 140	105 596 007	36,48	15 045 291	37,7	24 910 147	62,3	0	39 955 438	240,78
2007	37 667 191	52,7	33 823 038	47,3	4 015	71 494 244	-32,29	2 507 908	19,0	10 717 289	81,0	0	13 225 198	-66,90
2008	57 007 854	52,2	52 134 092	47,8	0	109 141 946	52,66	8 161 079	30,3	18 808 870	69,7	0	26 969 949	103,93
2009	52 182 325	60,4	34 181 388	39,6	2 947	86 366 660	-20,87	13 400 532	98,3	230 328	1,7	0	13 630 860	-49,46
2010	58 716 952	42,0	81 205 609	58,0	3 589	139 926 150	62,01	6 094 440	15,9	32 118 328	84,1	0	38 212 767	180,34
2011	58 564 935	57,9	42 636 110	42,1	0	101 201 045	-27,68	2 088 657	22,4	7 250 000	77,6	0	9 338 657	-75,56
2012	53 363 673	88,7	6 787 033	11,3	0	60 150 706	-57,01	3 240 268	30,1	7 533 962	69,9	0	10 774 230	-71,80
2013	79 786 351	100,0	0	0,0	0	79 786 351	-21,16	5 798 096	99,9	2 998	0,1	0	5 801 094	-37,88
2014	78 214 738	32,6	161 444 728	67,4	2 239	239 661 705	298,44	5 910 050	8,4	64 144 198	91,6	0	70 054 248	550,20
PÉRIODE (2005-2014)	567 941 834	53,0	502 732 950	47,0	19 930	1 070 694 715		64 269 157	26,8	175 417 869	73,2	0	239 687 026	

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DU SOLDE DES REMBOURSEMENTS

Millions d'euros



Dans le cadre des accords internationaux, sur les 10 dernières années, les remboursements effectués par le Cleiss ont toujours été largement supérieurs à ceux effectués par les organismes étrangers ; le solde négatif le plus important ayant été atteint cette dernière année en 2014. En effet, les commissions mixtes intervenues avec l'Algérie et la Serbie ont permis de régulariser les comptes de plusieurs exercices.

Accords internationaux

REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS (ET RÉCIPROQUEMENT) EN 2014

	Pays	Montants des remboursements (en euros) par le Cleiss à des organismes étrangers					Montants des remboursements (en euros) par des organismes étrangers au Cleiss					Solde
		Soins de santé		Contrôle médicaux	Total	% du total	Soins de santé		Contrôle médicaux	Total	% du total	
		Factures	Forfaits	Factures			Factures	Forfaits	Factures			
CONVENTIONS BILATÉRALES	Algérie	0	160 430 686	0	160 430 686	66,94	2 563 802	63 988 498	0	66 552 301	95,00	-93 878 385
	Allemagne (1)	0	0	0	0	0,00	1 033	0	0	1 033	0,00	1 033
	Andorre	0	0	0	0	0,00	1 758 372	0	0	1 758 372	2,51	1 758 372
	Croatie	0	0	0	0	0,00	2 412	0	0	2 412	0,00	2 412
	Luxembourg (1)	0	0	0	0	0,00	36 376	0	0	36 376	0,05	36 376
	Madagascar	0	318	0	318	0,00	0	0	0	0	0,00	-318
	Mali	0	0	0	0	0,00	962	0	0	962	0,00	962
	Maroc	2 704 971	21 539	0	2 726 509	1,14	26	149	0	175	0,00	-2 726 334
	Mauritanie	0	447	0	447	0,00	0	0	0	0	0,00	-447
	Monténégro	0	0	0	0	0,00	2 897	0	0	2 897	0,00	2 897
	Québec	1 401 653	0	0	1 401 653	0,58	264 643	0	0	264 643	0,38	-1 137 010
	Serbie	497	991 738	2 239	994 475	0,41	2 346	155 551	0	157 897	0,23	-836 578
	Suisse (1)	0	0	0	0	0,00	14 963	0	0	14 963	0,02	14 963
	Tunisie	0	0	0	0	0,00	42 107	0	0	42 107	0,06	42 107
Turquie	0	0	0	0	0,00	58 380	0	0	58 380	0,08	58 380	
	SOUS-TOTAL	4 107 121	161 444 728	2 239	165 554 088	69,08	4 748 320	64 144 198	0	68 892 518	98,34	-96 661 570
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle Calédonie	14 994 136	0	0	14 994 136	6,26	1 004 913	0	0	1 004 913	1,43	-13 989 223
	Polynésie française	59 113 481	0	0	59 113 481	24,67	156 817	0	0	156 817	0,22	-58 956 664
	SOUS-TOTAL	74 107 617	0	0	74 107 617	30,92	1 161 730	0	0	1 161 730	1,66	-72 945 887
	TOTAL 2014	78 214 738	161 444 728	2 239	239 661 705	100,00	5 910 050	64 144 198	0	70 054 248	100,00	-169 607 457
	TOTAL 2013	79 786 351	0	0	79 786 351		5 798 096	2 998	0	5 801 094		-73 985 257
	<i>% d'évolution</i>	<i>-1,97</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>200,38</i>		<i>1,93</i>	<i>2139409,23</i>	<i>-</i>	<i>1107,60</i>		<i>129,24</i>

(1) : concerne les bateliers rhénans

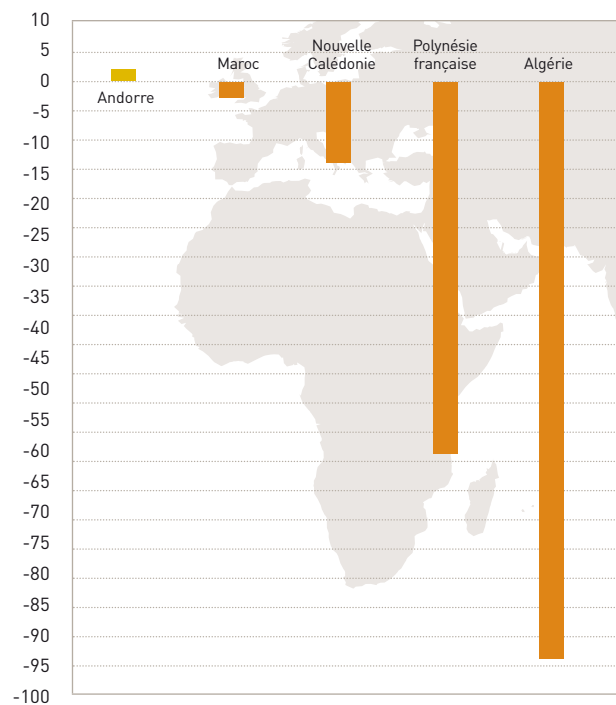


Dans le cadre des accords internationaux, les remboursements effectués par le Cleiss, en 2014, sont près de 3,5 fois supérieurs à ceux réalisés par les organismes étrangers. Il s'agit surtout des régularisations de comptes intervenues dans les relations avec l'Algérie et portant sur plusieurs exercices comptables.

Accords internationaux

SOLDES DES PAIEMENTS LES PLUS SIGNIFICATIFS EN 2014

Millions d'euros

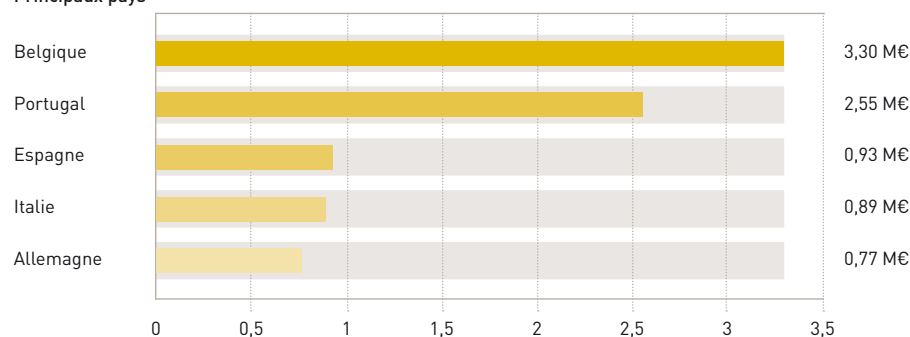


Les prestations en espèces d'incapacité temporaire sont versées, sous réserve de remplir les conditions d'ouverture des droits, par l'Assurance Maladie aux travailleurs pour compenser la perte de salaire pendant un arrêt de travail (maladie, maternité et/ou paternité, accident du travail, maladie professionnelle). Les indemnités journalières sont calculées sur la base des salaires bruts des trois ou douze mois précédant l'arrêt.

Règlements européens

PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ ET/OU PATERNITÉ) EN 2014

Principaux pays



Pays	Résidence hors de l'État compétent			Séjour temporaire/Transfert de résidence autorisé			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	
Allemagne	344	15 340	575 730	259	4 404	191 552	767 282
Autriche	4	152	8 759	98	975	36 697	45 456
Belgique	1 618	88 164	3 155 372	233	4 314	144 485	3 299 857
Bulgarie	5	135	4 823	18	367	11 752	16 576
Chypre	0	0	0	7	56	2 170	2 170
Croatie	0	0	0	77	1 336	41 849	41 849
Danemark	0	0	0	17	229	10 952	10 952
Espagne	31	1 421	44 370	1 464	22 142	881 281	925 651
Estonie	0	0	0	0	0	0	0
Finlande	0	0	0	4	100	3 963	3 963

Règlements européens

PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ ET/OU PATERNITÉ) EN 2014 (SUITE ET FIN)

Pays	Résidence hors de l'État compétent			Séjour temporaire/Transfert de résidence autorisé			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	
Grèce	2	68	4 855	252	2 834	108 922	113 777
Hongrie	77	3 701	100 152	32	626	21 257	121 410
Irlande	3	457	17 390	42	566	20 224	37 615
Islande	0	0	0	5	48	1 610	1 610
Italie	272	13 599	419 130	797	12 487	474 800	893 930
Lettonie	0	0	0	1	23	917	917
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0	0
Lituanie	0	0	0	4	74	2 490	2 490
Luxembourg	70	3 314	131 808	45	693	29 172	160 980
Malte	0	0	0	18	159	5 231	5 231
Norvège	0	0	0	10	101	3 254	3 254
Pays-Bas	4	331	9 511	61	740	29 308	38 818
Pologne	14	509	15 757	137	4 846	177 548	193 305
Portugal	28	958	27 386	2 628	68 769	2 520 623	2 548 010
République Tchèque	4	196	5 619	28	725	20 876	26 495
Roumanie	4	257	5 338	31	549	20 166	25 504
Royaume-Uni	4	45	1 849	184	2 152	101 548	103 396
Slovaquie	3	154	4 335	7	344	11 971	16 306
Slovénie	1	27	276	1	14	559	835
Suède	0	0	0	9	94	3 520	3 520
Suisse	55	2 235	175 758	146	2 136	81 664	257 422
TOTAL 2014	2 543	131 063	4 708 219	6 615	131 903	4 960 361	9 668 580
TOTAL 2013	2 714	129 807	4 709 262	6 317	121 107	3 911 455	8 620 717
% d'évolution	-6,30	0,97	-0,02	4,72	8,91	26,82	12,16

Règlements européens

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ ET/OU PATERNITÉ)

Années	Résidence hors de l'État compétent			Séjour temporaire/Transfert de résidence autorisé			Total des montants (euros)	% évolution
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)		
2005	1 439	75 153	2 234 493	9 145	229 808	6 598 047	8 832 540	
2006	1 363	68 010	1 975 592	8 181	203 574	6 214 494	8 193 788 (a)	-7,23
2007	1 433	66 513	2 112 326	8 229	199 196	6 369 601	8 499 891 (b)	3,74
2008	1 799	84 898	2 613 779	7 989	183 880	5 869 647	8 483 426	-0,19
2009	1 835	87 992	2 952 214	7 832	182 658	6 087 568	9 040 137 (c)	6,56
2010	1 726	86 594	3 118 882	7 184	158 989	5 369 563	8 490 308 (d)	-6,08
2011	2 258	118 242	4 114 902	7 344	174 194	5 948 146	10 064 988 (e)	18,55
2012	2 345	118 781	4 129 499	6 478	131 049	4 574 647	8 707 053 (f)	-13,49
2013	2 714	129 807	4 709 262	6 317	121 107	3 911 455	8 620 717	-0,99
2014	2 543	131 063	4 708 219	6 615	131 903	4 960 361	9 668 580	12,16

(a) : y compris 3 702,00 € pour l'Italie en situation de "recherche d'emploi".

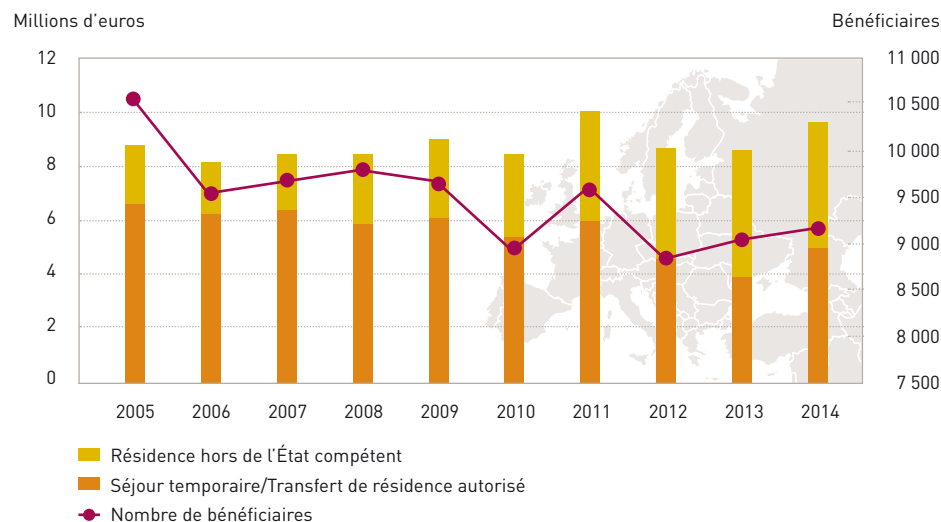
(b) : y compris 17 964,54 € pour la Suisse en situation de "recherche d'emploi".

(c) : y compris 354,51 € pour l'Autriche en situation de "recherche d'emploi".

(d) : y compris 458,88 € pour la Belgique, 866,6 € pour la Bulgarie et 537,27 € pour la Lituanie en situation de "recherche d'emploi".

(e) : y compris 80,00 € pour l'Autriche, 1 822,50 € pour l'Espagne et 37,28 € pour les Pays-Bas en situation de "recherche d'emploi".

(f) : y compris 2 906,48 € pour l'Allemagne en situation de "recherche d'emploi".



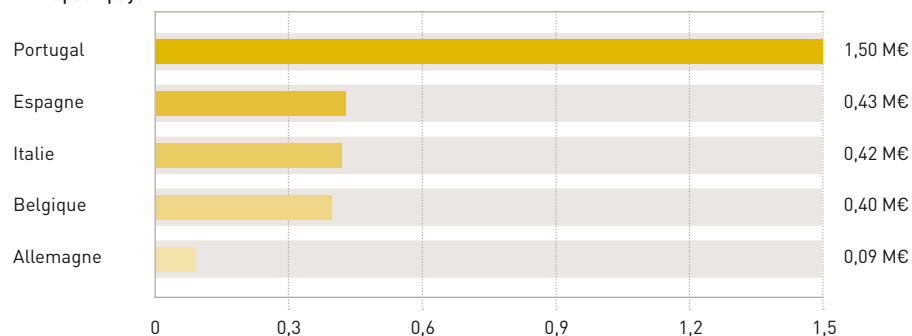
- Sur ces 10 dernières années, le nombre total de bénéficiaires a diminué de 13,5% et le nombre de jours indemnisés de 13,8%.
- Sur la même période, les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (ass. maladie/maternité) sont restés plus ou moins stables (+ 9,5%) avec une augmentation annuelle moyenne de +1%.
- En 2014, les montants concernant les séjours temporaires/transferts de résidence autorisés représentent 51,3% des prestations totales versées dans le cadre des règlements européens (contre 74,7% en 2005).
- L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.

Règlements européens

PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE

(ASSURANCES ACCIDENT DU TRAVAIL-MALADIE PROFESSIONNELLE) EN 2014

Principaux pays



Pays	Résidence hors de l'État compétent			Séjour temporaire/Transfert de résidence autorisé			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	
Allemagne	51	1 193	71 239	35	370	21 477	92 716
Autriche	1	1	68	16	158	10 471	10 539
Belgique	154	7 905	388 163	32	304	13 806	401 969
Bulgarie	0	0	0	6	132	5 674	5 674
Chypre	0	0	0	1	8	550	550
Croatie	1	16	650	11	143	7 749	8 399
Danemark	0	0	0	2	27	1 592	1 592
Espagne	42	2 534	98 461	361	5 806	330 470	428 930
Estonie	0	0	0	2	66	2 743	2 743
Finlande	0	0	0	0	0	0	0
Grèce	2	11	424	47	491	27 859	28 282
Hongrie	12	390	12 899	7	141	9 948	22 847
Irlande	1	2	84	6	73	3 439	3 523

Règlements européens

PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE

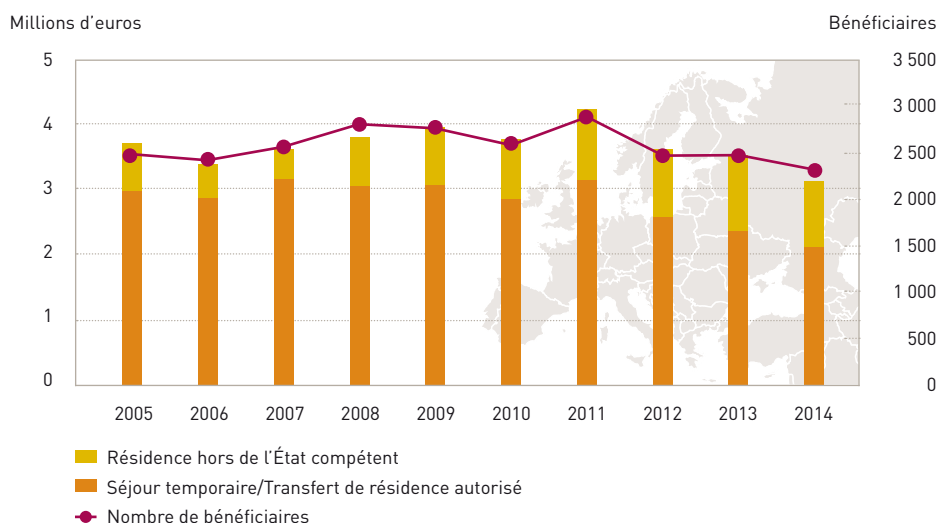
(ASSURANCES ACCIDENT DU TRAVAIL-MALADIE PROFESSIONNELLE) EN 2014 (SUITE ET FIN)

Pays	Résidence hors de l'État compétent			Séjour temporaire/Transfert de résidence autorisé			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	
Islande	0	0	0	1	10	602	602
Italie	97	6 696	297 796	176	2 307	125 786	423 582
Lettonie	0	0	0	0	0	0	0
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0	0
Lituanie	0	0	0	0	0	0	0
Luxembourg	22	232	13 994	2	10	772	14 766
Malte	0	0	0	2	16	520	520
Norvège	0	0	0	3	25	3 128	3 128
Pays-Bas	0	0	0	7	139	7 422	7 422
Pologne	21	987	49 506	34	682	32 016	81 522
Portugal	25	1 497	52 466	1 055	24 527	1 446 749	1 499 216
République Tchèque	2	217	9 447	2	67	3 127	12 574
Roumanie	3	207	7 757	15	408	17 861	25 619
Royaume-Uni	1	10	2 505	29	253	15 716	18 221
Slovaquie	1	13	367	3	78	6 354	6 721
Slovénie	0	0	0	0	0	0	0
Suède	0	0	0	6	108	4 041	4 041
Suisse	3	38	954	21	273	19 968	20 922
TOTAL 2014	439	21 949	1 006 781	1 882	36 622	2 119 840	3 126 620
TOTAL 2013	409	23 818	1 161 713	2 070	45 700	2 368 410	3 530 123
% d'évolution	7,33	-7,85	-13,34	-9,08	-19,86	-10,50	-11,43

Règlements européens

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ ET/OU PATERNITÉ)

Années	Résidence hors de l'État compétent			Séjour temporaire/Transfert de résidence autorisé			Total des montants (euros)	% évolution
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)		
2005	204	15 133	734 929	2 286	64 770	2 984 595	3 719 524	
2006	219	12 197	520 234	2 205	59 683	2 872 901	3 393 136	-8,77
2007	243	10 897	454 166	2 325	62 837	3 168 187	3 622 353	6,76
2008	313	16 336	742 938	2 500	62 206	3 068 767	3 811 706	5,23
2009	272	19 277	875 996	2 497	61 482	3 077 703	3 953 699	3,73
2010	280	21 627	915 794	2 307	57 673	2 862 705	3 778 499	-4,43
2011	404	23 275	1 084 726	2 487	58 955	3 152 488	4 237 214	12,14
2012	324	19 755	1 037 649	2 150	48 452	2 593 758	3 631 407	-14,30
2013	409	23 818	1 161 713	2 070	45 700	2 368 410	3 530 123	-2,79
2014	439	21 949	1 006 781	1 882	36 622	2 119 840	3 126 620	-11,43

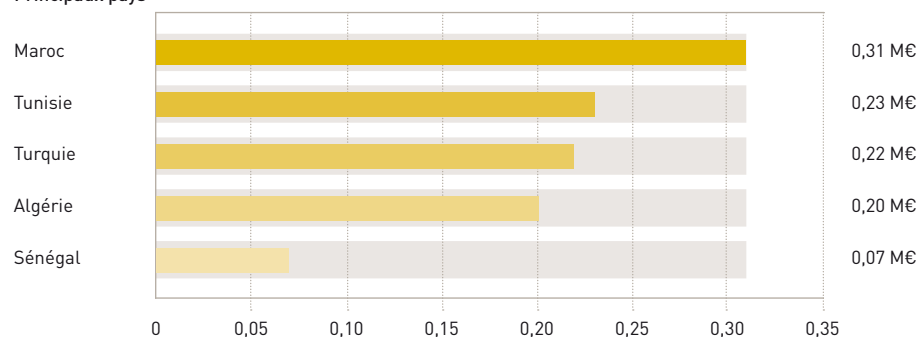


- Le nombre total de bénéficiaires a diminué de 6,8% sur ces 10 dernières années et celui des jours indemnisés de 26,7%.
- Sur la même période, les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (ass. AT/MP) ont baissé : - 15,9% soit une diminution annuelle moyenne de 1,9%.
- En 2014, les montants concernant les séjours temporaires/transferts de résidence autorisés représentent 67,8% des prestations totales versées dans le cadre des règlements européens (contre 80,2% en 2005).
- L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.

Accords internationaux

PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ) EN 2014

Principaux pays



Pays	Transfert de résidence autorisé			Séjour temporaire			Détachement			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	
Algérie	230	6 754	194 242	16	308	9 214	0	0	0	203 456
Andorre	8	124	5 019	0	0	0	0	0	0	5 019
Argentine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bénin	4	101	2 757	0	0	0	0	0	0	2 757
Bosnie-Herzégovine	15	433	13 637	1	26	851	0	0	0	14 488
Cameroun	0	0	0				0	0	0	0
Cap-Vert	4	116	3 458	0	0	0	0	0	0	3 458
Congo	13	431	14 126				0	0	0	14 126
Côte d'Ivoire	15	456	11 106				0	0	0	11 106
Gabon	0	0	0				0	0	0	0
Guernesey	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Jersey	1	2	85	0	0	0	0	0	0	85
Kosovo	3	55	1 780	1	8	227	0	0	0	2 007
Macédoine	4	97	2 533	0	0	0	0	0	0	2 533

Accords internationaux

PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ) EN 2014 (SUITE ET FIN)

Pays	Transfert de résidence autorisé			Séjour temporaire			Détachement			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	
CONVENTIONS BILATÉRALES	Madagascar	13	366	9 561			0	0	0	9 561
	Mali	22	1 017	29 854	2	65	1 481	0	0	31 335
	Maroc	302	9 248	261 986	63	1 493	45 184	1	3	307 288
	Mauritanie	5	200	5 631				0	0	5 631
	Monténégro	9	185	6 282	0	0	0	0	0	6 282
	Niger	1	32	1 071	0	0	0	0	0	1 071
	Québec	39	1 082	32 586	4	69	2 285	0	0	34 871
	Sénégal	65	2 348	72 241				0	0	72 241
	Serbie	49	1 176	34 116	1	38	1 139	0	0	35 255
	Togo	9	292	9 582	0	0	0	0	0	9 582
	Tunisie	167	5 972	189 351	39	1 278	39 018	3	74	232 073
	Turquie	203	6 187	200 141	23	490	15 975	0	0	216 116
	SOUS-TOTAL 2014	1 181	36 674	1 101 142	150	3 775	115 375	4	77	3 822	1 220 339
SOUS-TOTAL 2013	1 307	43 082	1 319 208	117	2 952	85 693	5	61	1 984	1 407 836
% d'évolution	-9,64	-14,87	-16,53	28,21	27,88	34,64	-20,00	26,23	92,61	-13,32
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	13	700	19 523	2	22	910	0	0	20 433
	Polynésie Française	8	418	19 941	3	18	630	0	0	20 570
	Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	SOUS-TOTAL 2014	21	1 118	39 464	5	40	1 540	0	0	41 004
	SOUS-TOTAL 2013	27	1 194	48 095	10	171	4 927	0	0	53 022
% d'évolution	-22,22	-6,37	-17,95	-50,00	-76,61	-68,75	-	-	-	-22,67
TOTAL GÉNÉRAL 2014	1 202	37 792	1 140 606	155	3 815	116 914	4	77	3 822	1 261 343
TOTAL GÉNÉRAL 2013	1 334	44 276	1 367 303	127	3 123	90 620	5	61	1 984	1 460 858
% d'évolution	-9,90	-14,64	-16,58	22,05	22,16	29,02	-20,00	26,23	92,61	-13,66

Accords internationaux

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ)

Années	Transfert de résidence autorisé			Séjour temporaire			Détachement			Total des montants (euros)	% évolution
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)		
2005	4 614	169 503	4 564 699	699	15 715	418 546	11	256	9 545	4 993 548 (a)	
2006	4 162	145 486	4 109 513	611	14 144	396 294	6	94	3 426	4 509 980 (b)	-9,68
2007	3 805	129 909	3 654 129	469	11 531	356 476	4	31	1 246	4 016 217 (c)	-10,95
2008	3 514	117 618	3 612 875	357	8 758	273 220	11	235	8 097	3 895 125 (d)	-3,02
2009	3 327	112 602	3 411 161	416	11 167	366 413	9	374	9 591	3 788 559 (e)	-2,74
2010	2 746	90 550	2 736 970	245	5 800	174 684	8	269	12 185	2 923 912 (f)	-22,82
2011	1 906	59 828	1 835 725	286	7 373	223 270	5	37	1 115	2 061 374 (g)	-29,50
2012	1 526	49 628	1 498 847	225	6 084	182 846	5	44	2 116	1 685 294 (h)	-18,24
2013	1 334	44 276	1 367 303	127	3 123	90 620	5	61	1 984	1 460 858 (i)	-13,32
2014	1 202	37 792	1 140 606	155	3 815	116 914	4	77	3 822	1 261 343 (ii)	-13,66

(a) : y compris 758,10 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(b) : y compris 746,67 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(c) : y compris 3 018,86 € pour le Maroc au titre de l'article 19 de la convention du 9 juillet 1965 et 1 347,81 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(d) : y compris 933,49 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

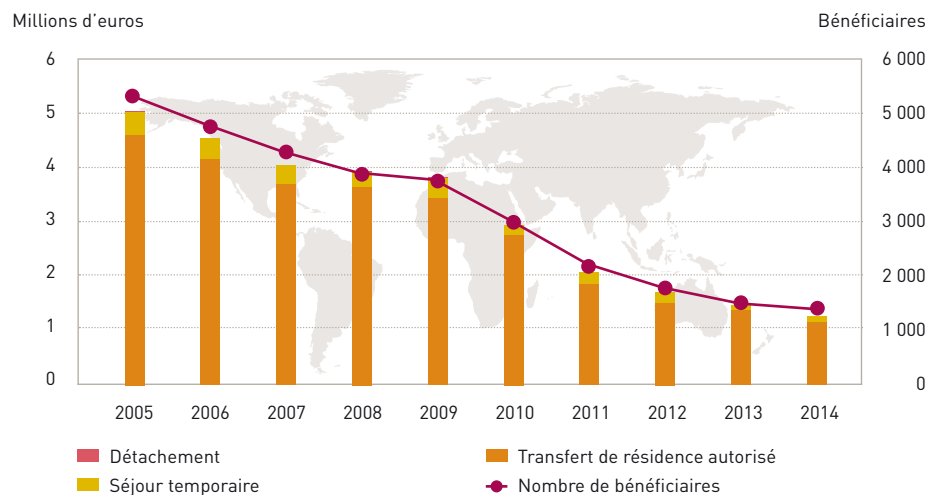
(e) : y compris 1 394,04 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(f) : y compris 72,48 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(g) : y compris 1 264,29 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(h) : y compris 1 214 € pour le Maroc au titre de l'article 19 de la convention du 9 juillet 1965 et 272,11 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(i) : y compris 950,18 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.



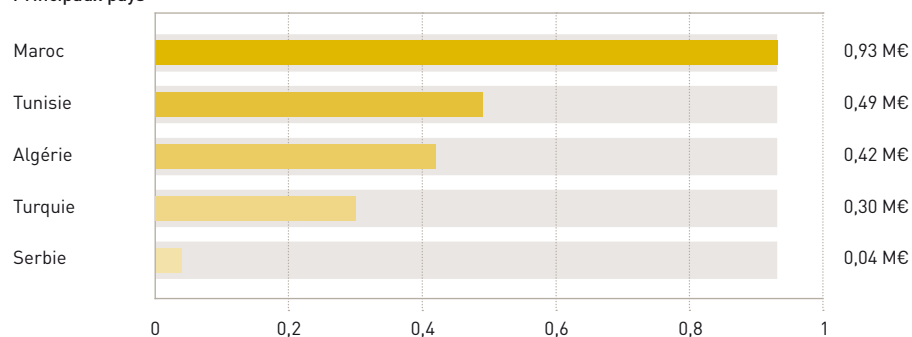
- Le nombre total de bénéficiaires ainsi que les jours indemnisés ont connu une évolution fortement négative au cours de ces 10 dernières années (-74,4 % pour les premiers et -77,5 % pour les seconds).
- Sur la même période, les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (ass. maladie/maternité) suivent donc cette tendance très marquée à la baisse (-74,7%), soit une diminution moyenne de 14,2 % par an.
- En 2014, les montants concernant les transferts de résidence autorisés représentent 90,4 % des prestations totales versées dans le cadre des accords internationaux (91,4 % en 2005)
- L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.

Accords internationaux

PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE

[ASSURANCES ACCIDENT DU TRAVAIL-MALADIE PROFESSIONNELLE] EN 2014

Principaux pays



Pays	Transfert de résidence autorisé			Rechute dans l'autre pays			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	
CONVENTIONS BILATÉRALES Algérie	369	9 038	407 202	11	331	13 643	420 845
Andorre	2	10	490	0	0	0	490
Argentine	0	0	0	0	0	0	0
Bénin	2	48	1 885	0	0	0	1 885
Bosnie-Herzégovine	5	131	6 824	0	0	0	6 824
Cameroun	3	75	3 635	0	0	0	3 635
Cap-Vert	7	278	14 200	0	0	0	14 200
Congo	9	315	17 734	0	0	0	17 734
Côte d'Ivoire	10	304	15 935	0	0	0	15 935
Gabon	2	31	1 432	0	0	0	1 432
Guernesey	0	0	0	0	0	0	0
Israël	2	56	3 573	2	35	1 708	5 281
Jersey	1	4	261	0	0	0	261
Kosovo	2	53	2 260	0	0	0	2 260
Macédoine	5	115	4 991	0	0	0	4 991

Accords internationaux

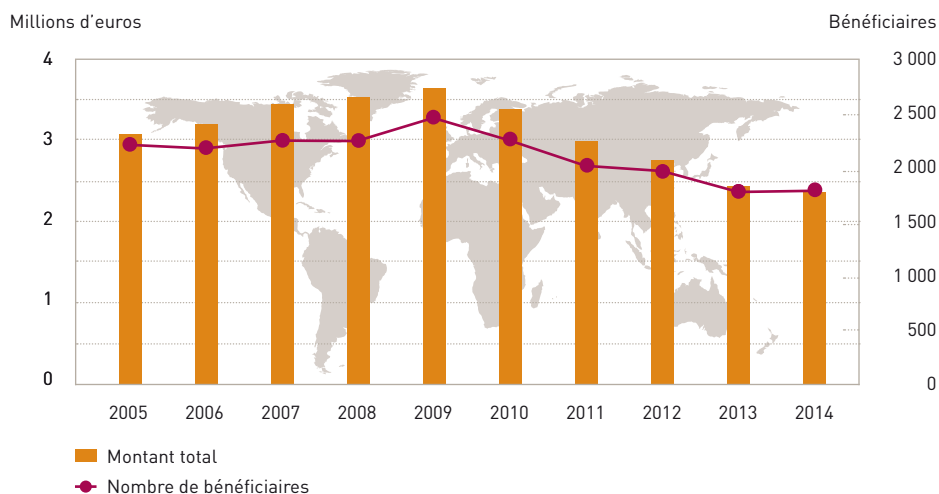
PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE

(ASSURANCES ACCIDENT DU TRAVAIL-MALADIE PROFESSIONNELLE) EN 2014 (SUITE ET FIN)

Pays	Transfert de résidence autorisé			Rechute dans l'autre pays			Total des montants (euros)	
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)		
CONVENTIONS BILATÉRALES	Madagascar	4	71	4 291	0	0	4 291	
	Mali	16	810	35 107	2	123	41 151	
	Maroc	683	19 397	904 713	15	345	925 441	
	Mauritanie	2	43	3 706	0	0	3 706	
	Monténégro	4	97	5 639	0	0	5 639	
	Niger	0	0	0	0	0	0	
	Québec	6	83	8 350	0	0	8 350	
	Sénégal	19	656	28 329	0	0	28 329	
	Serbie	39	826	40 627	2	80	44 862	
	Togo	2	37	1 971	0	0	1 971	
	Tunisie	349	9 844	471 526	9	259	485 369	
	Turquie	199	5 911	294 880	4	160	300 696	
	SOUS-TOTAL 2014	1 742	48 233	2 279 560	45	1 333	66 016	2 345 576
SOUS-TOTAL 2013	1 757	51 906	2 401 026	17	498	25 308	2 430 771	
% d'évolution	-0,85	-7,08	-5,06	164,71	167,67	160,85	-3,50	
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	1	31	1 562	0	0	1 562	
	Polynésie Française	2	82	3 967	0	0	3 967	
	Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0	0	0	0	0	
	SOUS-TOTAL 2014	3	113	5 529	0	0	0	5 529
	SOUS-TOTAL 2013	2	31	1 422	0	0	0	1 422
% d'évolution	50,00	264,52	288,76	-	-	-	288,76	
TOTAL GÉNÉRAL 2014	1 745	48 346	2 285 089	45	1 333	66 016	2 351 106	
TOTAL GÉNÉRAL 2013	1 759	51 937	2 402 449	17	498	25 308	2 432 194	
% d'évolution	-0,80	-6,91	-4,88	164,71	167,67	160,85	-3,33	

Accords internationaux

Années	Transfert de résidence autorisé			Rechute dans l'autre pays			Séjour temporaire			Total des montants (euros)	% évolution
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)		
2005	2 213	79 828	3 057 153	5	382	12 227	0	0	0	3 069 380	
2006	2 176	75 022	3 182 143	7	225	8 992	1	31	1 169	3 192 304	4,00
2007	2 249	78 401	3 420 149	8	593	22 025	0	0	0	3 442 174	7,83
2008	2 242	76 049	3 504 445	11	579	19 866	0	0	0	3 524 312	2,39
2009	2 460	81 791	3 618 265	8	265	13 791	0	0	0	3 632 056	3,06
2010	2 253	74 723	3 371 648	6	333	6 892	0	0	0	3 378 541	-6,98
2011	2 018	64 116	2 978 641	4	96	5 136	0	0	0	2 983 777	-11,68
2012	1 954	59 938	2 716 495	19	598	27 287	1	15	440	2 744 222	-8,03
2013	1 759	51 937	2 402 449	17	498	25 308	3	91	4 437	2 432 194	-11,37
2014	1 745	48 346	2 285 089	45	1 333	66 016	0	0	0	2 351 106	-3,33



- Le nombre total de bénéficiaires a connu une évolution négative au cours de ces 10 dernières années, de l'ordre de 19,3%.
- Sur la même période, les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (assurances AT-MP) ont baissé de 23,4%, soit une diminution annuelle moyenne de près de 2,9%.
- En 2014, les montants concernant les transferts de résidence autorisés représentent la quasi totalité (97,2%) des prestations versées dans le cadre des accords internationaux (cette part est restée quasi inchangée depuis 2005).
- L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.



PRESTATIONS FAMILIALES

- **Synthèse**62
- **Règlements européens**
> Les paiements de prestations familiales françaises66
- **Accords internationaux**
> Les paiements de prestations familiales transférées
par la France dans un pays ayant signé un accord international70



PRESTATIONS FAMILIALES VERSÉES À L'ÉTRANGER EN 2014

(RÉPARTITION PAR RÉGIME)

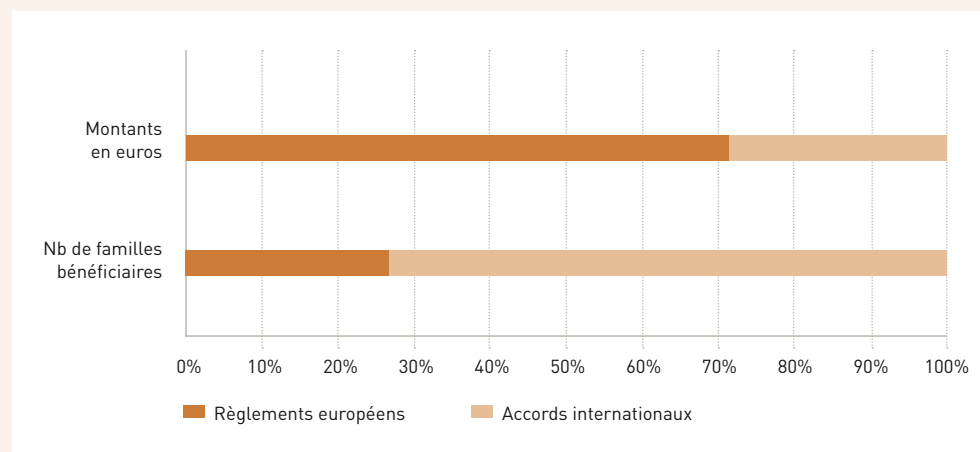
Dans ce tableau sont regroupées :

- les prestations familiales versées aux travailleurs, aux chômeurs occupés en France dont la famille réside à l'étranger,
- les prestations familiales transférées par la France pour les enfants à charge de titulaires de pensions ou de rentes et pour les orphelins,
- les prestations familiales versées aux travailleurs détachés dans l'autre pays où leur famille les accompagne.

Types d'accords	Régimes						Total		
	Général		Agricole		Autres ⁽¹⁾				
	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	% de répartition
Règlements européens	3 077	9 798 500	421	563 546	46	108 561	3 544	10 470 607	71,33%
Accords internationaux	6 545	2 611 345	3 085	1 575 619	67	22 465	9 697	4 209 428	28,67%
TOTAL 2014	9 622	12 409 845	3 506	2 139 165	113	131 025	13 241	14 680 035	100,00%
TOTAL 2013	10 403	12 737 563	4 461	2 325 082	130	201 910	14 994	15 264 554	
% d'évolution	-7,51	-2,57	-21,41	-8,00	-13,08	-35,11	-11,69	-3,83	

(1) : concerne les régimes suivants : marins et SNCF.

RÉPARTITION DU MONTANT DES PRESTATIONS FAMILIALES ET DU NOMBRE DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES POUR 2014 SELON LE TYPE D'ACCORD



14,68 millions d'€ : montant total des prestations familiales transférées en 2014 par la France à l'étranger.

→ **71,33%** de cette somme est versée à des pays de l'UE-EEE-Suisse

→ **3 544 familles** de bénéficiaires dans les pays de l'UE-EEE-Suisse soit 26,8 % de l'effectif total.

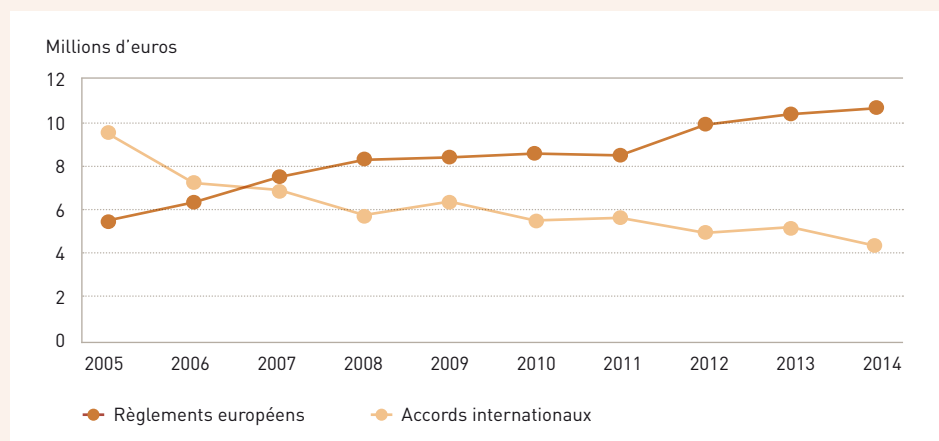
ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PRESTATIONS FAMILIALES VERSÉES À L'ÉTRANGER

Années	Règlements européens			Accords internationaux			Total		
	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2005	2 374	5 361 800		24 285	9 315 017		26 659	14 676 816	
2006	2 283	6 182 216	15,30	21 656	7 075 537	-24,04	23 939	13 257 753	-9,67
2007	2 722	7 333 850	18,63	21 353	6 757 486	-4,50	24 075	14 091 336	6,29
2008	2 881	8 120 579	10,73	16 652	5 615 745	-16,90	19 533	13 736 323	-2,52
2009	2 912	8 231 650	1,37	16 741	6 227 549	10,89	19 653	14 459 199	5,26
2010	2 784	8 405 739	2,11	13 643	5 368 890	-13,79	16 427	13 774 629	-4,73
2011	2 844	8 323 488	-0,98	11 866	5 487 700	2,21	14 710	13 811 189	0,27
2012	3 196	9 718 856	16,76	10 156	4 802 741	-12,48	13 352	14 521 596	5,14
2013	3 509	10 200 903	4,96	11 485	5 063 651	5,43	14 994	15 264 554	5,12
2014	3 544	10 470 607	2,64	9 697	4 209 428	-16,87	13 241	14 680 035	-3,83

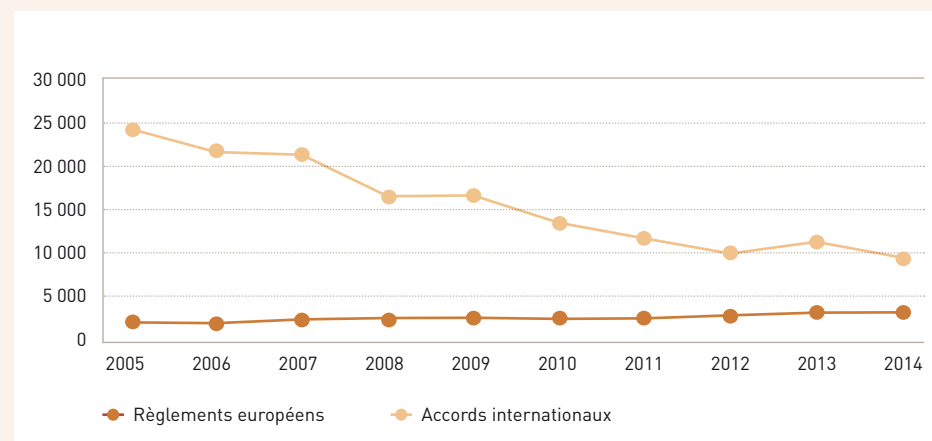


Stabilité quasi parfaite en 10 ans (+0,02%) du montant des PF versées à l'étranger. Les PF exportées vers les pays de l'UE-EEE-Suisse sont néanmoins en hausse constante depuis 2005 (+ 7,72 % par an soit + 95,28 % sur 10 ans). On observe le phénomène inverse vers les pays ayant signé un accord international avec la France où les transferts de PF ont baissé de plus de moitié en 10 ans (- 8,45% par an soit - 54,81 % sur 10 ans).

MONTANT DES PRESTATIONS FAMILIALES



NOMBRE DE FAMILLE BÉNÉFICIAIRES



PAIEMENTS DES PRESTATIONS FAMILIALES PAR RÉGIONS FRANÇAISES

Régions ⁽¹⁾	Règlements européens		Accords internationaux		Total	
	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)
Alsace	236	763 054	0	0	236	763 054
Aquitaine	245	667 788	347	167 260	592	835 048
Auvergne	11	24 733	1	3 653	12	28 386
Basse-Normandie	3	4 424	0	0	3	4 424
Bourgogne	4	13 823	4	13 141	8	26 964
Bretagne	28	79 090	0	0	28	79 090
Centre - Val-de-Loire	63	261 036	13	5 646	76	266 681
Champagne-Ardenne	33	74 869	1	923	34	75 793
Corse	0	0	80	77 767	80	77 767
Franche-Comté	11	27 050	0	0	11	27 050
Haute-Normandie	5	18 657	0	0	5	18 657
Île-de-France	218	936 291	4 805	1 819 693	5 023	2 755 984
Languedoc-Roussillon	103	225 759	138	73 372	241	299 131
Limousin	6	21 364	4	2 559	10	23 923
Lorraine	63	212 842	550	260 485	613	473 327
Midi-Pyrénées	129	334 070	1 348	583 815	1 477	917 886
Nord-Pas-de-Calais	1 266	3 983 775	0	0	1 266	3 983 775
Pays-de-la-Loire	326	943 022	3	1 142	329	944 164
Picardie	31	142 807	4	12 879	35	155 685
Poitou-Charentes	42	93 956	64	19 489	106	113 445
Provence-Alpes-Côte d'Azur	539	1 071 381	2 102	1 052 204	2 641	2 123 586
Rhône-Alpes	182	570 816	233	115 401	415	686 217
TOTAL 2014	3 544	10 470 607	9 697	4 209 428	13 241	14 680 035

(1) : Les départements et régions français d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte) n'ont procédé à aucun paiement de PF à l'étranger en 2014.



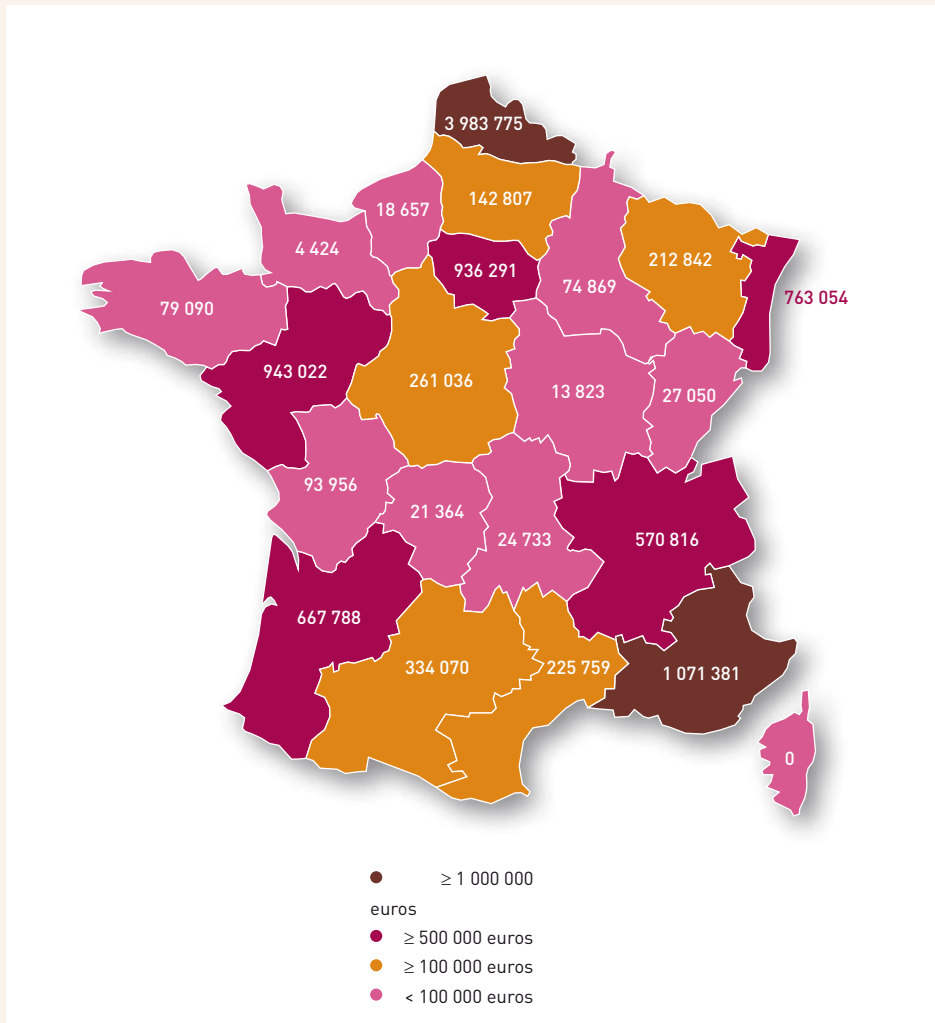
La région Nord-Pas-de-Calais arrive en tête des régions qui exportent des prestations familiales avec un montant légèrement inférieur à 4 millions d'euros (les paiements ont lieu en totalité vers les pays de l'UE-EEE-Suisse et essentiellement vers un pays limitrophe : la Belgique).

La région Île-de-France se positionne au 2^{ème} rang avec un montant de près de 2,8 millions d'euros de prestations familiales versé principalement vers les pays hors UE-EEE-Suisse, suivie par la région PACA.

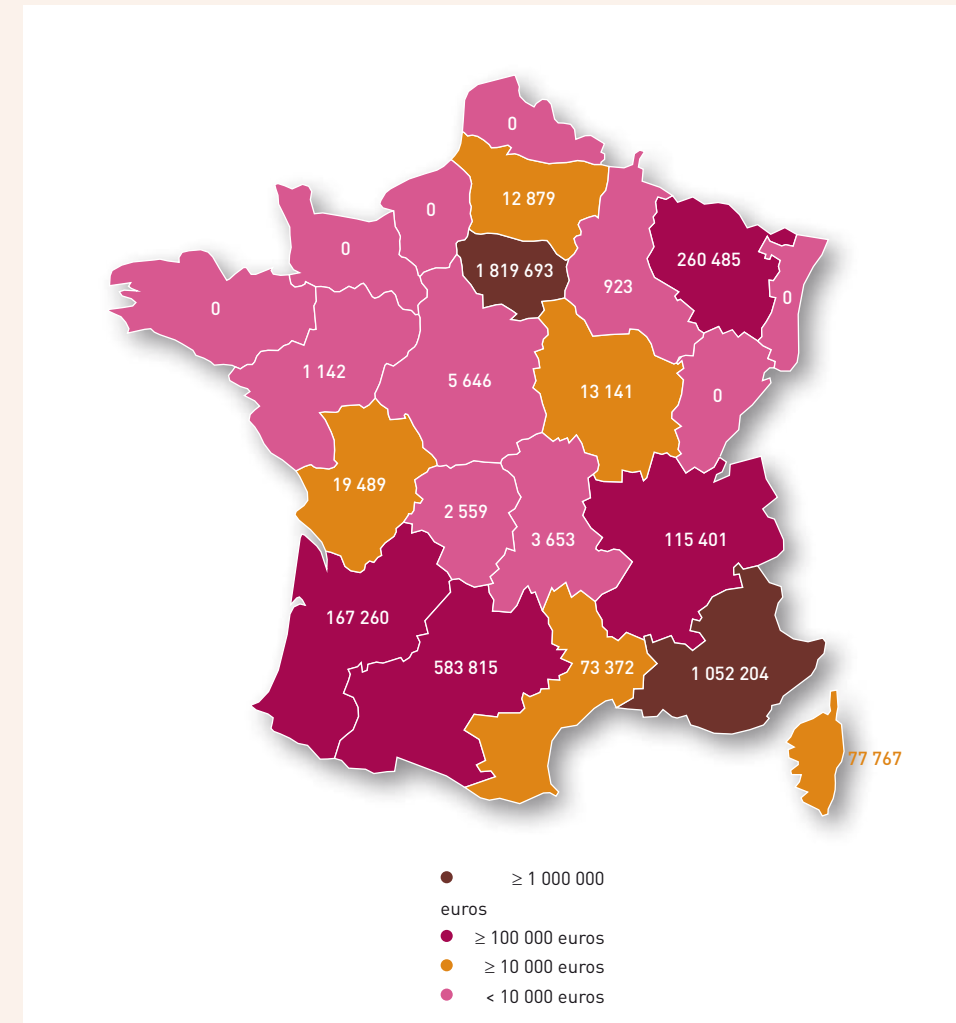
Il convient de noter qu'au niveau du régime général, les CAF de Toulouse, Epinal et Saint-Quentin-en-Yvelines ont pris en charge les paiements à destination des pays hors règlements européens.

PRESTATIONS FAMILIALES • Synthèse

LES PRESTATIONS FAMILIALES VERSÉES DANS LE CADRE DES RÉGLEMENTS EUROPÉENS



LES PRESTATIONS FAMILIALES VERSÉES DANS LE CADRE DES ACCORDS INTERNATIONAUX



PRESTATIONS FAMILIALES • Règlements européens

Depuis le 1^{er} mai 2010, en matière de prestations familiales, comme pour les autres branches de la sécurité sociale, les dispositions prévues dans les règlements européens (au titre III, chapitre 8, articles 67 à 69, du règlement (CE) n°883/2004 et au titre III, chapitre VI, articles 58 à 61, du règlement (CE) n°987/2009) permettent de servir des prestations familiales aux personnes y ouvrant droit dont les membres de la famille résidant sur le territoire d'un autre État membre, ainsi qu'aux personnes détachées dans un État membre de l'EEE-Suisse accompagnées de leurs enfants y ayant droit.

Les dispositions des nouveaux règlements s'appliquent dès le 1^{er} mai 2010 à l'ensemble des 28 États membres de l'Union Européenne. Dans ces textes, les pensionnés dont les droits se limitaient auparavant aux seules allocations familiales lorsqu'ils résidaient sur le territoire d'un État membre autre que l'État où ils étaient titulaires d'une pension, ont des droits désormais alignés sur les droits de l'ensemble des catégories de personnes concernées.

L'article 67 du règlement 883/2004 pose une règle générale de droit aux prestations familiales pour les enfants qui résident sur le territoire d'un autre État membre dès lors que le droit est ouvert au regard de la législation de l'État compétent, ces enfants devant être pris en considération comme s'ils résidaient sur le territoire de l'État compétent.

Le droit, au regard de la législation d'un État déterminé comme compétent, peut être suspendu s'il existe un droit prioritaire au regard de la législation d'un autre État membre. Pour une même période et un même membre de la famille il ne peut pas y avoir un cumul de prestations familiales.

Quelles sont les prestations familiales exportables ?

Lorsque la France exporte les droits aux allocations familiales, il s'agit :

- des allocations familiales, ainsi que leurs majorations et le forfait familial
- de la PAJE (allocation de base, complément de libre choix d'activité, complément du libre choix de mode de garde)
- du complément familial
- de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) et de son complément
- de l'allocation de rentrée scolaire (ARS)
- de l'allocation de soutien familial (ASF)
- de l'allocation journalière de présence parentale (AJPP)

Nota bene : Dans le cadre du droit communautaire le complément différentiel n'est pas listé parmi les prestations exportables. Cependant, la notion de **complément différentiel** est précisée dans la décision n° 147 de la Commission administrative des Communautés européennes du 10 octobre 1990 : lorsque deux parents travaillent dans deux États membres de l'EEE-Suisse, l'organisme compétent pour servir les prestations familiales est celui sur le territoire duquel résident les enfants, tandis que l'autre État est compétent pour examiner le droit au bénéfice d'un éventuel complément différentiel. En effet, si le montant des prestations familiales prévues par la législation de l'État de résidence des enfants est inférieur aux prestations prévues par l'autre État, ce dernier dès lors verse le complément correspondant à la différence entre les deux montants.

Qu'en est-il maintenant des droits spécifiques des orphelins ?...

Le cumul total de pensions d'orphelin et de prestations familiales d'orphelin est possible au titre du règlement 883/2004 alors que les dispositions du règlement 1408/71 limitaient la possibilité de cumuler ces deux types de prestations.

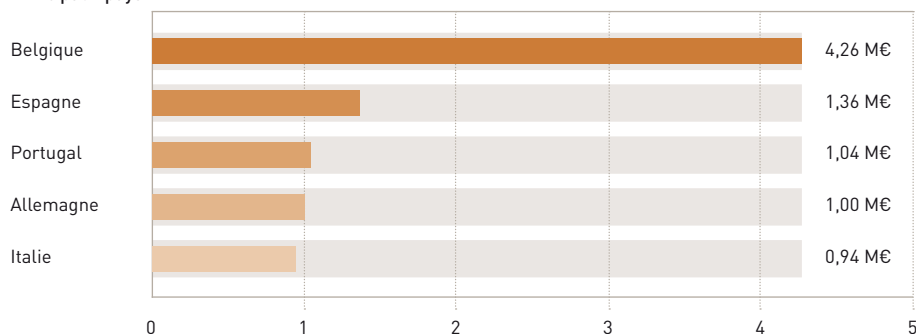
... et des pays membres de l'Association Européenne de Libre Échange (AELE) et la Suisse ?

Les règlements (CE) n° 883/2004 et (CE) n° 987/2009 sont applicables dans les relations entre les États membres de l'Union Européenne et :

- la Suisse depuis le 1^{er} avril 2012 ;
- la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein depuis le 1^{er} juin 2012.

PAIEMENT DES PRESTATIONS FAMILIALES EN 2014

Principaux pays



Pays	PF versées aux personnes* occupées en France (familles à l'étranger) ou détachées à l'étranger et accompagnées de leur famille		PF versées aux orphelins		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Allemagne	310	996 527	2	2 156	312	998 683
Autriche	10	21 289	0	0	10	21 289
Belgique	1 373	4 264 557	0	0	1 373	4 264 557
Bulgarie	11	30 983	0	0	11	30 983
Chypre	1	6 298	0	0	1	6 298
Croatie	1	7 541	0	0	1	7 541
Danemark	3	5 585	0	0	3	5 585
Espagne	661	1 338 233	7	21 133	668	1 359 367
Estonie	1	3 765	0	0	1	3 765
Finlande	2	3 513	0	0	2	3 513
Grèce	8	30 631	0	0	8	30 631
Hongrie	19	65 148	0	0	19	65 148
Irlande	8	28 245	0	0	8	28 245
Islande	0	0	0	0	0	0

PAIEMENT DES PRESTATIONS FAMILIALES EN 2014 (SUITE ET FIN)

Pays	PF versées aux personnes* occupées en France (familles à l'étranger) ou détachées à l'étranger et accompagnées de leur famille		PF versées aux orphelins		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Italie	351	938 906	0	0	351	938 906
Lettonie	0	0	0	0	0	0
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0
Lituanie	5	21 164	0	0	5	21 164
Luxembourg	20	75 482	0	0	20	75 482
Malte	1	5 104	0	0	1	5 104
Norvège	3	6 068	0	0	3	6 068
Pays-bas	15	61 011	0	0	15	61 011
Pologne	201	907 413	2	3 683	203	911 095
Portugal	344	986 534	2	57 512	346	1 044 046
République-tchèque	11	21 455	1	6 144	12	27 599
Roumanie	28	76 364	0	0	28	76 364
Royaume-uni	82	269 570	0	0	82	269 570
Slovaquie	8	39 039	0	0	8	39 039
Slovénie	0	0	0	0	0	0
Suède	5	12 750	0	0	5	12 750
Suisse	47	155 863	1	939	48	156 803
TOTAL 2014	3 529	10 379 040	15	91 567	3 544	10 470 607
TOTAL 2013	3 498	10 171 260	11	29 644	3 509	10 200 903
% d'évolution	0,89	2,04	36,36	208,89	1,00	2,64

* (travailleurs, chômeurs, pensionnés et rentiers)

PRESTATIONS FAMILIALES • Règlements européens

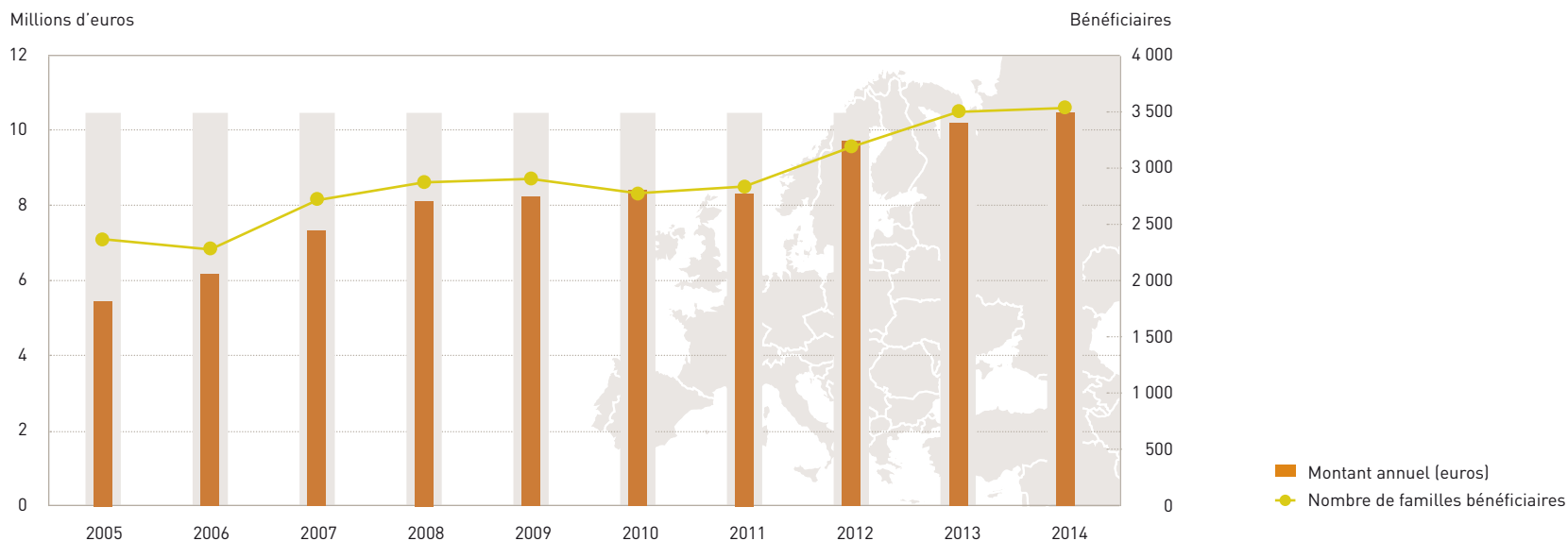
ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PRESTATIONS FAMILIALES

Années	Nombre de familles bénéficiaires	% évolution	Montant annuel (euros)	% évolution
2005	2 374		5 361 800	
2006	2 283	-3,83	6 182 216	15,30
2007	2 722	19,23	7 333 850	18,63
2008	2 881	5,84	8 120 579	10,73
2009	2 912	1,08	8 231 650	1,37
2010	2 784	-4,40	8 405 739	2,11
2011	2 844	2,16	8 323 488	-0,98
2012	3 196	12,38	9 718 856	16,76
2013	3 509	9,79	10 200 903	4,96
2014	3 544	1,00	10 470 607	2,64



En 10 ans, le montant des prestations familiales transférées à destination des pays de l' UE-EEE-Suisse a presque doublé (augmentation de 95,6 %), avec un taux d'accroissement moyen annuel de 7,7 %.

Sur la même période, le nombre de familles bénéficiaires n'a augmenté que de 49,3 %. Depuis 2005, on constate une hausse continue (sauf en 2006 et 2010) : 2 374 familles bénéficiaient de prestations en 2005 contre 3 544 en 2014.



I - Les travailleurs occupés en France

Les conventions bilatérales prévoient deux types de versement des prestations familiales aux familles demeurées dans le pays d'origine du travailleur occupé en France.

Système de la participation

La participation de la France aux allocations familiales ou aux prestations familiales pour les enfants demeurés dans le pays d'origine est prévue dans les accords signés avec les pays africains suivants : Algérie, Bénin, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo.

Elle consiste en un versement d'un barème mensuel par enfant de la caisse compétente du lieu de travail à l'organisme de liaison du pays de résidence des enfants. Ce barème est fixé d'un commun accord par les autorités compétentes des deux pays jusqu'à quatre enfants (ou trois pour le Gabon). L'institution compétente du pays de résidence des enfants verse ensuite les allocations ou prestations familiales selon la législation locale dans ce pays, fixant le nombre d'enfants pouvant bénéficier des prestations et leur âge limite.

NB : L'absence d'accord entre les délégations françaises et béninoises sur le montant de la participation s'oppose au versement d'allocations familiales conventionnelles.

Systèmes des indemnités pour charges de familles (I.C.F.) ou allocations transférables

Ces systèmes sont utilisés dans les relations avec le Maroc, la Tunisie, la Turquie (I.C.F.), Andorre, Monaco, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine, la Serbie, le Monténégro et le Kosovo (allocations transférables).

Le transfert des prestations familiales aux familles demeurées dans le pays d'origine du travailleur est effectué directement par la caisse compétente du lieu de travail à la personne assumant la garde des enfants dans l'un de ces pays selon un barème fixé d'un commun accord entre les autorités compétentes des deux pays. Concernant le Maroc, la Turquie et la Tunisie, les I.C.F. sont servies pour 4 enfants maximum. Pour les pays appliquant le système des allocations transférables, il n'y a pas de limitation du nombre d'enfants. En revanche, pour les pays de l'ex-Yougoslavie, le versement n'est prévu qu'à partir du deuxième enfant.

Qu'est-ce que le nombre théorique de familles de travailleurs étrangers en France ? Et comment est-il déterminé ?

Les tableaux détaillés dans ce chapitre indiquent les montants de ces prestations versées au cours de l'année considérée, dans l'un des pays signataire de l'accord, en précisant le nombre de familles concernées, selon la taille de la famille.

Ce nombre de familles correspond au **nombre total de familles différentes** ayant fait l'objet d'un transfert d'au moins une mensualité de prestations ou de participations au cours de l'année et/ou une ou plusieurs années antérieures.

Par ailleurs, les accords passés avec l'Algérie, Andorre, le Cap-Vert, le Gabon, le Mali, le Maroc, la Tunisie et la Turquie prévoient que les prestations en nature des assurances maladie et maternité servies aux ayants droit résidant habituellement ou revenus résider dans ces pays de travailleurs salariés occupés en France, sont remboursées forfaitairement, sur la base d'un nombre moyen de familles.

Le montant forfaitaire annuel du remboursement est égal au produit d'un coût moyen annuel des soins de santé adéquat par le nombre de familles de travailleurs exerçant leur activité en France.

Ce dernier nombre est considéré comme étant égal au **nombre moyen de familles** ayant perçu au cours de l'année des prestations familiales conventionnelles affecté d'un coefficient correcteur qui tient compte du fait qu'un certain nombre de familles ont droit aux soins de santé sans pouvoir prétendre aux prestations familiales.

Ce **nombre moyen** de familles bénéficiaires de prestations familiales au cours d'une année se calcule selon la méthode algébrique ; elle part de deux éléments connus avec certitude : la structure familiale qui, du reste, varie peu d'une année sur l'autre, et le montant global des transferts de l'année. Le rapprochement de ces données permet de dégager un **nombre théorique de familles**.

LE TABLEAU CI-DESSOUS RÉSUME LES MODALITÉS DE TRANSFERT DES PRESTATIONS FAMILIALES CONVENTIONNELLES

Pays d'origine du travailleur en France	Transfert du versement	Type de prestation	La caisse familiale française verse à :	Organisme de liaison étranger	Paiement des prestations selon la législation locale aux familles résidant :	Pays de résidence de la famille
Algérie	semi-direct	Participation aux A.F.	.....▶	CNSS Alger	.....▶	Algérie
Bénin	semi-direct	Participation aux A.F.	.....▶	CNSS Cotonou	.....▶	Bénin
Cap-Vert	semi-direct	Participation aux A.F.	.....▶	INPS Praia	.....▶	Cap-Vert
Congo	semi-direct	Participation aux A.F.	.....▶	CNSS Brazaville	.....▶	Congo
Côte d'Ivoire	semi-direct	Participation aux A.F.	.....▶	CNPS Abidjan	.....▶	Côte d'Ivoire
Gabon	semi-direct	Participation aux A.F.	.....▶	CNSS Libreville	.....▶	Gabon
Madagascar	semi-direct	Participation aux A.F.	.....▶	CNPS Antananarivo	.....▶	Madagascar
Mali	semi-direct	Participation aux A.F.	.....▶	INPS Bamako	.....▶	Mali
Mauritanie	semi-direct	Participation aux A.F.	.....▶	CNSS Nouakchott	.....▶	Mauritanie
Niger	semi-direct	Participation aux A.F.	.....▶	CNSS Niamey	.....▶	Niger
Sénégal	semi-direct	Participation aux A.F.	.....▶	CNSS Dakar	.....▶	Sénégal
Togo	semi-direct	Participation aux A.F.	.....▶	CNSS Lomé	.....▶	Togo
Maroc, Tunisie et Turquie	direct	I.C.F.	La caisse française verse directement...	.....▶	...aux familles résidant :	Maroc, Tunisie et Turquie
Andorre, Monaco, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Monténégro, Serbie et Kosovo	direct	Allocations transférables				Andorre, Monaco, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Monténégro, Serbie et Kosovo

II - Les travailleurs détachés à l'étranger

La plupart des accords internationaux, en plus de viser les travailleurs occupés en France pour l'attribution de prestations familiales aux enfants restés dans l'autre pays (voir chapitre ci-dessus), prévoient également le versement de prestations familiales aux travailleurs détachés accompagnés de leurs enfants, voire aux travailleurs des transports internationaux accompagnés également de ceux-ci.

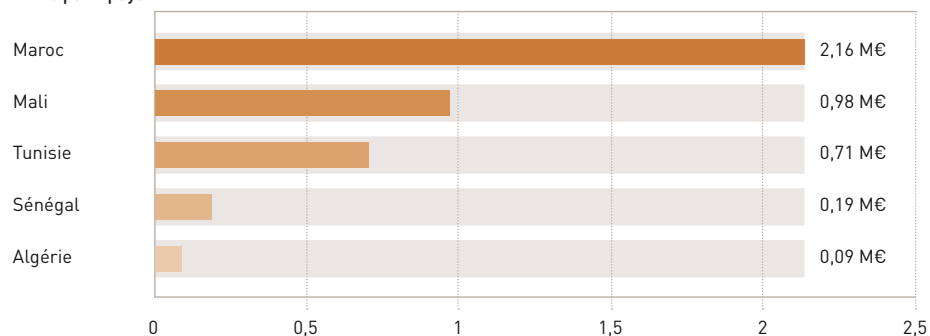
Généralement, les prestations servies dans cette situation sont : les allocations familiales, la prime de naissance ou d'adoption et la Prestation d'Accueil du Jeune Enfant.

Cependant, les accords bilatéraux ou décrets de coordination signés entre la France et les pays ou collectivités d'outre-mer suivants : Argentine, Brésil, Cameroun, Corée, Japon, Jersey, Philippines, Québec, Nouvelle Calédonie,

Polynésie Française, Saint-Pierre-et-Miquelon et Uruguay ne prévoient le versement de prestations familiales adéquates qu'aux seuls travailleurs étant dans cette seconde situation (celle du détachement précisée ci-dessus).

PAIEMENT DES PRESTATIONS FAMILIALES EN 2014

Principaux pays



Pays	PF versées aux travailleurs/chômeurs occupés en France - Familles à l'étranger		PF versées aux enfants à charge de titulaires de rentes AT-MP		PF versées aux travailleurs détachés accompagnés de leur famille		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
CONVENTIONS BILATERALES Algérie	625	92 790	5	743	0	0	630	93 534
Andorre	0	0			4	5 228	4	5 228
Argentine					0	0	0	0
Bénin	0	0			0	0	0	0
Bosnie-Herzégovine	0	0			0	0	0	0
Brésil					1	3 653	1	3 653
Cameroun					0	0	0	0
Cap-Vert	5	688			0	0	5	688
Congo	5	210			0	0	5	210
Corée					0	0	0	0
Côte d'Ivoire	24	1 134			1	8 441	25	9 575
Gabon	0	0			0	0	0	0
Japon					0	0	0	0
Jersey					0	0	0	0
Kosovo	0	0			0	0	0	0
Macédoine	0	0			0	0	0	0
Madagascar	0	0			0	0	0	0

PRESTATIONS FAMILIALES • Accords internationaux

PAIEMENT DES PRESTATIONS FAMILIALES EN 2014 (SUITE ET FIN)

Pays	PF versées aux travailleurs/chômeurs occupés en France - Familles à l'étranger		PF versées aux enfants à charge de titulaires de rentes AT-MP		PF versées aux travailleurs détachés accompagnés de leur famille		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
CONVENTIONS BILATERALES	Mali	2 876	979 795		0	0	2 876	979 795
	Maroc	3 624	2 135 305		7	21 033	3 631	2 156 337
	Mauritanie	43	2 662		0	0	43	2 662
	Monaco	0	0				0	0
	Monténégro	0	0		0	0	0	0
	Niger	0	0		0	0	0	0
	Philippines				1	1 428	1	1 428
	Québec				1	1 558	1	1 558
	Sénégal	732	187 064		1	1 558	733	188 622
	Serbie	0	0		0	0	0	0
	Togo	0	0		0	0	0	0
	Tunisie	1 630	711 112		0	0	1 630	711 112
	Turquie	110	52 552		1	923	111	53 475
	Uruguay				0	0	0	0
SOUS-TOTAL 2014	9 674	4 163 312	5	743	17	43 821	9 696	4 207 876
SOUS-TOTAL 2013	11 453	5 023 203	14	620	15	32 486	11 482	5 056 309
<i>% d'évolution</i>	<i>-15,53</i>	<i>-17,12</i>	<i>-64,29</i>	<i>19,95</i>	<i>13,33</i>	<i>34,89</i>	<i>-15,55</i>	<i>-16,78</i>
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie				1	1 552	1	1 552
	Polynésie Française				0	0	0	0
	Saint-Pierre-et-Miquelon				0	0	0	0
	SOUS-TOTAL 2014	-	-	-	1	1 552	1	1 552
	SOUS-TOTAL 2013	-	-	-	3	7 342	3	7 342
<i>% d'évolution</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-66,67</i>	<i>-78,86</i>	<i>-66,67</i>	<i>-78,86</i>	
TOTAL 2014	9 674	4 163 312	5	743	18	45 372	9 697	4 209 428
TOTAL 2013	11 453	5 023 203	14	620	18	39 828	11 485	5 063 651
<i>% d'évolution</i>	<i>-15,53</i>	<i>-17,12</i>	<i>-64,29</i>	<i>19,95</i>	<i>0,00</i>	<i>13,92</i>	<i>-15,57</i>	<i>-16,87</i>

* (travailleurs, chômeurs, pensionnés et rentiers)

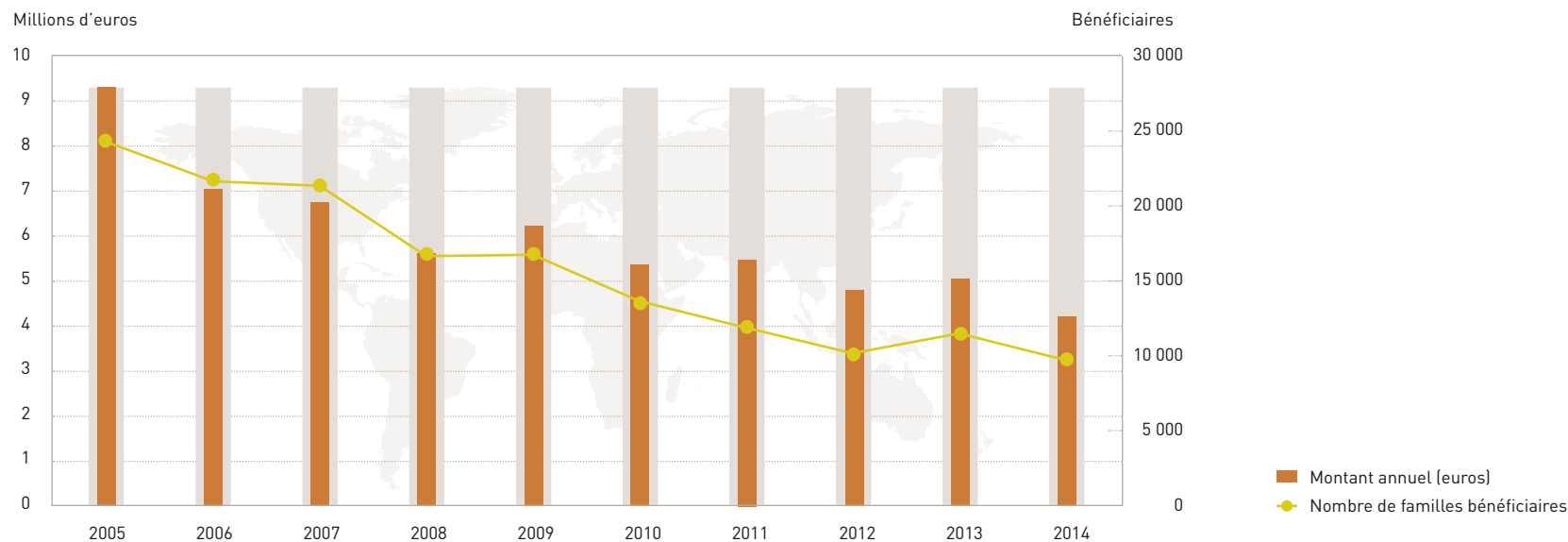
ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PRESTATIONS FAMILIALES

Années	Nombre de familles bénéficiaires	% évolution	Montant annuel (euros)	% évolution
2005	24 285		9 315 017	
2006	21 656	-10,83	7 075 537	-24,04
2007	21 353	-1,40	6 757 486	-4,50
2008	16 652	-22,02	5 615 745	-16,90
2009	16 741	0,53	6 227 549	10,89
2010	13 643	-18,51	5 368 890	-13,79
2011	11 866	-13,02	5 487 700	2,21
2012	10 156	-14,41	4 802 741	-12,48
2013	11 485	13,09	5 063 651	5,43
2014	9 697	-15,57	4 209 428	-16,87



En 10 ans, le montant des prestations familiales transférées à destination des pays ayant signé un accord international avec la France a diminué de plus de la moitié avec un taux de décroissement moyen annuel de 8,5 %.

Sur la même période, le nombre de familles bénéficiaires a baissé de 60,1 %.



RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

• Avant-propos	76
• Synthèse	77
• Règlements européens	
> Les paiements des rentes d'accident du travail	80
> Les paiements des pensions d'invalidité	83
> Les paiements des pensions de vieillesse	86
> Les paiements des allocations de retraite complémentaire	89
> Les paiements des allocations de veuvage	94
> Les paiements des capitaux décès	96
• Accords internationaux	
> Les paiements des rentes d'accident du travail	98
> Les paiements des pensions d'invalidité	101
> Les paiements des pensions de vieillesse	104
> Les paiements des allocations de retraite complémentaire	107
> Les paiements des allocations de veuvage	112
> Les paiements des capitaux décès	114
• Pays hors conventions	
> Paiements de l'ensemble des pensions, rentes et allocations	116



Les rentes, pensions et allocations détaillées dans ce chapitre correspondent aux montants réellement versés (nets de cotisations et de C.S.G.) par les organismes français de sécurité sociale et non les montants dus au titre de 2014. En ce qui concerne les effectifs, il s'agit du nombre de bénéficiaires au 31 décembre 2014.

Ces rentes, pensions et allocations dues par la France à des bénéficiaires résidant à l'étranger sont versées directement aux intéressés par les institutions débitrices, à l'exception du Gabon et du Mali.

En effet, pour le Gabon, s'agissant des rentes d'accidents du travail, pensions d'invalidité et pensions de vieillesse, et pour le Mali, uniquement en matière de pensions de vieillesse, les paiements sont effectués aux bénéficiaires par l'intermédiaire de l'organisme de liaison du pays de résidence.

En outre, quel que soit son pays de résidence hors de France, le titulaire d'une prestation peut demander à ce que cette dernière soit versée sur un compte bancaire en France ou à l'étranger.

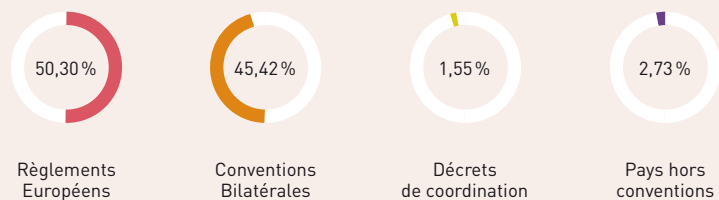
Les statistiques qui suivent sont présentées en trois parties :

- celles concernant les Etats membres de l'UE-EEE-Suisse, dans le cadre des **règlements européens**
- celles des pays ayant signé une **convention bilatérale** avec la France ou un **accord de coordination** avec la métropole (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon)
- celles relatives aux **pays hors conventions**.

PAIEMENTS DES RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS VERSÉS À DES BÉNÉFICIAIRES RÉSIDANT À L'ÉTRANGER EN 2014

Type d'accord	Rente AT-MP	Pension d'invalidité	Pension de vieillesse	Allocation de retraite complémentaire	Allocation de veuvage	Capital décès	Total général (euros)
Règlements Européens	86 058 410	17 094 904	2 287 725 320	932 750 596	992 288	341 944	3 324 963 462
Conventions Bilatérales	73 205 193	5 196 497	2 255 961 655	643 232 962	24 338 901	193 245	3 002 128 453
Décrets de coordination	69 003	90 849	29 149 868	73 365 741	0	8 275	102 683 736
Pays hors conventions	1 118 459	984 415	96 971 200	81 281 984	1 806	3 733	180 361 597
TOTAL 2014	160 451 065	23 366 665	4 669 808 042	1 730 631 283	25 332 996	547 198	6 610 137 249
TOTAL 2013	163 804 677	22 248 814	4 624 811 288	1 545 267 424	21 396 621	395 464	6 377 924 288
% d'évolution	-2,05	5,02	0,97	12,00	18,40	38,37	3,64

RÉPARTITION DES PAIEMENTS 2014 PAR TYPE D'ACCORD



En 2014, le montant total des paiements de rentes, pensions et allocations versé à des bénéficiaires résidant à l'étranger est de 6,61 milliards d'euros soit une augmentation de 232,21 millions d'euros par rapport à 2013.

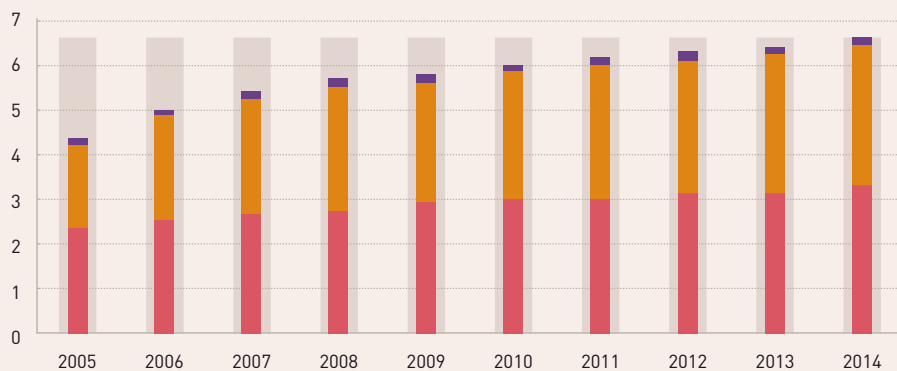


ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS (TOUT TYPE D'ACCORD)

Année	Rente AT-MP	Pension d'invalidité	Pension de vieillesse	Allocation de retraite complémentaire	Allocation de veuvage	Capital décès	Total général (euros)	% d'évolution
2005	135 267 183	32 657 151	3 011 481 970	1 115 576 308	23 945 544	478 159	4 319 406 315	
2006	134 703 100	31 095 066	3 610 687 291	1 180 576 243	19 026 488	395 795	4 976 483 983	15,21
2007	164 796 734	27 975 811	3 898 135 198	1 306 877 620	17 506 987	338 663	5 415 631 013	8,82
2008	177 028 389	30 506 094	4 064 466 416	1 358 020 175	15 124 829	418 853	5 645 564 756	4,25
2009	182 415 910	28 391 525	4 103 272 797	1 424 584 101	13 623 106	424 717	5 752 712 155	1,90
2010	183 670 962	24 673 187	4 268 602 985	1 511 623 921	15 573 146	468 407	6 004 612 609	4,38
2011	170 756 799	25 169 753	4 394 815 166	1 550 079 776	15 947 295	414 642	6 157 183 432	2,54
2012	160 066 778	24 860 038	4 546 611 414	1 535 493 094	15 462 510	332 820	6 282 826 654	2,04
2013	163 804 677	22 248 814	4 624 811 288	1 545 267 424	21 396 621	395 464	6 377 924 288	1,51
2014	160 451 065	23 366 665	4 669 808 042	1 730 631 283	25 332 996	547 198	6 610 137 249	3,64

SELON LA NATURE DES ACCORDS

Milliards d'euros



- Pays hors conventions
- Accords internationaux (conventions et décrets)
- Règlements Européens

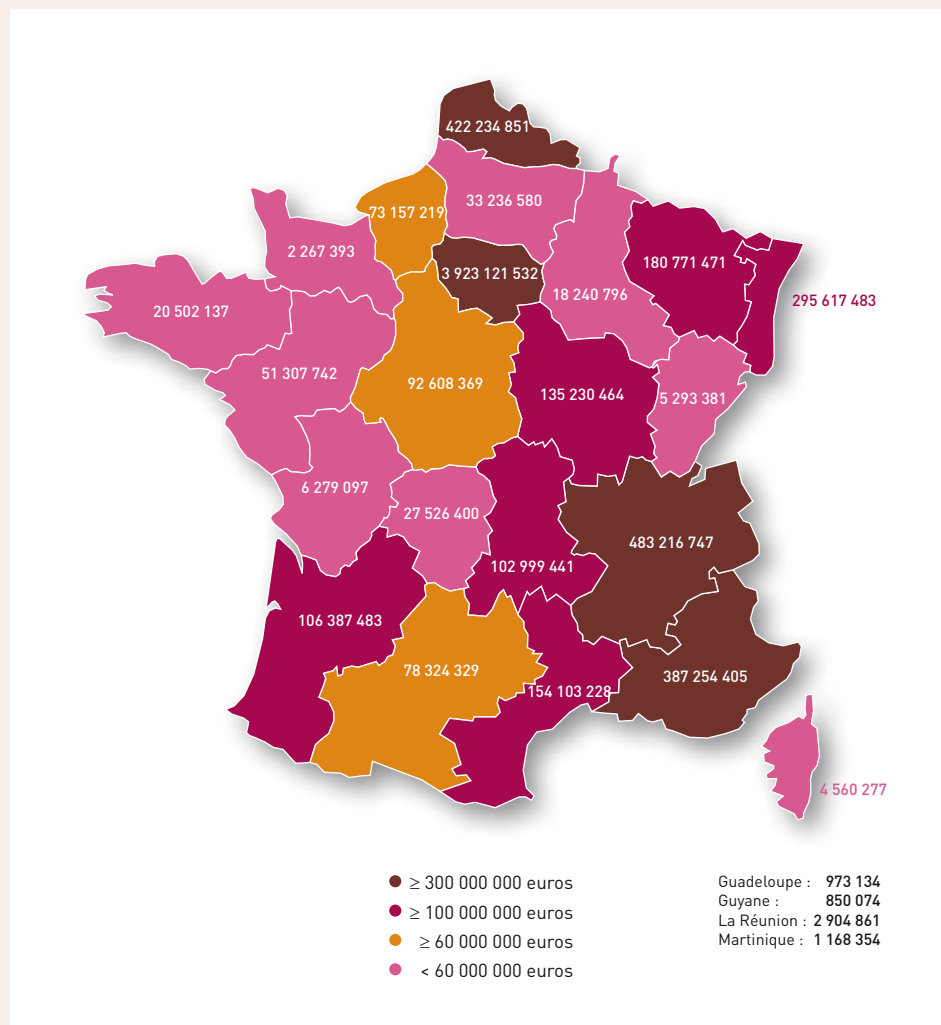


Sur ces 10 dernières années, les versements effectués par la France dans le cadre des règlements européens ont représenté en moyenne 50,2% des montants totaux distribués.

Sur cette même période, 47,3% des montants alloués l'ont été dans le cadre des accords internationaux. Le reste, 2,5%, est enfin réparti vers l'ensemble des pays non signataires d'un accord de sécurité sociale avec la France.

PAIEMENTS DES RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

PAR RÉGIONS FRANÇAISES (TOUT TYPE D'ACCORD)



La région **Île-de-France** arrive en tête des régions françaises qui exportent des rentes, pensions et allocations à l'étranger avec **59,35% du montant total versé**. La région Rhône-Alpes, 2^{ème} de ce classement, ne contribue qu'à hauteur de 7,31% suivi par la région Nord-Pas-de-Calais (6,39%).



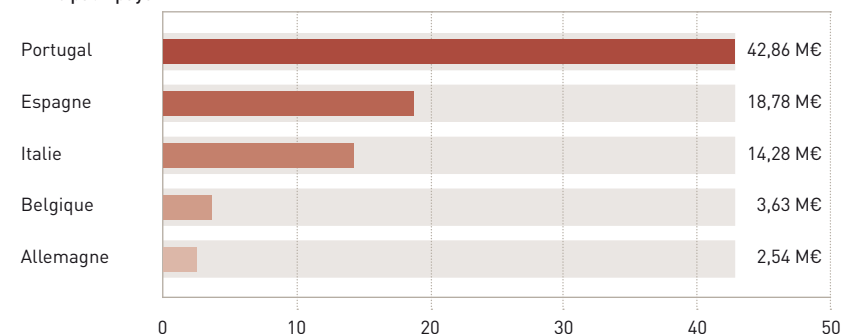
Rentes d'AT-MP

La rente AT-MP (Accident du Travail - Maladie Professionnelle) est un revenu périodique attribué pour réparation d'un dommage à la suite d'une incapacité permanente partielle ou totale due à un accident du travail ou une maladie professionnelle.

On distingue les rentes de victimes (la personne victime d'un accident reçoit directement le montant de la rente calculé à partir de son taux d'incapacité et du montant de son salaire antérieur) et les rentes de survivants (lorsque l'accident ou la maladie professionnelle entraîne le décès de la victime, certains ayants droit peuvent prétendre à cette rente).

PAIEMENTS DES RENTES D'AT-MP EN 2014

Principaux pays



Pays	Rente de victime		Rente de survivant		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Allemagne	483	1 315 749	82	1 225 672	565	2 541 421
Autriche	45	219 701	3	56 389	48	276 090
Belgique	863	1 978 956	112	1 654 031	975	3 632 987
Bulgarie	2	4 422	2	20 743	4	25 165
Chypre	0	0	0	0	0	0
Croatie	97	230 725	11	109 570	108	340 295
Danemark	5	8 202	0	0	5	8 202
Espagne	5 824	14 554 839	386	4 221 934	6 210	18 776 774
Estonie	0	0	5	100 063	5	100 063
Finlande	2	4 651	0	0	2	4 651
Grèce	34	84 808	5	65 283	39	150 092
Hongrie	25	48 759	2	11 999	27	60 758
Irlande	17	38 828	2	33 869	19	72 697
Islande	0	0	0	0	0	0
Italie	3 134	9 810 107	327	4 474 358	3 461	14 284 466

RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS • Règlements européens

PAIEMENTS DES RENTES D'AT-MP EN 2014 (SUITE ET FIN)

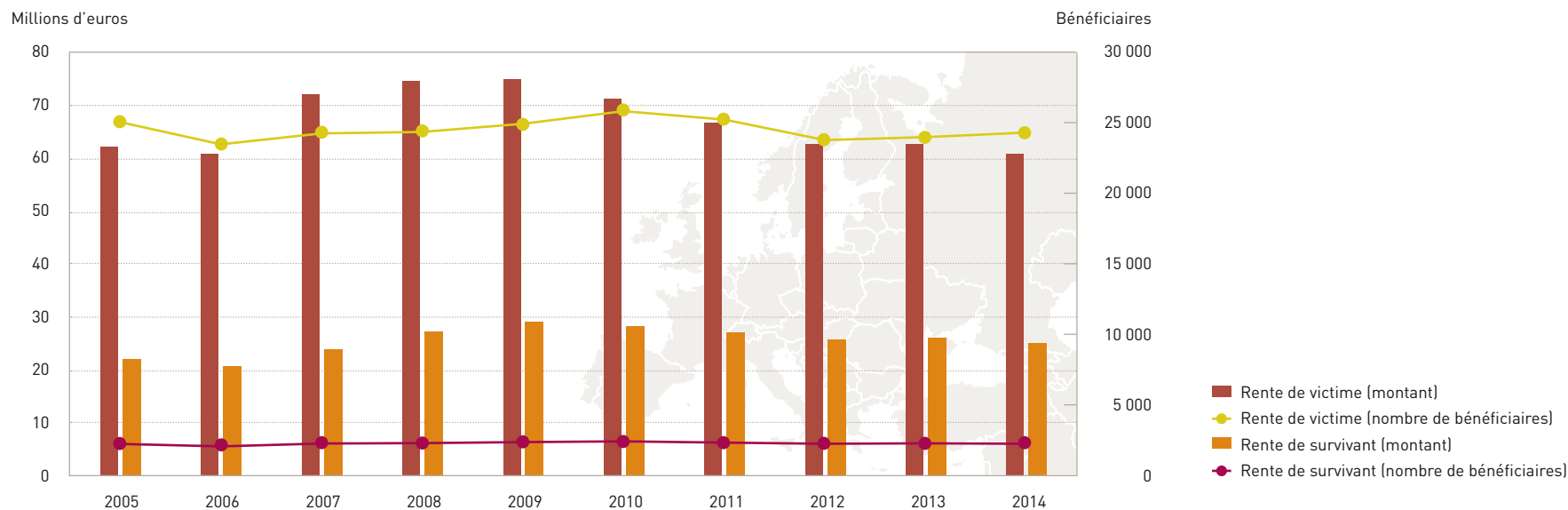
Pays	Rente de victime		Rente de survivant		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Lettonie	3	2 470	0	0	3	2 470
Liechtenstein	1	1 367	0	0	1	1 367
Lituanie	2	3 358	0	0	2	3 358
Luxembourg	108	264 389	9	140 365	117	404 754
Malte	4	5 330	0	0	4	5 330
Norvège	2	9 087	2	21 853	4	30 940
Pays-bas	50	98 811	1	9 111	51	107 922
Pologne	88	244 958	39	382 972	127	627 930
Portugal	13 153	31 090 937	1 140	11 764 597	14 293	42 855 534
République-tchèque	4	11 757	2	34 748	6	46 506
Roumanie	15	44 346	1	737	16	45 083
Royaume-uni	96	180 352	22	346 220	118	526 572
Slovaquie	3	2 476	1	37 846	4	40 321
Slovénie	21	30 952	1	9 120	22	40 072
Suède	22	56 539	1	36 445	23	92 985
Suisse	220	518 579	24	435 028	244	953 606
TOTAL 2014	24 323	60 865 457	2 180	25 192 953	26 503	86 058 410
TOTAL 2013	23 993	62 787 929	2 214	26 185 970	26 207	88 973 899
<i>% d'évolution</i>	<i>1,38</i>	<i>-3,06</i>	<i>-1,54</i>	<i>-3,79</i>	<i>1,13</i>	<i>-3,28</i>

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES RENTES D'AT-MP

Années	Rente de victime		Rente de survivant		Total		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2005	25 072	62 348 687	2 170	22 088 724	27 242	84 437 412	
2006	23 478	60 835 300	1 983	20 773 192	25 461	81 608 492	-3,35
2007	24 260	72 152 998	2 200	23 911 304	26 460	96 064 302	17,71
2008	24 368	74 713 079	2 232	27 281 752	26 600	101 994 831	6,17
2009	24 953	75 010 219	2 308	29 134 734	27 261	104 144 953	2,11
2010	25 860	71 400 175	2 366	28 368 978	28 226	99 769 153	-4,20
2011	25 256	66 823 770	2 269	27 118 599	27 525	93 942 369	-5,84
2012	23 782	62 830 195	2 182	25 827 259	25 964	88 657 454	-5,63
2013	23 993	62 787 929	2 214	26 185 970	26 207	88 973 899	0,36
2014	24 323	60 865 457	2 180	25 192 953	26 503	86 058 410	-3,28



- Le nombre de rentiers résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a diminué de 2,7% au cours de ces 10 dernières années, soit une baisse annuelle moyenne de 0,31% (pour le montant global des rentes, respectivement : +1,9% sur la décennie et +0,21% par an).
- Le nombre de titulaires d'une rente de victime présente, sur la même période, une tendance à la baisse modérée de l'ordre de 3% alors que le nombre de titulaires d'une rente de survivant reste quasi inchangé (+0,5%).
- Sur la période, les paiements des rentes de victimes ont diminué, en moyenne, de 0,27% par an ; les rentes de survivants, au contraire, se sont accrues de 1,47% par an.

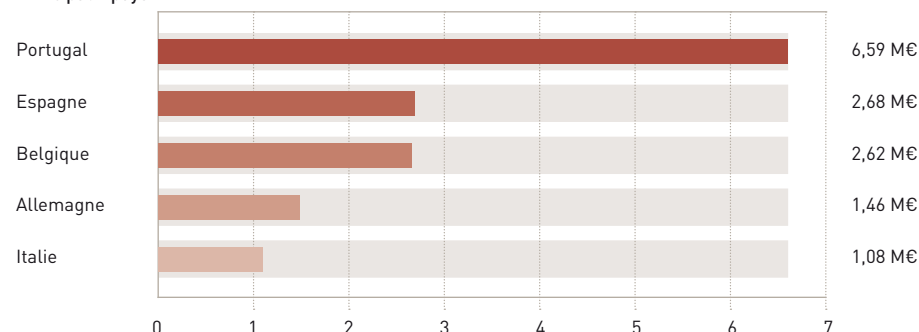


Pensions d'invalidité

La **pension d'invalidité** est un revenu de remplacement. Elle vise à compenser une perte de salaire résultant de la perte d'au moins deux tiers de la capacité de travail ou de gains, due à la maladie ou à un accident non professionnel.

On distingue les pensions d'invalidité (pension versée directement à l'assuré invalide n'ayant pas atteint l'âge légal de la retraite) et les pensions de survivants invalides (après le décès du bénéficiaire d'une pension d'invalidité ou de retraite, le conjoint survivant, sous réserve de condition d'âge et s'il est invalide lui-même, peut prétendre au bénéfice d'une pension).

Principaux pays



PAIEMENTS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ EN 2014

Pays	Pension d'invalidité		Pension de survivant invalide		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Allemagne	649	1 432 059	8	34 793	657	1 466 851
Autriche	39	68 577	2	8 135	41	76 712
Belgique	368	2 399 224	43	229 361	411	2 628 585
Bulgarie	2	20 474	0	0	2	20 474
Chypre	0	0	0	0	0	0
Croatie	7	34 176	1	3 118	8	37 294
Danemark	10	24 955	0	0	10	24 955
Espagne	540	2 626 974	11	61 052	551	2 688 025
Estonie	0	0	0	0	0	0
Finlande	11	82 406	0	0	11	82 406
Grèce	10	77 138	0	0	10	77 138
Hongrie	1	510	1	1 052	2	1 562
Irlande	3	29 251	1	7 913	4	37 164
Islande	1	8 996	0	0	1	8 996
Italie	193	1 025 477	11	60 120	204	1 085 597

PAIEMENTS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ EN 2014 (SUITE ET FIN)

Pays	Pension d'invalidité		Pension de survivant invalide		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Lettonie	2	5 002	0	0	2	5 002
Liechtenstein	4	4 837	0	0	4	4 837
Lituanie	2	1 407	0	0	2	1 407
Luxembourg	154	564 020	0	0	154	564 020
Malte	5	34 778	0	0	5	34 778
Norvège	8	9 681	2	2 481	10	12 161
Pays-bas	12	62 748	2	8 590	14	71 338
Pologne	40	179 755	3	11 028	43	190 784
Portugal	1 410	6 544 434	11	51 095	1 421	6 595 529
République-tchèque	2	46 606	0	0	2	46 606
Roumanie	1	4 460	0	0	1	4 460
Royaume-uni	31	181 756	4	31 425	35	213 181
Slovaquie	2	6 296	0	0	2	6 296
Slovénie	3	7 827	0	0	3	7 827
Suède	25	62 593	0	0	25	62 593
Suisse	290	956 046	12	82 281	302	1 038 327
TOTAL 2014	3 825	16 502 461	112	592 442	3 937	17 094 904
TOTAL 2013	3 778	15 445 914	98	615 875	3 876	16 061 789
<i>% d'évolution</i>	<i>1,24</i>	<i>6,84</i>	<i>14,29</i>	<i>-3,80</i>	<i>1,57</i>	<i>6,43</i>

RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS • Règlements européens

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ

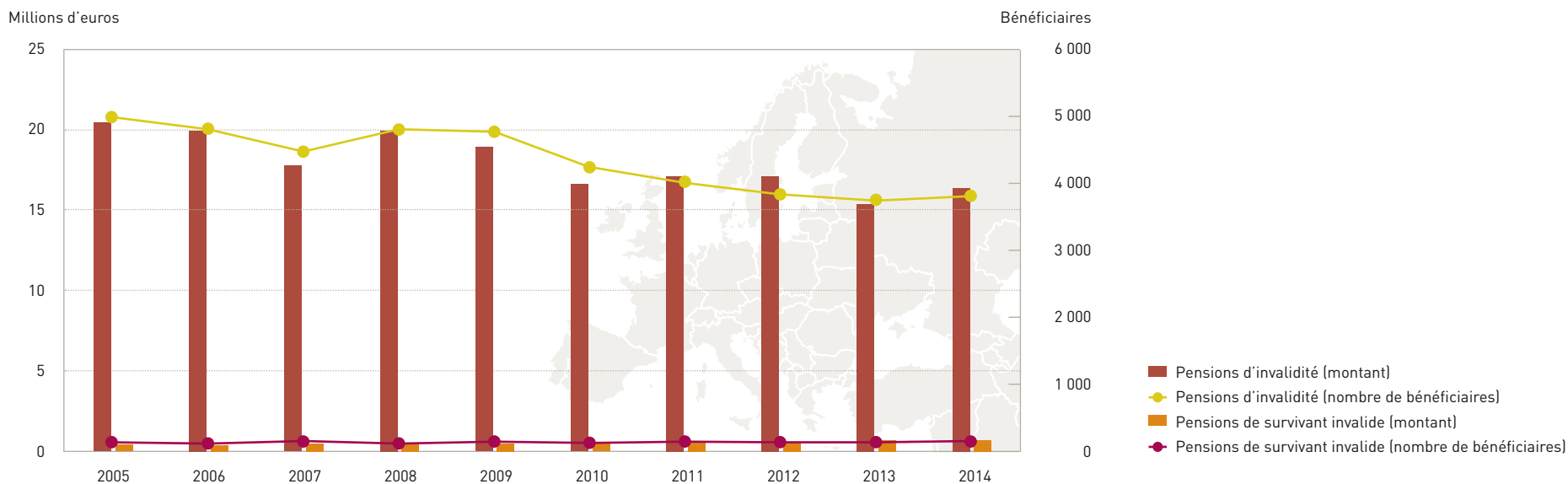
Années	Pension d'invalidité		Pension de survivant invalide		Total		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2005	4 999	20 579 936	98	409 134	5 097	20 989 070	
2006	4 846	20 113 844	83	372 042	4 929	20 485 886	-2,40
2007	4 496	17 995 696	124	465 627	4 620	18 461 323	-9,88
2008	4 849	20 065 838	78	392 524	4 927	20 458 362	10,82
2009	4 802	19 156 403	90	428 528	4 892	19 584 931	-4,27
2010	4 267	16 755 588	85	449 064	4 352	17 204 652	-12,15
2011	4 043	17 330 027	103	589 561	4 146	17 919 588	4,16
2012	3 856	17 129 459	95	518 258	3 951	17 647 717	-1,52
2013	3 778	15 445 914	98	615 875	3 876	16 061 789	-8,99
2014	3 825	16 502 461	112	592 442	3 937	17 094 904	6,43



• Le nombre de pensionnés résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a diminué de 22,76% au cours de ces 10 dernières années, soit une baisse annuelle moyenne de 2,83%.

• Le montant global a également diminué de 18,55% sur la même période, soit une baisse annuelle moyenne proche de 2,25%.

• Sur l'ensemble de la décennie, la part des pensions de survivant invalide demeure très faible par rapport au total des paiements de pensions d'invalidité : près de 3,5 % en 2014 et 1,95 % en 2005.



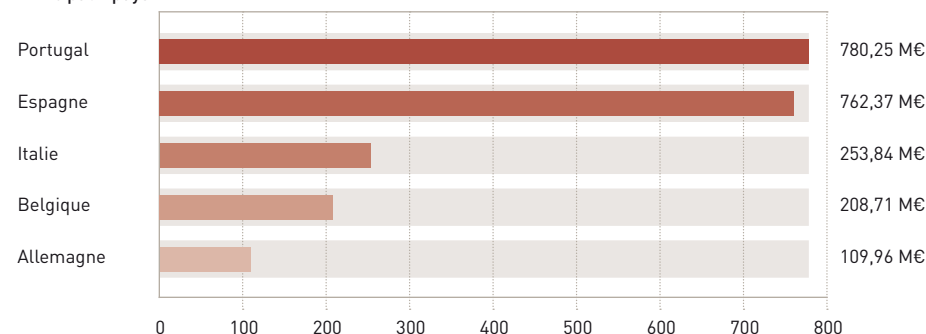
Pensions de vieillesse

La **pension de vieillesse** est un revenu perçu par la personne ayant liquidé sa retraite. Son montant dépend de la durée d'assurance, du salaire annuel de base, du taux qui varie en fonction de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes ou en fonction de l'âge de l'assuré.

On distingue la pension de vieillesse (droit propre) versée au retraité et la pension de réversion (droit dérivé) qui est versée, sous certaines conditions, au conjoint et/ou ex-conjoint(s) survivant(s) et qui correspond à une partie de la retraite dont bénéficiait ou aurait pu bénéficier l'assuré décédé.

PAIEMENTS DES PENSIONS DE VIEILLESSE EN 2014

Principaux pays



Pays	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Allemagne	44 421	83 900 601	16 707	26 057 966	61 128	109 958 566
Autriche	2 095	4 165 875	374	652 793	2 469	4 818 668
Belgique	51 917	174 180 768	17 201	34 531 633	69 118	208 712 401
Bulgarie	186	721 403	33	91 551	219	812 954
Chypre	88	372 749	3	11 265	91	384 015
Croatie	2 366	6 575 048	645	1 119 580	3 011	7 694 629
Danemark	597	1 233 883	22	43 284	619	1 277 166
Espagne	279 465	662 023 666	71 275	100 347 825	350 740	762 371 491
Estonie	13	94 141	2	25 111	15	119 252
Finlande	268	544 240	13	43 731	281	587 972
Grèce	2 010	6 362 026	332	842 690	2 342	7 204 716
Hongrie	451	2 057 758	75	184 028	526	2 241 786
Irlande	341	1 115 865	20	40 159	361	1 156 024
Islande	9	16 432	1	300	10	16 732
Italie	88 456	184 442 845	41 452	69 400 487	129 908	253 843 332

RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS • Règlements européens

PAIEMENTS DES PENSIONS DE VIEILLESSE EN 2014 (SUITE ET FIN)

Pays	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Lettonie	10	45 113	0	0	10	45 113
Liechtenstein	42	145 817	9	8 618	51	154 435
Lituanie	17	68 415	3	5 478	20	73 893
Luxembourg	4 216	15 913 828	796	1 801 281	5 012	17 715 109
Malte	62	476 604	4	7 843	66	484 448
Norvège	441	974 183	8	11 098	449	985 281
Pays-bas	3 698	6 998 847	368	628 506	4 066	7 627 353
Pologne	3 311	8 120 878	3 777	6 463 043	7 088	14 583 921
Portugal	166 560	678 975 172	43 656	101 276 363	210 216	780 251 535
République-tchèque	306	1 091 573	154	280 939	460	1 372 512
Roumanie	308	1 595 730	49	112 174	357	1 707 904
Royaume-uni	8 524	20 440 421	566	1 344 523	9 090	21 784 944
Slovaquie	131	432 219	137	124 359	268	556 578
Slovénie	576	1 742 428	190	341 364	766	2 083 792
Suède	1 504	3 027 557	78	169 759	1 582	3 197 316
Suisse	22 671	70 573 823	1 233	3 327 660	23 904	73 901 482
TOTAL 2014	685 060	1 938 429 911	199 183	349 295 409	884 243	2 287 725 320
TOTAL 2013	685 746	1 915 501 535	201 840	350 659 442	887 586	2 266 160 977
% d'évolution	-0,10	1,20	-1,32	-0,39	-0,38	0,95

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PENSIONS DE VIEILLESSE

Années	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Total		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2005	608 673	1 513 381 775	189 809	98 036 786	798 482	1 611 418 561	
2006	624 785	1 570 456 469	194 827	229 897 893	819 612	1 800 354 362	11,72
2007	632 010	1 549 958 032	195 866	315 301 638	827 876	1 865 259 669	3,61
2008	642 569	1 627 859 482	197 766	324 042 590	840 335	1 951 902 072	4,65
2009	656 959	1 678 212 638	200 294	322 239 496	857 253	2 000 452 134	2,49
2010	669 332	1 739 828 003	202 222	333 656 112	871 554	2 073 484 114	3,65
2011	677 438	1 815 990 645	202 889	341 283 429	880 327	2 157 274 075	4,04
2012	681 817	1 862 823 602	203 382	348 999 694	885 199	2 211 823 296	2,53
2013	685 746	1 915 501 535	201 840	350 659 442	887 586	2 266 160 977	2,46
2014	685 060	1 938 429 911	199 183	349 295 409	884 243	2 287 725 320	0,95

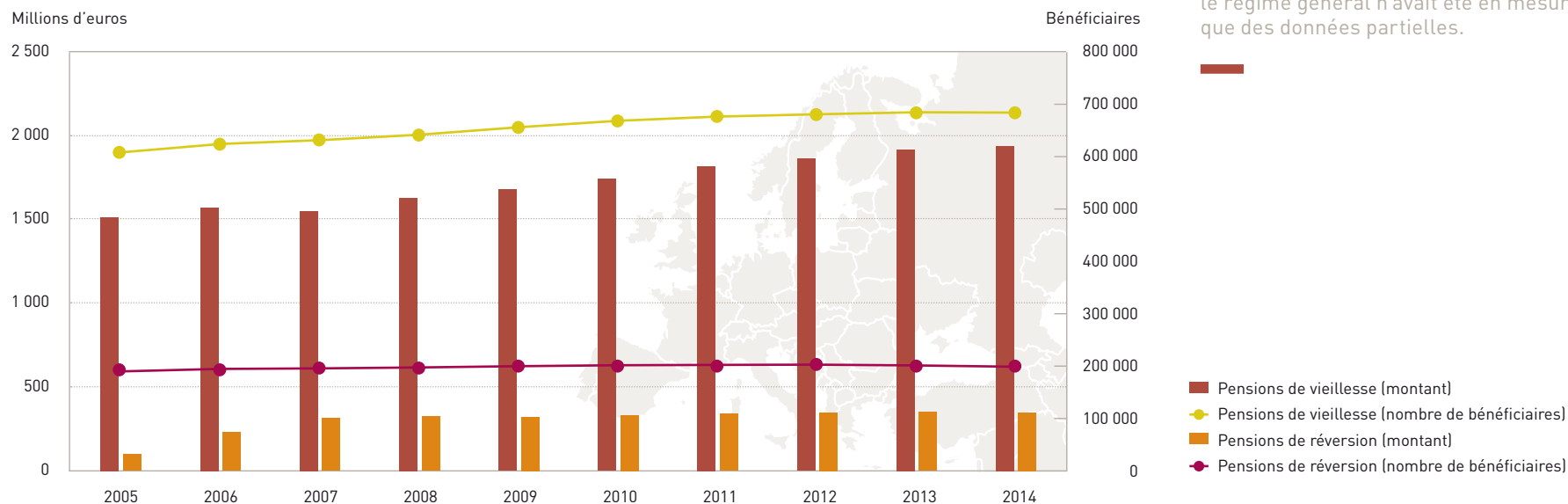


• Le nombre de pensionnés résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a augmenté de près de 11% au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 1,14% (pour le montant global des pensions, respectivement : + 42% sur la décennie et + 4% par an).

• Les titulaires d'une pension de vieillesse présentent une tendance à la hausse plus soutenue que les titulaires d'une pension de réversion (12,5% contre 4,9%).

• Sur la période, les paiements des pensions de vieillesse ont augmenté, en moyenne, de 2,8% par an et les pensions de réversion de 15,16% par an.

Ce dernier pourcentage est à relativiser car en 2005 le régime général n'avait été en mesure de nous fournir que des données partielles.

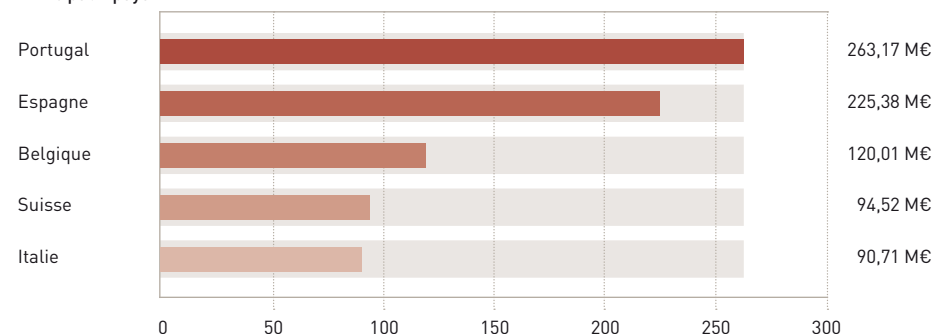


Allocations de retraite complémentaire

L'**allocation de retraite complémentaire** complète les prestations versées par le régime de base. Elle est calculée sur la base d'un système par points acquis durant toute la carrière professionnelle jusqu'au départ à la retraite. Pour en bénéficier, il faut être salarié du secteur privé, retraité et avoir cotisé aux régimes de retraites AGIRC (cadres) et ARRCO (non cadres).

On distingue l'allocation de retraite (droit propre du salarié) et l'allocation de réversion (lorsque le salarié ou retraité décède, une fraction de sa retraite complémentaire est attribuée sous certaines conditions à ses ayants droit).

Principaux pays



PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE EN 2014

Pays	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Allemagne	19 745	40 252 197	6 681	10 182 120	26 426	50 434 317
Autriche	1 006	2 903 741	253	758 135	1 259	3 661 876
Belgique	38 069	97 327 592	15 693	22 677 555	53 762	120 005 147
Bulgarie	150	504 463	37	65 734	187	570 197
Chypre	104	853 742	8	28 248	112	881 990
Croatie	1 198	2 079 221	371	425 146	1 569	2 504 367
Danemark	478	1 051 226	81	331 173	559	1 382 399
Espagne	132 731	188 161 058	37 715	37 219 374	170 446	225 380 432
Estonie	13	38 469	3	3 401	16	41 870
Finlande	227	482 627	30	83 689	257	566 316
Grèce	1 580	4 266 987	432	1 070 603	2 012	5 337 590
Hongrie	358	1 025 831	117	232 552	475	1 258 383
Irlande	356	1 051 458	45	132 397	401	1 183 855
Islande	10	7 444	4	6 395	14	13 839
Italie	48 233	67 803 840	22 342	22 902 544	70 575	90 706 384

PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE EN 2014 (SUITE ET FIN)

Pays	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Lettonie	10	29 822	3	8 404	13	38 226
Liechtenstein	35	134 926	8	29 622	43	164 548
Lituanie	16	59 500	3	2 551	19	62 051
Luxembourg	3 123	13 283 195	699	1 400 271	3 822	14 683 466
Malte	81	762 051	13	46 142	94	808 193
Norvège	312	797 973	37	107 250	349	905 223
Pays-bas	2 801	6 725 461	571	1 405 509	3 372	8 130 970
Pologne	2 144	2 872 649	2 646	1 582 937	4 790	4 455 586
Portugal	138 393	219 913 331	47 012	43 261 173	185 405	263 174 504
République-tchèque	261	945 373	119	176 118	380	1 121 491
Roumanie	307	1 445 352	57	82 852	364	1 528 204
Royaume-uni	7 615	29 695 353	1 322	4 688 076	8 937	34 383 429
Slovaquie	102	368 779	106	36 357	208	405 136
Slovénie	354	624 209	167	189 717	521	813 926
Suède	1 250	3 009 446	182	619 001	1 432	3 628 447
Suisse	16 525	81 146 351	3 148	13 371 883	19 673	94 518 234
TOTAL 2014	417 587	769 623 667	139 905	163 126 929	557 492	932 750 596
TOTAL 2013	408 830	669 186 847	136 264	142 505 738	545 094	811 692 585
<i>% d'évolution</i>	<i>2,14</i>	<i>15,01</i>	<i>2,67</i>	<i>14,47</i>	<i>2,27</i>	<i>14,91</i>

Nota bene : Entre 2010 et 2014, les groupes de protection sociale du GIE Agirc-Arrco ont progressivement procédé à la migration de leurs systèmes d'information. S'appuyant sur une même source à compter de 2014, leurs données sont donc de meilleure qualité.

RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS • Règlements européens

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE (RÉGIME DE L'AGIRC)

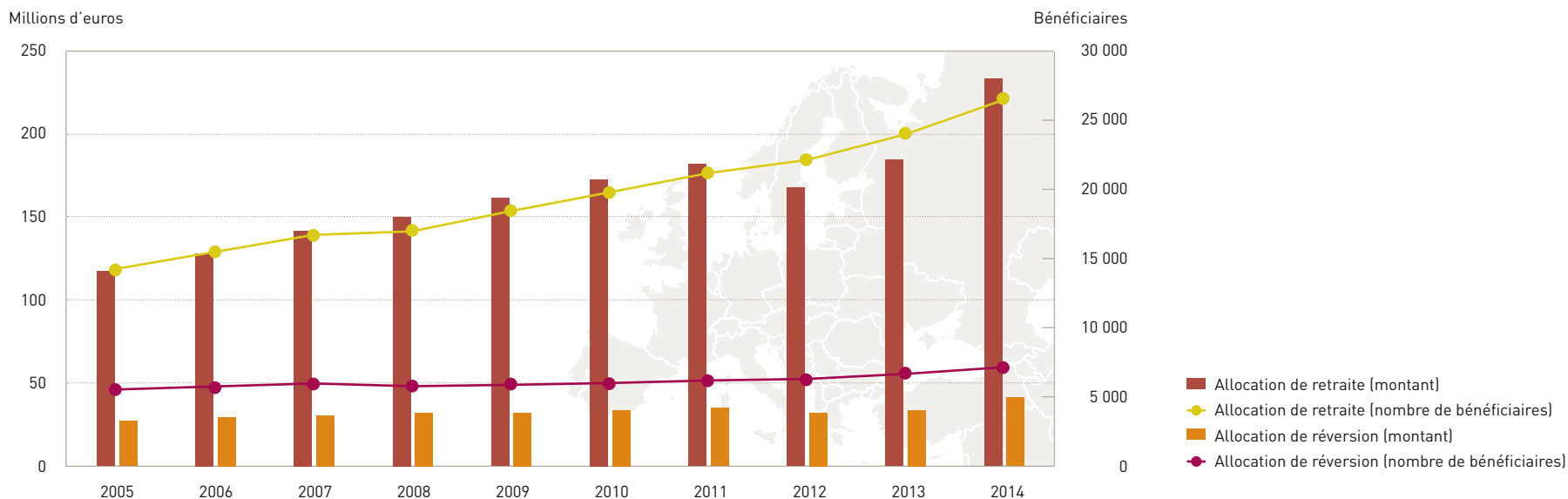
Années	Allocation retraite		Allocation de réversion		Total		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2005	14 247	117 060 512	5 544	27 505 287	19 791	144 565 799	
2006	15 466	127 862 225	5 768	29 441 524	21 234	157 303 749	8,81
2007	16 699	141 471 337	5 987	30 865 819	22 686	172 337 156	9,56
2008	16 956	149 758 507	5 785	32 216 030	22 741	181 974 537	5,59
2009	18 417	161 210 376	5 885	33 033 454	24 302	194 243 830	6,74
2010	19 773	172 389 428	6 017	34 132 725	25 790	206 522 153	6,32
2011	21 162	181 652 307	6 207	35 012 726	27 369	216 665 033	4,91
2012	22 110	167 825 088	6 317	31 773 136	28 427	199 598 224	-7,88
2013	23 960	184 012 562	6 684	33 986 782	30 644	217 999 344	9,22
2014	26 466	232 874 500	7 177	41 063 988	33 643	273 938 488	25,66



• Le nombre d'allocataires AGIRC résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a augmenté de près de 70% au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 6% (pour le montant global des allocations, respectivement : + 89,5% sur la décennie et + 7,4% par an).

• Les bénéficiaires d'une allocation de retraite AGIRC présentent une tendance à la hausse nettement plus accentuée (+ 85,8%) que les bénéficiaires d'une allocation de réversion (+ 29,5%).

• Sur la période, les paiements des allocations de retraite AGIRC ont augmenté, en moyenne, de 7,9% par an ; les allocations de réversion quant à elles se sont accrues de 4,6% par an.



ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE (RÉGIME DE L'ARRCO)

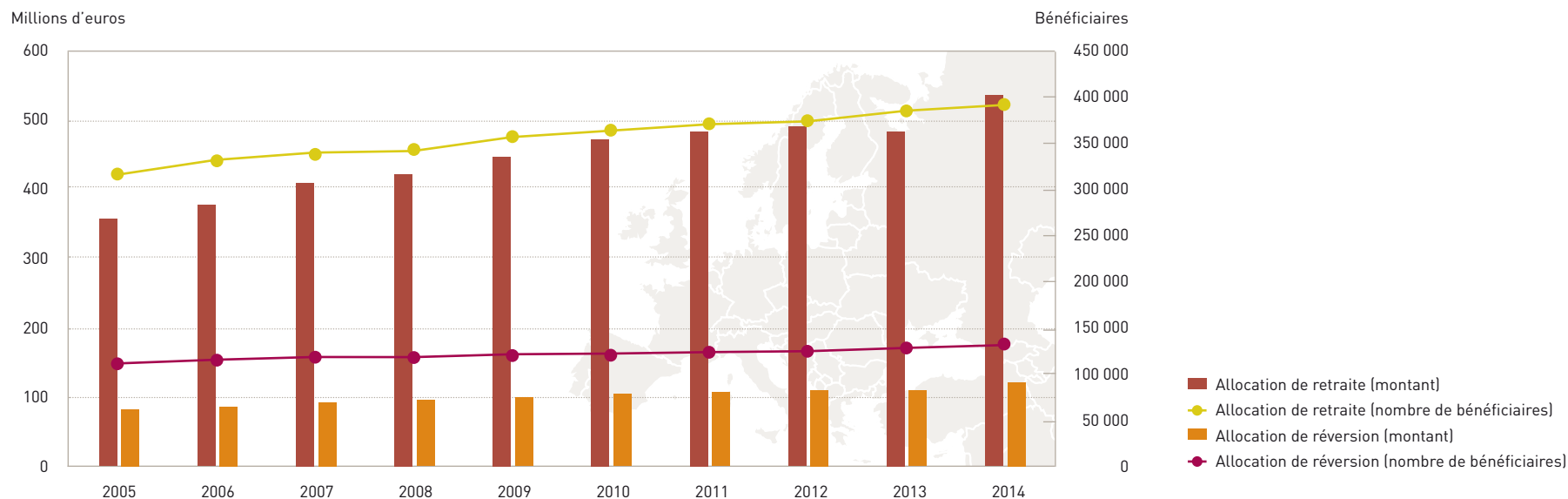
Années	Allocation retraite		Allocation de réversion		Total		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2005	315 603	357 270 998	112 566	82 521 150	428 169	439 792 147	
2006	331 637	377 186 303	116 636	86 904 103	448 273	464 090 406	5,52
2007	339 556	409 677 857	119 628	92 816 215	459 184	502 494 073	8,28
2008	341 266	422 221 498	119 491	95 617 070	460 757	517 838 568	3,05
2009	356 300	447 539 458	122 633	99 737 851	478 933	547 277 309	5,68
2010	363 242	472 495 656	123 389	104 307 818	486 631	576 803 474	5,40
2011	370 200	484 415 496	124 976	106 598 953	495 176	591 014 449	2,46
2012	373 326	491 615 756	125 995	109 117 728	499 321	600 733 484	1,64
2013	384 870	485 174 285	129 580	108 518 956	514 450	593 693 241	-1,17
2014	391 121	536 749 167	132 728	122 062 941	523 849	658 812 108	10,97



• Le nombre d'allocataires ARRCO résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a augmenté de 22,4% au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 2,3% (pour le montant global des allocations, respectivement : + 49,8% sur la décennie et + 4,6% par an).

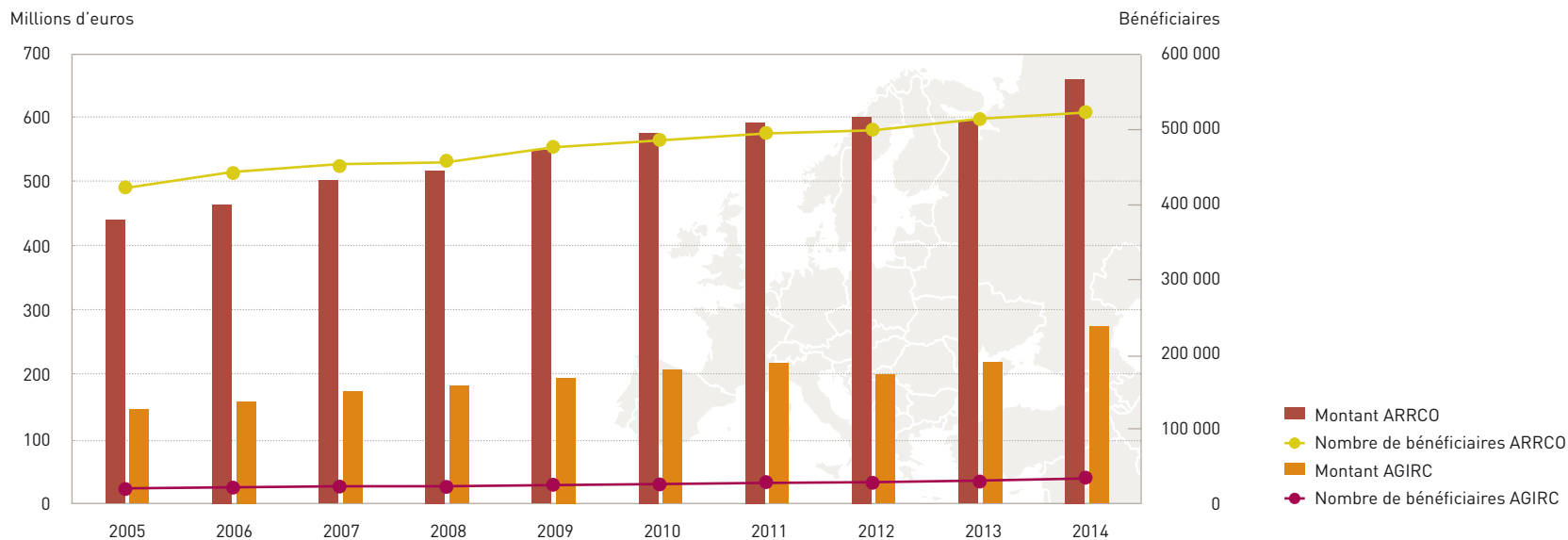
• Les bénéficiaires d'une allocation de retraite ARRCO présentent une tendance à la hausse, cependant plus marquée (+ 23,9%) que les bénéficiaires d'une allocation de réversion (+ 17,9%).

• Sur la période, les paiements des allocations de retraite ARRCO ont augmenté, en moyenne, de 4,6%, soit une évolution quasi identique pour les allocations de réversion (+ 4,5%).





RETRAITE COMPLÉMENTAIRE AGIRC ET ARRCO ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



- Sur ces 10 dernières années, les montants versés par le régime de l'ARRCO représentent en moyenne 73,8% des montants totaux en matière de retraite complémentaire.
- Au cours de cette même période, le nombre des bénéficiaires du régime de l'ARRCO représente en moyenne 95% de l'ensemble des bénéficiaires.

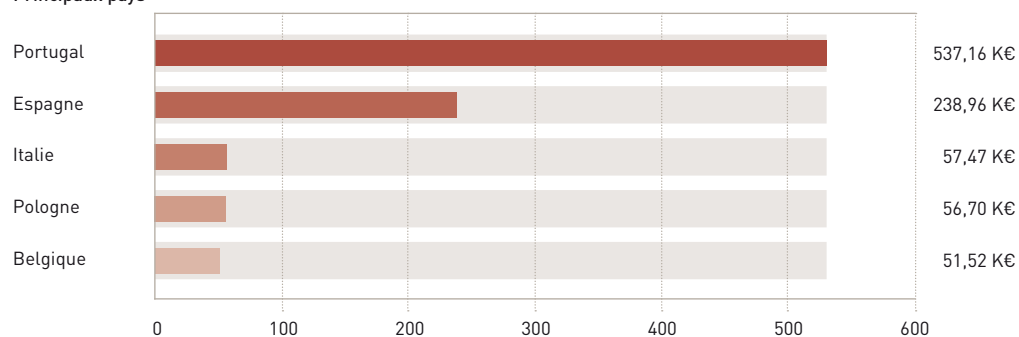


Allocations de veuvage

L'**allocation de veuvage** est une indemnité temporaire (2 ans maximum), versée au conjoint survivant d'un assuré décédé, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension de réversion et sous réserve de ressources inférieures à un plafond. Cependant, la demande d'allocation de veuvage n'est recevable que dans un délai de 2 ans à compter du 1^{er} jour du mois de décès.

PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE VEUVAGE EN 2014

Principaux pays



Pays	Allocation de veuvage	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Allemagne	6	7 506
Autriche	0	0
Belgique	12	51 515
Bulgarie	0	0
Chypre	0	0
Croatie	0	0
Danemark	0	0
Espagne	66	238 956
Estonie	0	0
Finlande	0	0
Grèce	2	8 777
Hongrie	0	0
Irlande	0	0
Islande	0	0
Italie	13	57 474
Lettonie	0	0
Liechtenstein	0	0
Lituanie	1	1 806
Luxembourg	0	602
Malte	0	0
Norvège	0	0
Pays-bas	1	0
Pologne	6	56 699
Portugal	86	537 157
République-tchèque	0	0
Roumanie	0	0
Royaume-uni	0	1 388
Slovaquie	1	7 828
Slovénie	0	816
Suède	1	0
Suisse	6	21 764
TOTAL 2014	201	992 288
TOTAL 2013	214	889 265
% d'évolution	-6,07	11,59

RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS • Règlements européens

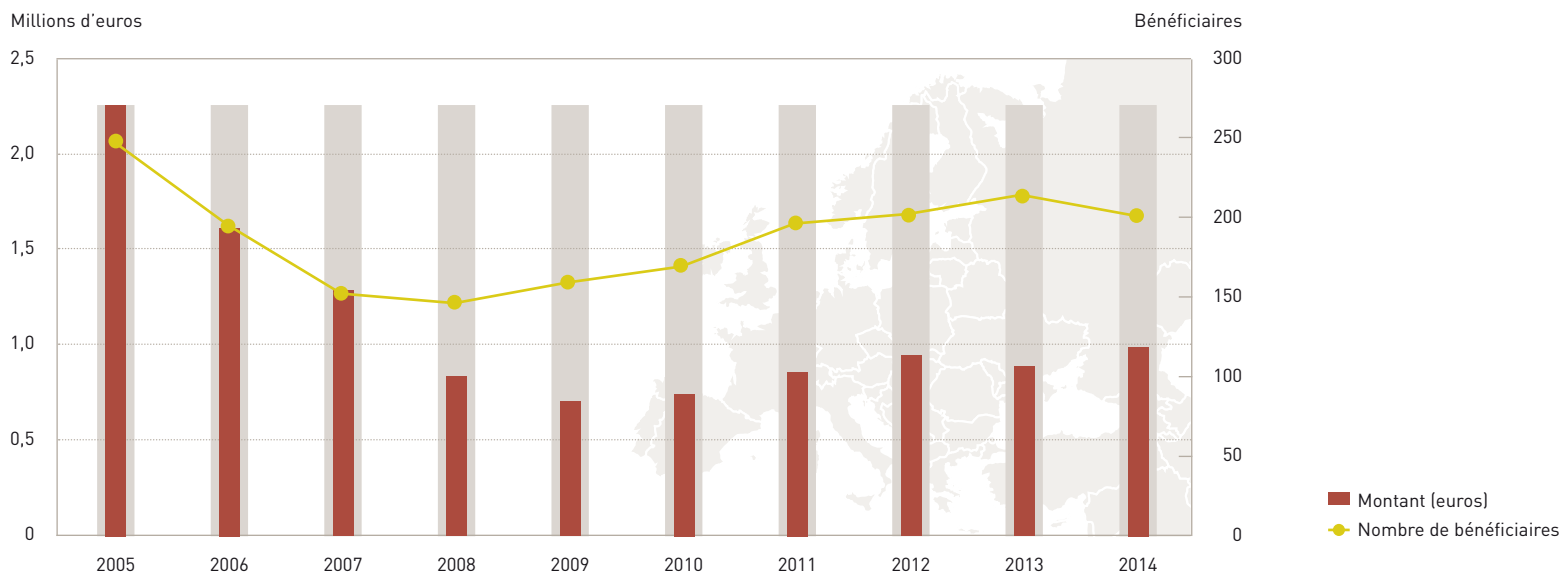
ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES ALLOCATIONS DE VEUVAGE

Années	Allocation de veuvage		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2005	247	2 261 476	
2006	195	1 615 950	-28,54
2007	152	1 287 809	-20,31
2008	146	838 555	-34,89
2009	159	706 564	-15,74
2010	169	745 083	5,45
2011	196	862 439	15,75
2012	202	948 161	9,94
2013	214	889 265	-6,21
2014	201	992 288	11,59



• Le nombre d'allocataires résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a diminué de près de 19% au cours de ces 10 dernières années, soit une diminution annuelle moyenne de 2,26%.

• Le montant global a baissé plus fortement sur la même période : - 56,1%, soit - 8,75% de diminution annuelle moyenne.



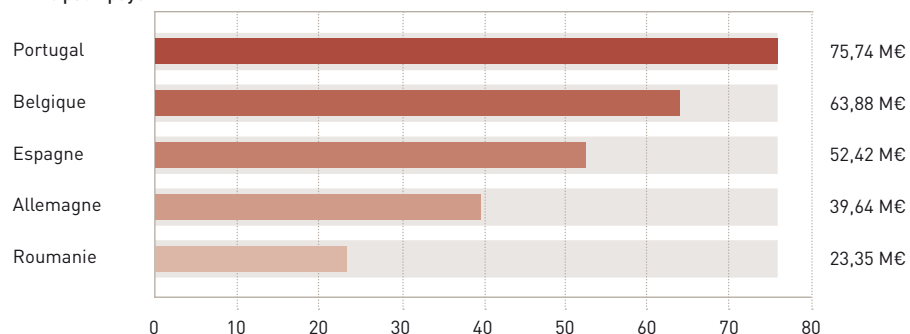
Capitaux décès

Les **capitaux décès** sont des prestations en espèces d'assurance décès versées sous forme d'indemnité, par ordre de priorité aux personnes qui étaient, au jour du décès, à la charge effective totale et permanente de l'assuré.

Le capital décès n'est pas attribué de façon automatique ; il l'est seulement si le ou les bénéficiaires éventuels en font la demande. Les bénéficiaires prioritaires disposent d'1 mois à compter de la date du décès pour faire valoir leur droit de priorité. Passé ce délai, ce droit est perdu et la demande peut se faire dans un délai de 2 ans à compter de la date du décès, au même titre que les bénéficiaires non prioritaires.

PAIEMENTS DES CAPITALS DÉCÈS EN 2014

Principaux pays



Pays	Capital décès	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Allemagne	12	39 638
Autriche	1	9 386
Belgique	12	63 880
Bulgarie	0	0
Chypre	0	0
Croatie	1	5 322
Danemark	0	0
Espagne	10	52 420
Estonie	0	0
Finlande	0	0
Grèce	0	0
Hongrie	0	0
Irlande	0	0
Islande	0	0
Italie	6	22 678
Lettonie	0	0
Liechtenstein	0	0
Lituanie	0	0
Luxembourg	1	1 228
Malte	0	0
Norvège	0	0
Pays-bas	0	0
Pologne	6	18 506
Portugal	17	75 742
République-tchèque	0	0
Roumanie	4	23 347
Royaume-uni	1	4 548
Slovaquie	0	0
Slovénie	1	3 547
Suède	0	0
Suisse	4	21 702
TOTAL 2014	76	341 944
TOTAL 2013	63	224 254
% d'évolution	20,63	52,48

RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS • Règlements européens

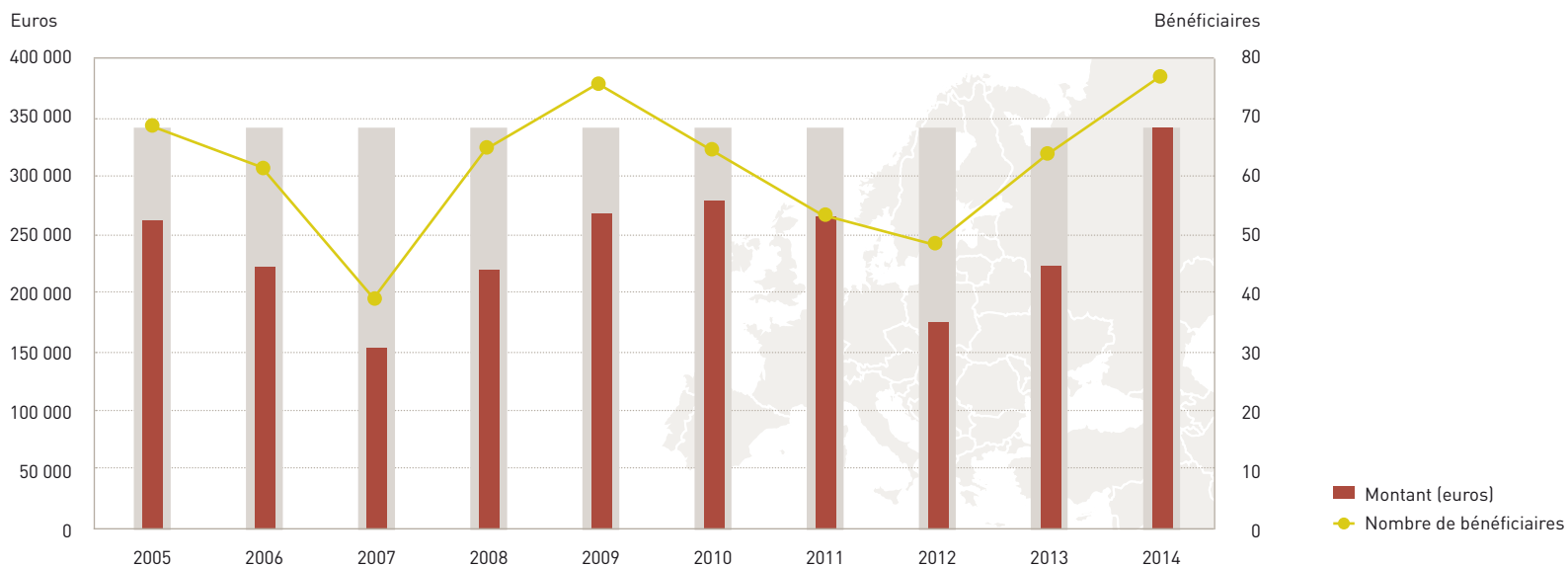
ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES CAPITAUX DÉCÈS

Années	Capital décès		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2005	68	262 801	
2006	61	222 635	-15,28
2007	39	154 338	-30,68
2008	64	220 441	42,83
2009	75	268 710	21,90
2010	64	279 831	4,14
2011	53	266 077	-4,92
2012	48	175 669	-33,98
2013	63	224 254	27,66
2014	76	341 944	52,48



• Le nombre d'allocataires résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a augmenté de 11,75% au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 1,24%.

• Le montant global est en hausse de 30,1% sur la même période, soit une augmentation annuelle moyenne de près de 3%.



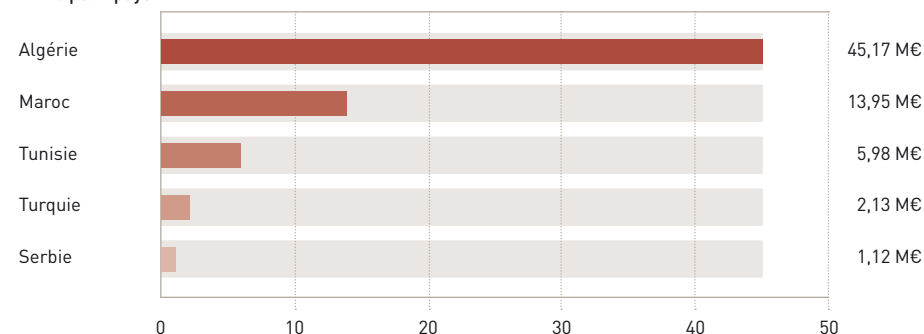
Rentes d'AT-MP

La rente AT-MP (Accident du Travail - Maladie Professionnelle) est un revenu périodique attribué pour réparation d'un dommage à la suite d'une incapacité permanente partielle ou totale due à un accident du travail ou une maladie professionnelle.

On distingue les rentes de victimes (la personne victime d'un accident reçoit directement le montant de la rente calculé à partir de son taux d'incapacité et du montant de son salaire antérieur) et les rentes de survivants (lorsque l'accident ou la maladie professionnelle entraîne le décès de la victime, certains ayants droit peuvent prétendre à cette rente).

PAIEMENTS DES RENTES D'AT-MP EN 2014

Principaux pays



Pays	Rente de victime		Rente de survivant		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Algérie	11 571	27 136 880	1 831	18 030 095	13 402	45 166 975
Andorre	10	16 927	0	0	10	16 927
Argentine	4	21 339	1	26 411	5	47 750
Bénin	9	32 784	0	0	9	32 784
Bosnie-Herzégovine	53	108 553	3	33 292	56	141 845
Brésil	27	73 517	3	44 346	30	117 863
Cameroun	22	39 215	0	0	22	39 215
Canada	302	677 742	18	256 220	320	933 963
Cap-Vert	11	30 219	1	9 111	12	39 330
Chili	9	37 710	0	0	9	37 710
Congo	7	12 394	1	15 255	8	27 649
Corée	0	0	0	0	0	0
Côte d'Ivoire	22	31 528	2	16 369	24	47 897
Etats-Unis	205	484 827	14	213 952	219	698 778
Gabon	7	29 787	4	18 105	11	47 892
Guernesey	1	3 187	0	0	1	3 187
Inde	6	19 970	0	0	6	19 970
Israël	212	466 378	8	157 266	220	623 645
Japon	2	9 797	0	0	2	9 797
Jersey	2	3 051	0	0	2	3 051
Kosovo	4	7 822	0	0	4	7 822

RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS • Accords internationaux

PAIEMENTS DES RENTES D'AT-MP EN 2014 (SUITE ET FIN)

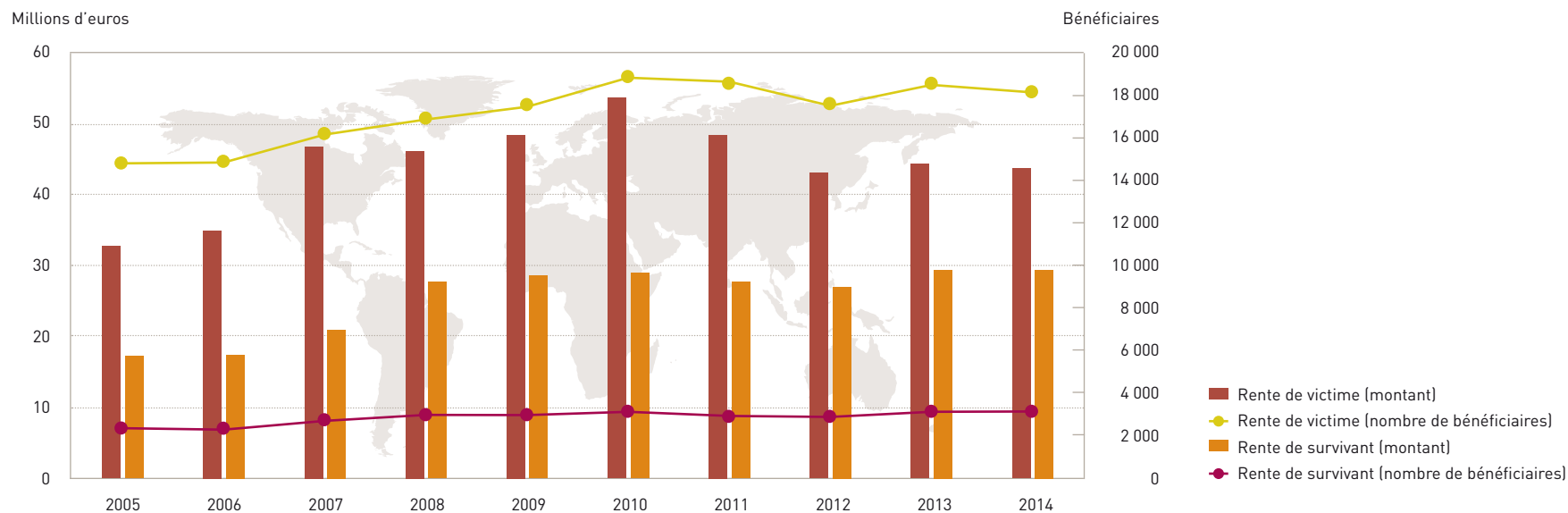
	Pays	Rente de victime		Rente de survivant		Total	
		Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
CONVENTIONS BILATÉRALES	Macédoine	17	34 633	3	23 570	20	58 204
	Madagascar	43	106 021	7	41 764	50	147 784
	Mali	174	420 111	48	198 357	222	618 468
	Maroc	2 558	7 217 681	696	6 729 923	3 254	13 947 604
	Mauritanie	38	66 895	6	47 131	44	114 027
	Monaco	6	14 884	1	30 757	7	45 641
	Monténégro	12	20 194	0	0	12	20 194
	Niger	5	6 946	0	0	5	6 946
	Philippines	4	10 074	0	0	4	10 074
	Québec	10	16 578	0	0	10	16 578
	Saint-Marin	13	45 661	0	0	13	45 661
	Sénégal	137	396 724	95	479 596	232	876 320
	Serbie	427	967 800	18	147 601	445	1 115 401
	Togo	9	11 555	0	0	9	11 555
	Tunisie	1 713	3 824 933	243	2 150 905	1 956	5 975 837
	Turquie	480	1 239 989	104	886 670	584	2 126 660
	Uruguay	3	4 191	0	0	3	4 191
		SOUS-TOTAL 2014	18 135	43 648 497	3 107	29 556 696	21 242	73 205 193
	SOUS-TOTAL 2013	18 488	44 224 833	3 091	29 485 416	21 579	73 710 249
	<i>% d'évolution</i>	<i>-1,91</i>	<i>-1,30</i>	<i>0,52</i>	<i>0,24</i>	<i>-1,56</i>	<i>-0,69</i>
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	9	18 677	0	0	9	18 677
	Polynésie Française	8	14 173	1	32 820	9	46 993
	Saint-Pierre-et-Miquelon	1	3 333	0	0	1	3 333
	SOUS-TOTAL 2014	18	36 183	1	32 820	19	69 003
	SOUS-TOTAL 2013	21	43 173	2	8 710	23	51 883
	<i>% d'évolution</i>	<i>-14,29</i>	<i>-16,19</i>	<i>-50,00</i>	<i>276,82</i>	<i>-17,39</i>	<i>33,00</i>
	TOTAL 2014	18 153	43 684 680	3 108	29 589 516	21 261	73 274 196
	TOTAL 2013	18 509	44 268 006	3 093	29 494 126	21 602	73 762 132
	<i>% d'évolution</i>	<i>-1,92</i>	<i>-1,32</i>	<i>0,48</i>	<i>0,32</i>	<i>-1,58</i>	<i>-0,66</i>

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES RENTES D'AT-MP

Années	Rente de victime		Rente de survivant		Total		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2005	14 794	32 712 738	2 304	17 416 899	17 098	50 129 636	
2006	14 833	35 063 427	2 234	17 364 986	17 067	52 428 413	4,59
2007	16 158	46 768 822	2 657	20 958 079	18 815	67 726 901	29,18
2008	16 870	46 410 528	2 944	27 606 289	19 814	74 016 817	9,29
2009	17 471	48 403 870	2 935	28 733 170	20 406	77 137 040	4,22
2010	18 849	53 585 437	3 092	29 359 025	21 941	82 944 462	7,53
2011	18 660	48 174 700	2 894	27 484 224	21 554	75 658 924	-8,78
2012	17 520	43 026 675	2 846	27 367 513	20 366	70 394 187	-6,96
2013	18 509	44 268 006	3 093	29 494 126	21 602	73 762 132	4,78
2014	18 153	43 684 680	3 108	29 589 516	21 261	73 274 196	-0,66



- Le nombre de rentiers résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a augmenté de 24,3% au cours de ces 10 dernières années, soit une hausse annuelle moyenne de 2,45% (pour le montant global des rentes, respectivement : +46,2% sur la décennie et + 4,3% par an).
- Le nombre de titulaires d'une rente de victime présente une tendance moins accentuée à la hausse (+ 22,7%) que les titulaires d'une rente de survivant (+ 34,9%).
- Sur la période, les paiements de rentes de victimes ont augmenté, en moyenne, de 3,27% par an ; les rentes de survivants quant à elles se sont accrues de 6,1% par an.

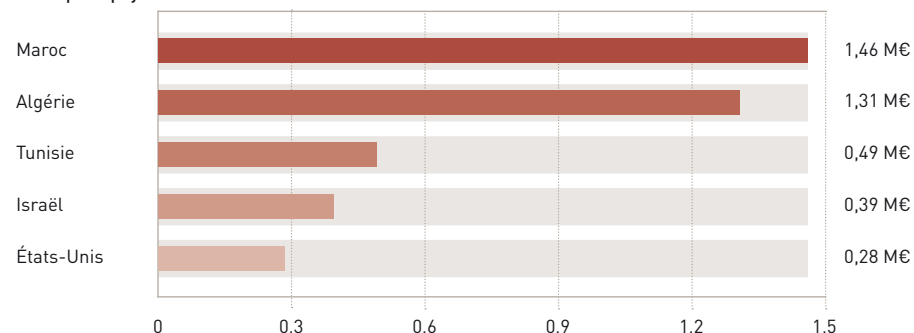


Pensions d'invalidité

La **pension d'invalidité** est un revenu de remplacement. Elle vise à compenser une perte de salaire résultant de la perte d'au moins deux tiers de la capacité de travail ou de gains, due à la maladie ou à un accident non professionnel.

On distingue les pensions d'invalidité (pension versée directement à l'assuré invalide n'ayant pas atteint l'âge légal de la retraite) et les pensions de survivants invalides (après le décès du bénéficiaire d'une pension d'invalidité ou de retraite, le conjoint survivant, sous réserve de condition d'âge et s'il est invalide lui-même, peut prétendre au bénéfice d'une pension).

Principaux pays



PAIEMENTS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ EN 2014

Pays	Pension d'invalidité		Pension de survivant invalide		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Algérie	39	195 884	316	1 114 965	355	1 310 850
Andorre	2	18 691	0	0	2	18 691
Argentine	1	4 713	0	0	1	4 713
Bénin	0	0	0	0	0	0
Bosnie-Herzégovine	2	5 339	1	8 692	3	14 031
Brésil	12	118 858	0	0	12	118 858
Cameroun	2	13 198	0	0	2	13 198
Canada	21	136 696	3	10 943	24	147 639
Cap-Vert	1	1 337	0	0	1	1 337
Chili	1	12 074	1	1 578	2	13 652
Congo	0	0	0	0	0	0
Corée	1	8 846	0	0	1	8 846
Côte d'Ivoire	5	39 642	0	0	5	39 642
Etats-Unis	25	240 478	3	39 673	28	280 151
Gabon	2	16 991	0	0	2	16 991
Guernesey	0	0	0	0	0	0
Inde	0	0	2	15 825	2	15 825
Israël	46	372 618	4	12 685	50	385 303
Japon	5	49 072	0	0	5	49 072
Jersey	0	0	0	0	0	0
Kosovo	1	4 666	0	0	1	4 666

CONVENTIONS BILATÉRALES

PAIEMENTS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ EN 2014 (SUITE ET FIN)

Pays	Pension d'invalidité		Pension de survivant invalide		Total		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	
CONVENTIONS BILATÉRALES	Macédoine	5	32 781	0	0	5	32 781
	Madagascar	19	156 839	2	16 132	21	172 971
	Mali	5	21 209	0	0	5	21 209
	Maroc	136	1 127 483	94	330 750	230	1 458 233
	Mauritanie	2	7 752	0	0	2	7 752
	Monaco	4	21 343	1	7 702	5	29 045
	Monténégro	0	0	0	0	0	0
	Niger	1	15 661	0	0	1	15 661
	Philippines	2	27 750	2	10 103	4	37 852
	Québec	5	30 497	0	0	5	30 497
	Saint-Marin	0	0	0	0	0	0
	Sénégal	14	118 060	4	21 567	18	139 627
	Serbie	12	57 511	2	9 507	14	67 018
	Togo	1	7 739	0	0	1	7 739
	Tunisie	63	433 313	16	54 796	79	488 109
	Turquie	34	218 852	4	12 250	38	231 102
	Uruguay	1	13 436	0	0	1	13 436
SOUS-TOTAL 2014	470	3 529 329	455	1 667 169	925	5 196 497	
SOUS-TOTAL 2013	477	3 209 033	502	1 986 710	979	5 195 743	
<i>% d'évolution</i>	<i>-1,47</i>	<i>9,98</i>	<i>-9,36</i>	<i>-16,08</i>	<i>-5,52</i>	<i>0,01</i>	
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	3	29 889	1	7 913	4	37 801
	Polynésie Française	6	53 048	0	0	6	53 048
	Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0	0	0	0	0
	SOUS-TOTAL 2014	9	82 937	1	7 913	10	90 849
	SOUS-TOTAL 2013	10	70 644	1	7 852	11	78 496
	<i>% d'évolution</i>	<i>-10,00</i>	<i>17,40</i>	<i>0,00</i>	<i>0,77</i>	<i>-9,09</i>	<i>15,74</i>
TOTAL 2014	479	3 612 265	456	1 675 081	935	5 287 347	
TOTAL 2013	487	3 279 677	503	1 994 562	990	5 274 239	
<i>% d'évolution</i>	<i>-1,64</i>	<i>10,14</i>	<i>-9,34</i>	<i>-16,02</i>	<i>-5,56</i>	<i>0,25</i>	

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ

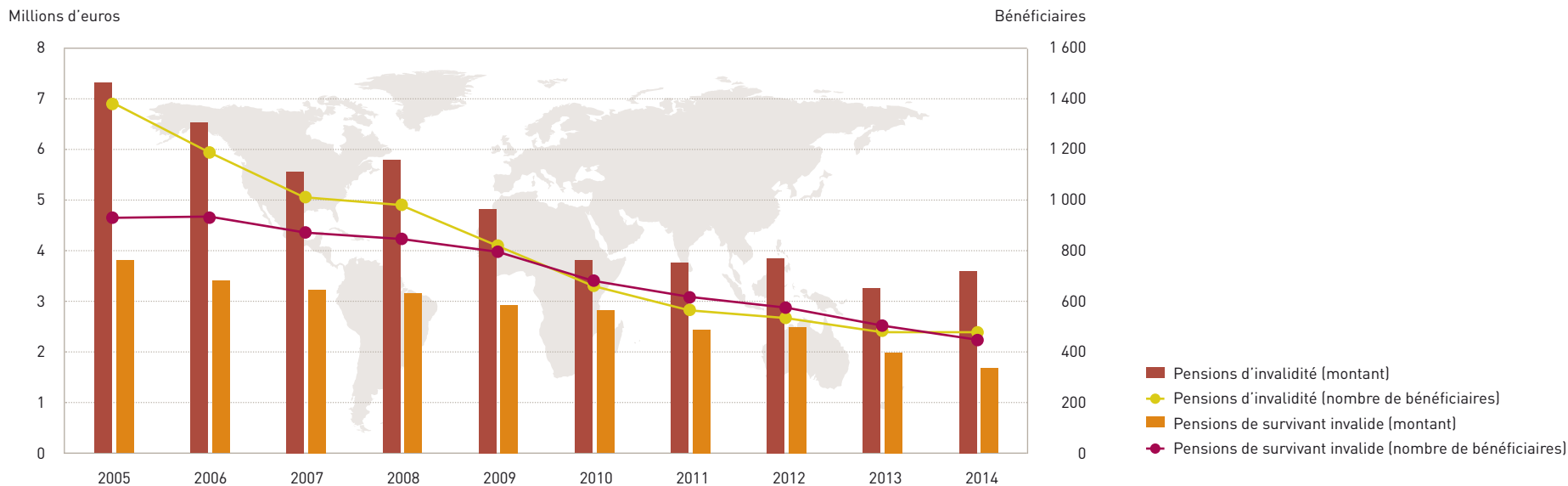
Années	Pension d'invalidité		Pension de survivant invalide		Total		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2005	1 385	7 337 128	937	3 825 412	2 322	11 162 539	
2006	1 200	6 543 256	933	3 413 378	2 133	9 956 634	-10,80
2007	1 017	5 597 869	882	3 276 063	1 899	8 873 931	-10,87
2008	984	5 838 420	851	3 189 526	1 835	9 027 946	1,74
2009	822	4 830 563	800	2 964 471	1 622	7 795 034	-13,66
2010	663	3 845 804	683	2 838 927	1 346	6 684 731	-14,24
2011	571	3 757 819	621	2 481 640	1 192	6 239 458	-6,66
2012	539	3 868 192	573	2 522 723	1 112	6 390 915	2,43
2013	487	3 279 677	503	1 994 562	990	5 274 239	-17,47
2014	479	3 612 265	456	1 675 081	935	5 287 347	0,25



• Le nombre de pensionnés résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a diminué de 59,7% au cours de ces 10 dernières années, soit une baisse annuelle moyenne de 9,61% (pour le montant global des pensions, respectivement : - 52,63% sur la décennie et - 7,97% par an).

• Les titulaires d'une pension d'invalidité ont tendance à plus fortement diminuer (- 65,4%) que les titulaires d'une pension de survivant invalide (- 51,3%).

• Sur la période, les paiements de pensions d'invalidité ont diminué, en moyenne, de 7,57% par an ; les pensions de survivant invalide ont quant à elles baissé de 8,77% par an.



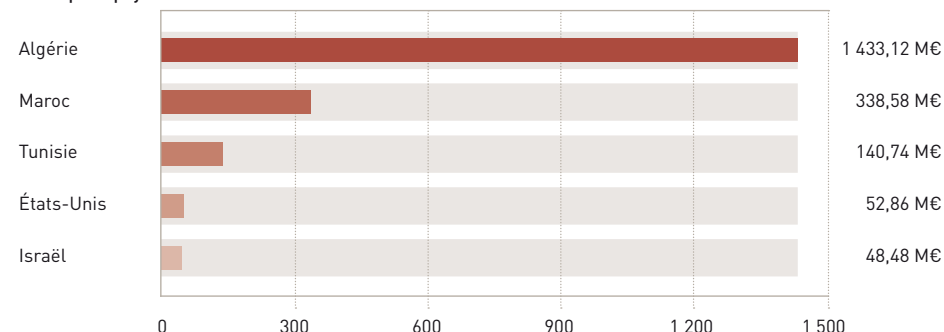
Pensions de vieillesse

La **pension de vieillesse** est un revenu perçu par la personne ayant liquidé sa retraite. Son montant dépend de la durée d'assurance, du salaire annuel de base, du taux qui varie en fonction de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes ou en fonction de l'âge de l'assuré.

On distingue la pension de vieillesse (droit propre) versée au retraité et la pension de réversion (droit dérivé) qui est versée, sous certaines conditions, au conjoint et/ou ex-conjoint(s) survivant(s) et qui correspond à une partie de la retraite dont bénéficiait ou aurait pu bénéficier l'assuré décédé.

PAIEMENTS DES PENSIONS DE VIEILLESSE EN 2014

Principaux pays



Pays	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Algérie	249 106	790 623 400	229 871	642 498 154	478 977	1 433 121 555
Andorre	800	3 069 343	137	206 716	937	3 276 059
Argentine	129	488 957	86	168 385	215	657 342
Bénin	278	1 087 369	16	54 350	294	1 141 719
Bosnie-Herzégovine	1 187	2 265 882	407	642 922	1 594	2 908 804
Brésil	162	453 200	56	196 279	218	649 479
Cameroun	745	2 868 262	61	152 655	806	3 020 917
Canada	8 535	27 355 024	1 660	3 214 387	10 195	30 569 411
Cap-Vert	208	712 029	116	370 275	324	1 082 305
Chili	657	3 385 334	114	405 082	771	3 790 415
Congo	97	413 759	5	15 909	102	429 668
Corée	121	286 244	4	18 229	125	304 473
Côte d'Ivoire	753	3 680 209	40	89 954	793	3 770 163
États-Unis	15 648	49 911 732	1 235	2 952 145	16 883	52 863 877
Gabon	206	1 373 908	20	66 384	226	1 440 293
Guernesey	17	39 811	2	758	19	40 569
Inde	313	1 407 582	82	249 234	395	1 656 816
Israël	8 250	46 160 489	810	2 317 074	9 060	48 477 563
Japon	1 873	4 411 364	70	164 365	1 943	4 575 729
Jersey	90	198 067	16	17 907	106	215 975
Kosovo	0	0	0	0	0	0

RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS • Accords internationaux

PAIEMENTS DES PENSIONS DE VIEILLESSE EN 2014 (SUITE ET FIN)

Pays	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Total		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	
CONVENTIONS BILATÉRALES	Macédoine	892	1 563 911	297	423 397	1 189	1 987 309
	Madagascar	1 508	9 642 871	153	494 195	1 661	10 137 066
	Mali	5 505	10 435 450	1 337	4 303 337	6 842	14 738 787
	Maroc	53 575	209 658 219	47 546	128 925 238	101 121	338 583 457
	Mauritanie	1 576	4 295 463	1 486	3 145 785	3 062	7 441 248
	Monaco	2 168	12 280 529	294	1 256 898	2 462	13 537 427
	Monténégro	233	509 037	62	125 828	295	634 866
	Niger	34	140 926	2	3 392	36	144 318
	Philippines	222	1 314 112	22	58 205	244	1 372 317
	Québec	11 670	21 343 263	835	1 159 386	12 505	22 502 649
	Saint-Marin	290	791 464	95	173 677	385	965 141
	Sénégal	5 507	20 216 777	3 939	11 562 769	9 446	31 779 545
	Serbie	10 597	29 548 863	2 738	4 926 905	13 335	34 475 768
	Togo	279	994 455	16	37 022	295	1 031 477
	Tunisie	26 462	94 899 720	16 500	45 841 588	42 962	140 741 308
	Turquie	13 657	29 721 360	5 647	12 065 560	19 304	41 786 920
	Uruguay	27	91 368	8	17 552	35	108 921
SOUS-TOTAL 2014	423 377	1 387 639 755	315 785	868 321 900	739 162	2 255 961 655	
SOUS-TOTAL 2013	426 947	1 400 739 973	308 246	835 880 538	735 193	2 236 620 510	
<i>% d'évolution</i>	<i>-0,84</i>	<i>-0,94</i>	<i>2,45</i>	<i>3,88</i>	<i>0,54</i>	<i>0,86</i>	
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	4 260	17 357 863	295	948 660	4 555	18 306 523
	Polynésie Française	1 984	9 548 406	120	346 174	2 104	9 894 580
	Saint-Pierre-et-Miquelon	86	884 647	8	64 118	94	948 765
	SOUS-TOTAL 2014	6 330	27 790 915	423	1 358 952	6 753	29 149 868
	SOUS-TOTAL 2013	6 246	27 580 603	415	1 352 394	6 661	28 932 998
	<i>% d'évolution</i>	<i>1,34</i>	<i>0,76</i>	<i>1,93</i>	<i>0,48</i>	<i>1,38</i>	<i>0,75</i>
TOTAL 2014	429 707	1 415 430 670	316 208	869 680 852	745 915	2 285 111 522	
TOTAL 2013	433 193	1 428 320 576	308 661	837 232 932	741 854	2 265 553 508	
<i>% d'évolution</i>	<i>-0,80</i>	<i>-0,90</i>	<i>2,45</i>	<i>3,88</i>	<i>0,55</i>	<i>0,86</i>	

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PENSIONS DE VIEILLESSE

Années	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Total		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2005	400 859	1 325 242 408	219 720	48 763 673	620 579	1 374 006 081	
2006	413 261	1 453 034 536	236 028	321 875 594	649 289	1 774 910 130	29,18
2007	418 618	1 356 254 991	244 455	623 061 044	663 073	1 979 316 035	11,52
2008	427 167	1 393 358 628	256 458	661 159 927	683 625	2 054 518 555	3,80
2009	430 300	1 370 771 565	268 791	669 802 297	699 091	2 040 573 861	-0,68
2010	437 110	1 403 972 046	281 229	724 613 248	718 339	2 128 585 294	4,31
2011	436 620	1 409 693 701	288 862	756 297 148	725 482	2 165 990 849	1,76
2012	438 028	1 431 605 926	303 344	816 361 355	741 372	2 247 967 281	3,78
2013	433 193	1 428 320 576	308 661	837 232 932	741 854	2 265 553 508	0,78
2014	429 707	1 415 430 670	316 208	869 680 852	745 915	2 285 111 522	0,86

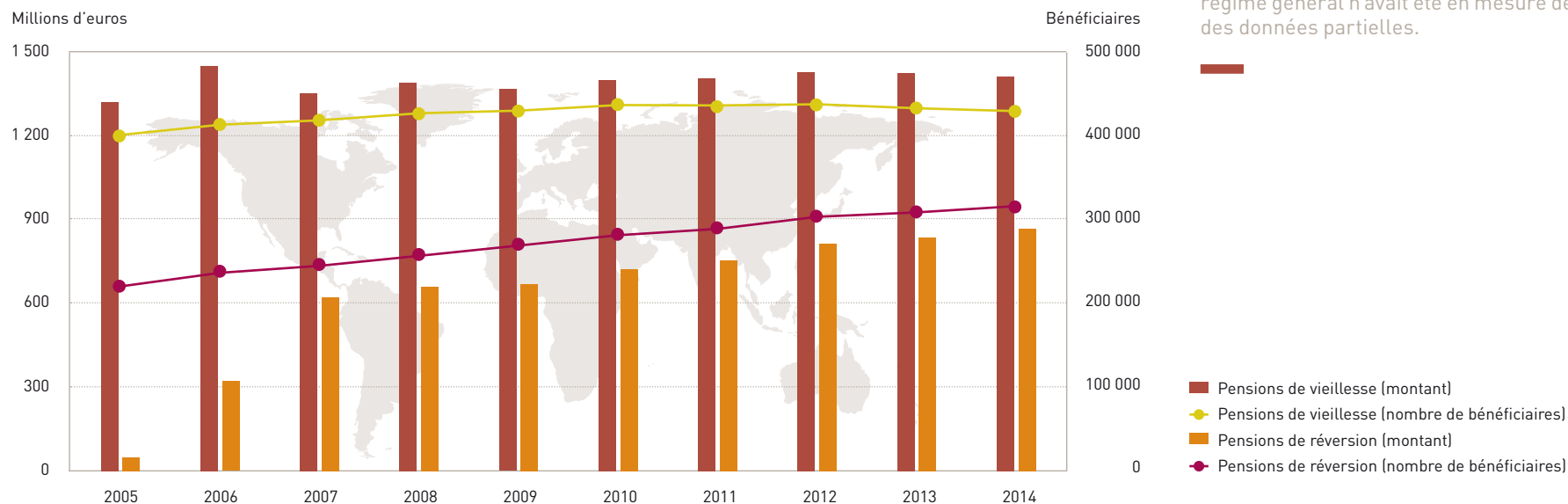


- Le nombre de pensionnés résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a augmenté de 20,2% au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 2,1% (pour le montant global des pensions, respectivement : +66,3% sur la décennie et +5,8% par an).

- Les titulaires d'une pension de réversion ont une tendance plus à la hausse (+43,9%) que les titulaires d'une pension de vieillesse (+7,2%).

- Sur la période, les paiements de pensions de vieillesse ont augmenté, en moyenne, de 0,7% par an ; les pensions de réversion quant à elles se sont accrues de 37,7% par an.

Ce dernier pourcentage est à relativiser car en 2005 le régime général n'avait été en mesure de nous fournir que des données partielles.

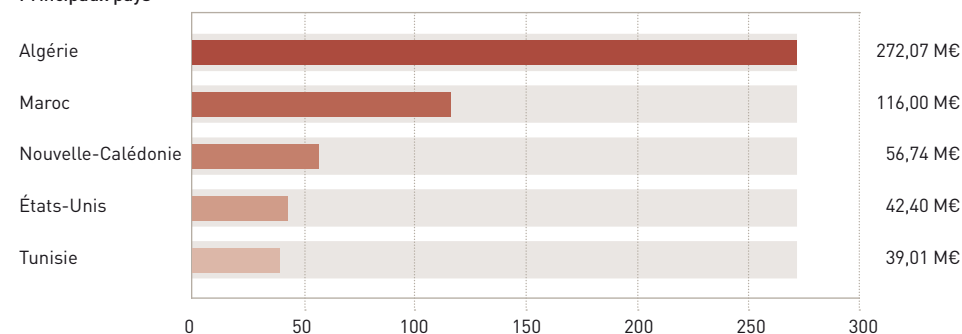


Allocations de retraite complémentaire

L'**allocation de retraite complémentaire** complète les prestations versées par le régime de base. Elle est calculée sur la base d'un système par points acquis durant toute la carrière professionnelle jusqu'au départ à la retraite. Pour en bénéficier, il faut être salarié du secteur privé, retraité et avoir cotisé aux régimes de retraites AGIRC (cadres) et ARRCO (non cadres).

On distingue l'allocation de retraite (droit propre du salarié) et l'allocation de réversion (lorsque le salarié ou retraité décède, une fraction de sa retraite complémentaire est attribuée sous certaines conditions à ses ayants droit).

Principaux pays



PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE EN 2014

Pays	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Algérie	193 290	158 475 455	151 381	113 596 938	344 671	272 072 393
Andorre	511	2 397 323	118	468 810	629	2 866 133
Argentine	504	2 794 005	223	732 539	727	3 526 544
Bénin	237	639 074	51	111 695	288	750 769
Bosnie-Herzégovine	619	678 121	136	117 025	755	795 146
Brésil	-	-	-	-	-	-
Cameroun	620	2 826 631	99	316 012	719	3 142 643
Canada	8 792	14 694 717	1 909	2 989 598	10 701	17 684 315
Cap-Vert	102	262 890	53	88 141	155	351 031
Chili	427	1 858 319	88	355 420	515	2 213 739
Congo	96	320 219	14	33 705	110	353 924
Corée	32	168 911	2	3 495	34	172 406
Côte d'Ivoire	772	4 150 477	122	409 978	894	4 560 455
États-Unis	9 019	36 851 360	1 781	5 546 694	10 800	42 398 054
Gabon	222	1 956 590	43	314 793	265	2 271 383
Guernesey	1	75	0	0	1	75
Inde	265	806 830	31	82 404	296	889 234
Israël	7 004	28 157 756	1 632	3 860 148	8 636	32 017 904
Japon	2 292	8 968 712	163	566 641	2 455	9 535 353
Jersey	0	0	0	0	0	0
Kosovo	-	-	-	-	-	-
Macédoine	404	429 812	72	73 181	476	502 993

CONVENTIONS BILATÉRALES

(1)

(1)

PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE EN 2014 (SUITE ET FIN)

Pays	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	
CONVENTIONS BILATÉRALES	Madagascar	1 408	8 184 281	215	855 409	1 623	9 039 690
	Mali	3 556	3 127 718	658	683 952	4 214	3 811 670
	Maroc	35 357	82 946 613	29 829	33 057 732	65 186	116 004 345
	Mauritanie	1 000	1 020 437	427	355 516	1 427	1 375 953
	Monaco	5 994	29 946 522	1 501	4 572 905	7 495	34 519 427
	Monténégro	178	258 816	39	46 233	217	305 049
	Niger	38	171 981	5	7 676	43	179 657
	Philippines	260	1 715 634	33	64 817	293	1 780 451
	Québec	4 735	4 086 706	951	755 859	5 686	4 842 565
	Saint-Marin	116	145 946	44	43 648	160	189 594
	Sénégal	4 229	9 141 276	2 466	2 914 183	6 695	12 055 459
	Serbie	7 977	8 759 032	2 472	2 198 860	10 449	10 957 892
	Togo	250	750 514	31	57 511	281	808 025
	Tunisie	20 763	28 874 257	11 243	10 137 659	32 006	39 011 916
	Turquie	8 784	9 601 610	3 208	2 645 165	11 992	12 246 775
	Uruguay	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL 2014	319 854	455 168 620	211 040	188 064 342	530 894	643 232 962	
SOUS-TOTAL 2013	321 934	431 429 651	206 440	176 855 618	528 374	608 285 269	
<i>% d'évolution</i>	<i>-0,65</i>	<i>5,50</i>	<i>2,23</i>	<i>6,34</i>	<i>0,48</i>	<i>5,75</i>	
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	15 179	50 246 693	3 239	6 491 131	18 418	56 737 824
	Polynésie Française	3 641	14 636 396	668	1 991 521	4 309	16 627 917
	Saint-Pierre-et-Miquelon	-	-	-	-	-	-
	SOUS-TOTAL 2014	18 820	64 883 089	3 907	8 482 652	22 727	73 365 741
	SOUS-TOTAL 2013	16 366	48 575 965	3 459	6 114 080	19 825	54 690 045
<i>% d'évolution</i>	<i>14,99</i>	<i>33,57</i>	<i>12,95</i>	<i>38,74</i>	<i>14,64</i>	<i>34,15</i>	
TOTAL 2014	338 674	520 051 709	214 947	196 546 994	553 621	716 598 703	
TOTAL 2013	338 300	480 005 616	209 899	182 969 698	548 199	662 975 314	
<i>% d'évolution</i>	<i>0,11</i>	<i>8,34</i>	<i>2,40</i>	<i>7,42</i>	<i>0,99</i>	<i>8,09</i>	

Nota bene : Entre 2010 et 2014, les groupes de protection sociale du GIE Agirc-Arrco ont progressivement procédé à la migration de leurs systèmes d'information. S'appuyant sur une même source à compter de 2014, leurs données sont donc de meilleure qualité.

(1) : Pour ces 3 pays, les données seront disponibles à partir de 2015. (2) : Données non disponibles en 2014.

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE (RÉGIME DE L'AGIRC)

Années	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2005	7 778	66 716 578	2 159	11 640 289	9 937	78 356 866	
2006	8 489	73 211 980	2 283	12 605 771	10 772	85 817 751	9,52
2007	9 580	84 918 294	2 424	14 144 829	12 004	99 063 123	15,43
2008	10 223	91 536 654	2 431	14 367 175	12 654	105 903 829	6,91
2009	11 162	101 286 238	2 521	15 239 768	13 683	116 526 006	10,03
2010	12 061	109 622 087	2 601	16 091 265	14 662	125 713 353	7,88
2011	13 101	115 091 043	2 702	15 645 634	15 803	130 736 677	4,00
2012	13 275	111 514 281	2 621	14 944 456	15 896	126 458 737	-3,27
2013	14 098	118 544 687	2 683	15 314 819	16 781	133 859 506	5,85
2014	16 030	135 354 414	3 006	17 044 770	19 036	152 399 184	13,85



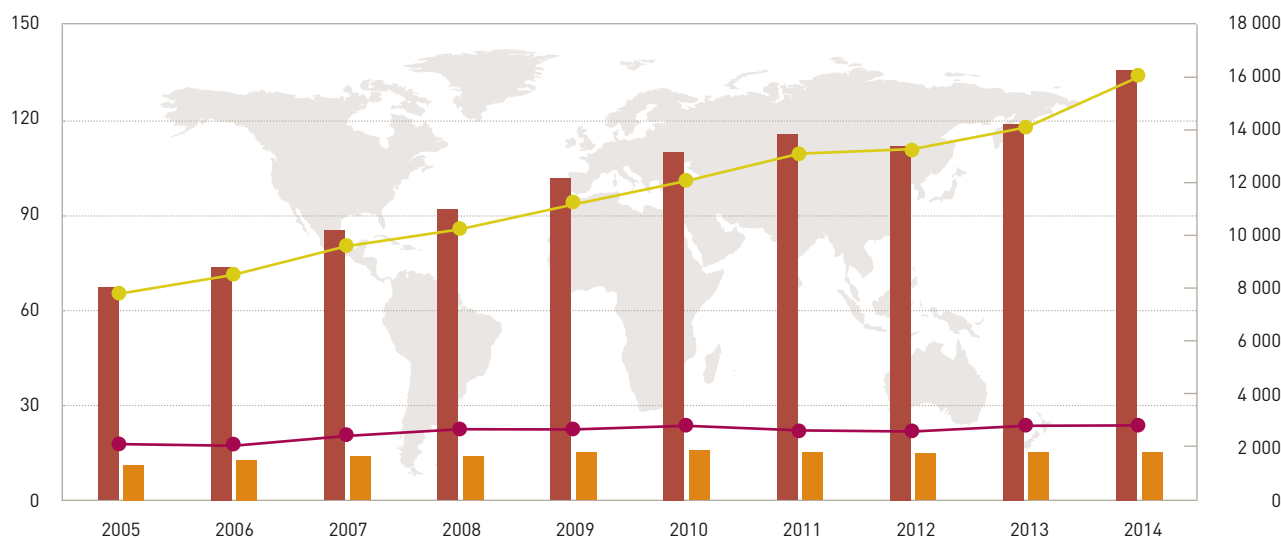
• Le nombre d'allocataires AGIRC résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a augmenté de 91,6% au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de près de 7,5% (pour le montant global des allocations, respectivement : + 94,5% sur la décennie et + 7,7% par an).

• Les bénéficiaires d'une allocation de retraite AGIRC présentent une tendance à la hausse nettement plus accentuée (+ 106,1%) que les bénéficiaires d'une allocation de réversion (+ 39,2%).

• Sur la période, les paiements des allocations de retraite AGIRC ont augmenté, en moyenne, de 8,2% par an tandis que les allocations de réversion ont augmenté de près de 4,3% par an.

Millions d'euros

Bénéficiaires



■ Allocation de retraite (montant)
 ● Allocation de retraite (nombre de bénéficiaires)
 ■ Allocation de réversion (montant)
 ● Allocation de réversion (nombre de bénéficiaires)



ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE (RÉGIME DE L'ARRCO)

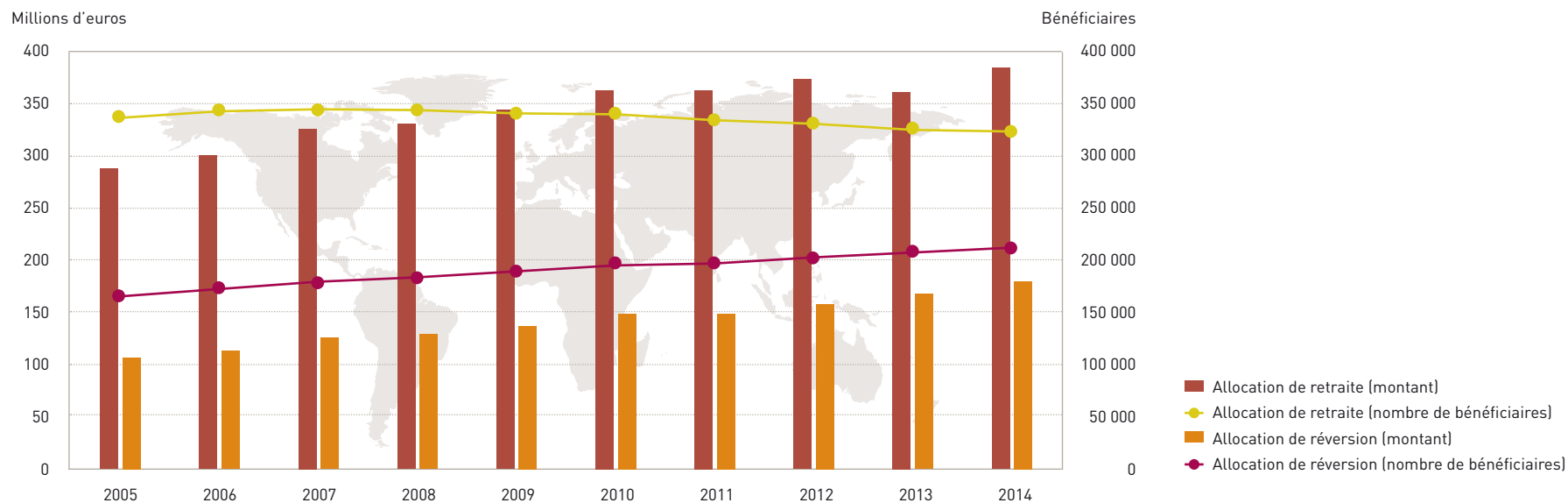
Années	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2005	335 830	288 326 472	164 924	106 692 781	500 754	395 019 253	
2006	342 211	301 644 582	172 016	114 322 384	514 227	415 966 966	5,30
2007	344 202	325 772 941	179 097	124 214 756	523 299	449 987 697	8,18
2008	343 424	331 308 669	183 316	129 369 272	526 740	460 677 941	2,38
2009	340 246	343 647 325	189 073	137 259 138	529 319	480 906 463	4,39
2010	339 372	363 087 824	194 813	146 563 076	534 185	509 650 901	5,98
2011	333 607	363 812 335	196 679	148 937 219	530 286	512 749 554	0,61
2012	330 163	373 107 108	202 545	160 533 358	532 708	533 640 466	4,07
2013	324 202	361 460 929	207 216	167 654 879	531 418	529 115 808	-0,85
2014	322 644	384 697 295	211 941	179 502 224	534 585	564 199 519	6,63



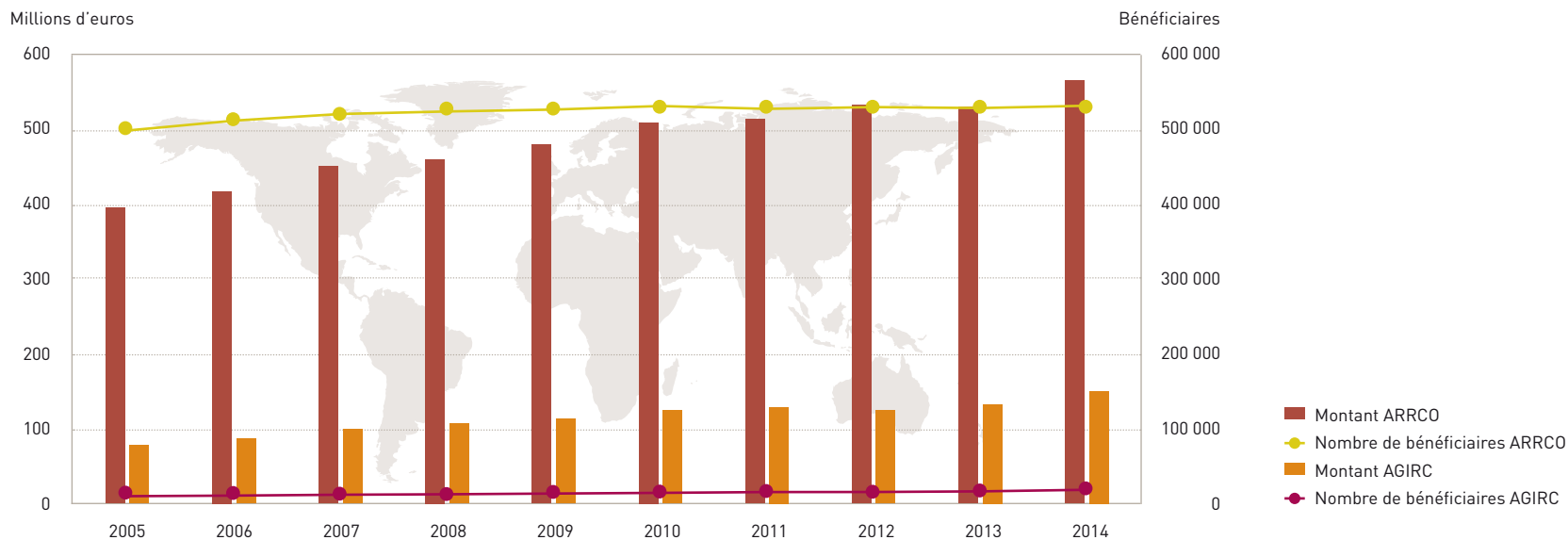
• Le nombre d'allocataires ARRCO résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a augmenté de 6,8% au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 0,7% (pour le montant global des allocations, respectivement : +42,8% sur la décennie et +4% par an).

• Les bénéficiaires d'une allocation de retraite ARRCO présentent une légère tendance à la baisse (-3,9%) contrairement aux bénéficiaires d'une allocation de réversion (+28,5%).

• Sur la période, les paiements des allocations de retraite ARRCO ont augmenté, en moyenne, de 3,3% par an et les allocations de réversion se sont accrues de 6% par an.



RETRAITE COMPLÉMENTAIRE AGIRC ET ARRCO ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



- Sur ces 10 dernières années, les montants versés par le régime de l'ARRCO représentent en moyenne 80,9% des montants totaux en matière de retraite complémentaire.
- Au cours de cette même période, le nombre des bénéficiaires du régime de l'ARRCO représente en moyenne 97,4% de l'ensemble des bénéficiaires.

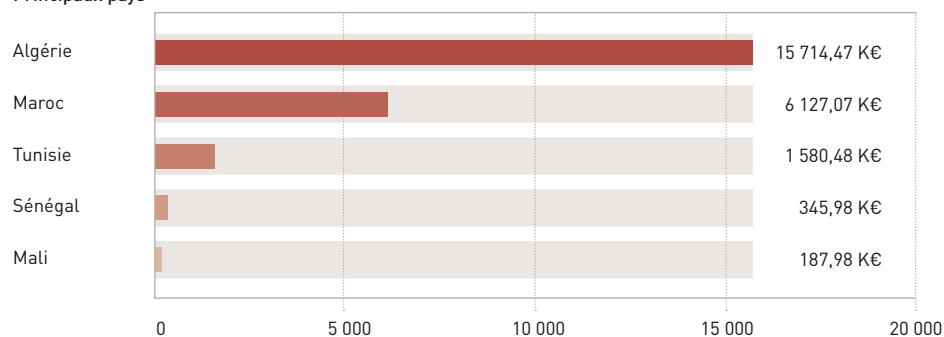


Allocations de veuvage

L'allocation de veuvage est une indemnité temporaire (2 ans maximum), versée au conjoint survivant d'un assuré décédé, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension de réversion et sous réserve de ressources inférieures à un plafond. Cependant, la demande d'allocation de veuvage n'est recevable que dans un délai de 2 ans à compter du 1^{er} jour du mois de décès.

PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE VEUVAGE EN 2014

Principaux pays



Pays	Allocation de veuvage	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Algérie	1 615	15 714 474
Andorre	0	0
Argentine	0	0
Bénin	1	1 189
Bosnie-Herzégovine	1	6 021
Brésil	0	0
Cameroun	1	15 007
Canada	2	5 785
Cap-Vert	0	1 783
Chili	0	0
Congo	0	4 906
Corée	0	0
Côte d'Ivoire	0	14 412
États-Unis	1	0
Gabon	0	0
Guernesey	0	0
Inde	0	0
Israël	0	0
Japon	0	0
Jersey	0	0
Kosovo	0	0
Macédoine	0	0
Madagascar	1	11 440
Mali	33	187 982
Maroc	505	6 127 066
Mauritanie	4	95 121
Monaco	0	0
Monténégro	0	0
Niger	0	0
Philippines	0	3 613
Québec	0	0
Saint-Marin	0	0
Sénégal	27	345 983
Serbie	6	47 448
Togo	0	0
Tunisie	176	1 580 479
Turquie	18	176 192
Uruguay	0	0
SOUS-TOTAL 2014	2 391	24 338 901
SOUS-TOTAL 2013	2 161	20 502 539
<i>% d'évolution</i>	<i>10,64</i>	<i>18,71</i>

CONVENTIONS BILATERALES

PAIEMENTS DES PENSIONS DE VEUVAGE EN 2014 (SUITE ET FIN)

	Pays	Allocation de veuvage	
		Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	0	0
	Polynésie Française	0	0
	Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0
	SOUS-TOTAL 2014	0	0
	SOUS-TOTAL 2013	0	0
	% d'évolution	-	-
TOTAL 2014		2 391	24 338 901
TOTAL 2013		2 161	20 502 539
		% d'évolution	10,64
			18,71

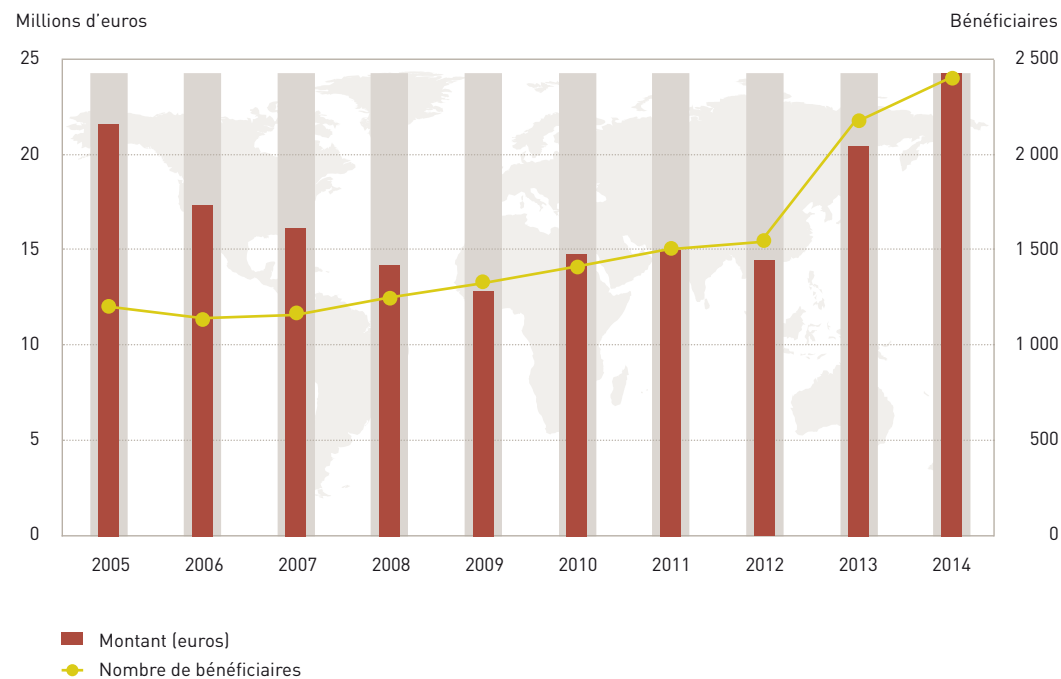
ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES ALLOCATIONS DE VEUVAGE

Années	Allocation de veuvage		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2005	1 195	21 680 747	
2006	1 135	17 397 080	-19,76
2007	1 152	16 196 645	-6,90
2008	1 243	14 263 458	-11,94
2009	1 318	12 904 892	-9,52
2010	1 405	14 828 063	14,90
2011	1 497	15 064 698	1,60
2012	1 536	14 496 199	-3,77
2013	2 161	20 502 539	41,43
2014	2 391	24 338 901	18,71



• Le nombre d'allocataires résidant dans l'un pays ayant signé un accord international avec la France a doublé au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 8%.

• Le montant global a également augmenté, dans une moindre mesure, sur la même période : + 12,3%, soit 1,3% d'augmentation annuelle moyenne.



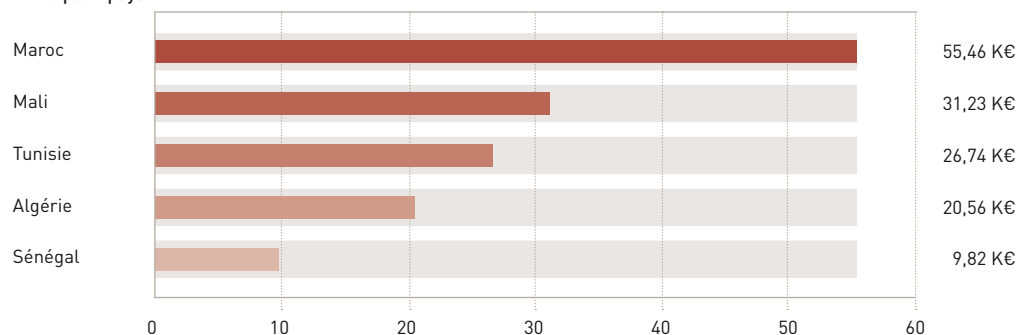
Capitaux décès

Les **capitaux décès** sont des prestations en espèces d'assurance décès versées sous forme d'indemnité, par ordre de priorité aux personnes qui étaient, au jour du décès, à la charge effective totale et permanente de l'assuré.

Le capital décès n'est pas attribué de façon automatique ; il l'est seulement si le ou les bénéficiaires éventuels en font la demande. Les bénéficiaires prioritaires disposent d'1 mois à compter de la date du décès pour faire valoir leur droit de priorité. Passé ce délai, ce droit est perdu et la demande peut se faire dans un délai de 2 ans à compter de la date du décès, au même titre que les bénéficiaires non prioritaires.

PAIEMENTS DES CAPITAUX DÉCÈS EN 2014

Principaux pays



Pays	Capital décès	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Algérie	4	20 565
Andorre	0	0
Argentine	0	0
Bénin	0	0
Bosnie-Herzégovine	0	0
Brésil	2	8 837
Cameroun	0	0
Canada	1	8 066
Cap-Vert	1	5 883
Chili	0	0
Congo	1	2 554
Corée	0	0
Côte d'Ivoire	1	4 882
États-Unis	1	7 688
Gabon	0	0
Guernesey	0	0
Inde	0	0
Israël	1	2 603
Japon	0	0
Jersey	0	0
Kosovo	0	0
Macédoine	0	0
Madagascar	0	0
Mali	7	31 234
Maroc	14	55 458
Mauritanie	2	8 912
Monaco	0	0
Monténégro	0	0
Niger	0	0
Philippines	0	0
Québec	0	0
Saint-Marin	0	0
Sénégal	2	9 822
Serbie	0	0
Togo	0	0
Tunisie	7	26 742
Turquie	0	0
Uruguay	0	0
SOUS-TOTAL 2014	44	193 245
SOUS-TOTAL 2013	36	146 400
<i>% d'évolution</i>	<i>22,22</i>	<i>32,00</i>

CONVENTIONS BILATÉRALES

PAIEMENTS DES CAPITAUX DÉCÈS EN 2014 (SUITE ET FIN)

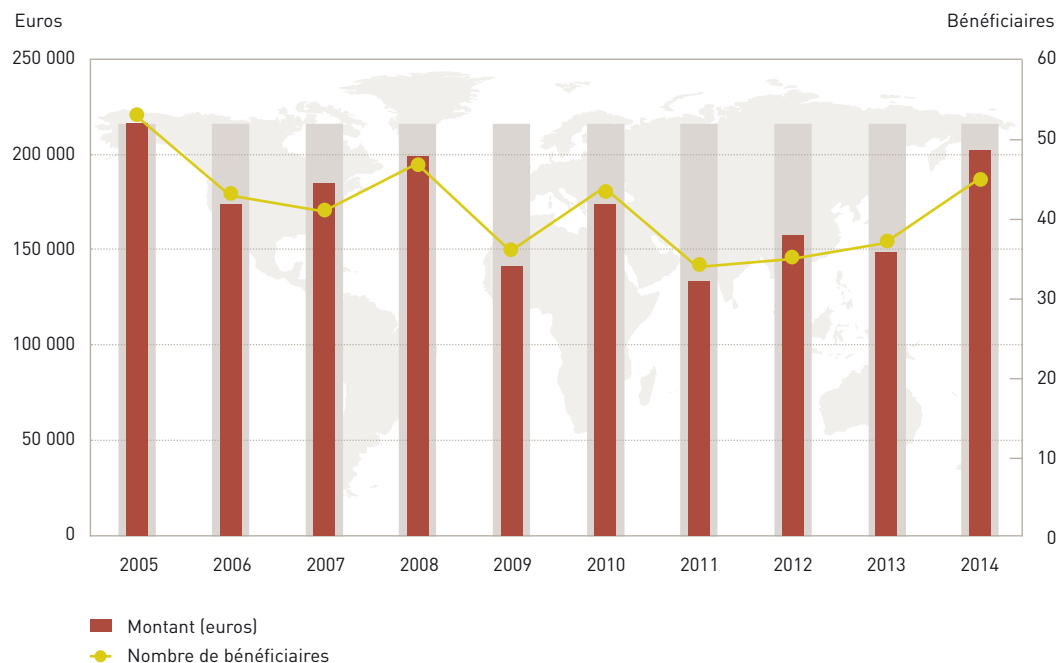
	Pays	Capital décès	
		Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	0	0
	Polynésie Française	1	8 275
	Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0
	SOUS-TOTAL 2014	1	8 275
	SOUS-TOTAL 2013	1	1 606
	<i>% d'évolution</i>	<i>0,00</i>	<i>415,27</i>
TOTAL 2014		45	201 520
TOTAL 2013		37	148 006
	<i>% d'évolution</i>	<i>21,62</i>	<i>36,16</i>

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES CAPITAUX DÉCÈS

Années	Capital décès		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2005	53	215 358	
2006	43	173 160	-19,59
2007	41	184 325	6,45
2008	47	198 412	7,64
2009	36	141 016	-28,93
2010	44	173 024	22,70
2011	34	132 877	-23,20
2012	35	157 151	18,27
2013	37	148 006	-5,82
2014	45	201 520	36,16



- Le nombre d'allocataires résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a diminué de 15,1% au cours de ces 10 dernières années, soit une diminution annuelle moyenne de plus de 1,8%.
- Le montant global a diminué de 6,4% sur la même période, soit une évolution annuelle moyenne de - 0,74%.



Pensions, rentes et allocations

Les tableaux ci-dessous recensent les versements de prestations à des bénéficiaires dont le pays de résidence :

- ne relève pas des règlements européens ;
- n'est pas lié avec la France par un accord de sécurité sociale.

Un détail pour tous les pays de cette zone «hors conventions» est dorénavant demandé aux différents régimes de sécurité sociale français.

Ces derniers n'étant pas tous en mesure de nous fournir ces informations, les données recueillies pour l'exercice sont partielles et ne figurent donc pas dans le présent chapitre.

Toutefois, sur simple demande adressée à defs@cleiss.fr, les données des pays «hors conventions» vous seront communiquées.

PAIEMENTS DES PENSIONS, RENTES ET ALLOCATIONS

Type de prestation	Droits propres		Droits dérivés		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Rente d'accident du travail	342	876 580	19	241 879	361	1 118 459
Pension d'invalidité	106	923 666	6	60 749	112	984 415
Pension de vieillesse	16 644	88 917 070	2 359	8 054 130	19 003	96 971 200
Allocation de retraite complémentaire ^{NB}	13 114	72 207 606	2 589	9 074 378	15 703	81 281 984
Allocation de veuvage	4	1 806			4	1 806
Capital décès	1	3 733			1	3 733
TOTAL 2014	30 211	162 930 461	4 973	17 431 136	35 184	180 361 597
TOTAL 2013	28 899	149 453 578	4 853	16 252 203	33 752	165 705 781
<i>% d'évolution</i>	<i>4,54</i>	<i>9,02</i>	<i>2,47</i>	<i>7,25</i>	<i>4,24</i>	<i>8,84</i>

NB : Entre 2010 et 2014, les groupes de protection sociale du GIE Agirc-Arrco ont progressivement procédé à la migration de leurs systèmes d'information. S'appuyant sur une même source à compter de 2014, leurs données sont donc de meilleure qualité.

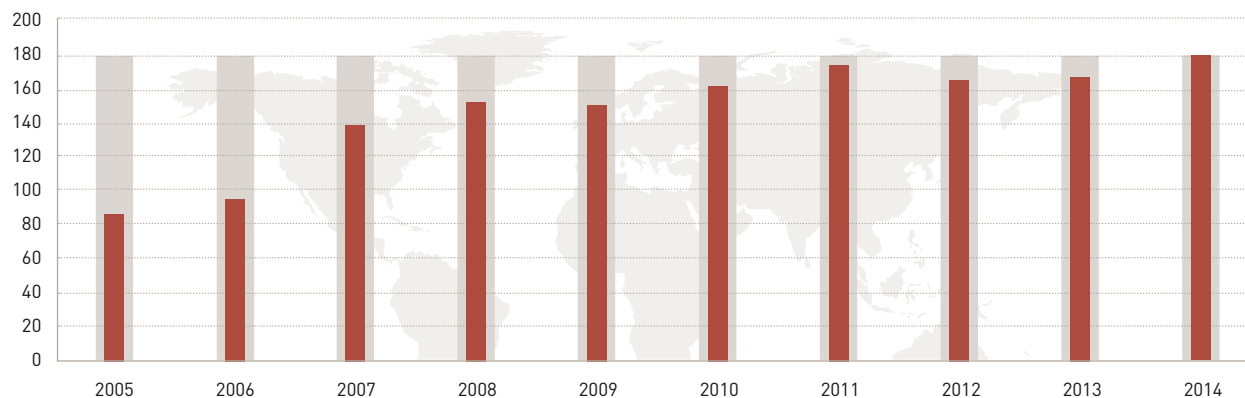
(1) : y compris Brésil, Uruguay et Kosovo dont les conventions de sécurité sociale avec la France sont entrées en vigueur dans le courant des années 2013 et 2014.

RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS • Pays hors conventions

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PENSIONS, RENTES ET ALLOCATIONS

Années	Rente d'accident du travail	Pension d'invalidité	Pension de vieillesse	Allocation de retraite complémentaire	Allocation de veuvage	Capital décès	Total général (euros)	% évolution
2005	700 135	505 542	26 057 328	57 842 242	3 321	0	85 108 569	
2006	666 195	652 546	35 422 799	57 397 371	13 458	0	94 152 369	10,63
2007	1 005 531	640 557	53 559 494	82 995 571	22 532	0	138 223 685	46,81
2008	1 016 741	1 019 786	58 045 789	91 625 300	22 816	0	151 730 433	9,77
2009	1 133 917	1 011 561	62 246 801	85 630 493	11 650	14 991	150 049 413	-1,11
2010	957 347	783 804	66 533 576	92 934 041	0	15 551	161 224 321	7,45
2011	1 155 507	1 010 707	71 550 242	98 914 064	20 158	15 688	172 666 366	7,10
2012	1 015 136	821 407	86 820 837	75 062 183	18 150	0	163 737 713	-5,17
2013	1 068 646	912 786	93 096 803	70 599 525	4 817	23 204	165 705 781	1,20
2014	1 118 459	984 415	96 971 200	81 281 984	1 806	3 733	180 361 597	8,84

Millions d'euros



• Le montant des paiements de pensions, rentes et allocations à destination des pays non signataires d'un accord de sécurité sociale avec la France a plus que doublé (+111,9%) au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 8,7%.

• Les pensions de vieillesse et allocations de retraites complémentaires représentent à elles seules, sur toute la décennie, près de 99% du montant total versé.







ASSURANCE CHÔMAGE

- Règlements européens

> Prestations de chômage versées au regard des règlements européens 120



Prestations brutes de chômage versées en 2014

FRONTALIERS DES PAYS UE-EEE-SUISSE

Il s'agit de personnes qui, au cours de leur dernier emploi, travaillaient dans l'un des pays cités ci-dessous et résidaient en France et qui sont indemnisées par Pôle emploi conformément à l'article 65 du règlement 883/04.

États compétents	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant total des prestations versées en euros
Allemagne	7 036	1 462 456	74 476 654
Autriche	5	855	68 238
Belgique	7 550	1 364 839	60 374 302
Espagne	589	112 675	4 756 168
Luxembourg	11 446	2 007 724	103 500 328
Norvège	1	48	1 075
Suisse	30 729	5 808 823	486 242 654
TOTAL 2014	57 356	10 757 420	729 419 419
TOTAL 2013	57 228	10 378 487	683 811 413
<i>% d'évolution</i>	<i>0,22</i>	<i>3,65</i>	<i>6,67</i>

Source: Unédic

LÉGISLATION APPLICABLE

- Avant-propos 122
- Détachements « sortants »
 - SYNTHÈSE 126
 - RÈGLEMENTS EUROPÉENS
 - > Détachement et pluriactivité 128
 - > Le détachement exceptionnel 131
 - ACCORDS INTERNATIONAUX
 - > Les détachements 132
 - > Le détachement exceptionnel 135
 - PAYS HORS CONVENTIONS
 - > Les détachements de droit commun 136
- Détachements « entrants »
 - RÈGLEMENTS EUROPÉENS 140
- Détachements « entrants et sortants »
 - RÈGLEMENTS EUROPÉENS 143



En application des dispositions prévues à l'article R.767-2 du Code de la Sécurité Sociale, le Cleiss procède depuis 2004, en matière de détermination de législation applicable, à une collecte annuelle des dénombrements de formulaires de détachements émis par les organismes de protection sociale français (Détachements "**sortants**" de la France vers l'étranger).

Pour la première fois en 2014, le Cleiss diffuse dans ce document les dénombrements de formulaires de détachements émis par les organismes de protection sociale européens pour des détachements en France (Détachements "**entrants**" des pays de l'UE-EEE-Suisse vers la France). Ces données sont collectées chaque année par la CACSSS (Commission Administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale) à Bruxelles. Les dernières données disponibles sont celles de l'année 2013.

En matière de sécurité sociale, les personnes ne doivent être soumises qu'à la législation d'un seul État.

Le principe de territorialité veut que la personne qui exerce une activité dans un État relève obligatoirement du régime local de sécurité sociale. Cependant, il existe des situations qui peuvent déroger à ce principe et qui nécessitent, pour déterminer à quelle législation la personne doit être assujettie, que les autorités compétentes se réfèrent aux accords internationaux de sécurité sociale existants (règlements européens, conventions bilatérales, décrets de coordination).

Ainsi, en fonction de/des État(s) dans le(s)quel(s) se rend un assuré et de la durée prévue de la période d'emploi, sa situation va être différente au regard de la sécurité sociale française, mais aussi de la réglementation du pays où il exerce son emploi.

Quelles sont les situations couvertes par les formulaires certifiant au titulaire la législation de sécurité sociale applicable ?

La mission

C'est un détachement de courte durée, généralement inférieur à 3 mois. Il s'agit le plus souvent de missions d'ordre professionnel ou de voyages d'affaires qui conduisent certains collaborateurs d'une entreprise à des déplacements fréquents, successifs et souvent impromptus, soit dans un même État, soit dans plusieurs États.

Le détachement initial ou de plein droit

On entend par « détachement » le fait de maintenir au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi un travailleur qui va, durant un temps déterminé, exécuter un travail, pour le compte de son employeur habituel, sur le territoire d'un autre État.

Le maintien du travailleur détaché au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi est de droit mais sous certaines conditions qui incombent aussi bien à l'employeur qu'à l'employé :

- Maintien du lien de subordination avec le travailleur détaché ;
- L'employeur doit exercer une activité significative en France ;
- Le travailleur détaché est envoyé dans un autre État pour le compte de son employeur ;
- La travailleur détaché ne doit pas être envoyé en remplacement d'un autre travailleur détaché ;
- Le travailleur détaché doit être affilié au régime de sécurité sociale du pays d'emploi depuis au moins un mois.

La pluriactivité (règlements européens uniquement)

Une personne est dite « pluriactive » lorsqu'elle exerce simultanément ou en alternance une ou plusieurs activité(s) salariée(s) ou non salariée(s) sur le territoire de deux ou plusieurs États membres.

Le détachement exceptionnel qui suppose un accord préalable :

- en raison de sa longue durée, ce détachement, qui excède la période prévue par les accords internationaux (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination), requiert donc un accord préalable des autorisations spécifiques. Cela amène en général l'intéressé à résider, y compris fiscalement, dans le pays du détachement.
- lorsque les conditions pour avoir recours à un détachement de plein droit ne sont pas réunies (par exemple une activité significative de l'entreprise dans le pays où elle est installée).

Quels textes déterminent la législation de sécurité sociale applicable au travailleur à l'étranger ?

Les règlements européens pour les personnes allant exercer une activité dans l'un des pays suivants :

- Allemagne,
- Autriche,
- Belgique,
- Bulgarie,
- Chypre,
- Croatie,
- Danemark,
- Espagne,
- Estonie,
- Finlande,
- Grèce,
- Hongrie,
- Irlande,
- Islande,
- Italie,
- Lettonie,
- Liechtenstein,
- Lituanie,
- Luxembourg,
- Malte,
- Norvège,
- Pays-Bas,
- Pologne,
- Portugal,
- République tchèque,
- Roumanie,
- Royaume-Uni,
- Slovaquie,
- Slovénie,
- Suède,
- Suisse.

Les conventions bilatérales signées par la France pour le travailleur qui se rend dans l'un des pays suivants :

- Algérie,
- Andorre,
- Argentine,
- Bénin,
- Bosnie-Herzégovine,
- Brésil,
- Cameroun,
- Canada,
- Cap-Vert,
- Chili,
- Congo,
- Corée,
- Côte d'Ivoire,
- États-Unis,
- Gabon,
- Guernesey-Aurigny-Herm-Jéthou,
- Inde,
- Israël,
- Japon,
- Jersey,
- Kosovo,
- Macédoine,
- Madagascar,
- Mali,
- Maroc,
- Mauritanie,
- Monaco,
- Monténégro,
- Niger,
- Philippines,
- Québec,
- Saint-Marin,
- Sénégal,
- Serbie,
- Togo,
- Tunisie,
- Turquie,
- Uruguay.

Les décrets de coordination signés par la France pour le travailleur ou personne assurée qui se rend dans l'un des pays suivants :

- Nouvelle-Calédonie,
- Polynésie française,
- Saint-Pierre-et-Miquelon.

Les dispositions prévues par la législation française pour les personnes détachées dans un État autre que ceux cités précédemment où elles pourront être également soumises au régime de sécurité sociale local, si la législation interne du pays d'emploi le prévoit.

La législation française s'appliquera également dans 2 situations particulières :

- le travailleur salarié détaché dans un pays ayant signé une convention bilatérale ou un accord de coordination avec la France n'a pas la nationalité française ou celle de l'État cosignataire de la convention (sauf exceptions citées page 132)
- la durée du détachement prévue par une convention bilatérale est dépassée.

D'où viennent ces informations ?

Dans le sens France > Étranger

Concernant les règlements européens, sont dénombrés uniquement les formulaires E101 et A1 émis par les caisses du régime général, du régime agricole et de la RATP.

De la même manière, pour les accords internationaux et les pays hors conventions, sont également dénombrés les formulaires émis par les régimes détenant ces informations (actuellement les caisses des régimes général, agricole et RATP).

Dans le sens Étranger > France

Il s'agit des données collectées régulièrement par la Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale (CACSSS) auprès des partenaires européens au titre des articles 12.1 et 12.2 des règlements européens 883/04 et 987/09 uniquement. Les formulaires émis dans le cadre de la pluriactivité au titre des articles 13.1 et 13.2 ne sont pas dénombrés par tous les pays et ne figurent donc pas dans le document. Les dernières données disponibles concernent l'exercice 2013.

LÉGISLATION APPLICABLE • Avant-propos

QUELLES SONT LES DURÉES DE DÉTACHEMENT ?

Ce tableau présente la durée maximale du détachement de plein droit et de son éventuelle prolongation prévue par les accords internationaux, les décrets de coordination auxquels la France est liée ou, faute de convention de sécurité sociale, la législation interne française.

Pays	FORMULAIRE ET DURÉE MAXIMALE			FORMULAIRE ET PROLONGATION		
	Formulaire	Salarié	Non salarié	Formulaire	Salarié	Non salarié
1 - RÈGLEMENTS EUROPÉENS						
Union européenne + Norvège, Islande, Liechtenstein et Suisse	E101 ou A1	2 ans	2 ans	Procédure de détachement d'une durée exceptionnelle dans le cadre de l'article 16 du Règlement 883/04 après échange de lettres des autorités compétentes des États.		
2 - ACCORDS INTERNATIONAUX						
A - CONVENTIONS BILATÉRALES						
ALGÉRIE	SE 352-01	3 ans*	-	SE 352-01	2 ans	-
ANDORRE ⁽¹⁾	SE 130-01	1 an	1 an	SE 130-01	1 an	1 an
ARGENTINE	SE 415-01	2 ans	1 an	SE 415-01	2 ans	1 an
BÉNIN	SE 327-01	1 an	-	SE 327-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
BOSNIE-HERZÉGOVINE	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
BRÉSIL	SE 416-01	2 ans	-	SE 416-01	2 ans	-
CAMEROUN	SE 322-01	6 mois	-	-	-	-
CANADA ⁽¹⁾	SE 401-01	3 ans*	-	SE 401-02	Durée indéterminée	-
CAP-VERT	SE 396-01	3 ans*	-	SE 396-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
CHILI	SE 417-01	2 ans	-	SE 417-01	2 ans	-
CONGO	SE 324-01	1 an	-	SE 324-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
CORÉE ⁽¹⁾	SE 237-1	3 ans	-	SE 237-1	3 ans	-
CÔTE D'IVOIRE	SE 326-01	2 ans*	-	SE 326-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
ÉTATS-UNIS ⁽¹⁾	SE 404-02	5 ans*	2 ans*	-	-	-
GABON	SE 328-01	2 ans	-	-	-	-
GUERNESEY, AURIGNY, HERM, JÉTHOU	Pas de formulaire conventionnel	6 mois	-	Pas de formulaire conventionnel	6 mois	-
INDE ⁽¹⁾	SE 223-01	5 ans	5 ans	-	-	-

* y compris la durée des congés

(1) Les ressortissants d'états tiers peuvent, sous certaines conditions, bénéficier de la procédure de détachement.

LÉGISLATION APPLICABLE • Avant-propos

QUELLES SONT LES DURÉES DE DÉTACHEMENT ? (SUITE ET FIN)

Pays	FORMULAIRE ET DURÉE MAXIMALE			FORMULAIRE ET PROLONGATION		
	Formulaire	Salarié	Non salarié	Formulaire	Salarié	Non salarié
ISRAËL	SE 207-01	1 an	-	SE 207-01	Durée indéterminée	-
JAPON ⁽¹⁾	SE 217-06	5 ans	-	-	-	-
JERSEY	SE 132-J-01	6 mois	-	SE 132-J-01	6 mois	-
KOSOVO	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
MACÉDOINE	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
MADAGASCAR	SE 333-01	2 ans	-	-	-	-
MALI	SE 335-01	2 ans*	-	SE 335-02	1 an renouvelable une fois	-
MAROC	SE 350-01	3 ans	6 mois	SE 350-01	3 ans	6 mois
MAURITANIE	SE 336-01	3 ans*	-	-	-	-
MONACO ⁽¹⁾	SE 138-01	1 an	-	SE 138-01	1 an	-
MONTÉNÉGRO	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
NIGER	SE 337-01	1 an	-	SE 337-01	Jusqu'à achèvement du travail	-
PHILIPPINES ⁽¹⁾	SE 220-01	3 ans	-	SE 220-01	3 ans	-
QUÉBEC ⁽¹⁾	SE 401-Q-201	3 ans*	1 an	SE 401-Q-201	Durée indéterminée	-
SAINT-MARIN	Pas de formulaire conventionnel	6 mois	-	Pas de formulaire conventionnel	Durée indéterminée	-
SÉNÉGAL	SE 341-01	3 ans*	-	SE 341-01	Durée indéterminée	-
SERBIE	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
TOGO	SE 345-01	3 ans	-	SE 345-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
TUNISIE	SE 351-01	3 ans*	6 mois	SE 351-01	3 ans*	6 mois
TURQUIE	SE 208-01	3 ans*	-	SE 208-02	Durée indéterminée	-
URUGUAY	SE 423-01	2 ans	-	-	-	-
B - DÉCRETS DE COORDINATION						
NOUVELLE-CALÉDONIE ⁽¹⁾	SE 988-01	2 ans	1 an	SE 988-01	2 ans	1 an
POLYNÉSIE FRANÇAISE ⁽¹⁾	SE 980-01	3 ans*	1 an*	SE 980-01	3 ans*	1 an*
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	SE 975-01	2 ans	2 ans	-	-	-
3 - PAYS HORS CONVENTIONS						
AUTRES PAYS	S 9203 / S 9201	3 mois / 3 ans	-	S 9201	3 ans	-

* y compris la durée des congés

(1) Les ressortissants d'états tiers peuvent, sous certaines conditions, bénéficier de la procédure de détachement.



Synthèse

DÉTACHEMENT ET PLURIACTIVITÉ EN 2014

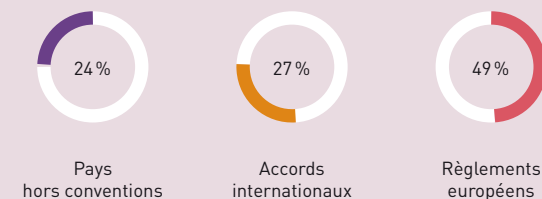
Type d'accord	Formulaires émis		Détachement exceptionnel *	Total
	DÉTACHEMENT	PLURIACTIVITÉ		
Règlements Européens	136 295	4 451	1 021	141 767
Accords internationaux	78 287	-	167	78 454
Pays hors conventions	67 297	-	-	67 297
TOTAL 2014	281 879	4 451	1 188	287 518
TOTAL 2013	303 154	5 869	1 219	310 242
% d'évolution	-7,02	-24,16	-2,54	-7,32

* Détachement qui nécessite l'accord préalable du Cleiss et de l'institution compétente de l'autre État.



En 2014, les formulaires attestant la législation de sécurité sociale applicable ont atteint le nombre total de **287 518** soit une baisse de 7,32 % par rapport à l'an dernier.

RÉPARTITION PAR TYPES D'ACCORDS



ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DÉTACHEMENTS ET PLURIACTIVITÉ

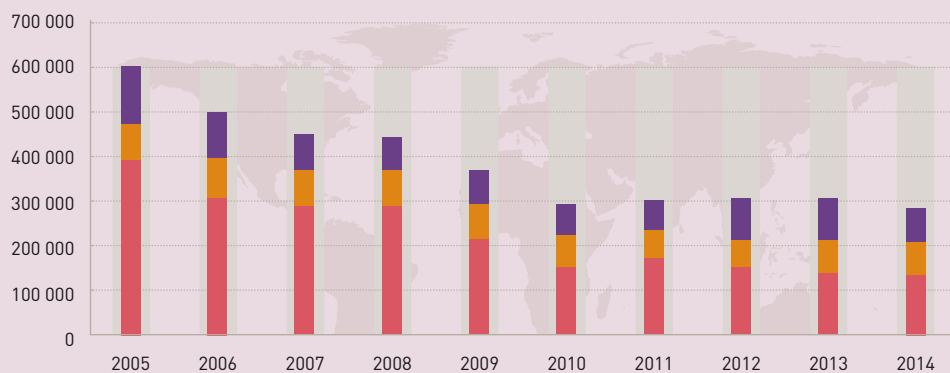
Année	Règlements européens			Accords internationaux		Pays hors conventions	Total général	% d'évolution
	DÉTACHEMENT	PLURIACTIVITÉ	DÉTACHEMENT EXCEPTIONNEL *	DÉTACHEMENT	DÉTACHEMENT EXCEPTIONNEL *	DÉTACHEMENT		
2005	392 204	1 462	2 018	85 857	210	126 175	607 926	
2006	307 039	1 824	1 783	89 335	NC	101 340	501 321	-17,54
2007	285 269	664	1 415	81 530	NC	87 837	456 715	-8,90
2008	284 137	567	2 022	74 622	150	84 714	446 212	-2,30
2009	221 342	624	1 569	72 409	116	73 723	369 783	-17,13
2010	162 718	1 014	1 637	59 755	117	71 639	296 880	-19,72
2011	171 910	6 451	1 575	60 737	205	66 485	307 363	3,53
2012	149 263	9 370	1 188	73 073	173	79 011	312 078	1,53
2013	138 681	5 869	1 060	83 305	159	81 168	310 242	-0,59
2014	136 295	4 451	1 021	78 287	167	67 297	287 518	-7,32

NC : Non Communiqué

* Détachement qui nécessite l'accord préalable du Cleiss et de l'institution compétente de l'autre État.

Synthèse

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DÉTACHEMENTS ET PLURIACTIVITÉ



- Pays hors conventions
- Accords internationaux
- Règlements européens



Depuis 2005, le nombre de formulaires délivrés par la France attestant la législation applicable a diminué en moyenne de 8 % par an.

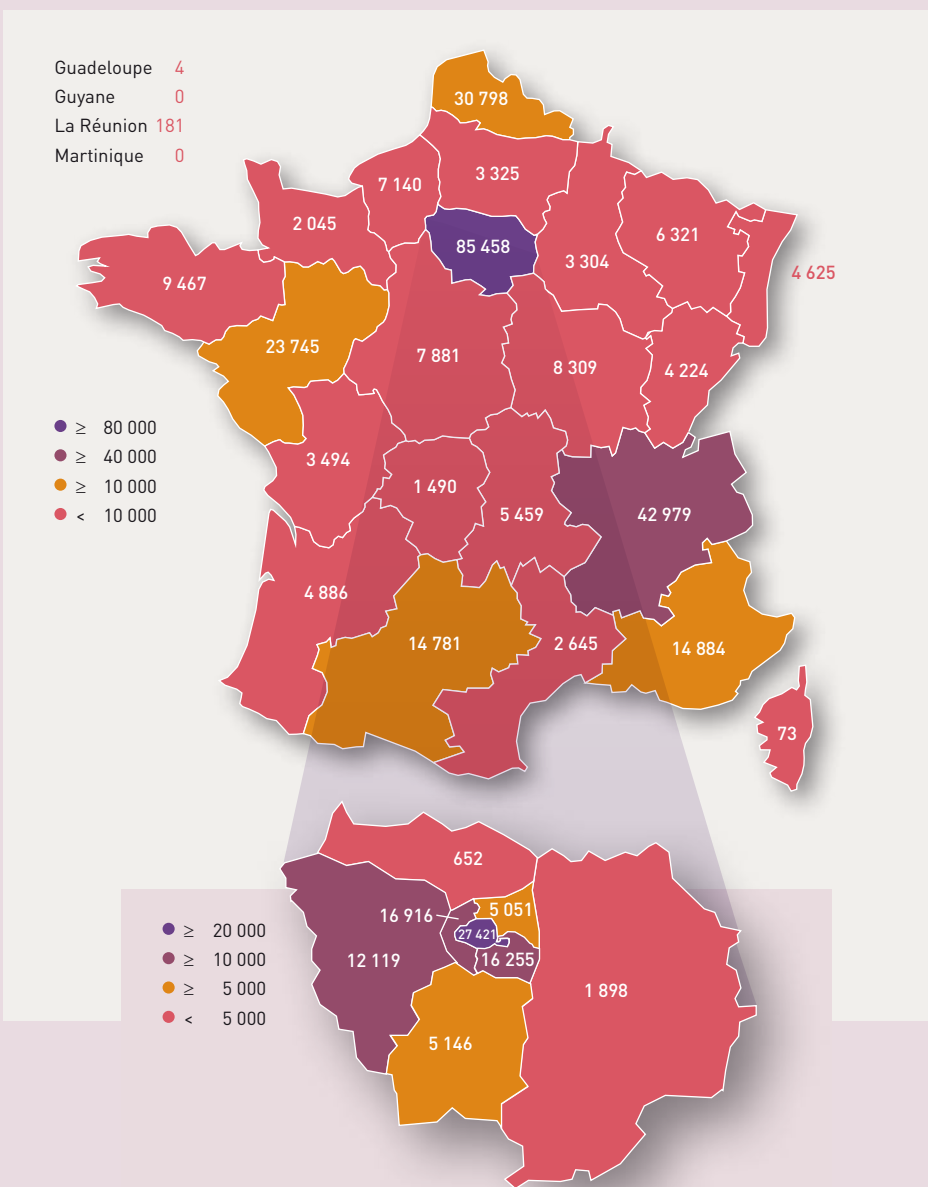
Sur les 10 dernières années, en moyenne, 57,6% des formulaires émis l'ont été dans le cadre des règlements européens ; 20,3% dans le cadre des accords internationaux et enfin 22% dans le cadre des pays hors conventions.



La région Île-de-France arrive en tête des régions françaises émettrices de formulaires attestant la législation applicable avec **29,72% du total**.

La région Rhône-Alpes, 2^e de ce classement, ne contribue qu'à hauteur de 14,95% suivi par la région Nord-Pas-de-Calais (10,71%).

RÉPARTITION PAR RÉGIONS



Règlements européens

DÉTACHEMENT ET PLURIACTIVITÉ

Qu'est ce que le détachement ?

Pour reprendre en substance la définition énoncée dans l'avant-propos, il s'agit du maintien au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi d'un travailleur, salarié ou non salarié, qui va exécuter un travail prévu à l'avance, pour le compte de son employeur habituel. **Dans le cadre des règlements européens**, ce travail se fera dans un pays de l'UE-EEE-Suisse, avec une certaine continuité et durant un **temps déterminé et limité à 24 mois maximum**.

Les conditions nécessaires au maintien du travailleur au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi sont les mêmes que celles indiquées dans l'avant-propos.

Toujours dans le cadre des règlements européens, le maintien du travailleur indépendant au régime de protection sociale du pays habituel d'exercice est de droit si la durée prévisible de l'activité ne dépasse pas 24 mois.

Qu'est ce que la pluriactivité ?

Une personne est dite « pluriactive » lorsqu'elle exerce simultanément ou en alternance une ou plusieurs activité(s) salariée(s) ou non salariée(s) pour le compte d'un ou plusieurs employeur(s) dans deux ou plusieurs États membres.

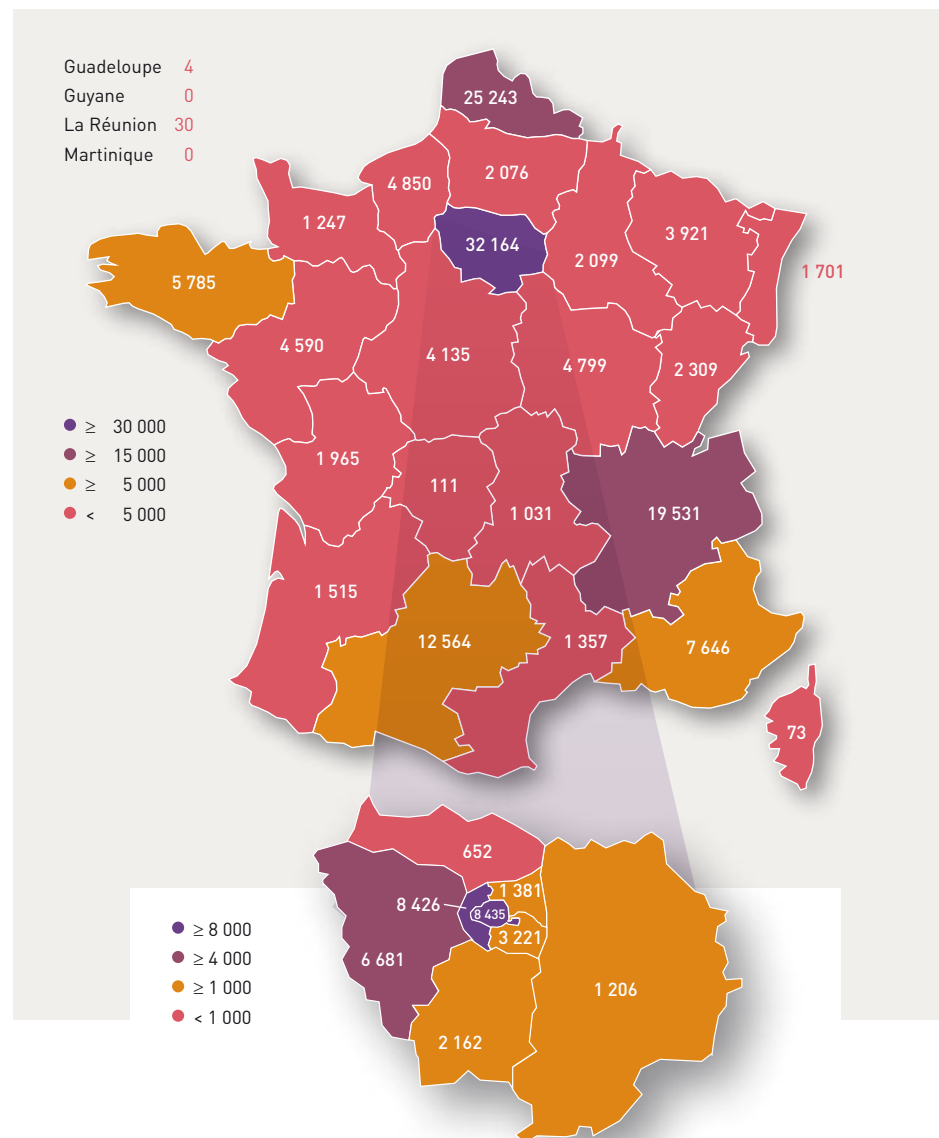
Afin de distinguer la notion de pluriactivité de celle de détachement, il est important de considérer le caractère permanent d'une activité (pluriactivité) du caractère temporaire ou ponctuel de celle-ci (détachement).

L'unicité de la législation applicable au salarié pluriactif est l'objectif fixé par le règlement 883/04 : unicité applicable tant à l'ensemble des activités en termes de cotisations sociales que de droits. De façon simplifiée, la législation retenue sera soit celle de l'État de la résidence de la personne, soit celle du siège du ou des employeur(s) ou des entreprises.

Depuis le 1^{er} mai 2010, date de mise en œuvre des nouveaux règlements européens, le document portable A1 attestant de la législation applicable remplace le formulaire E101 mais celui-ci peut continuer d'être utilisé par les organismes de sécurité sociale.

Dans les tableaux suivants, sont comptabilisés le nombre de formulaires E101 (ou A1) émis par les caisses de sécurité sociale, dans le cadre du détachement ou de la pluriactivité.

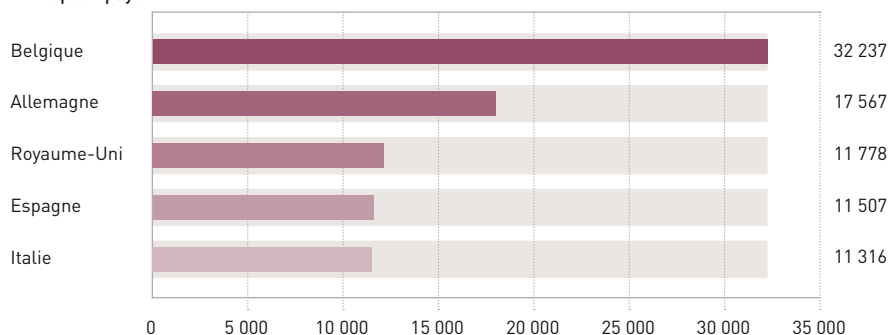
FORMULAIRES A1 OU E101 ÉMIS PAR LA FRANCE DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS (RÉPARTITION PAR RÉGIONS)



Règlements européens

DÉTACHEMENT ET PLURIACTIVITÉ EN 2014 (TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS)

Principaux pays



Dans le cadre des articles 14.1a et 14bis1 du règlement 1408/71 et des articles 12.1 et 12.2 du règlement 883/04, sont dénombrés dans le tableau ci-contre les formulaires de détachements A1 (ou E101) émis par la France à des travailleurs pour un **détachement de plein droit** dans les différents pays européens.

Les articles 14.2 et 14 bis 2 du règlement 1408/71 et les articles 13.1 à 13.4 du règlement 883/04 visent la **pluriactivité**.

Pays	DÉTACHEMENT		
	Nombre de formulaires A1 ou E101 émis	Nombre de travailleurs différents ayant reçu un formulaire A1 ou E101 ⁽¹⁾	Durée moyenne d'un formulaire A1 ou E101 (nombre de jours) ⁽¹⁾
Allemagne	17 567	11 566	25
Autriche	1 707	1 340	16
Belgique	32 237	11 773	39
Bulgarie	398	301	42
Chypre	125	112	38
Croatie	50	13	37
Danemark	1 059	790	29
Espagne	11 507	8 219	34
Estonie	188	158	72
Finlande	748	578	42
Grèce	998	879	68
Hongrie	1 081	807	28
Irlande	863	726	29
Islande	81	78	19
Italie	11 316	8 089	31
Lettonie	125	104	12
Liechtenstein	12	12	4
Lituanie	106	89	22
Luxembourg	2 832	2 022	69
Malte	300	283	27
Norvège	968	748	33
Pays-Bas	4 886	3 651	31
Pologne	2 739	1 963	27

(1) En 2014, le nombre de travailleurs différents et la durée moyenne d'un formulaire sont calculés à partir des données de la base XI du régime général, soit 107 571 formulaires.

Règlements européens

DÉTACHEMENT ET PLURIACTIVITÉ EN 2014

(TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS) (SUITE ET FIN)

Pays	DÉTACHEMENT		
	Nombre de formulaires A1 ou E101 émis	Nombre de travailleurs différents ayant reçu un formulaire A1 ou E101 ⁽¹⁾	Durée moyenne d'un formulaire A1 ou E101 (nombre de jours) ⁽¹⁾
Portugal	2 507	1 948	31
République tchèque	1 602	1 207	19
Roumanie	1 865	1 293	42
Royaume-Uni	11 778	8 437	34
Slovaquie	504	374	49
Slovénie	469	337	57
Suède	1 688	1 208	30
Suisse	7 947	5 397	30
Données géographiques non précisées ⁽²⁾	16 042	3 142	120
TOTAL 2014	136 295	77 644	37
TOTAL 2013	138 681	80 607	37
% évolution	-1,72	-3,68	0,00

Pays	PLURIACTIVITÉ		
	Nombre de formulaires A1 ou E101 émis	Nombre de travailleurs différents ayant reçu un formulaire A1 ou E101 ⁽³⁾	Durée moyenne d'un formulaire A1 ou E101 (nombre de jours) ⁽³⁾
Données géographiques non précisées ⁽²⁾	4 451	635	142
TOTAL 2014	4 451	635	142
TOTAL 2013	5 869	1 318	269
% évolution	-24,16	-51,82	-47,21

(1) En 2014, le nombre de travailleurs différents et la durée moyenne d'un formulaire sont calculés à partir des données de la base XI du régime général, soit 107 571 formulaires.

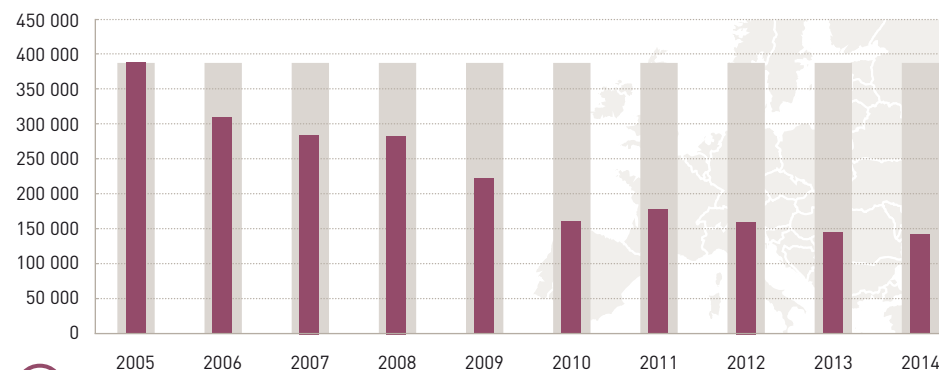
(2) Lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.

(3) En 2014, le nombre de travailleurs différents et la durée moyenne d'un formulaire sont calculés à partir des données de la base XI du régime général, soit 708 formulaires.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FORMULAIRES A1 OU E101 ÉMIS

Année	Nombre de formulaires A1 ou E101 émis		Total général	% évolution
	DÉTACHEMENT	PLURIACTIVITÉ		
2005	392 204	1 462	393 666	
2006	307 039	1 824	308 863	-21,54
2007	285 269	664	285 933	-7,42
2008	284 137	567	284 704	-0,43
2009	221 342	624	221 966	-22,04
2010	162 718	1 014	163 732	-26,24
2011	171 910	6 451	178 361	8,93
2012	149 263	9 370	158 633	-11,06
2013	138 681	5 869	144 550	-8,88
2014	136 295	4 451	140 746	-2,63

NOMBRE DE FORMULAIRES A1 OU E101 ÉMIS DEPUIS 2005



Depuis 2005, nous constatons que le nombre de formulaires émis connaît une tendance baissière à l'exception notable de 2011 (+ 8,93 %).

Règlements européens

LE DÉTACHEMENT EXCEPTIONNEL

Dans le cadre des règlements européens, les accords exceptionnels ou dérogatoires sont prévus par l'article 16 du règlement 883/2004.

Les accords exceptionnels ou dérogatoires de l'article 16 sont utilisés pour :

- Le détachement d'une période excédant dès le départ 24 mois ;
- La prolongation d'une période de détachement au-delà de 24 mois ;
- La régularisation de certaines situations (retard dans l'accomplissement des procédures de détachement) ;
- Le maintien d'affiliation du salarié à son régime de protection sociale lorsque les conditions du détachement ne sont pas remplies (ex : lien de subordination établi avec l'entreprise d'accueil).

Dans ces cas de figure, une demande d'application de l'article 16 du règlement 883/2004 « maintien d'affiliation au régime français » est adressée au Cleiss, institution désignée pour examiner, autoriser et transmettre à l'autorité ou institution compétente de l'autre État cette demande. Celle-ci, en retour, fait connaître son avis au Cleiss.

Pays	Personnes travaillant en France et maintenues à la législation de l'État concerné		Personnes travaillant dans l'État concerné et maintenues à la législation française	
	selon article 16 ⁽¹⁾	selon article 17 ⁽²⁾	selon article 16 ⁽¹⁾	selon article 17 ⁽²⁾
Allemagne	269	2	119	0
Autriche	10	0	6	0
Belgique	147	2	256	3
Bulgarie	1	0	4	1
Chypre	0	0	0	0
Croatie	3	0	0	0
Danemark	8	0	3	0
Espagne	143	0	55	1
Estonie	0	0	0	0
Finlande	7	0	7	0

Pays	Personnes travaillant en France et maintenues à la législation de l'État concerné		Personnes travaillant dans l'État concerné et maintenues à la législation française	
	selon article 16 ⁽¹⁾	selon article 17 ⁽²⁾	selon article 16 ⁽¹⁾	selon article 17 ⁽²⁾
Grèce	4	0	9	0
Hongrie	6	0	14	0
Irlande	6	0	0	0
Islande	0	0	0	0
Italie	124	0	109	0
Lettonie	1	0	0	0
Liechtenstein	0	0	0	0
Lituanie	0	0	2	0
Luxembourg	12	0	6	0
Malte	0	0	0	0
Norvège	11	0	41	1
Pays-Bas	58	0	28	0
Pologne	80	3	20	0
Portugal	17	0	22	0
République tchèque	7	0	15	0
Roumanie	3	0	44	0
Royaume-Uni	182	8	162	0
Slovaquie	0	0	6	0
Slovénie	0	0	0	0
Suède	7	1	6	0
Suisse	88	1	81	0
TOTAL 2014	1 194	17	1 015	6
TOTAL 2013	1 515	37	1 018	42
% d'évolution	-21,19	-54,05	-0,29	-85,71

(1) Article 16 du règlement (CE) n° 883/04

(2) Article 17 du règlement (CEE) n° 1408/71 : le maintien d'affiliation à la législation du pays habituel d'emploi est soumis à l'autorisation préalable et conjointe des autorités des États en cause (pour la France, le Cleiss ou dans certains cas, le ministère chargé de la sécurité sociale).

Accords internationaux

Actuellement, 38 États (ou États fédérés) et 3 territoires d'outre-mer ont signé une convention de sécurité sociale (ou un décret de coordination) avec la France.

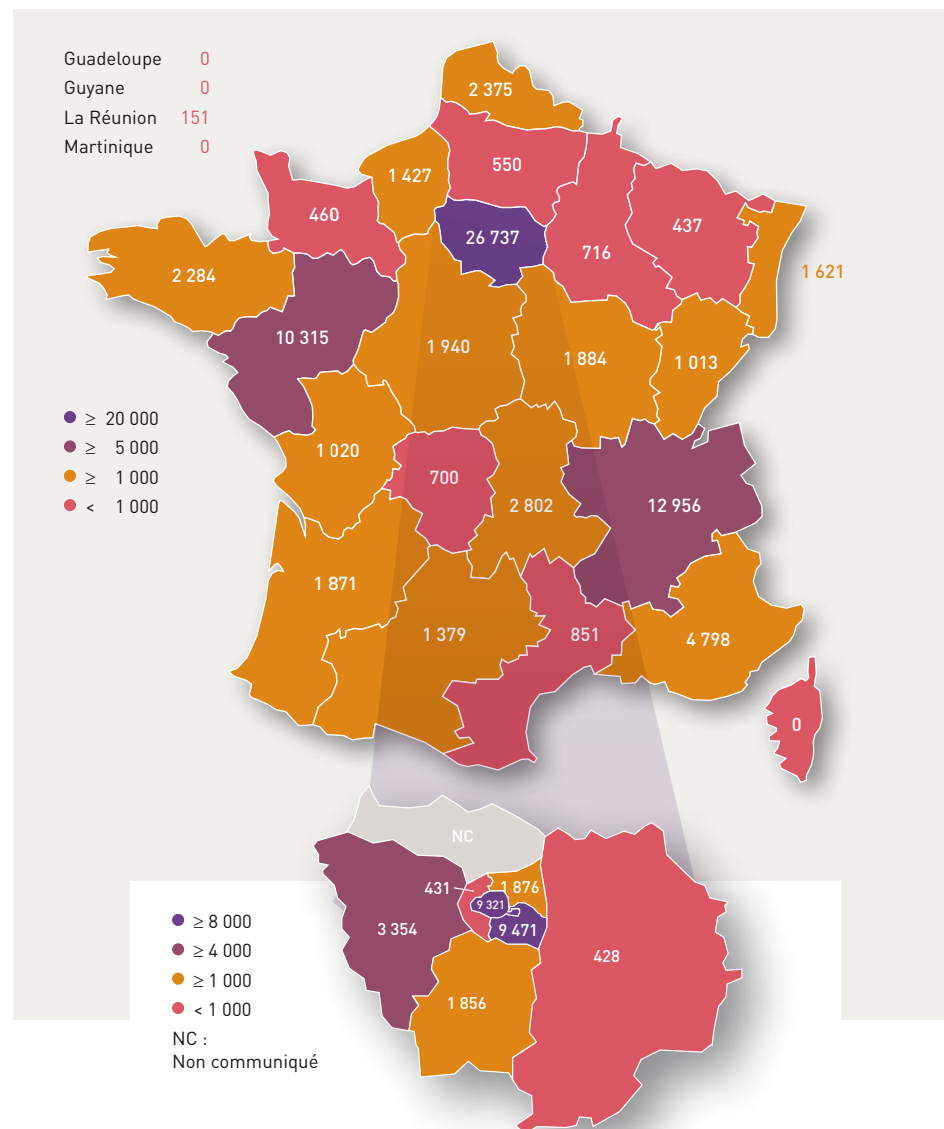
Il s'agit de :

- Algérie,
- Andorre,
- Argentine,
- Bénin,
- Bosnie-Herzégovine,
- Brésil,
- Cameroun,
- Canada,
- Cap-Vert,
- Chili,
- Congo,
- Corée,
- Côte d'Ivoire,
- États-Unis,
- Gabon,
- Guernesey-Aurigny-Herm-Jéthou,
- Inde,
- Israël,
- Japon,
- Jersey,
- Kosovo,
- Macédoine,
- Madagascar,
- Mali,
- Maroc,
- Mauritanie,
- Monaco,
- Monténégro,
- Niger,
- Philippines,
- Québec,
- Saint-Marin,
- Sénégal,
- Serbie,
- Togo,
- Tunisie,
- Turquie,
- Uruguay,
- Nouvelle-Calédonie,
- Polynésie française,
- Saint-Pierre-et-Miquelon.

Les modalités de détachement dans un de ces États résultent des dispositions propres à chaque convention. Il n'existe pas de règles uniformes en termes de durée maximale d'un détachement (cette durée varie de 6 mois à 5 ans selon les conventions) et de possibilité de prolongation (cf. tableau récapitulatif pages 124 et 125).

Par ailleurs, ces dispositions s'appliquent, en principe, uniquement si le travailleur a la nationalité française ou celle de l'État co-signataire de la convention, mais certaines conventions s'appliquent quelle que soit la nationalité du travailleur (Andorre, Argentine, Brésil, Canada, Chili, États-Unis, Monaco, Philippines et Uruguay).

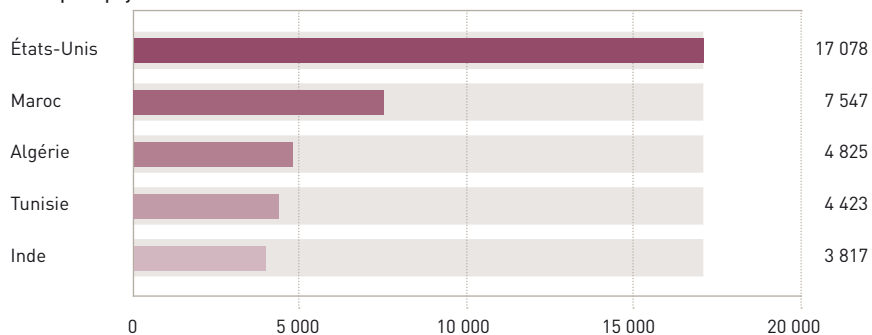
FORMULAIRES DE DÉTACHEMENT ÉMIS PAR LA FRANCE DANS LE CADRE DES ACCORDS INTERNATIONAUX (RÉPARTITION PAR RÉGIONS)



Accords internationaux

DÉTACHEMENT EN 2014 (TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS)

Principaux pays



	Pays	Nombre de formulaires émis
CONVENTIONS BILATÉRALES	Algérie	4 825
	Andorre	871
	Argentine	706
	Aurigny	3
	Bénin	543
	Bosnie-Herzégovine	430
	Brésil	3 123
	Cameroun	1 531
	Canada	3 295
	Cap-Vert	365
	Chili	1 144
	Congo	1 471
	Corée	2 174
	Côte d'Ivoire	1 685
	États-Unis	17 078
	Gabon	1 269
	Guernesey	5
	Herm	1
	Inde	3 817
	Israël	884
Japon	2 939	
Jersey	35	

	Pays	Nombre de formulaires émis
CONVENTIONS BILATÉRALES	Jéthou	0
	Kosovo	47
	Macédoine	84
	Madagascar	736
	Mali	561
	Maroc	7 547
	Mauritanie	271
	Monaco	1 745
	Monténégro	55
	Niger	314
	Philippines	325
	Québec	586
	Saint-Marin	43
	Sénégal	1 401
	Serbie	386
	Togo	264
	Tunisie	4 423
	Turquie	3 127
	Uruguay	44
	SOUS-TOTAL 2014	70 153
SOUS-TOTAL 2013	74 249	
<i>% évolution</i>	<i>-5,52</i>	



Accords internationaux

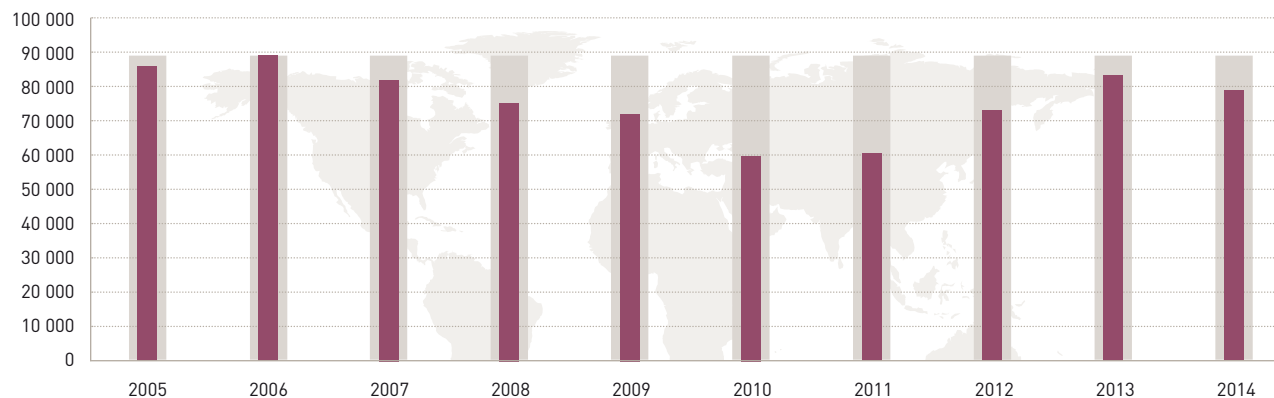
DÉTACHEMENT EN 2014 (TRAVAILLEURS

SALARIÉS ET NON SALARIÉS) (SUITE ET FIN)

Pays		Nombre de formulaires émis
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	491
	Polynésie française	243
	Saint-Pierre-et-Miquelon	79
	SOUS-TOTAL 2014	813
	SOUS-TOTAL 2013	981
% évolution		-17,13
Données géographiques non précisées ⁽¹⁾		7 321
SOUS-TOTAL 2014		7 321
SOUS-TOTAL 2013		8 075
% évolution		-9,34
TOTAL GÉNÉRAL 2014		78 287
TOTAL GÉNÉRAL 2013		83 305
% évolution		-6,02

[1] lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS (TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS)



Entre 2006 et 2010, le nombre de formulaires de détachement émis a connu une baisse continue. Après un léger regain en 2011, poursuivi plus nettement en 2012 et 2013, ce nombre est reparti à la baisse en 2014 [-6,02 %].

Accords internationaux

LE DÉTACHEMENT EXCEPTIONNEL

Pays	Personnes travaillant en France et maintenues à la législation de l'État concerné	Personnes travaillant dans l'État concerné et maintenues à la législation française
Algérie	3	20
Andorre	0	1
Bénin	0	0
Bosnie-Herzégovine	0	0
Bésil	0	0
Cameroun	0	8
Canada	9	3
Cap-Vert	0	0
Chili	2	6
Congo	10	0
Corée	2	3
Côte d'Ivoire	0	0
États-Unis	0	0
Gabon	0	0
Guernesey	0	0
Aurigny	0	0

Pays	Personnes travaillant en France et maintenues à la législation de l'État concerné	Personnes travaillant dans l'État concerné et maintenues à la législation française
Herm	0	0
Jéthou	0	0
Israël	4	8
Japon	63	1
Jersey	0	0
Kosovo	0	0
Macédoine	0	0
Madagascar	0	0
Mali	0	1
Maroc	3	34
Mauritanie	0	0
Monaco	5	6
Monténégro	0	0
Niger	0	0
Philippines	0	0
Québec	38	2

Pays	Personnes travaillant en France et maintenues à la législation de l'État concerné	Personnes travaillant dans l'État concerné et maintenues à la législation française
Saint-Marin	0	0
Sénégal	0	2
Serbie	0	0
Suisse ⁽¹⁾	246	12
Togo	0	0
Tunisie	10	22
Turquie	6	8
Uruguay	0	0
Nouvelle-Calédonie	0	29
Polynésie française	0	1
Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0
Total 2014	401	167
Total 2013	304	159
<i>% d'évolution</i>	<i>31,91</i>	<i>5,03</i>

(1) Pour les ressortissants d'États-tiers, application de l'article 10 de la convention franco-suisse de sécurité sociale du 03/07/1975.

Pays hors conventions

Les modalités de détachement résultent des dispositions prévues par la législation française lorsque le détachement a lieu :

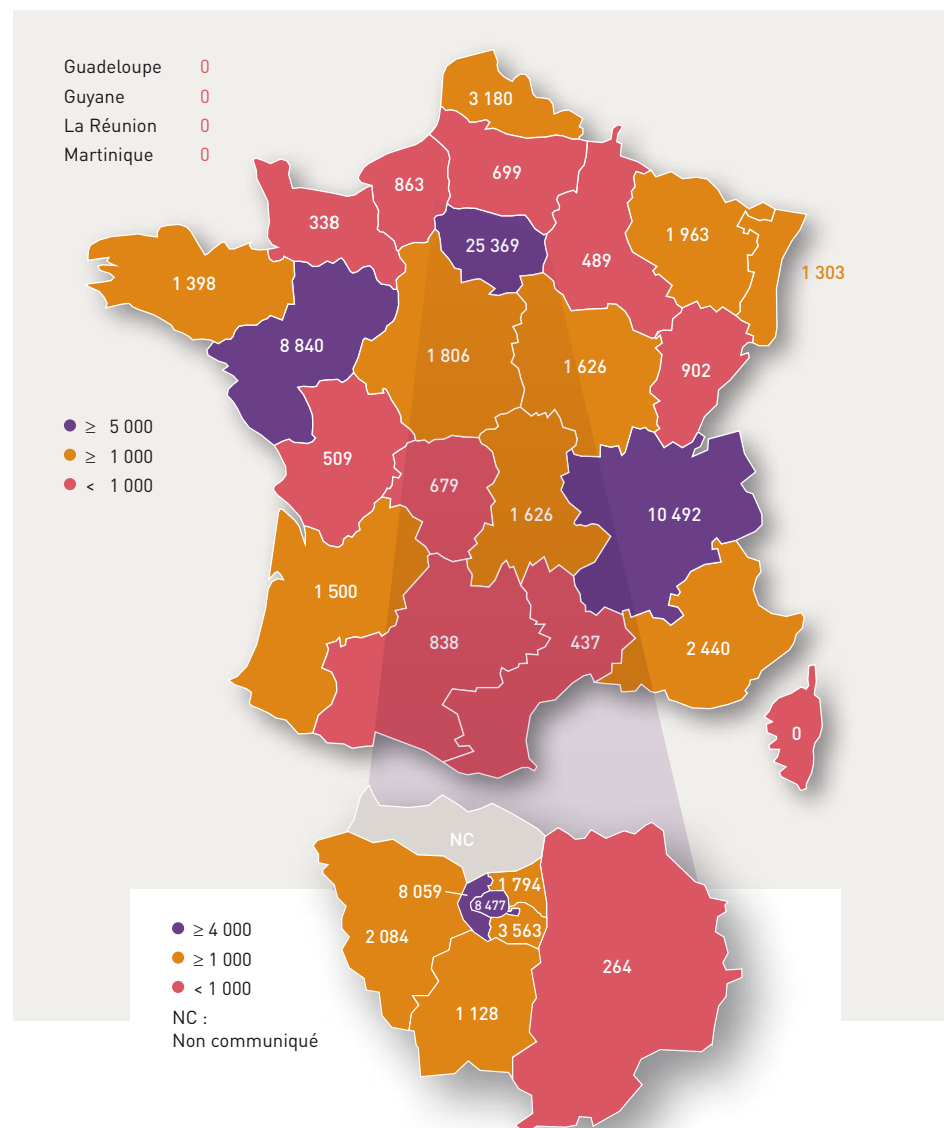
- dans un État hors UE-EEE-Suisse et n'ayant pas signé de convention de sécurité sociale avec la France ;
- dans un Territoire d'outre-mer autre que la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Et aussi lorsque :

- le travailleur salarié détaché dans un pays ayant signé une convention bilatérale ou un accord de coordination avec la France n'a pas la nationalité française ou celle de l'État cosignataire de la convention (sauf exceptions citées page 132)
- la durée du détachement prévue par une convention bilatérale est dépassée.

Le salarié envoyé dans un pays qui n'est pas lié à la France par une convention de sécurité sociale (exemples ci-dessus) est maintenu au régime français de protection sociale dans le cadre de **la législation interne française**. Il aura un double statut dans le cas où l'affiliation au régime local du pays est obligatoire.

FORMULAIRES DE DÉTACHEMENT ÉMIS PAR LA FRANCE DANS LE CADRE DES PAYS HORS CONVENTIONS (RÉPARTITION PAR RÉGIONS)

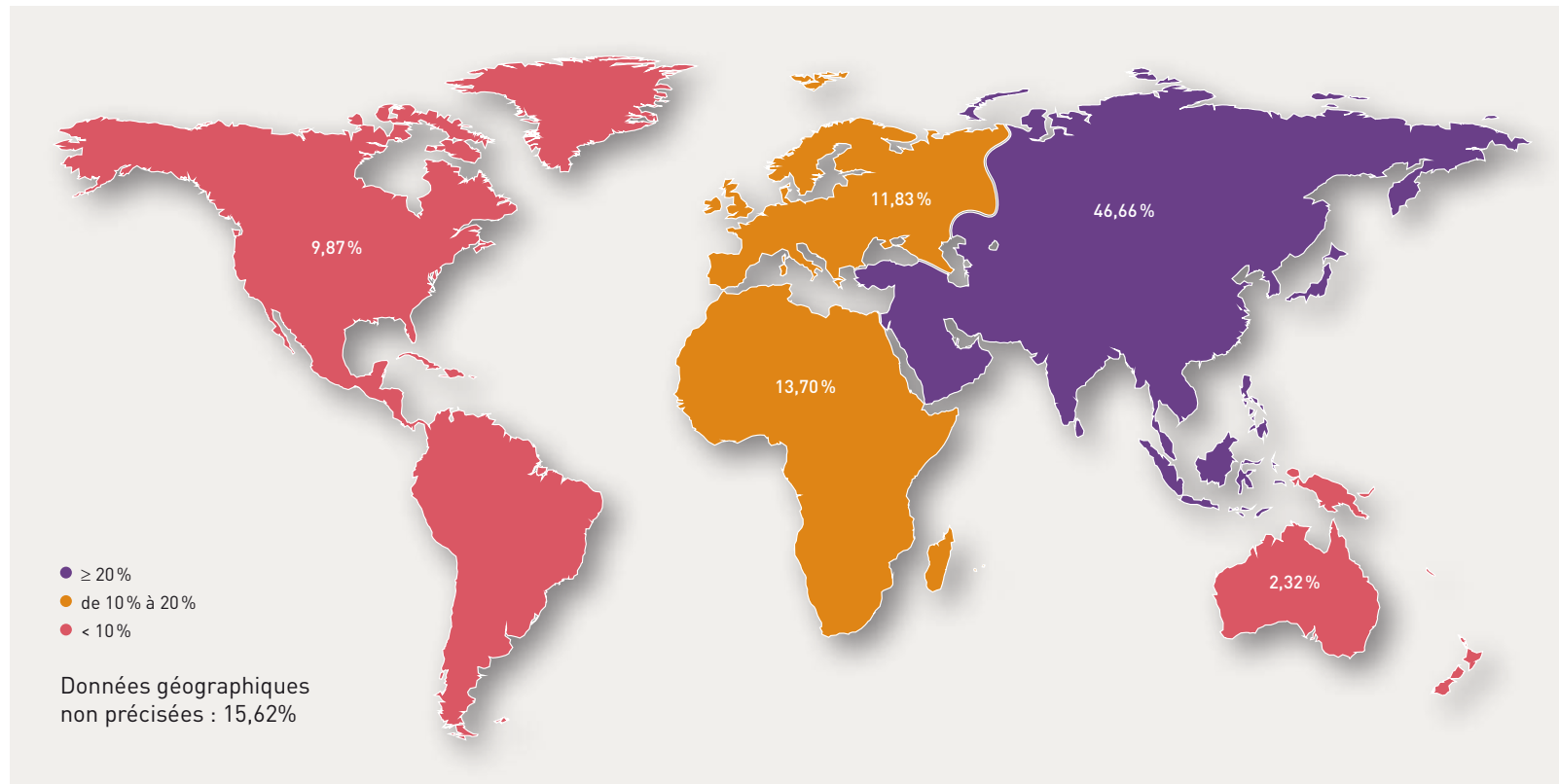




Pays hors conventions

DÉTACHEMENTS EFFECTUÉS EN 2014 DANS LE CADRE

DES PAYS HORS CONVENTIONS



Remarque : cette carte est une représentation par continents : les pays ayant signé un accord de sécurité sociale avec le France sont donc exclus.



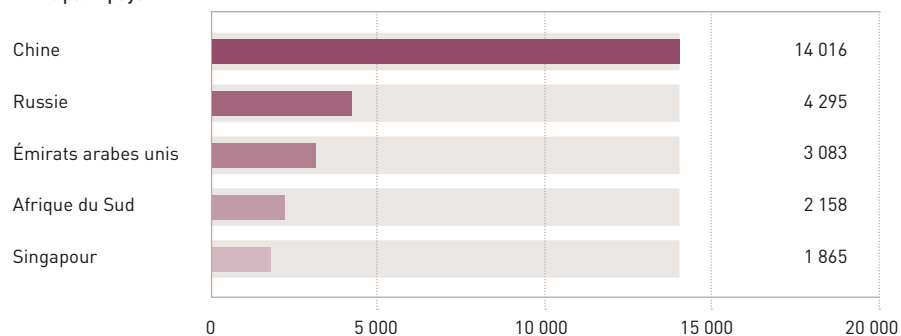
Dans le cadre des pays hors conventions, près de la moitié (46,7%) des missions et détachements se font vers des pays d'Asie.



Pays hors conventions

DÉTACHEMENT DE DROIT COMMUN EN 2014 (TRAVAILLEURS SALARIÉS)

Principaux pays



	Pays	Nombre de formulaires émis
EUROPE	Albanie	373
	Biélorussie	351
	Moldavie	63
	Russie	4 295
	Ukraine	660
	Autres pays d'Europe	2 220
	SOUS-TOTAL 2014	7 962
	SOUS-TOTAL 2013	9 075
	<i>% évolution</i>	<i>-12,26</i>
AFRIQUE	Afrique du Sud	2 158
	Burkina Faso	802
	Burundi	302
	Djibouti	163
	Égypte	911
	Éthiopie	356
	Kenya	287
	Libye	119
	Île Maurice	686
	Ouganda	170
	Tchad	433
	Autres pays d'Afrique	2 832
	SOUS-TOTAL 2014	9 219
		SOUS-TOTAL 2013	9 242
	<i>% évolution</i>	<i>-0,25</i>
ASIE	Afghanistan	81
	Arabie saoudite	1 858
	Chine	14 016
	Émirats arabes unis	3 083
	Indonésie	902
	Irak	124
	Iran	253

	Pays	Nombre de formulaires émis
ASIE	Jordanie	362
	Kazakhstan	423
	Koweït	293
	Liban	614
	Malaisie	1 094
	Qatar	1 095
	Singapour	1 865
	Syrie	35
	Taiwan	605
	Thaïlande	1 567
Autres pays d'Asie	3 133	
SOUS-TOTAL 2014	31 403	
	SOUS-TOTAL 2013	36 742
	<i>% évolution</i>	<i>-14,53</i>
AMÉRIQUE	Bolivie	569
	Colombie	874
	Costa Rica	358
	Cuba	438
	Équateur	160
	Haïti	338
	Honduras	105
	Mexique	1 854
	Nicaragua	14
	Paraguay	45
	Pérou	430
	Venezuela	101
	Autres pays d'Amérique	1 358
SOUS-TOTAL 2014	6 644	
	SOUS-TOTAL 2013	12 176
	<i>% évolution</i>	<i>-45,43</i>

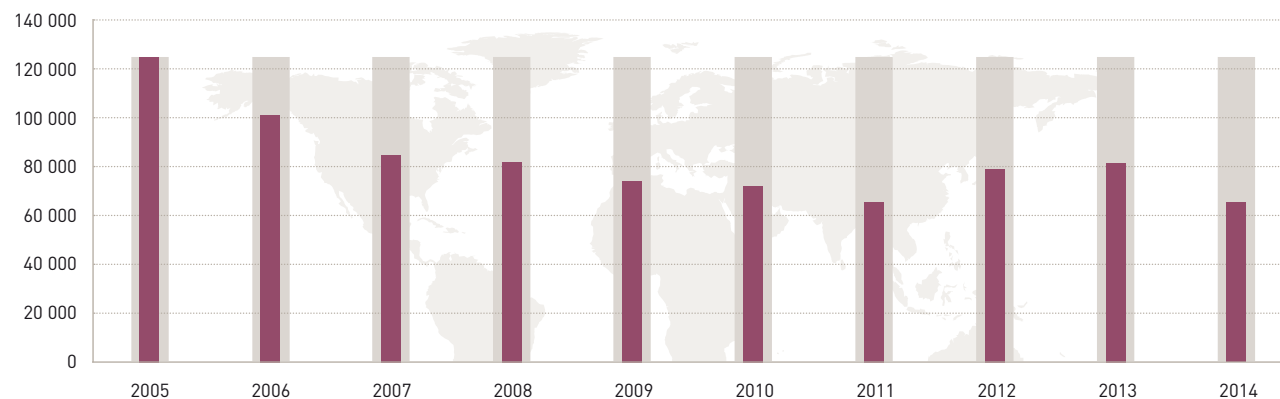
Pays hors conventions

DÉTACHEMENT DE DROIT COMMUN EN 2014 (TRAVAILLEURS SALARIÉS) (SUITE ET FIN)

Pays	Nombre de formulaires émis
Océanie	
Australie	1 330
Fidji	4
Nouvelle-Zélande	170
Papouasie	18
Wallis-et-Futuna	7
Autres pays d'Océanie	31
SOUS-TOTAL 2014	1 560
SOUS-TOTAL 2013	2 180
<i>% évolution</i>	<i>-28,44</i>
Données géographiques non précisées ⁽¹⁾	10 509
SOUS-TOTAL 2014	10 509
SOUS-TOTAL 2013	11 753
<i>% évolution</i>	<i>-10,58</i>
TOTAL GÉNÉRAL 2014	67 297
TOTAL GÉNÉRAL 2013	81 168
<i>% évolution</i>	<i>-17,09</i>

(1) lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS (TRAVAILLEURS SALARIÉS)



L'émission de formulaires de prolongation, dans le cadre des pays hors conventions, est marginale puisqu'elle représente en moyenne depuis 2005 moins de 0,5 % du nombre total de formulaires émis.

Par ailleurs, le nombre de formulaires émis en 2014 a fortement baissé par rapport à 2013 (-17,09 %) ; cela est dû en partie à la signature de conventions bilatérales entre la France et le Brésil et l'Uruguay, qui par conséquent ne sont plus comptabilisés comme « pays hors conventions ».



Règlements européens

Pour la première fois dans son rapport statistique annuel, le Cleiss a choisi de publier des chiffres sur les détachements “entrants” en France.

Ces informations font l’objet d’une collecte annuelle par la Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale (CACSSS) à Bruxelles, auprès de chaque pays européen.

Les dernières données actuellement disponibles concernent l’année 2013.

NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101 ÉMIS POUR DES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS EN FRANCE

Dans le cadre uniquement des articles 14.1a et 14bis1 du règlement 1408/71 et des articles 12.1 et 12.2 du règlement 883/04, sont dénombrés dans le tableau ci-dessous les formulaires de détachements A1 (ou E101) émis par les différents pays européens à des travailleurs pour un détachement de plein droit en France. Ne sont donc pas visés les situations de pluriactivité, ni de détachements exceptionnels.

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	% évolution 2007-2013
Allemagne	22 330	17 267	18 326	17 893	19 382	20 045	20 726	-7%
Autriche	412	646	770	955	914	1 444	1 467	256%
Belgique	18 612	19 604	19 081	18 479	20 874	19 836	20 697	11%
Bulgarie ⁽¹⁾	410	-	214	344	501	599	926	126%
Chypre	0	1	0	0	0	0	0	-
Croatie							200	-
Danemark ⁽¹⁾	783	909	1 028	544	530	-	-	-
Espagne	9 554	11 097	11 685	16 782	16 491	18 245	24 072	152%
Estonie ⁽¹⁾	53	-	143	196	271	83	157	196%
Finlande	93	381	210	106	116	144	228	145%
Grèce	251	97	174	66	22	108	53	-79%
Hongrie	1 787	1 772	1 275	1 136	2 293	2 726	2 608	46%
Irlande	160	161	207	185	180	200	199	24%
Islande	19	28	15	11	48	30	44	132%
Italie	1 031	4 401	5 445	5 555	5 207	7 893	9 191	791%
Lettonie	58	110	275	196	200	132	110	90%
Liechtenstein	4	4	2	2	0	89	63	1475%
Lituanie	231	301	438	641	1 603	924	2 137	825%
Luxembourg	32 989	38 314	40 489	37 115	17 503	15 798	11 328	-66%

Règlements européens

NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101 ÉMIS POUR DES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS EN FRANCE (SUITE ET FIN)

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	% évolution 2007-2013
Malte	1	3	2	0	1	9	2	100%
Norvège ⁽²⁾	51	90	102	144	186	-	-	-
Pays-Bas	1 455	1 560	1 197	1 781	2 281	1 916	2 036	40%
Pologne	29 042	31 365	22 579	22 865	25 781	29 309	31 155	7%
Portugal	11 513	5 738	12 694	17 191	18 502	23 694	38 443	234%
République-Tchèque	706	1 694	1 843	1 495	1 571	1 348	1 245	76%
Roumanie	-	1 200	2 903	4 251	7 570	6 335	8 309	-
Royaume-Uni ⁽¹⁾	13 907	12 171	11 267	9 576	14 818	-	-	-
Slovaquie	2 163	4 027	2 575	2 474	3 456	4 204	4 573	111%
Slovénie	499	547	662	549	1 274	1 362	1 616	224%
Suède ^{(1) (2)}	496	-	-	-	379	17	634	28%
Suisse ^{(1) (2)}	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	148 610	153 488	155 601	160 532	161 954	156 490	182 219	23%

Source : Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale (CACSSS)

(1) La Bulgarie et l'Estonie (en 2008), le Danemark et le Royaume-Uni (en 2012 et 2013), la Suède (en 2008 et 2009) ainsi que la Suisse (en 2007, 2008, 2009 et 2013) n'ont pas été en mesure de ventiler leurs données par pays.

(2) La Norvège (en 2012 et 2013), la Suède (en 2010) ainsi que la Suisse (en 2010, 2011 et 2012) n'ont communiqué aucune donnée (ni globale ni par pays).



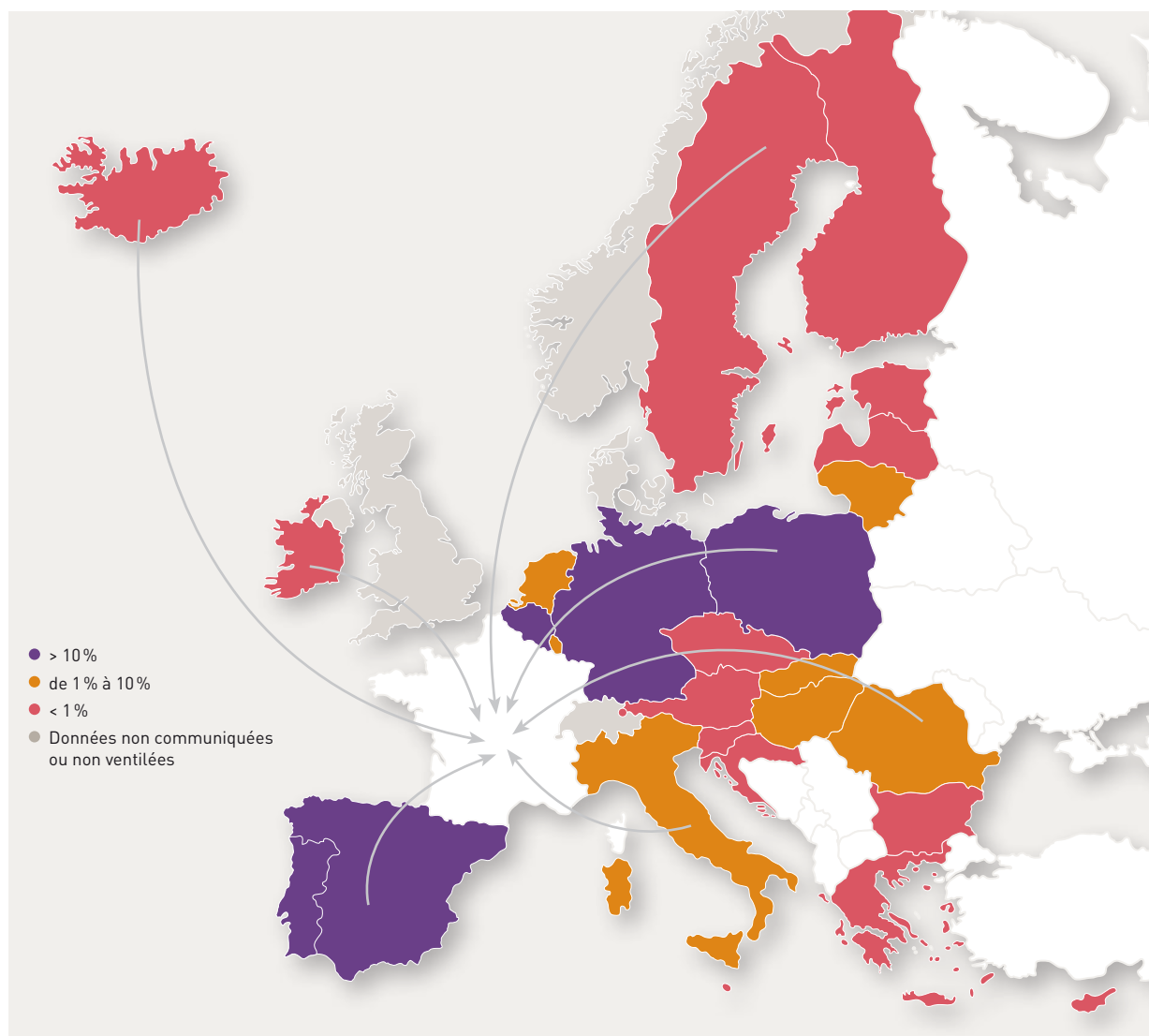
Quelques constats :

- En 2013, **182 219** formulaires ont été émis pour des travailleurs européens détachés en France soit une hausse depuis 2007 proche de 23%.
- Entre 2007 et 2013, seuls l'Allemagne, la Grèce et surtout le Luxembourg connaissent une évolution négative du nombre de formulaires de détachements vers la France.
- En 2013, un peu plus de 74% des formulaires visant des détachements en France sont émis par 5 pays : le Portugal, suivi de la Pologne, de l'Espagne, de l'Allemagne et enfin de la Belgique.



Règlements européens

PAYS EUROPÉENS ÉMETTEURS DE FORMULAIRES A1 (OU E101) POUR DES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS EN FRANCE EN 2013



Pays	Pourcentages
Portugal	21,10 %
Pologne	17,10 %
Espagne	13,21 %
Allemagne	11,37 %
Belgique	11,36 %
Luxembourg	6,22 %
Italie	5,04 %
Roumanie	4,56 %
Slovaquie	2,51 %
Hongrie	1,43 %
Lituanie	1,17 %
Pays-Bas	1,12 %
Slovénie	0,89 %
Autriche	0,81 %
République-Tchèque	0,68 %
Bulgarie	0,51 %
Suède	0,35 %
Finlande	0,13 %
Croatie	0,11 %
Irlande	0,11 %
Estonie	0,09 %
Lettonie	0,06 %
Liechtenstein	0,03 %
Grèce	0,03 %
Islande	0,02 %
Malte	0,00 %
Chypre	0,00 %
Royaume-Uni	NC
Danemark	NC
Suède	NC
Suisse	NC

NC : Données 2013 non communiquées ou non ventilées

Règlements européens

DÉTACHEMENTS EN EUROPE (NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101 ÉMIS)

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	% évolution 2007-2013
Allemagne								
Sortants	192 093	164 466	170 345	201 436	226 850	221 653	227 008	18%
Entrants	216 911	227 961	221 222	250 054	311 361	335 862	373 666	72%
Solde (sortants-entrants)	-24 818	-63 495	-50 877	-48 618	-84 511	-114 209	-146 658	-491%
Autriche								
Sortants	12 978	16 177	18 757	25 957	28 806	35 671	36 959	185%
Entrants	39 142	37 417	44 806	59 642	76 335	76 445	88 596	126%
Solde (sortants-entrants)	-26 164	-21 240	-26 049	-33 685	-47 529	-40 774	-51 637	-97%
Belgique								
Sortants	46 212	51 173	50 774	49 862	55 931	56 103	58 522	27%
Entrants	112 766	109 000	95 589	90 540	125 107	125 264	134 340	19%
Solde (sortants-entrants)	-66 554	-57 827	-44 815	-40 678	-69 176	-69 161	-75 818	-14%
Bulgarie								
Sortants	4 743	3 817	4 366	5 734	7 429	11 091	12 861	171%
Entrants	2 800	3 877	5 096	4 483	4 006	3 896	3 805	36%
Solde (sortants-entrants)	1 943	-60	-730	1 251	3 423	7 195	9 056	366%
Chypre								
Sortants	143	76	29	81	38	35	49	-66%
Entrants	2 368	2 048	1 524	1 702	1 042	1 106	939	-60%
Solde (sortants-entrants)	-2 225	-1 972	-1 495	-1 621	-1 004	-1 071	-890	60%
Croatie								
Sortants							8 716	-
Entrants							1 753	-
Solde (sortants-entrants)							6 963	-
Danemark								
Sortants	7 071	7 920	7 063	9 262	11 491	6 176	5 320	-25%
Entrants	17 666	15 031	10 928	9 608	11 002	11 044	10 763	-39%
Solde (sortants-entrants)	-10 595	-7 111	-3 865	-346	489	-4 868	-5 443	49%
Espagne								
Sortants	26 885	32 318	34 349	44 087	48 479	48 132	63 519	136%
Entrants	86 426	55 217	63 390	63 304	47 640	46 075	46 507	-46%
Solde (sortants-entrants)	-59 541	-22 899	-29 041	-19 217	839	2 057	17 012	129%
Estonie								
Sortants	9 454	10 140	8 384	13 580	15 322	14 889	11 689	24%
Entrants	2 059	1 767	1 225	1 235	1 904	2 325	2 998	46%
Solde (sortants-entrants)	7 395	8 373	7 159	12 345	13 418	12 564	8 691	18%

Règlements européens

DÉTACHEMENTS EN EUROPE (NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101 ÉMIS) (SUITE)

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	% évolution 2007-2013
Finlande								
Sortants	2 451	5 599	4 929	2 187	2 668	3 181	3 332	36%
Entrants	18 760	10 941	16 920	20 205	22 183	22 522	19 917	6%
Solde (sortants-entrants)	-16 309	-5 342	-11 991	-18 018	-19 515	-19 341	-16 585	-2%
France								
Sortants	232 102	206 439	160 774	133 896	144 256	130 247	123 580	-47%
Entrants	148 610	153 488	155 601	160 532	161 954	156 490	182 219	23%
Solde (sortants-entrants)	83 492	52 951	5 173	-26 636	-17 698	-26 243	-58 639	-170%
Grèce								
Sortants	3 179	2 717	2 265	642	888	1 661	1 688	-47%
Entrants	9 652	9 247	10 489	10 656	7 763	6 795	4 820	-50%
Solde (sortants-entrants)	-6 473	-6 530	-8 224	-10 014	-6 875	-5 134	-3 132	52%
Hongrie								
Sortants	36 178	43 204	36 403	40 640	57 848	63 742	66 415	84%
Entrants	8 264	9 009	7 438	8 457	9 924	9 900	8 887	8%
Solde (sortants-entrants)	27 914	34 195	28 965	32 183	47 924	53 842	57 528	106%
Irlande								
Sortants	1 074	1 222	1 941	1 935	3 106	3 512	3 457	222%
Entrants	7 753	6 010	5 357	5 014	6 084	4 674	5 556	-28%
Solde (sortants-entrants)	-6 679	-4 788	-3 416	-3 079	-2 978	-1 162	-2 099	69%
Islande								
Sortants	67	110	123	376	377	293	269	301%
Entrants	2 245	1 136	699	543	559	385	392	-83%
Solde (sortants-entrants)	-2 178	-1 026	-576	-167	-182	-92	-123	94%
Italie								
Sortants	3 320	24 451	29 955	35 430	35 611	48 369	55 509	1572%
Entrants	55 688	50 730	50 365	60 460	64 223	48 663	47 445	-15%
Solde (sortants-entrants)	-52 368	-26 279	-20 410	-25 030	-28 612	-294	8 064	115%
Lettonie								
Sortants	2 277	1 289	1 971	3 424	4 287	2 846	3 237	42%
Entrants	3 003	1 679	1 921	1 851	1 788	1 516	1 235	-59%
Solde (sortants-entrants)	-726	-390	50	1 573	2 499	1 330	2 002	376%
Liechtenstein								
Sortants	39	36	64	61	63	166	119	205%
Entrants	812	871	833	572	763	510	925	14%
Solde (sortants-entrants)	-773	-835	-769	-511	-700	-344	-806	-4%

Règlements européens

DÉTACHEMENTS EN EUROPE (NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101 ÉMIS) (SUITE)

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	% évolution 2007-2013
Lituanie								
Sortants	2 743	4 482	5 486	6 462	9 515	11 306	14 105	414%
Entrants	5 905	3 003	1 655	1 850	2 248	3 497	2 274	-61%
Solde (sortants-entrants)	-3 162	1 479	3 831	4 612	7 267	7 809	11 831	474%
Luxembourg								
Sortants	46 827	57 264	57 276	55 852	39 385	39 758	28 407	-39%
Entrants	27 969	26 718	25 042	27 730	24 295	19 741	20 429	-27%
Solde (sortants-entrants)	18 858	30 546	32 234	28 122	15 090	20 017	7 978	-58%
Malte								
Sortants	101	162	112	442	318	327	322	219%
Entrants	1 634	1 628	2 976	1 308	1 449	1 052	952	-42%
Solde (sortants-entrants)	-1 533	-1 466	-2 864	-866	-1 131	-725	-630	59%
Norvège								
Sortants	1 065	1 251	1 291	1 872	2 163	NC	NC	-
Entrants	33 828	23 731	21 603	18 771	30 523	16 170	18 778	-44%
Solde (sortants-entrants)	-32 763	-22 480	-20 312	-16 899	-28 360	-	-	-
Pays-Bas								
Sortants	9 437	9 366	9 924	15 190	25 986	24 199	25 429	169%
Entrants	88 656	84 486	81 852	91 560	105 885	99 416	100 423	13%
Solde (sortants-entrants)	-79 219	-75 120	-71 928	-76 370	-79 899	-75 217	-74 994	5%
Pologne								
Sortants	238 946	228 722	204 374	221 126	227 930	246 214	262 714	10%
Entrants	14 512	13 996	14 704	12 877	16 013	16 033	14 387	-1%
Solde (sortants-entrants)	224 434	214 726	189 670	208 249	211 917	230 181	248 327	11%
Portugal								
Sortants	66 001	19 188	65 012	58 923	54 043	54 580	81 687	24%
Entrants	12 579	12 831	13 028	12 193	13 345	11 422	10 696	-15%
Solde (sortants-entrants)	53 422	6 357	51 984	46 730	40 698	43 158	70 991	33%
République-Tchèque								
Sortants	15 803	16 383	17 150	15 829	16 102	15 358	13 155	-17%
Entrants	16 647	15 985	12 756	15 892	17 144	17 808	18 603	12%
Solde (sortants-entrants)	-844	398	4 394	-63	-1 042	-2 450	-5 448	-545%
Roumanie								
Sortants	9 030	13 096	26 116	29 730	59 363	44 318	51 739	473%
Entrants	10 752	11 781	9 320	9 445	10 476	11 224	10 894	1%
Solde (sortants-entrants)	-1 722	1 315	16 796	20 285	48 887	33 094	40 845	2 472%



Règlements européens

DÉTACHEMENTS EN EUROPE (NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101 ÉMIS) (SUITE ET FIN)

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	% évolution 2007-2013
Royaume-Uni								
Sortants	42 795	36 436	32 284	32 109	35 368	33 148	29 935	-30%
Entrants	37 905	37 733	34 760	34 321	37 247	40 366	43 522	15%
Solde (sortants-entrants)	4 890	-1 297	-2 476	-2 212	-1 879	-7 218	-13 587	-378%
Slovaquie								
Sortants	21 213	35 693	24 688	28 221	40 890	44 815	52 790	149%
Entrants	4 417	6 162	7 193	8 668	6 840	6 602	6 993	58%
Solde (sortants-entrants)	16 796	29 531	17 495	19 553	34 050	38 213	45 797	173%
Slovénie								
Sortants	13 032	17 162	17 835	23 944	42 485	65 727	83 659	542%
Entrants	3 802	3 375	2 969	3 391	2 676	3 343	4 507	19%
Solde (sortants-entrants)	9 230	13 787	14 866	20 553	39 809	62 384	79 152	758%
Suède								
Sortants	5 171	2 571	5 503	NC	11 771	3 061	4 026	-22%
Entrants	20 626	20 926	20 792	19 464	24 412	26 095	29 446	43%
Solde (sortants-entrants)	-15 455	-18 355	-15 289	-	-12 641	-23 034	-25 420	-64%
Suisse								
Sortants	10 496	10 751	10 990	NC	NC	NC	10 346	-1%
Entrants	29 243	38 618	51 987	51 962	62 578	64 908	78 106	167%
Solde (sortants-entrants)	-18 747	-27 867	-40 997	-	-	-	-67 760	-261%
Pays non précisés								
Entrants	19 526	27 279	16 493	0	0	39 429	45 790	135%
TOTAL FORMULAIRES ÉMIS	1 062 926	1 023 681	1 010 533	1 058 290	1 208 769	1 230 578	1 340 563	26%

NC : Non communiqué

Source : Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale (CACSSS)



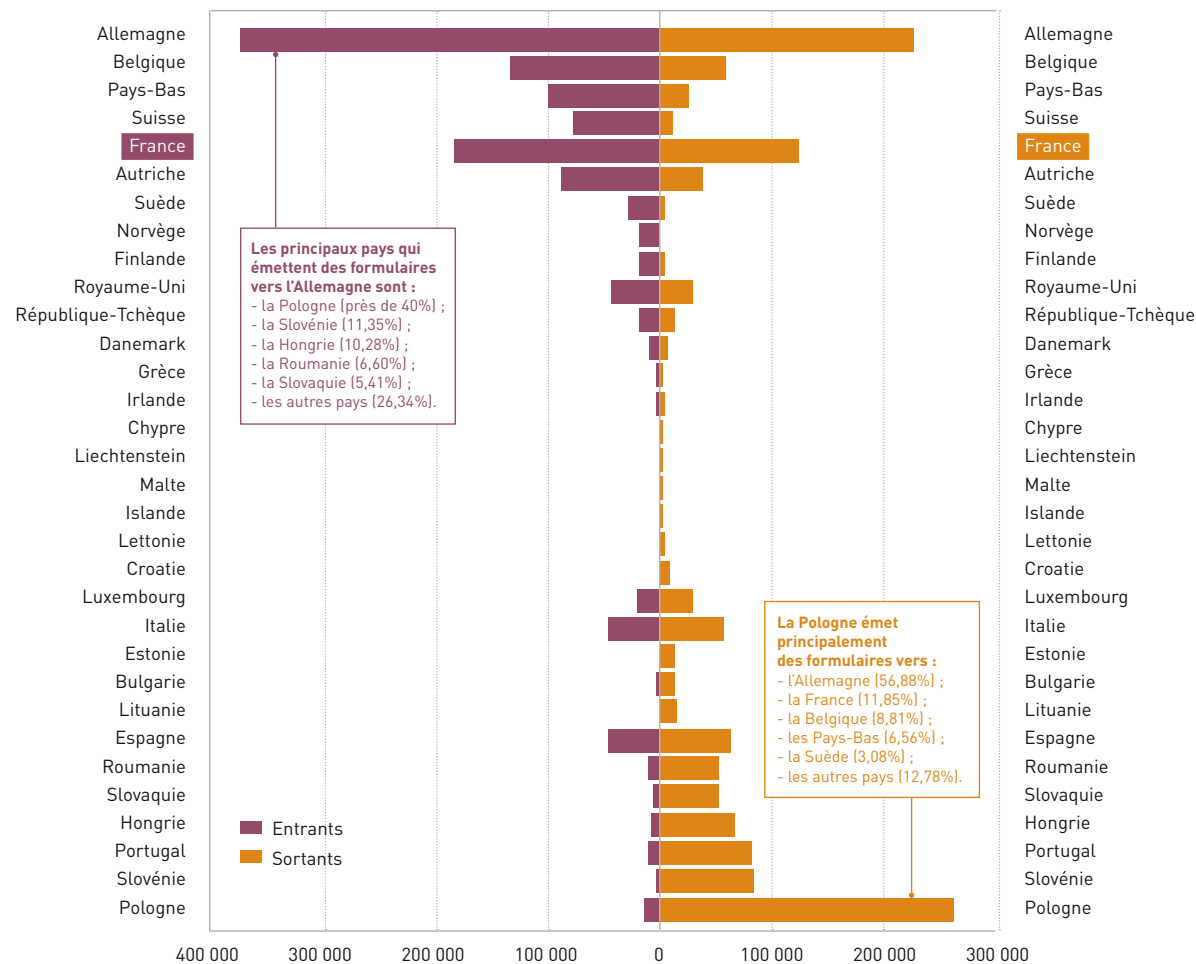
Quelques constats :

- **1,34 million de formulaires A1 (ou E101)** ont été émis par les différents pays européens en 2013 soit une augmentation de 26% par rapport à 2007.
- Sur ces 1,34 million de formulaires émis :
 - **182 219** l'ont été en vertu d'une procédure de détachement «entrants» en France ;
 - **123 580** en vertu de détachements «sortants» de travailleurs français en Europe.

- Au regard du différentiel entre détachements sortants et entrants, la France est destinataire de 58 639 formulaires A1 (ou E101) de plus qu'elle n'en émet pour des pays européens.
- La France, au titre des entrants et des sortants, est donc concernée par **22,81%** du volume global des formulaires émis en 2013. À titre de comparaison, en 2007, ce taux était de l'ordre de **35,82%**.

Règlements européens

DÉTACHEMENTS ENTRANTS ET SORTANTS EN 2013

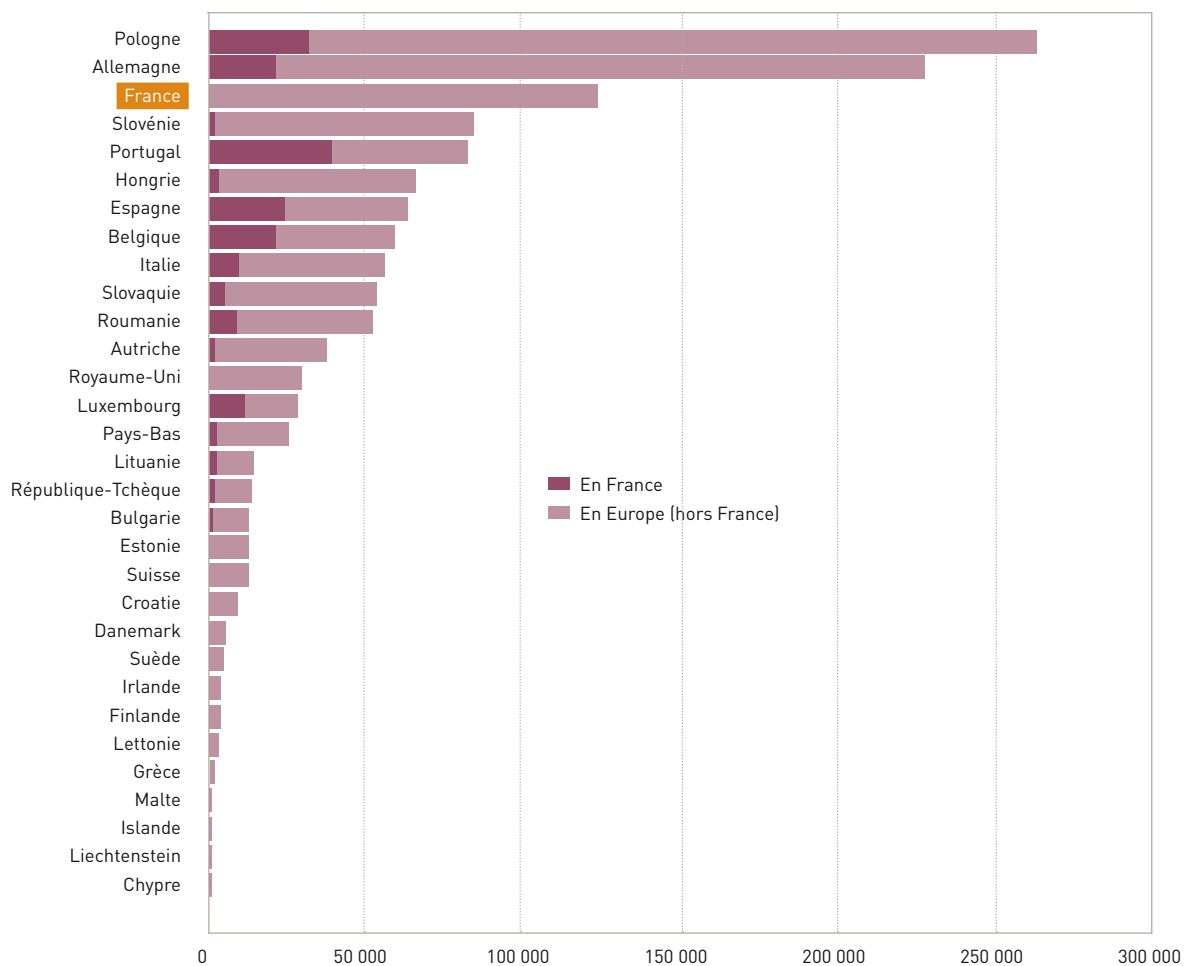


- L'Allemagne est le 1^{er} pays destinataire de formulaires européens A1 et E 101 (soit 373 666 formulaires sur le volume global de 1,34 million).
- À l'inverse, la Pologne est le 1^{er} pays émetteur de formulaires européens A1 et E 101 (soit 262 714 formulaires sur le volume global de 1,34 million).



Règlements européens

NOMBRE DE FORMULAIRES A1 OU E 101 ÉMIS POUR DES DÉTACHEMENTS EN EUROPE



La Norvège n'apparaît pas dans le graphique ci-dessus dans la mesure où en 2013 elle n'a pu communiquer ses données.



En 2013, les 5 pays qui ont émis le plus de formulaires A1 (et E 101) sont par ordre d'importance : la Pologne (19,6%), l'Allemagne (16,9%), la France (9,2%), la Slovénie (6,2%) et le Portugal (6,1%), soit 58% du volume global.

FLUX FINANCIERS ÉTRANGER → FRANCE

- Règlements européens

- > Les pensions de vieillesse et d'invalidité versées en France 150



FLUX FINANCIERS ÉTRANGER → FRANCE • Règlements européens



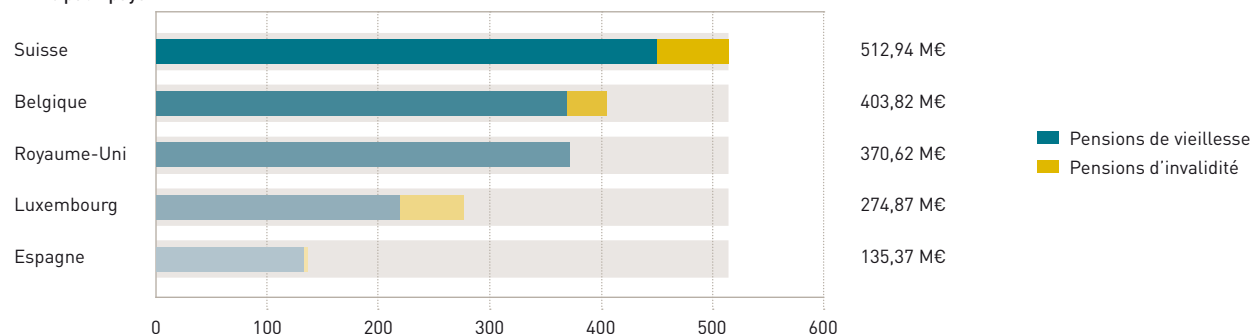
Dans le cadre de la réciprocité des accords, le Cleiss collecte des données statistiques auprès de la plupart de ses partenaires européens. Elles concernent principalement les pensions de vieillesse et d'invalidité versées à des personnes résidant en France, qui bénéficient du régime de sécurité sociale du pays dans lequel elles ont cotisé pendant leur durée de travail.

Le tableau ci-dessous regroupe donc les pensions de vieillesse et d'invalidité transférées par les pays européens à des bénéficiaires résidant en France.

Ne disposant pas des données de l'ensemble des pays européens, le Cleiss diffuse ces informations à titre indicatif.

PENSIONS DE VIEILLESSE ET INVALIDITÉ SERVIES EN FRANCE EN 2014

Principaux pays



Pays	Organismes de liaison*	Pensions de vieillesse				Pensions d'invalidité	
		Droits propres		Droits dérivés		Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
		Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)		
Allemagne	DRB - Deutsche Rentenversicherung Bund	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Autriche	Hauptverband der Österreichischen Sozialversicherungsträger	1 676	5 910 559	403	1 208 477	15	85 413
	ONP - Office National des Pensions	37 133	225 052 641	8 575	48 867 873		
Belgique	SdPSP - Service des Pensions du Service Public	3 211	83 197 247	763	10 716 287		
	INAMI - Institut National d'Assurance Maladie Invalidité					3 317	35 982 658
Bulgarie	NOI - Национален осигурителен институт	50	55 722	9	417	2	121
Chypre	MLSI - Υπουργείου Εργασίας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων	20	58 195	3	8 829	0	0
Croatie	HZMO - Hrvatski zavod za mirovinsko osiguranje središnja služba zagreb	513	376 686	98	119 624	1	1 301
Danemark	Udbetaling Danmark	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Espagne	Instituto Nacional de la Seguridad Social	25 559	86 589 740	11 936	45 406 879	361	3 375 207
Estonie	Sotsiaalkindlustusamet	11	32 559	0	0	2	5 375
Finlande	KELA - Kansaneläkelaitos / Folkpensionsanstalten	150	264 618	1	1 332	5	16 580
	ETK - Eläketurvakeskus	487	9 817 920	43	618 684	10	137 160
Grèce	IKA - Ιδρυμα Κοινωνικών Ασφαλίσεων	126	513 192	18	68 250	4	26 669
Hongrie	ONYF - Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság	410	631 088	30	37 971	NC	NC

FLUX FINANCIERS ÉTRANGER → FRANCE • Règlements européens

PENSIONS DE VIEILLESSE ET INVALIDITÉ SERVIES EN FRANCE EN 2014 (SUITE ET FIN)

Pays	Organismes de liaison*	Pensions de vieillesse				Pensions d'invalidité	
		Droits propres		Droits dérivés		Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
		Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)		
Irlande	Department of Social Protection - Social Welfare Services	394	NC	NC	NC	12	2 322
Islande	TR - Tryggingastofnun Ríkisins	4	14 936	0	0	5	30 723
Italie	INPS - Istituto Nazionale della Previdenza Sociale	27 316	63 325 077	16 286	32 082 521	1 314	4 846 123
Lettonie	VSAA - Valsts sociālās apdrošināšanas aģentūra	30	179 865	1	944	2	8 909
Liechtenstein	AHV-IV-FAK Liechtensteinische Hinterlassenen und Invalidenversicherung	33	141 421	2	NC	1	24 634
Lituanie	SODRA - Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba	22	40 675	4	672	3	5 333
Luxembourg	CNAP - Caisse Nationale d'Assurance Pension	13 096	177 768 442	4 050	40 503 469	4 344	56 601 749
Malte	Diviżjoni tas-Sigurta' Soċjali	19	53 826	3	25 658	0	0
Norvège	NAV Pensjon	nc	NC	NC	NC	NC	NC
Pays-Bas	Sociale Verzekeringsbank	12 599	85 314 711	60	932 600		
	UWV - Uitvoeringsinstituut Werknemersverzekeringen					813	13 277 491
Pologne	ZUS - Zakład Ubezpieczeń Społecznych - Departament Zasiłków	3 487	7 193 033	545	1 324 215	34	109 918
Portugal	IP - Instituto da Segurança Social	NC	NC	NC	NC	NC	NC
République-tchèque	CSSZ - Česká Správa Sociálního Zabezpečení	624	1 136 690	104	132 680	10	24 200
Roumanie	CNPAS - Casa Națională de Pensii Publice	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Royaume-Uni	DWP - Department for Work and Pensions	63 930	370 619 217	NC	NC	NC	NC
Slovaquie	Sociálna poisť ovňa	175	287 525	15	21 385	4	11 382
Slovénie	ZPIZ - Zavod za Pokojninsko in invalidsko Zavarovanje Slovenije	347	435 255	80	NC	3	NC
Suède	Pensionsmyndigheten	1 850	12 558 201	131	521 119		
	Försäkringskassan					NC	NC
Suisse	CDC - Schweizerische Ausgleichskasse	57 982	394 083 115	7 847	54 540 090	4 856	64 318 701
TOTAL 2014		251 254	1 525 652 157	51 007	237 139 975	15 118	178 891 969

* pour plus d'informations : www.cleiss.fr - NC : données non communiquées



En 2014, **1,94 milliard d'euros** a été versé par les pays de l'UE-EEE-Suisse à des bénéficiaires de pensions de vieillesse ou d'invalidité résidant en France. Ce chiffre représente une baisse de 7,9 % par rapport à 2013. Il faut toutefois relativiser cette baisse dans la mesure où l'Allemagne et le Portugal, en autres, n'ont pas été en mesure cette année de nous communiquer leurs données.

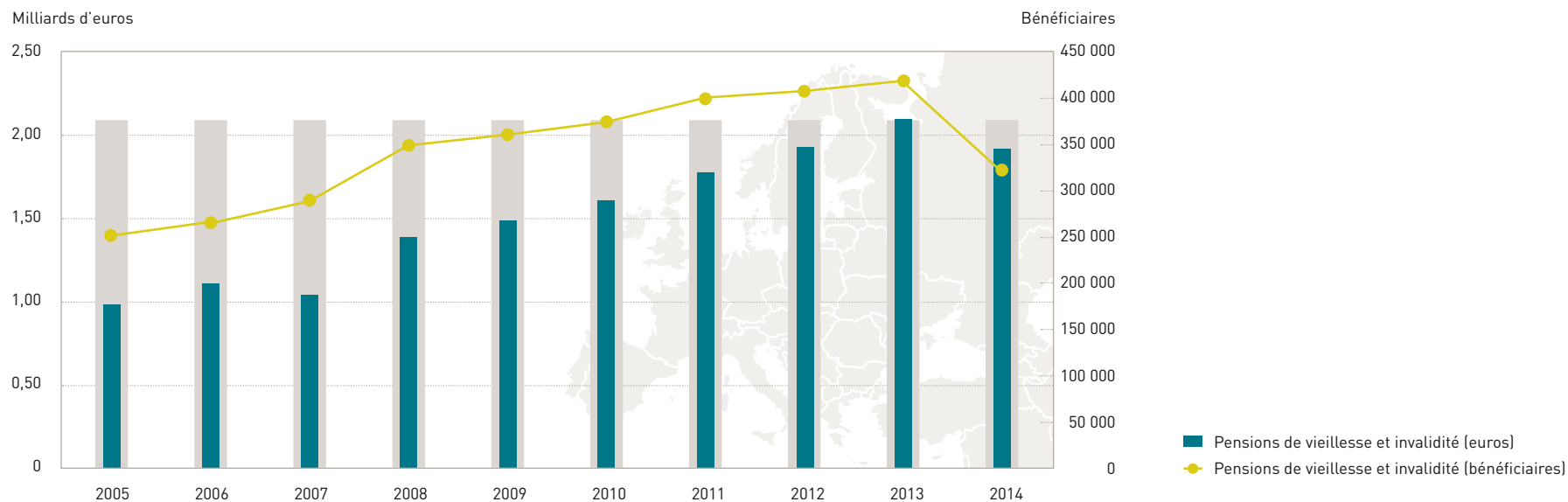
À noter que pour la 1ère fois cette année, les données du secteur public belge (SdPSP - Service des Pensions du Service Public) sont présentées dans cette partie.



PENSIONS DE VIEILLESSE ET INVALIDITÉ SERVIES EN FRANCE DEPUIS 10 ANS

Année	Pensions de vieillesse				Pensions d'invalidité	
	Droits propres		Droits dérivés			
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
2005	191 061	717 179 314	43 421	145 653 492	16 363	134 343 594
2006	201 878	801 712 110	44 676	152 807 321	18 547	162 457 988
2007	205 701	707 389 360	65 823	201 577 704	18 075	145 066 410
2008	262 691	1 029 341 926	66 847	210 692 485	19 042	156 665 040
2009	274 774	1 118 086 969	67 110	224 189 368	18 967	160 619 806
2010	285 445	1 201 558 637	68 288	235 302 748	19 960	182 980 818
2011	308 309	1 347 958 441	71 723	253 786 755	20 519	189 060 491
2012	317 019	1 486 156 378	70 860	261 377 028	19 218	190 273 181
2013	327 162	1 635 680 741	71 319	278 890 883	19 425	193 743 049
2014	251 254	1 525 652 157	51 007	237 139 975	15 118	178 891 969

Sources : voir page précédente



MOUVEMENTS MIGRATOIRES

- Les travailleurs étrangers entrés en France 154
- L'immigration familiale 160
- Les Français à l'étranger (immatriculation dans les consulats) 164



MOUVEMENTS MIGRATOIRES • Les travailleurs étrangers entrés en France



RÉPARTITION PAR CONTINENT ET PAR PAYS EN 2014

Continents / Pays	Salariés								Total non salariés	Total général
	Permanents	En mission	Temporaires	Scientifiques	Professions artistiques et culturelles	Autorisations provisoires de travail	Saisonniers	Total salariés		
AFRIQUE DU NORD	5 650	192	405	66	8	16	6 237	12 574	1 147	13 721
Algérie	1376	0	109	25	1	7	0	1 518	516	2 034
Libye	5	1	1	0	0	0	0	7	2	9
Maroc	2658	79	129	13	7	6	5 145	8 037	285	8 322
Tunisie	1611	112	166	28	0	3	1 092	3 012	344	3 356
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	4 138	123	420	23	46	17	81	4 848	755	5 603
dont										
Bénin	120	0	11	0	9	3	0	143	13	156
Cameroun	469	1	40	4	0	2	0	516	88	604
Cap-Vert	33	0	3	0	0	0	0	36	27	63
Congo	83	10	8	0	0	2	0	103	33	136
Congo (Rép. Dém)	140	3	15	1	6	1	0	166	80	246
Côte d'Ivoire	378	4	27	1	1	2	0	413	51	464
Égypte	128	10	8	3	1	0	0	150	45	195
Gabon	85	4	11	1	0	0	0	101	14	115
Guinée (Rép. de)	144	0	17	1	0	0	0	162	50	212
Madagascar	187	1	19	2	0	1	1	211	34	245
Mali	832	2	29	0	0	1	1	865	67	932
Maurice (île)	108	17	13	2	0	1	68	209	9	218
Mauritanie	117	0	3	1	0	0	1	122	18	140
Niger	25	1	1	0	0	0	0	27	4	31
Sénégal	862	5	126	5	0	3	10	1 011	77	1 088
Togo	89	0	9	1	0	1	0	100	19	119
Autres pays	338	65	80	1	29	0	0	513	126	639
AMÉRIQUE DU NORD	481	405	1 416	3	22	10	4	2 341	406	2 747
Canada	164	81	279	1	8	2	2	537	131	668
États-Unis	317	324	1 137	2	14	8	2	1 804	275	2 079

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration

MOUVEMENTS MIGRATOIRES • Les travailleurs étrangers entrés en France

RÉPARTITION PAR CONTINENT ET PAR PAYS EN 2014 (SUITE)

Continents / Pays	Salariés								Total non salariés	Total général
	Permanents	En mission	Temporaires	Scientifiques	Professions artistiques et culturelles	Autorisations provisoires de travail	Saisonniers	Total salariés		
AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD	769	153	602	36	65	7	14	1 646	852	2 498
dont										
Argentine	43	23	72	5	7	0	1	151	50	201
Brésil	213	79	58	9	28	3	13	403	449	852
Chili	22	3	17	2	4	0	0	48	35	83
Colombie	137	11	78	7	7	0	0	240	72	312
Haïti	66	0	13	0	0	1	0	80	46	126
Mexique	89	24	135	6	2	0	0	256	102	358
Pérou	59	1	11	1	0	1	0	73	14	87
Venezuela	42	8	35	2	1	0	0	88	26	114
Autres pays	98	4	183	4	16	2	0	307	58	365
ASIE	2 553	1 454	386	52	35	11	18	4 509	1 543	6 052
dont										
Chine (RPC)	978	232	123	28	12	0	0	1 373	587	1 960
Corée du Sud	59	47	22	5	2	0	0	135	80	215
Inde	259	718	124	7	12	2	0	1 122	341	1 463
Japon	143	363	41	1	6	1	1	556	232	788
Philippines	311	11	3	0	0	0	0	325	22	347
Thaïlande	47	19	4	0	1	0	1	72	44	116
Vietnam	175	6	12	8	2	0	0	203	103	306
Autres pays	581	58	57	3	0	8	16	723	134	857
PROCHE ET MOYEN ORIENT	502	35	87	38	1	3	6	672	315	987
dont										
Iran	39	4	10	6	0	0	0	59	51	110
Israël	10	3	11	0	0	0	6	30	34	64
Liban	273	8	28	27	0	2	0	338	141	479
Pakistan	73	5	2	1	0	1	0	82	41	123
Autres pays	107	15	36	4	1	0	0	163	48	211

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration



MOUVEMENTS MIGRATOIRES • Les travailleurs étrangers entrés en France

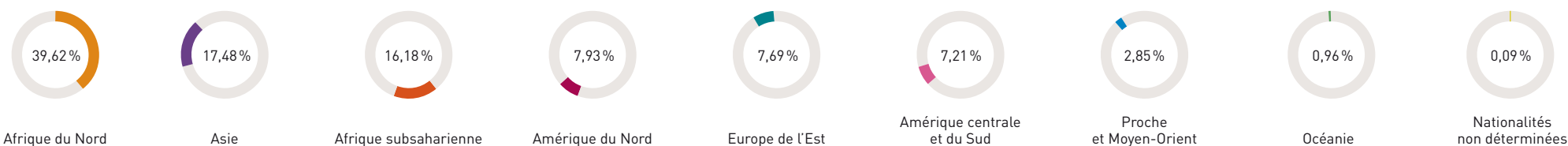
RÉPARTITION PAR CONTINENT ET PAR PAYS EN 2014 (SUITE ET FIN)

Continents / Pays	Salariés							Total non salariés	Total général	
	Permanents	En mission	Temporaires	Scientifiques	Professions artistiques et culturelles	Autorisations provisoires de travail	Saisonniers			Total salariés
EUROPE DE L'EST	1 158	136	393	18	46	4	197	1 952	711	2 663
dont										
Bosnie-Herzégovine	12	3	2	0	0	0	0	17	8	25
Bulgarie*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Croatie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Macédoine	13	1	3	1	0	0	0	18	14	32
Moldavie	34	0	1	1	2	0	0	38	8	46
Roumanie*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Russie	297	53	221	7	8	1	2	589	231	820
Serbie	57	7	55	3	1	1	10	134	43	177
Turquie	323	61	32	2	0	1	180	599	118	717
Ukraine	148	8	21	2	26	0	2	207	69	276
Autres pays	274	3	58	2	9	1	3	350	220	570
OCÉANIE	140	24	92	1	5	2	1	265	66	331
Australie	77	21	50	1	4	2	0	155	50	205
Nouvelle-Zélande	40	3	26	0	1	0	0	70	13	83
Autres pays	23	0	16	0	0	0	1	40	3	43
NATIONALITÉ INDÉTERMINÉE	7	0	4	0	0	0	0	11	19	30
TOTAL GÉNÉRAL	15 398	2 522	3 805	237	228	70	6 558	28 818	5 814	34 632

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration

* La Roumanie et la Bulgarie figurent dans ce tableau malgré leur appartenance à l'UE depuis 2007. Ces pays sont en phase transitoire en ce qui concerne leur migration au sein de l'espace Shengen.

RÉPARTITION PAR CONTINENT DES TRAVAILLEURS ENTRÉS EN FRANCE EN 2014



MOUVEMENTS MIGRATOIRES • Les travailleurs étrangers entrés en France

RÉPARTITION PAR CONTINENT ET PAR CATÉGORIE DE SALARIÉS

		2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005
AFRIQUE DU NORD	TOTAL	13 721	12 248	12 338	12 685	12 024	11 910	13 124	11 251	10 538	10 599
	Total salariés permanents et en mission	5 842	5 323	5 038	5 477	4 663	4 436	5 240	3 883	2 594	1 938
	Total autorisations provisoires et autres catégories	495	617	857	885	1 031	778	1 156	1 060	1 060	1 038
	Saisonniers	6 237	5 758	5 975	5 939	5 890	6 696	6 728	6 308	6 884	7 623
	Total salariés	12 574	11 698	11 870	12 301	11 584	11 910	13 124	11 251	10 538	10 599
	Total non salariés	1 147	550	468	384	440	NC	NC	NC	NC	NC
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	TOTAL	5 603	4 522	4 293	5 837	5 486	5 785	4 518	2 553	1 919	1 504
	Total salariés permanents et en mission	4 261	3 850	3 582	5 207	4 718	5 322	3 843	1 856	1 221	890
	Total autorisations provisoires et autres catégories	506	418	428	428	547	463	663	696	690	614
	Saisonniers	81	65	100	54	36	0	12	1	8	0
	Total salariés	4 848	4 333	4 110	5 689	5 301	5 785	4 518	2 553	1 919	1 504
	Total non salariés	755	189	183	148	185	NC	NC	NC	NC	NC
AMÉRIQUE DU NORD	TOTAL	2 747	2 756	2 945	3 271	3 023	1 947	3 171	2 985	3 285	3 022
	Total salariés permanents et en mission	886	903	1 036	964	967	655	1 140	776	739	645
	Total autorisations provisoires et autres catégories	1 451	1 375	1 650	2 077	1 802	1 292	2 026	2 193	2 541	2 377
	Saisonniers	4	7	4	4	7	0	5	16	5	0
	Total salariés	2 341	2 285	2 690	3 045	2 776	1 947	3 171	2 985	3 285	3 022
	Total non salariés	406	471	255	226	247	NC	NC	NC	NC	NC
AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD	TOTAL	2 498	2 326	2 156	2 394	2 351	1 454	2 306	2 073	2 101	1 935
	Total salariés permanents et en mission	922	891	931	1 032	1 027	874	1 049	983	583	571
	Total autorisations provisoires et autres catégories	710	727	853	1 069	1 022	580	1 189	1 025	1 445	1 364
	Saisonniers	14	36	106	32	46	0	68	65	73	0
	Total salariés	1 646	1 654	1 890	2 133	2 095	1 454	2 306	2 073	2 101	1 935
	Total non salariés	852	672	266	261	256	NC	NC	NC	NC	NC

NC = non communiqué

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration



RÉPARTITION PAR CONTINENT ET PAR CATÉGORIE DE SALARIÉS (SUITE ET FIN)

		2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005
ASIE	TOTAL	6 052	5 211	4 787	5 051	5 097	3 663	4 892	4 011	3 404	3 079
	Total salariés permanents et en mission	4 007	3 387	3 242	3 442	3 387	2 765	3 227	2 307	1 552	1 375
	Total autorisations provisoires et autres catégories	484	515	879	940	1 116	898	1 657	1 695	1 849	1 704
	Saisonniers	18	21	11	22	18	0	8	9	3	0
	Total salariés	4 509	3 923	4 132	4 404	4 521	3 663	4 892	4 011	3 404	3 079
	Total non salariés	1 543	1 288	655	647	576	NC	NC	NC	NC	NC
PROCHE ET MOYEN-ORIENT	TOTAL	987	1 100	1 016	998	960	794	1 164	1 190	863	821
	Total salariés permanents et en mission	537	610	646	639	565	627	768	769	519	455
	Total autorisations provisoires et autres catégories	129	204	258	243	270	167	395	420	344	366
	Saisonniers	6	5	1	0	0	0	1	1	0	0
	Total salariés	672	819	905	882	835	794	1 164	1 190	863	821
	Total non salariés	315	281	111	116	125	NC	NC	NC	NC	NC
EUROPE DE L'EST	TOTAL	2 663	2 175	6 874	8 289	7 446	6 405	14 425	20 810	15 412	13 124
	Total salariés permanents et en mission	1 294	1 160	3 666	4 347	4 335	4 463	7 474	5 902	2 688	2 524
	Total autorisations provisoires et autres catégories	461	443	1 694	1 897	1 540	1 103	2 212	2 385	2 495	2 408
	Saisonniers	197	164	1 332	1 909	1 428	839	4 739	12 523	10 229	8 192
	Total salariés	1 952	1 767	6 692	8 153	7 303	6 405	14 425	20 810	15 412	13 124
	Total non salariés	711	408	182	136	143	NC	NC	NC	NC	NC
OCÉANIE	TOTAL	331	254	335	333	298	180	346	311	322	282
	Total salariés permanents et en mission	164	97	170	151	129	86	134	102	95	88
	Total autorisations provisoires et autres catégories	100	101	135	156	144	94	208	208	225	194
	Saisonniers	1	1	2	2	3	0	4	1	2	0
	Total salariés	265	199	307	309	276	180	346	311	322	282
	Total non salariés	66	55	28	24	22	NC	NC	NC	NC	NC
NATIONALITÉ INDÉTERMINÉE		30	4	13	13	2	746	285	553	34	840
TOTAL GÉNÉRAL		34 632	30 596	34 757	38 871	36 687	32 884	44 231	45 737	37 878	35 206

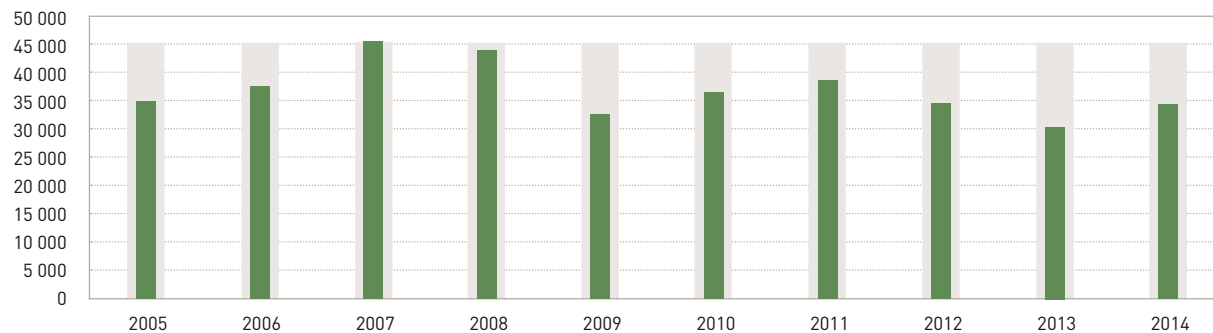
NC = non communiqué

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration

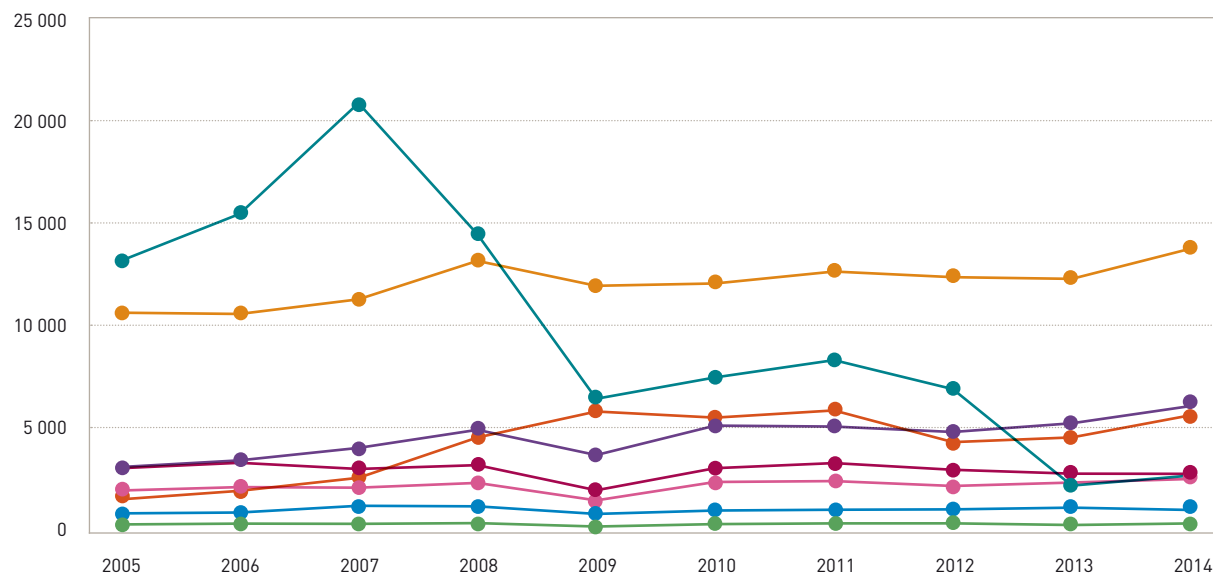
MOUVEMENTS MIGRATOIRES • Les travailleurs étrangers entrés en France



ÉVOLUTION DU NOMBRE TOTAL DE TRAVAILLEURS ENTRÉS EN FRANCE CES 10 DERNIÈRES ANNÉES



IMMIGRATION DES TRAVAILLEURS - HISTORIQUE PAR CONTINENT



FAMILLES INTRODUITES EN FRANCE OU RÉGULARISÉES AU COURS DE L'ANNÉE 2014 AU TITRE DU REGROUPEMENT FAMILIAL

Continents / Pays de nationalité	2005		2013		2014		% évolution 2014/2005	
	Familles	Personnes	Familles	Personnes	Familles	Personnes	Familles	Personnes
AFRIQUE DU NORD	8 771	13 722	6 457	8 230	6 680	8 460	-23,84%	-38,35%
Algérie	3 357	4 667	2 620	3 155	3 006	3 596	-10,46%	-22,95%
Libye	-	-	1	3	2	2	-	-
Maroc	3 986	6 474	2 417	3 205	2 151	2 806	-46,04%	-56,66%
Tunisie	1 428	2 581	1 419	1 867	1 521	2 056	6,51%	-20,34%
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	1 476	2 380	1 657	2 503	2 000	3 078	35,50%	29,33%
dont								
Bénin	31	42	46	74	41	75	32,26%	78,57%
Cameroun	253	394	338	536	326	492	28,85%	24,87%
Cap-Vert	35	56	38	52	31	45	-11,43%	-19,64%
Congo	144	219	80	139	60	92	-58,33%	-57,99%
Congo (Rép. Dém)	27	45	39	55	153	268	466,67%	495,56%
Côte d'Ivoire	100	145	198	268	271	368	171,00%	153,79%
Égypte	65	113	57	116	43	75	-33,85%	-33,63%
Gabon	36	58	40	49	28	30	-22,22%	-48,28%
Guinée (Rép. de)	29	43	56	81	38	57	31,03%	32,56%
Madagascar	118	177	117	154	138	184	16,95%	3,95%
Mali	173	296	105	155	277	469	60,12%	58,45%
Maurice (île)	48	59	19	21	22	28	-54,17%	-52,54%
Mauritanie	14	19	29	46	33	54	135,71%	184,21%
Niger	10	16	10	13	11	16	10,00%	0,00%
Sénégal	186	291	260	399	266	387	43,01%	32,99%
Togo	28	48	64	110	56	81	100,00%	68,75%
Autres pays	179	359	161	235	206	357	15,08%	-0,56%
AMÉRIQUE DU NORD	326	686	16	21	19	25	-94,17%	-96,36%
Canada	88	178	9	14	10	15	-88,64%	-91,57%
États-Unis	238	508	7	7	9	10	-96,22%	-98,03%

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration

MOUVEMENTS MIGRATOIRES • Immigration familiale

FAMILLES INTRODUITES EN FRANCE OU RÉGULARISÉES AU COURS DE L'ANNÉE 2014 AU TITRE DU REGROUPEMENT FAMILIAL (SUITE)

Continents / Pays de nationalité		2005		2013		2014		% évolution 2014/2005	
		Familles	Personnes	Familles	Personnes	Familles	Personnes	Familles	Personnes
AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD		480	832	298	453	308	429	-35,83%	-48,44%
dont	Argentine	23	52	3	8	3	4	-86,96%	-92,31%
	Brésil	97	159	39	50	29	34	-70,10%	-78,62%
	Chili	8	20	5	9	3	4	-62,50%	-80,00%
	Colombie	25	38	13	19	19	23	-24,00%	-39,47%
	Haïti	197	339	157	250	187	283	-5,08%	-16,52%
	Mexique	19	46	3	4	1	1	-94,74%	-97,83%
	Pérou	22	44	9	12	12	13	-45,45%	-70,45%
	Venezuela	10	15	4	5	6	10	-40,00%	-33,33%
	Autres pays	79	119	65	96	48	57	-39,24%	-52,10%
ASIE		865	1 392	756	928	714	860	-17,46%	-38,22%
dont	Chine (RPC)	229	275	302	343	274	309	19,65%	12,36%
	Corée du Sud	54	119	13	13	12	14	-77,78%	-88,24%
	Inde	133	218	75	103	60	82	-54,89%	-62,39%
	Japon	181	355	24	29	23	24	-87,29%	-93,24%
	Philippines	31	46	48	65	40	44	29,03%	-4,35%
	Thaïlande	35	51	40	44	44	49	25,71%	-3,92%
	Vietnam	0	0	84	99	89	108	-	-
	Autres pays	202	328	170	232	172	230	-14,85%	-29,88%
PROCHE ET MOYEN ORIENT		315	559	141	251	223	431	-29,21%	-22,90%
dont	Iran	23	28	13	15	17	20	-26,09%	-28,57%
	Israël	8	14	-	-	2	3	-75,00%	-78,57%
	Liban	121	190	43	72	41	56	-66,12%	-70,53%
	Pakistan	132	283	58	114	128	295	-3,03%	4,24%
	Autres pays	31	44	27	50	35	57	12,90%	29,55%

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration



FAMILLES INTRODUITES EN FRANCE OU RÉGULARISÉES AU COURS DE L'ANNÉE 2014 AU TITRE DU REGROUPEMENT FAMILIAL (SUITE ET FIN)

Continents / Pays de nationalité	2005		2013		2014		% évolution 2014/2005	
	Familles	Personnes	Familles	Personnes	Familles	Personnes	Familles	Personnes
EUROPE DE L'EST	2 050	3 276	1 477	1 264	707	1 013	-65,51%	-69,08%
Bosnie-Herzégovine	22	28	18	20	16	22	-27,27%	-21,43%
Bulgarie	25	40	-	-	-	-	-	-
Croatie	10	20	3	5			-100,00%	-100,00%
Macédoine	22	28	2	2	4	4	-81,82%	-85,71%
Moldavie	24	30	11	15	9	13	-62,50%	-56,67%
Roumanie	160	210	-	-	-	-	-	-
Russie	100	128	29	37	31	43	-69,00%	-66,41%
Serbie	159	213	670	54	37	51	-76,73%	-76,06%
Turquie	1 391	2 401	576	891	451	670	-67,58%	-72,09%
Ukraine	53	61	25	29	27	33	-49,06%	-45,90%
Autres pays	84	117	143	211	132	177	57,14%	51,28%
OCÉANIE	19	41	5	8	5	5	-73,68%	-87,80%
dont								
Australie	17	35	-	-	2	2	-88,24%	-94,29%
Nouvelle-Zélande	2	6	-	-	-	-	-	-
Autres pays	0	0	5	8	3	3	-	-
NATIONALITÉ INDÉTERMINÉE	3	4	2	3	1	1	-66,67%	-75,00%
TOTAL GÉNÉRAL	14 305	22 892	10 809	13 661	10 657	14 302	-25,50%	-37,52%

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration

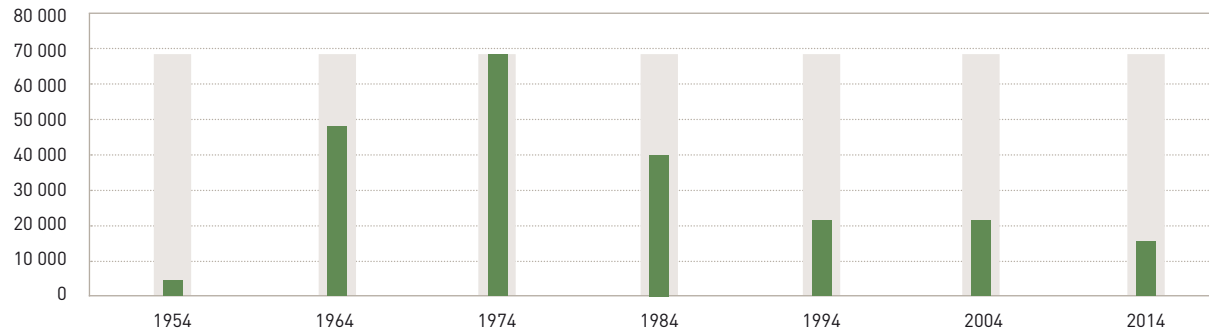
RÉPARTITION PAR CONTINENT, EN 2014, DE L'IMMIGRATION FAMILIALE EN FRANCE



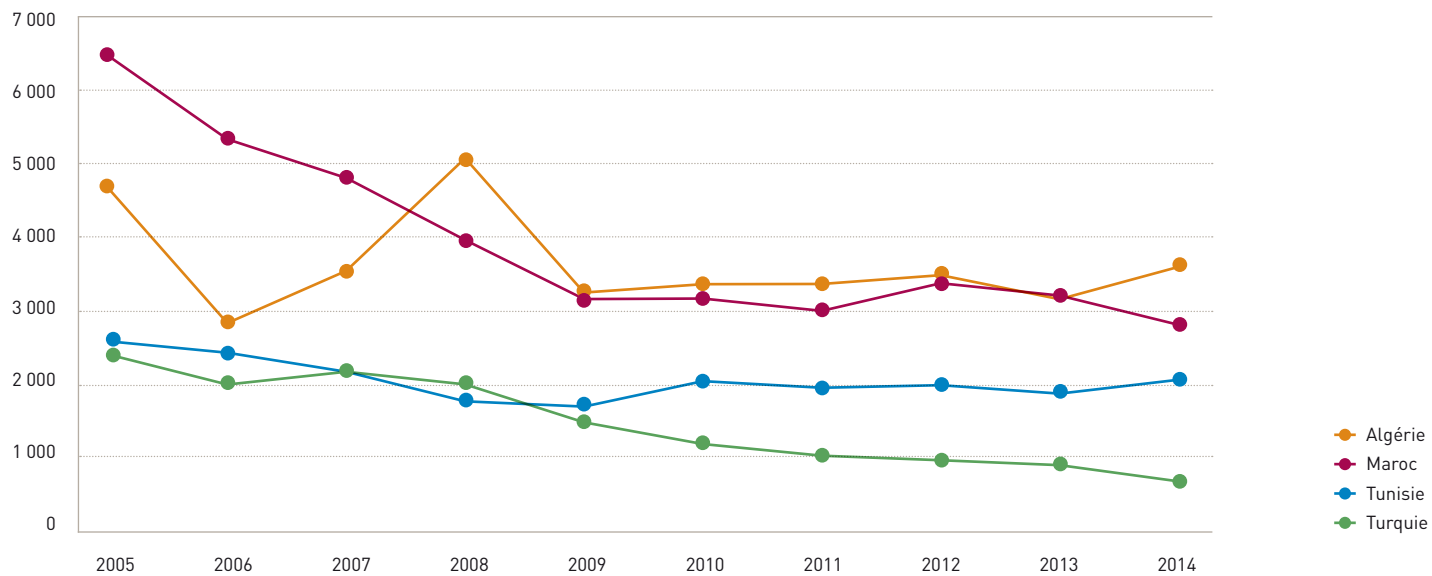
MOUVEMENTS MIGRATOIRES • Immigration familiale



IMMIGRATION FAMILIALE DEPUIS 60 ANS (NOMBRE DE PERSONNES INTRODUITES)



PRINCIPAUX PAYS D'ORIGINE DE L'IMMIGRATION FAMILIALE (NOMBRE DE PERSONNES INTRODUITES)



MOUVEMENTS MIGRATOIRES • Les Français à l'étranger (REGISTRE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE)



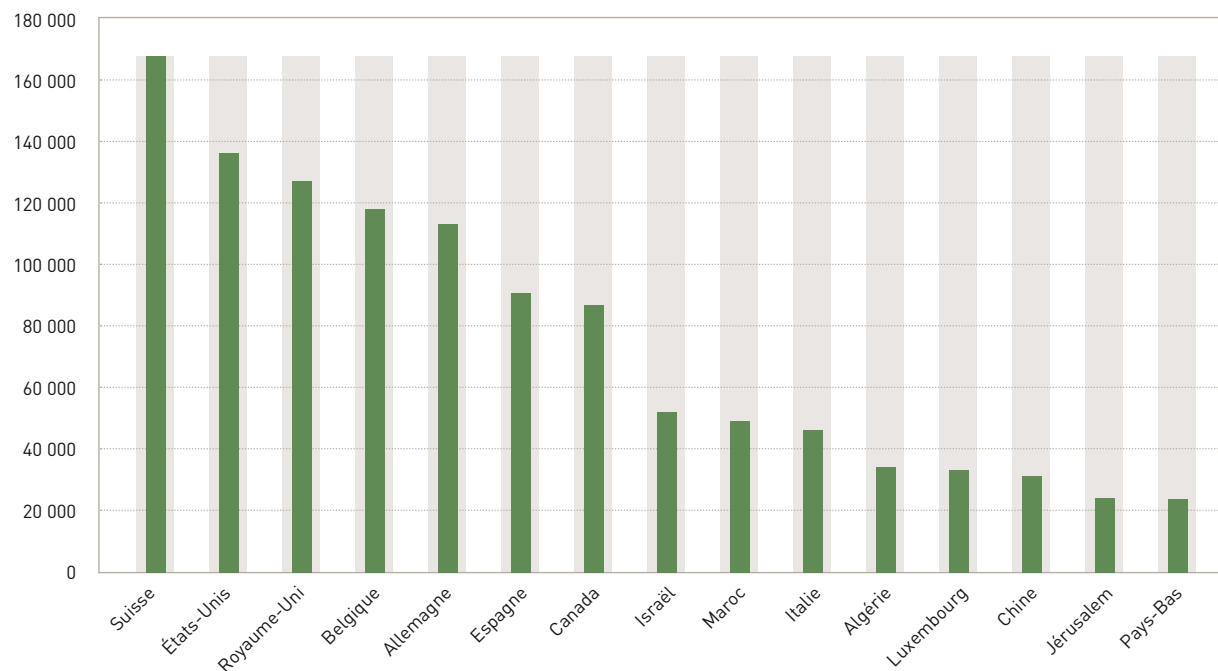
La population française établie hors de France inscrite au 31/12/2014 a augmenté de 37 641 personnes et s'élève à 1 680 594, soit une augmentation de 2,29 % par rapport à 2013.

Au vu de la tendance observée les années précédentes par nos ambassades et consulats, la population française établie hors de France a augmenté de 32,53 % en 10 ans, avec une évolution annuelle moyenne stabilisée autour des 3,18 %.

L'inscription au Registre mondial des Français établis hors de France est une démarche administrative facultative mais fortement encouragée pour tous nos ressortissants à l'étranger.

La population globale française à l'étranger est estimée à 2,6 millions de personnes.

LES 15 PAYS OÙ LA PRÉSENCE FRANÇAISE EST LA PLUS FORTE EN 2014



En 2014, ces 15 pays représentent 67,37 % de la population française à l'étranger.

L'Algérie et Jérusalem ont gagné un échelon dans ce classement depuis l'année dernière.

MOUVEMENTS MIGRATOIRES • Les Français à l'étranger

REGISTRE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE - DÉTAIL PAR CONTINENTS / PAYS

Continents / Pays	2005		2013		2014		Variation en nombre 2014/2013	Taux d'évolution		
	Effectifs	Effectifs	Structure	Effectifs	Structure	2014/2013		Annuel moyen 2014/2005	Sur 10 ans	
EUROPE OCCIDENTALE	630 039	796 570	47,40	803 037	47,78	+ 6 467	0,81	2,73	27,46	
dont										
Allemagne	101 391	112 238	6,68	112 879	6,72	+ 641	0,57	1,20	11,33	
Andorre	3 991	3 226	0,19	3 170	0,19	- 56	-1,74	-2,53	-20,57	
Autriche	6 152	8 668	0,52	8 760	0,52	+ 92	1,06	4,00	42,39	
Belgique	79 828	115 888	6,90	117 782	7,01	+ 1 894	1,63	4,42	47,54	
Chypre	981	1 428	0,08	1 464	0,09	+ 36	2,52	4,55	49,24	
Danemark	3 838	5 216	0,31	5 176	0,31	- 40	-0,77	3,38	34,86	
Espagne	71 226	91 707	5,46	90 610	5,39	- 1 097	-1,20	2,71	27,21	
Finlande	1 915	2 600	0,15	2 684	0,16	+ 84	3,23	3,82	40,16	
Grèce	7 615	10 433	0,62	10 541	0,63	+ 108	1,04	3,68	38,42	
Irlande	6 669	8 310	0,49	8 735	0,52	+ 425	5,11	3,04	30,98	
Islande	241	349	0,02	340	0,02	- 9	-2,58	3,90	41,08	
Italie	41 494	46 896	2,79	46 113	2,74	- 783	-1,67	1,18	11,13	
Luxembourg	21 714	32 575	1,94	33 378	1,99	+ 803	2,47	4,89	53,72	
Malte	253	600	0,04	682	0,04	+ 82	13,67	11,65	169,57	
Monaco	7 923	7 865	0,47	7 731	0,46	- 134	-1,70	-0,27	-2,42	
Norvège	3 697	5 111	0,30	4 854	0,29	- 257	-5,03	3,07	31,30	
Pays-Bas	11 956	23 448	1,40	23 753	1,41	+ 305	1,30	7,93	98,67	
Portugal	18 519	15 472	0,92	15 181	0,90	- 291	-1,88	-2,18	-18,02	
Royaume-Uni	102 470	126 239	7,51	126 804	7,55	+ 565	0,45	2,40	23,75	
Suède	5 226	6 785	0,40	6 723	0,40	- 62	-0,91	2,84	28,65	
Suisse	128 701	163 600	9,73	167 207	9,95	+ 3 607	2,20	2,95	29,92	
Turquie	4 184	7 916	0,47	8 470	0,50	+ 554	7,00	8,15	102,44	
Autres pays	55	0	0,00	0	0,00	+ 0	-	-100,00	-100,00	

Source : Ministère des affaires étrangères et du développement international, 2014



REGISTRE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE - DÉTAIL PAR CONTINENTS / PAYS (SUITE)

Continents / Pays	2005	2013		2014		Variation en nombre 2014/2013	Taux d'évolution		
	Effectifs	Effectifs	Structure	Effectifs	Structure		2014/2013	Annuel moyen 2014/2005	Sur 10 ans
EUROPE DE L'EST	21 757	31 079	1,89	32 013	1,90	+ 934	3,01	4,38	47,14
dont									
Bosnie-Herzégovine	243	359	0,02	385	0,02	+ 26	7,24	5,25	58,44
Bulgarie	521	1 127	0,07	1 223	0,07	+ 96	8,52	9,95	134,74
Croatie	745	1 006	0,06	1 076	0,06	+ 70	6,96	4,17	44,43
Estonie	108	208	0,01	229	0,01	+ 21	10,10	8,71	112,04
Hongrie	1 924	2 402	0,15	2 423	0,14	+ 21	0,87	2,60	25,94
Lettonie	167	203	0,01	207	0,01	+ 4	1,97	2,41	23,95
Lituanie	210	408	0,02	418	0,02	+ 10	2,45	7,95	99,05
Macédoine	252	203	0,01	225	0,01	+ 22	10,84	-1,25	-10,71
Pologne	4 889	6 067	0,37	6 247	0,37	+ 180	2,97	2,76	27,78
République Tchèque	2 461	3 403	0,21	3 667	0,22	+ 264	7,76	4,53	49,00
Roumanie	2 256	3 075	0,19	3 337	0,20	+ 262	8,52	4,45	47,92
Russie	3 817	6 093	0,37	5 961	0,35	- 132	-2,17	5,08	56,17
Serbie	1 044	1 397	0,09	1 417	0,08	+ 20	1,43	3,45	35,73
Slovaquie	802	830	0,05	834	0,05	+ 4	0,48	0,44	3,99
Slovénie	515	679	0,04	713	0,04	+ 34	5,01	3,68	38,45
Ukraine	484	928	0,06	938	0,06	+ 10	1,08	7,63	93,80
Autres pays	1 319	2 691	0,16	2 713	0,16	+ 22	0,82	8,34	105,69
AMÉRIQUE DU NORD	166 862	212 815	12,95	222 674	13,25	+ 9 859	4,63	3,26	33,45
Canada	60 763	83 295	5,07	86 837	5,17	+ 3 542	4,25	4,05	42,91
États-Unis	106 099	129 520	7,88	135 837	8,08	+ 6 317	4,88	2,78	28,03

Source : Ministère des affaires étrangères et du développement international, 2014

MOUVEMENTS MIGRATOIRES • Les Français à l'étranger

REGISTRE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE - DÉTAIL PAR CONTINENTS / PAYS (SUITE)

Continents / Pays	2005	2013		2014		Variation en nombre 2014/2013	Taux d'évolution		
	Effectifs	Effectifs	Structure	Effectifs	Structure		2014/2013	Annuel moyen 2014/2005	Sur 10 ans
AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD	78 762	99 471	6,05	101 613	6,05	+ 2 142	2,15	2,87	29,01
dont									
Argentine	15 065	14 577	0,89	14 548	0,87	- 29	-0,20	-0,39	-3,43
Brésil	15 630	20 806	1,27	21 509	1,28	+ 703	3,38	3,61	37,61
Chili	7 610	10 623	0,65	10 936	0,65	+ 313	2,95	4,11	43,71
Colombie	3 033	5 029	0,31	5 246	0,31	+ 217	4,31	6,28	72,96
Mexique	13 510	17 690	1,08	17 728	1,05	+ 38	0,21	3,07	31,22
Pérou	2 837	3 699	0,23	3 804	0,23	+ 105	2,84	3,31	34,09
République Dominicaine	2 548	3 994	0,24	4 029	0,24	+ 35	0,88	5,22	58,12
Uruguay	2 242	2 869	0,17	2 909	0,17	+ 40	1,39	2,94	29,75
Venezuela	5 358	4 580	0,28	4 538	0,27	- 42	-0,92	-1,83	-15,30
Autres pays	10 929	15 604	0,95	16 366	0,97	+ 762	4,88	4,59	49,75
AFRIQUE DU NORD	84 049	102 007	6,21	107 103	6,37	+ 5 096	5,00	2,73	27,43
dont									
Algérie	38 080	31 677	1,93	34 371	2,05	+ 2 694	8,50	-1,13	-9,74
Maroc	30 003	46 995	2,86	49 195	2,93	+ 2 200	4,68	5,65	63,97
Tunisie	15 463	23 042	1,40	23 279	1,39	+ 237	1,03	4,65	50,55
Autres pays	503	293	0,02	258	0,02	- 35	-11,95	-7,15	-48,71
AFRIQUE FRANCOPHONE	102 349	119 723	7,29	122 574	7,29	+ 2 851	2,38	2,02	19,76
dont									
Bénin	3 366	3 755	0,23	3 791	0,23	+ 36	0,96	1,33	12,63
Cameroun	5 774	6 210	0,38	6 277	0,37	+ 67	1,08	0,93	8,71
Congo	3 102	5 561	0,34	6 035	0,36	+ 474	8,52	7,68	94,55
Côte d'Ivoire	11 554	14 162	0,86	15 229	0,91	+ 1 067	7,53	3,12	31,81
Djibouti	4 273	4 929	0,30	4 871	0,29	- 58	-1,18	1,47	13,99
Gabon	9 763	10 969	0,67	10 582	0,63	- 387	-3,53	0,90	8,39
Ile Maurice	6 600	10 322	0,63	10 589	0,63	+ 267	2,59	5,39	60,44
Madagascar	19 602	18 607	1,13	18 532	1,10	- 75	-0,40	-0,62	-5,46
Mali	4 576	5 256	0,32	6 158	0,37	+ 902	17,16	3,35	34,57
Mauritanie	1 920	1 915	0,12	1 868	0,11	- 47	-2,45	-0,30	-2,71
Niger	1 354	1 648	0,10	1 681	0,10	+ 33	2,00	2,43	24,15
Sénégal	16 813	19 661	1,20	20 194	1,20	+ 533	2,71	2,06	20,11
Togo	2 697	2 855	0,17	2 806	0,17	- 49	-1,72	0,44	4,04
Autres pays	10 955	13 873	0,84	13 961	0,83	+ 88	0,63	2,73	27,44

Source : Ministère des affaires étrangères et du développement international, 2014



REGISTRE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE - DÉTAIL PAR CONTINENTS / PAYS (SUITE ET FIN)

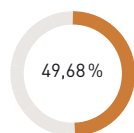
Continents / Pays		2005	2013		2014		Variation en nombre 2014/2013	Taux d'évolution		
		Effectifs	Effectifs	Structure	Effectifs	Structure		2014/2013	Annuel moyen 2014/2005	Sur 10 ans
AFRIQUE NON FRANCOPHONE		14 033	18 790	1,14	19 213	1,14	+ 423	2,25	3,55	36,91
dont	Afrique du sud	6 130	7 283	0,44	7 629	0,45	+ 346	4,75	2,46	24,45
	Angola	1 202	1 896	0,12	1 768	0,11	- 128	-6,75	4,38	47,09
	Cap-Vert	246	412	0,03	407	0,02	- 5	-1,21	5,75	65,45
	Kenya	893	1 529	0,09	1 493	0,09	- 36	-2,35	5,88	67,19
	Nigéria	1 557	1 674	0,10	1 732	0,10	+ 58	3,46	1,19	11,24
	Autres pays	4 005	5 996	0,36	6 184	0,37	+ 188	3,14	4,95	54,41
PROCHE/MOYEN ORIENT		96 721	137 441	8,37	141 065	8,39	+ 3 624	2,64	4,28	45,85
dont	Arabie saoudite	3 627	5 590	0,34	5 710	0,34	+ 120	2,15	5,17	57,43
	Égypte	5 331	5 971	0,36	5 905	0,35	- 66	-1,11	1,14	10,77
	Émirats arabes unis	6 790	17 371	1,06	19 324	1,15	+ 1 953	11,24	12,32	184,59
	Israël	42 573	51 714	3,15	51 945	3,09	+ 231	0,45	2,24	22,01
	Jérusalem	13 158	23 274	1,42	24 146	1,44	+ 872	3,75	6,98	83,51
	Liban	17 564	22 525	1,37	22 901	1,36	+ 376	1,67	2,99	30,39
	Autres pays	7 678	10 996	0,67	11 134	0,66	+ 138	1,26	4,22	45,01
ASIE - OCÉANIE		73 531	125 057	7,61	131 302	7,81	+ 6 245	4,99	6,65	78,57
dont	Australie	14 270	20 670	1,26	22 539	1,34	+ 1 869	9,04	5,21	57,95
	Cambodge	2 323	4 530	0,28	4 661	0,28	+ 131	2,89	8,04	100,65
	Chine	13 785	31 275	1,90	31 334	1,86	+ 59	0,19	9,55	127,31
	Corée du sud	1 554	2 451	0,15	2 636	0,16	+ 185	7,55	6,05	69,63
	Inde	8 195	9 950	0,61	9 983	0,59	+ 33	0,33	2,22	21,82
	Indonésie	2 228	3 973	0,24	4 162	0,25	+ 189	4,76	7,19	86,80
	Japon	7 127	7 292	0,44	7 561	0,45	+ 269	3,69	0,66	6,09
	Nouvelle zélande	2 040	3 612	0,22	4 035	0,24	+ 423	11,71	7,87	97,79
	Philippines	1 322	2 507	0,15	2 781	0,17	+ 274	10,93	8,61	110,36
	Singapour	4 321	10 526	0,64	11 415	0,68	+ 889	8,45	11,40	164,17
	Thaïlande	5 778	9 937	0,60	10 923	0,65	+ 986	9,92	7,33	89,04
	Vietnam	7 143	11 688	0,71	12 237	0,73	+ 549	4,70	6,16	71,31
	Autres pays	3 445	6 646	0,40	7 035	0,42	+ 389	5,85	8,26	104,21
POPULATION INSCRITE TOTALE		1 268 103	1 642 953	100,00	1 680 594	100,00	+ 37 641	2,29	3,18	32,53

Source : Ministère des affaires étrangères et du développement international, 2014

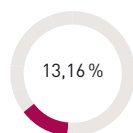
MOUVEMENTS MIGRATOIRES • Les Français à l'étranger

RÉPARTITION DES FRANÇAIS SELON LES RÉGIONS

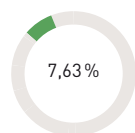
EN 2005



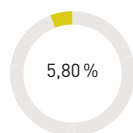
Europe occidentale



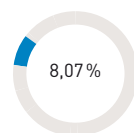
Amérique du Nord



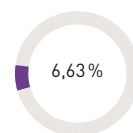
Proche/Moyen-Orient



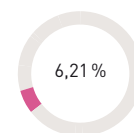
Asie- Océanie



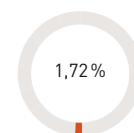
Afrique francophone



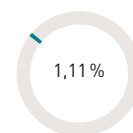
Afrique du Nord



Amérique Centrale et du Sud

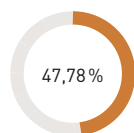


Europe de l'Est

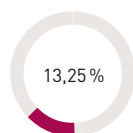


Afrique non francophone

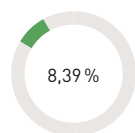
EN 2014



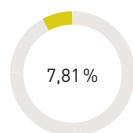
Europe occidentale



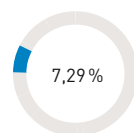
Amérique du Nord



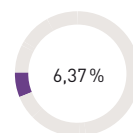
Proche/Moyen-Orient



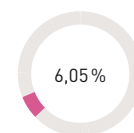
Asie- Océanie



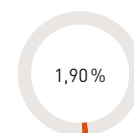
Afrique francophone



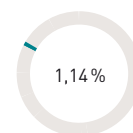
Afrique du Nord



Amérique Centrale et du Sud



Europe de l'Est



Afrique non francophone



Le volume de la population française établie à l'étranger s'est accru en 2014 de près de 37 641 inscrits au registre, mais de manière non uniforme selon les régions géographiques :

1/ Les régions dans lesquelles la population expatriée est en pleine expansion :

Taux d'évolution annuel moyen de la région (sur 10 ans) supérieur à 4,5 % :

Afrique du Nord : + 5 %

- Taux le + élevé : + 8,50 % (Algérie)
- Taux le + faible : + 1,03 % (Tunisie)

Asie - Océanie : + 4,99 %

- Taux le + élevé : + 11,71 % (Nouvelle Zélande)
- Taux le + faible : + 0,19 % (Chine)

Amérique du Nord : + 4,63 %

- Taux le + élevé : + 4,88 % (Etats-Unis)
- Taux le + faible : + 4,25 % (Canada)

2/ Les régions dans lesquelles la progression est régulière mais modérée :

Taux d'évolution annuel moyen de la région (sur 10 ans) entre 3 et 4,5 % :

Europe de l'Est : + 3,01 %

- Taux le + élevé : + 10,84 % (Macédoine)
- Taux le + faible : - 2,17 % (Russie)

3/ Les régions dans lesquelles l'expansion de la communauté française ralentit

Taux d'évolution annuel moyen de la région (sur 10 ans) inférieur à 3 % :

Proche/moyen-Orient : + 2,64 %

- Taux le + élevé : + 11,24 % (Emirats arabes unis)
- Taux le + faible : + 1,11 % (Egypte)

Afrique Francophone : + 2,38 %

- Taux le + élevé : + 17,16 % (Mali)
- Taux le + faible : - 3,53 % (Gabon)

Afrique non francophone : + 2,25 %

- Taux le + élevé : + 4,75 % (Afrique du Sud)
- Taux le + faible : - 6,75 % (Angola)

Amérique Centrale et du Sud : + 2,15 %

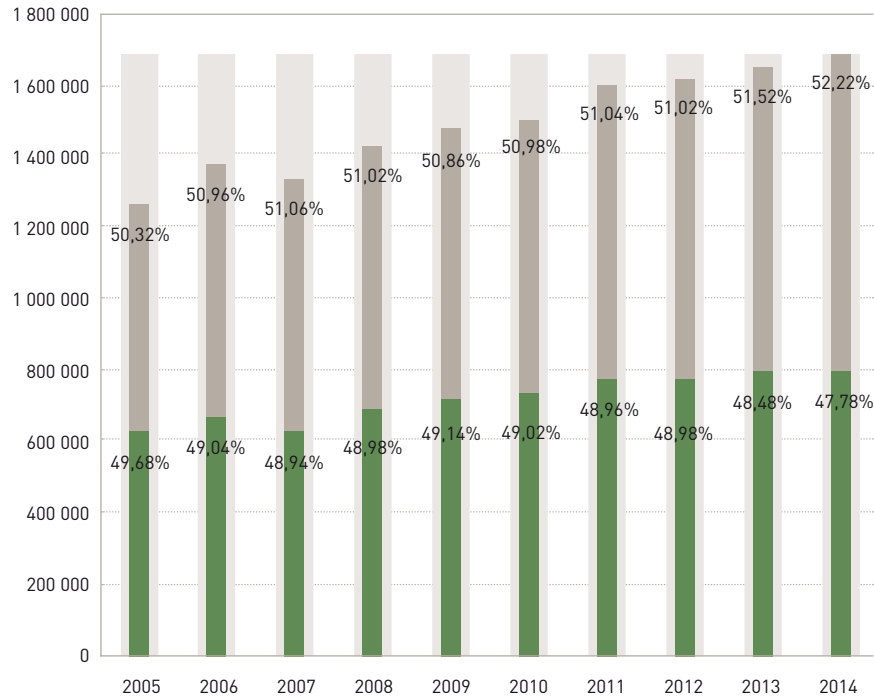
- Taux le + élevé : + 4,31 % (Colombie)
- Taux le + faible : - 0,92 % (Vénézuéla)

Europe occidentale : + 0,81 %

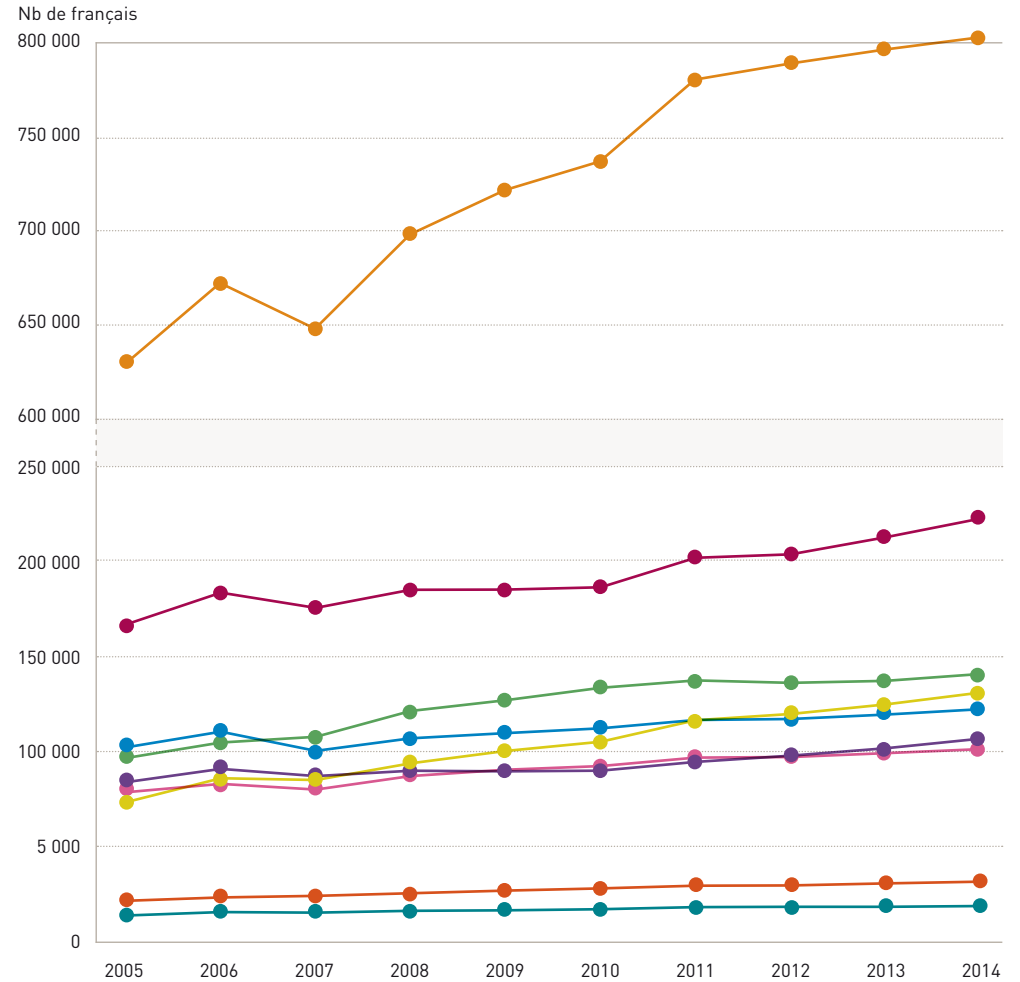
- Taux le + élevé : + 13,67 % (Malte)
- Taux le + faible : - 5,03 % (Norvège)



ÉVOLUTION DEPUIS 2005 DU NOMBRE DE FRANÇAIS À L'ÉTRANGER



PAR CONTINENT



- Europe occidentale
- Asie - Océanie
- Amérique Centrale et du Sud
- Amérique du Nord
- Afrique francophone
- Europe de l'Est
- Afrique non francophone
- Proche/Moyen-Orient
- Afrique du Nord
- Afrique non francophone



GLOSSAIRE

Allocation de retraite complémentaire :

Revenu complétant les prestations versées par le régime de base. Cette allocation est calculée sur la base d'un système par points acquis durant toute la carrière professionnelle jusqu'au départ à la retraite.

Allocation de veuvage :

Indemnité temporaire (2 ans maximum) versée au conjoint survivant d'un assuré décédé, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension de réversion et sous réserve de ressources inférieures à un plafond.

Arrêt Vanbraekel :

Complétant sa jurisprudence relative aux autorisations préalables liées aux traitements médicaux suivis dans un autre État membre, la Cour de justice se prononce sur la prise en charge financière des soins lors d'une intervention hospitalière. Un assuré social auquel a été à tort refusé une autorisation de se faire hospitaliser dans un autre État membre que son État d'affiliation a cependant droit au remboursement des frais engagés si l'autorisation est accordée postérieurement à cette hospitalisation, le cas échéant par voie judiciaire. Le remboursement doit être au moins identique à celui qui aurait été accordé si l'assuré avait été hospitalisé dans son État membre d'affiliation.

Capital décès :

Prestations en espèces d'assurance décès versées sous forme d'indemnité, par ordre de priorité aux personnes qui étaient, au jour du décès, à la charge effective totale et permanente de l'assuré.

Créances présentées par la France :

Dépenses engagées sur le territoire français par les assurés des États avec lesquels des accords de sécurité sociale visant le risque maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles ont été conclus (dans le cadre des règlements européens, des conventions bilatérales ou des décrets de coordination) et pour lesquels la France demande le remboursement aux États concernés.

Conventions transfrontalières :

Accords signés entre les caisses françaises de sécurité sociale et des établissements de soins se situant dans des régions frontalières de la France.

Détachement de plein droit :

On entend par « détachement » le fait de maintenir au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi un travailleur qui va, durant un temps déterminé, exécuter un travail, pour le compte de son employeur habituel, sur le territoire d'un autre État.

Détachements « entrants » :

Il s'agit, dans le cadre de la procédure du détachement, de formulaires émis pour des personnes assujetties à des régimes étrangers de protection sociale et qui viennent travailler en France.

Détachements « sortants » :

Il s'agit, dans le cadre de la procédure du détachement, de formulaires émis pour des personnes assujetties au régime français de protection sociale et qui sont missionnées pour un travail à l'étranger.

Dettes présentées/notifiées à la France :

Remboursements des dépenses engagées hors du territoire français par les assurés des régimes français de sécurité sociale et correspondant à des prestations en nature maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles réglées en application des règlements européens, des conventions bilatérales ou des décrets de coordination. Les dettes présentées/notifiées au cours d'un exercice correspondent généralement à des prestations en nature réglées par les organismes étrangers au cours des années précédentes.

Factures (dépenses réelles) :

Montants des prestations en nature (soins médicaux, dentaires, hospitalisations, médicaments et autres prestations) tels qu'ils ressortent de la comptabilité des institutions financières, et remboursés par l'institution compétente à l'institution qui a servi les prestations.

Forfaits :

Montants des prestations en nature remboursés par les institutions compétentes aux institutions du lieu de résidence qui ont servi des prestations, sur la base d'un forfait aussi proche que possible des dépenses réelles. Ce forfait est établi, pour chaque année civile, à partir du coût moyen annuel des soins de santé dans le pays de résidence.

Pension d'invalidité :

Prolongement de l'assurance maladie, l'assurance invalidité a pour objet d'accorder à l'assuré invalide une pension en compensation de la perte de salaire qui résulte de la réduction de la capacité de travail ou de gain. Est considéré comme invalide, l'assuré social qui n'a pas atteint l'âge légal de la retraite, qui se trouve hors d'état de se procurer, dans une profession quelconque, un salaire supérieur au tiers de la rémunération normale de la profession qu'il exerçait avant l'arrêt de travail ou la constatation de l'état d'invalidité.

Pension de survivant invalide :

Pour prétendre à cet avantage, le conjoint survivant doit être âgé de moins de 55 ans, être atteint d'une invalidité permanente réduisant de 2/3 sa capacité de travail ou de gain, et ne pas disposer de ressources supérieures à un certain plafond. Le montant de la pension est égal à 54 % de la pension dont bénéficiait ou eût bénéficié le défunt.

Pension de vieillesse :

Revenu perçu par la personne ayant liquidé sa retraite. Son montant dépend de la durée d'assurance, du salaire annuel de base, du taux qui varie en fonction de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes ou en fonction de l'âge.

Pension de réversion :

Après le décès du bénéficiaire de la pension, les proches peuvent, sous certaines conditions, bénéficier d'une pension dite de réversion.



**Pluriactivité** (règlements européens uniquement) :

Une personne est dite « pluriactive » lorsqu'elle exerce simultanément ou en alternance une ou plusieurs activité(s) salariée(s) ou non salariée(s) sur le territoire de deux ou plusieurs États membres de l'UE-EEE-Suisse.

Prestations en espèces d'incapacité temporaire :

Elles sont versées, sous réserve de remplir les conditions d'ouverture des droits, par l'Assurance maladie aux travailleurs pour compenser la perte de salaire pendant un arrêt de travail (maladie, maternité et/ou paternité, accident du travail, maladie professionnelle).

Prestations familiales exportables (règlements européens) :

Les allocations familiales ainsi que leurs majorations et le forfait familial, la PAJE, le complément familial, l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) et de son complément, l'allocation de rentrée scolaire (ARS), l'allocation de soutien familial (ASF), l'allocation journalière de présence parentale (AJPP).

Les prestations familiales sont destinées, sans condition de nationalité ni, pour certaines, de ressources, aux personnes seules ou vivant en couple ayant un ou plusieurs enfants à charge, et en l'occurrence pour les ressortissants étrangers, sous réserve de répondre de la régularité de sa situation en France.

Rente AT-MP (accident du travail/maladie professionnelle) :

Revenu périodique attribué pour réparation d'un dommage à la suite d'une incapacité permanente, partielle ou totale due à un accident du travail ou à une maladie professionnelle. On distingue les rentes de victimes et les rentes de survivants.

Résidence hors de l'État compétent :

Personne assurée ou membres de sa famille qui réside(nt) dans un État autre que l'État compétent et bénéficie(nt) dans l'État de résidence des prestations en nature servies, pour le compte de l'institution compétente, par l'institution du lieu de résidence, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme si elle/ils étai(en)t assuré(e)(s) en vertu de cette législation.

Séjour temporaire :

Cf. soins médicalement nécessaires ci-dessous.

Soins liés à la résidence :

Prestations servies aux travailleurs ou retraités résidant dans un État autre que l'État d'emploi ou que l'État débiteur de la pension.

Soins médicalement nécessaires :

Prestations servies aux assurés des régimes français (touristes, pensionnés, travailleurs détachés ou étudiants) qui ont eu besoin de se faire soigner lors d'un séjour temporaire au sein d'un pays de l'UE-EEE-Suisse ou aux assurés de régimes de l'UE-EEE-Suisse qui ont eu besoin de se faire soigner lors d'un séjour temporaire sur le territoire français.

Soins programmés :

Prestations servies aux assurés des régimes français qui se rendent à l'étranger ou aux assurés des régimes étrangers qui se rendent en France afin d'entreprendre ou de poursuivre des soins prévus. Une autorisation est alors délivrée par l'institution compétente, à savoir celle qui prendra les frais à sa charge.

Soins urgents :

Prestations servies aux assurés des régimes français (touristes, pensionnés, travailleurs détachés ou étudiants) qui ont eu besoin de se faire soigner lors d'un séjour temporaire en dehors de la zone UE-EEE-Suisse ou aux assurés des régimes hors UE-EEE-Suisse qui ont eu besoin de se faire soigner lors d'un séjour temporaire sur le territoire français.

Travailleur frontalier :

Au sens des règlements européens de coordination en matière de sécurité sociale, le travailleur frontalier désigne toute personne qui exerce une activité salariée ou non salariée dans un État membre et qui réside dans un autre État membre où elle retourne en principe chaque jour ou au moins une fois par semaine.



**CENTRE DES LIAISONS EUROPÉENNES
ET INTERNATIONALES DE SÉCURITÉ SOCIALE**

11 rue de la Tour des Dames
75436 PARIS cedex 09
Tél. : 33 (0)1 45 26 33 41
Fax : 33 (0)1 49 95 06 50

Directeur de la publication : Philippe SANSON
Direction des Études Financières et Statistiques

Contact : defs@cleiss.fr

Création : Additiv / Crédits Photos : © Thinkstock

